

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

No quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE.

TOME CENT VINGT-CINQUIÈME

Mai-Août 1917.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1917

D

1

.R6

t.125

1917

~~H~~
~~R3282~~
~~t.125~~

142239

MY 14 '18

Birds

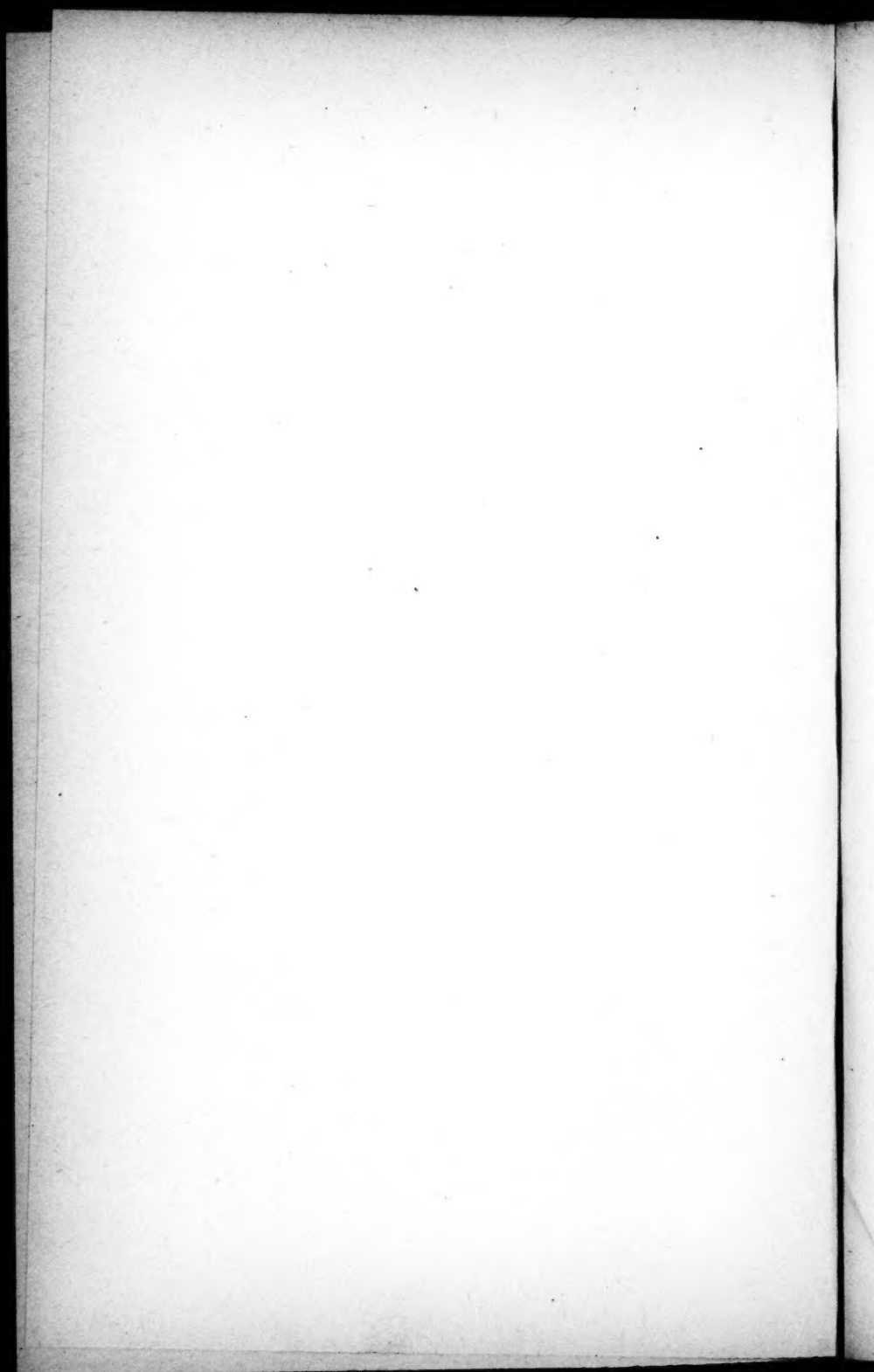
HTUONDAQ

331.100

YHA98LI

REVUE
HISTORIQUE

✓



LES
THÉORIES GERMANIQUES
DE LA SOUVERAINETÉ

A LA FIN DU XI^e SIÈCLE

Pendant toute la période que l'on désigne parfois sous le nom de prémoyen âge, le choix du souverain qui gouverne l'État n'a jamais été assujéti à des règles bien fixes. Dans les royaumes barbares, la couronne est considérée comme partie intégrante du bien patrimonial qui, conformément à la coutume germanique, est partagé entre les fils; sa transmission héréditaire, malgré l'intervention des guerriers qui acclament leur nouveau chef et l'élèvent sur le pavois, n'est guère contestée. Au x^e siècle, il n'en est plus ainsi : sous la poussée des circonstances, le droit a évolué. Menacés par les invasions normandes ou hongroises, les grands bénéficiaires, tant en Allemagne qu'en France, mettent à la tête de l'État celui qui leur paraît le plus capable d'organiser une résistance victorieuse; peu à peu, on en vient à admettre, tacitement ou non, que l'origine de la souveraineté réside non plus dans l'hérédité, mais dans l'élection. L'Église, en couronnant Pépin le Bref et Otton le Grand, Hugues Capet et Conrad de Franconie, reconnaît indifféremment les rois qui tiennent leur couronne de leurs ancêtres et ceux qui la reçoivent des seigneurs.

L'intervention du pouvoir ecclésiastique a elle-même de graves conséquences. En la sollicitant, les rois ont permis à l'Église de revendiquer un certain contrôle sur le choix du souverain. Le pape, qui sacre l'empereur, peut lui refuser l'onction sainte s'il l'en juge indigne; bientôt, il prétendra qu'il dispose, au nom de Dieu, de l'empire et des royaumes. Ce dernier pas est franchi, à la fin du xi^e siècle, pendant la querelle des inves-

titures. Au concile, tenu à Rome pendant le carême de l'année 1080, Grégoire VII dépose Henri IV, roi de Germanie, et délisse ses sujets du serment de fidélité. Ce coup d'audace pose un problème juridique de la plus haute importance : le pape a-t-il le droit d'arracher la couronne à un prince qui a régulièrement succédé à son père et à son aïeul pour la confier à Rodolphe, duc de Souabe, élu, trois ans plus tôt, par les seigneurs allemands¹?

Pour rassurer les consciences chrétiennes, inquiètes et troublées, Grégoire VII jugea opportun de résumer et de codifier dans une bulle solennelle, adressée le 15 mars 1081 à l'évêque de Metz, Hermann, les raisons qui avaient dicté son attitude².

Cette lettre, justement célèbre, est dominée par l'idée de la supériorité du pouvoir sacerdotal sur le pouvoir laïque. L'un a une origine surnaturelle; la Providence « l'a institué pour son honneur et miséricordieusement accordé au monde ». L'autre, au contraire, est « une dignité inventée par les hommes du siècle ». Chacun sait « que les premiers rois et les premiers ducs ont été des personnages qui ignoraient Dieu et qui, sous l'influence d'une aveugle cupidité et d'une intolérable présomption, secondés en outre par le démon, prince de ce monde, se sont efforcés par vanité, à l'aide de vols, de mensonges, d'homicides, à l'aide de presque tous les vices, de dominer leurs égaux, c'est-à-dire les autres hommes ». Inférieur par son origine au pouvoir spirituel, le pouvoir temporel l'est aussi par sa nature. « Aucun laïque ne reçoit une puissance égale à celle qui est octroyée à l'exorciste, puisque celui-ci est établi empereur spirituel pour chasser les démons... En outre, au lit de mort, tout roi chrétien, désireux d'éviter l'enfer, d'aller des ténèbres à la lumière, de paraître devant Dieu absous de ses fautes, sollicite humblement le ministère du prêtre. Or, quel est donc je ne dis

1. C'est en 1077, à l'assemblée de Forchheim, que les princes allemands, hostiles à Henri IV, ont élu roi Rodolphe de Souabe. Grégoire VII a, pendant longtemps, observé entre les deux rivaux la plus stricte neutralité (cf. *Reg.*, I. IV, *ep.* 23 et 24) et a même provoqué le mécontentement des Saxons dont la rébellion avait déterminé l'avènement de Rodolphe. En 1080, sous prétexte que Henri IV n'a pas exécuté les promesses faites à Canossa en 1077, le pape se prononce officiellement pour son adversaire. Cf. nos *Études sur la polémique religieuse à l'époque de Grégoire VII. Les Prégrégoriens*, chapitre V, *ep.* 325 et suiv.

2. *Gregorii VII papae registrum*, I. VIII, *ep.* 21.

pas le prêtre, mais même le laïque qui, sur le point de mourir et soucieux du salut de son âme, a imploré le secours d'un roi terrestre?... On voit par là combien la dignité sacerdotale l'emporte en excellence. » Ainsi, des deux pouvoirs, l'un a un caractère divin, parce qu'il a trait aux choses surnaturelles et peut seul ouvrir les portes de l'éternité; l'autre est humain, fragile, limité dans le temps et dans l'espace. Aussi bien la primauté du sacerdoce lui confère-t-elle des droits : le pape, en vertu des prérogatives accordées par le Christ à saint Pierre, peut déposer les rois et délier leurs sujets du serment de fidélité.

Telle est, brièvement résumée, la doctrine grégorienne relative à la souveraineté et désignée sous le nom de *théocratie*. Elle a été âprement discutée en Allemagne, pendant la fin du XI^e siècle, par les partisans et les adversaires de Henri IV. Les uns, pour justifier la résistance du roi aux injonctions du Saint-Siège, ont cherché à démontrer que la royauté héréditaire était d'origine divine et que, de ce fait, elle devait disposer d'un pouvoir absolu. Les autres se sont érigés en défenseurs des prétentions pontificales et du principe électif et ont étayé parfois le droit chrétien sur le droit populaire.

I.

Depuis la chute de l'empire carolingien et l'avènement des dynasties nationales, on ne savait plus guère, en Allemagne, si la royauté, en droit, était héréditaire ou élective¹. Sans doute, dans leurs diplômes et autres actes officiels, les rois de Germanie affirment que leur dignité leur vient de leurs ancêtres et leur est échue par la naissance (*regnum haereditario jure collatum*); mais, en fait, pour se concilier la féodalité toute puissante, les Ottons et leurs successeurs ont sollicité son assentiment à chaque changement de règne. Le fondateur de la dynastie franconienne, Conrad II, a été élu, en septembre 1024, par ceux que son chapelain, Wipon, appelle les forces et les entrailles du royaume (*vires ac viscera regni*), c'est-à-dire les hauts feudataires². Son successeur, Henri III, si l'on en croit

1. Sur cette question, cf. Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, 2^e éd., t. VI, p. 120 et suiv.

2. Wipon, *Vita Cuonradi imperatoris*, c. 2 (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. XI, p. 257).

Hermann de Reichenau, demanda aux grands de désigner comme roi son fils, Henri, qui fut sacré du vivant de son père, le 17 juillet 1054¹, et qui, en 1056, à la mort de Henri III, fut reconnu à la fois par les princes et par le pape². L'élection de Rodolphe de Souabe, en 1077, marque le triomphe du système électif : le nouveau roi promet qu'après lui son fils n'acceptera la couronne qu'avec l'assentiment du peuple³.

Pour prouver que Rodolphe est un usurpateur et Grégoire VII un faux pape, les défenseurs de Henri IV s'attachent tout naturellement à établir que, seule, l'hérédité de la fonction royale est conforme à la loi humaine et à la loi divine. S'il en est ainsi, l'élection de 1077 et le décret du concile de 1080 sont entachés de nullité.

Le premier argument en faveur de l'hérédité est emprunté au droit romain. Le fait, en lui-même, n'a rien de surprenant, car le droit romain a conservé une certaine vogue pendant tout le moyen âge. On l'enseignait dans les écoles des arts libéraux comme complément de la rhétorique et aussi dans des écoles spéciales où les études juridiques étaient poussées plus loin⁴. Au

1. Hermann de Reichenau, a. 1053 : « Imperator Heinricus, magno apud Triburiam conventu habito, filium aequivocum regem a cunctis eligi, eique, post obitum suum, si rector justus futurus esset, subjectionem promitti fecit » (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. V, p. 633).

2. Léon d'Ostie, *Chronica monasterii Casinensis*, l. II, c. 91 : « Apostolicus, imperatorem languentem reperiens, usque ad ejus obitum cum illo est remoratus, filioque parvulo quinque circiter annorum, quem in manu ejus pater reliquerat, regni totius optimates jurare faciens eumque in regno confirmans, reversus tandem in Tusciam est » (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. VII, p. 690). — Berthold de Reichenau : « Filius autem ejus (Heinrici tertii), Heinricus quartus, septimum aetatis annum habens, pro eo regni jura suscipiens, a primoribus matri imperatrici ad educandum est commendatus » (*Ibid.*, t. V, p. 270). — Bernold de Constance, a. 1056 : « Heinricus imperator filium suum, jam regem factum, principibus regni commendans, obiit 3 non. Octobris » (*Ibid.*, t. V, p. 427).

3. Brunon, *De bello saxonico*, c. XCI : « Hoc etiam ibi, consensu communi comprobatum, Romani pontificis auctoritate est corroboratum ut regia potestas nulli per hereditatem, sicut ante fuit consuetudo, cederet, sed filius regis, etiam si valde dignus esset, potius per electionem spontaneam quam per successionis lineam proveniret; si vero non esset dignus filius regis, vel si nollet eum populus, quem regem facere vellet haberet in potestate populus » (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. V, p. 365).

4. Sur les études de droit romain au moyen âge, cf. Fitting (Hermann), *les Commencements de l'École de droit de Bologne* (trad. Paul Leseur), et Ficker, *Forschungen zur Reichs- und Rechtsgeschichte Italiens*, t. III, p. 112 et suiv.

xi^e siècle, l'école de Ravenne était particulièrement florissante¹. C'est à elle, semble-t-il, qu'il faut rattacher Petrus Crassus, auteur de la *Defensio Heinrici regis*².

1. Voir, à ce sujet, le témoignage de Pierre Damien, *op.* VIII (Migne, *Patr. lat.*, t. CXLV, col. 191).

2. La personnalité de cet auteur est enveloppée d'un certain mystère. On a généralement identifié Petrus Crassus avec Pierre Grasso dont on trouve le nom dans un diplôme de Ravenne, en date du 3 mai 1074 (Fantuzzi, *Mon. Rav.*, t. IV, p. 224), mais aucune preuve matérielle ne vient à l'appui de cette hypothèse. On ne saurait non plus affirmer d'une façon catégorique, comme le font Fitting et Ficker, que Petrus Crassus ait été professeur à Ravenne, ni même qu'il fût Italien d'origine. Seules, les connaissances de Pierre en droit romain permettent de supposer qu'il a fréquenté l'école de Ravenne. Par ailleurs, sa préoccupation constante de convaincre les Saxons, rebelles à Henri IV, montre qu'il n'était pas étranger aux choses de la Germanie et s'intéressait particulièrement aux guerres dont elle était le théâtre : à ces indices, on pourrait tout aussi bien le croire Allemand. Italien ou Allemand, Petrus Crassus est un fougueux impérialiste et un juriste qui connaît les œuvres de Justinien. — La date de la *Defensio Heinrici regis*, éditée par L. de Heinemann dans les *Libelli de lite imperatorum et pontificum*, t. I, p. 432-453, est également discutée. Ficker et, avec lui, Fitting, *op. cit.*, p. 38, pensent qu'elle a été composée à l'occasion du concile de Brixen (1080); Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII*, p. 19-20, en retarde l'apparition à l'époque du concile de Rome (21 mars 1084), tout en concédant aux critiques précédents que, telle qu'elle nous est parvenue, la *Defensio* représente une rédaction tardive, remaniement d'une autre rédaction qui remonterait au concile de Brixen. La première hypothèse ne repose sur aucun argument sérieux : le chapitre vi, comme l'a montré Mirbt, renferme une allusion à la lettre de Grégoire VII à Hermann, en date du 15 mars 1081; de plus, les deux vers qui terminent la *Defensio* :

« Heinricus rex amabilis
Qui Romae victor existis »,

ne peuvent s'appliquer qu'au concile du 21 mars 1084; ils excluent à la fois le concile de Brixen et le premier concile de Rome (23 novembre 1083). En outre, il y a lieu, à notre avis, de remarquer que le concile de 1083 était convoqué d'accord avec Grégoire VII, en vue d'une réconciliation; le concile de 1084, au contraire, a pour but de juger le pape; or, Petrus Crassus s'adresse constamment à des juges dont il requiert une sentence de condamnation : *Sed o qui jure judicaturi estis hujus monachi errorem, vos obsecro...* Pourtant, on doit tenir compte d'une difficulté : Henri IV est entré à Rome le 21 mars et le concile s'est tenu le lendemain 22; comme le remarquent L. de Heidemann (*Libelli de lite*, t. I, p. 433) et Mirbt (*loc. cit.*), il faudrait supposer que la *Defensio* a été composée en un seul jour, ce qui est invraisemblable. De là l'hypothèse d'une rédaction antérieure, remontant au concile de Brixen (dont le décret, suivant Mirbt, aurait donné satisfaction à Petrus Crassus), et remaniée ensuite. Cette hypothèse ne nous paraît pas nécessaire : Henri IV était de longue date décidé à faire prononcer la condamnation de Grégoire VII le jour où il aurait pénétré dans Rome et il a pu, pendant le siège qui a précédé son triomphe, faire préparer en sa faveur un plaidoyer, destiné à provoquer la sentence qu'il

La thèse soutenue avec un certain éclat par Petrus Crassus tend à considérer la couronne royale ou impériale comme un objet qui fait partie de l'héritage et qu'on ne peut dérober à son possesseur légitime sans se rendre coupable d'un attentat à l'égard de la loi humaine et de la loi divine. Elle repose principalement sur les différentes œuvres de Justinien, que l'auteur adapte aux circonstances présentes¹.

Pour établir cette proposition, Pierre constate, avant toutes choses, que l'héritage est le plus sacré de tous les droits. On ne peut arracher à un père la faculté de léguer ses biens à ses enfants. Les textes abondent à ce sujet dans les différentes œuvres de Justinien : « Tout héritage passe à l'héritier ou par testament ou par succession *ab intestat* ou par un pacte tacite². » — « Les héritages des intestats, d'après la loi des Douze Tables, vont d'abord à leurs héritiers. Sont estimés leurs héritiers ceux qui étaient sous le pouvoir du père avant sa mort, comme le fils, la fille, le petit-fils, la petite-fille et ainsi de suite. Ils deviennent ses héritiers, même à leur insu, et, aussitôt après la mort du père, la possession (*dominium*) est pour ainsi dire continuée³. » — « La faculté de partager leur héritage entre leurs enfants », dit plus explicitement encore le Code Justinien, « ne peut être enlevée aux parents⁴. »

Ainsi le droit à l'héritage, selon Justinien, est intangible et, comme « on ne peut vous enlever ce qui est acquis par un

voulait obtenir. De plus, on ne voit pas que les arguments donnés par la *Defensio* aient inspiré le décret de Brixen qui justifie la déposition du pape par des raisons très différentes. La *Defensio Heinrichi regis* a dû être composée dans l'intervalle qui s'écoule entre l'échec du concile du 23 novembre 1083 et la chute de Rome.

1. Nous n'avons pas pu déterminer comment les différents textes du droit civil et du droit canonique sont parvenus à la connaissance de Petrus Crassus. Il est fort probable qu'il a fait usage d'un recueil auquel sa préface contient une allusion. Mais quel est ce recueil? Les discussions engagées à ce sujet entre Maassen, *Ueber eine Sammlung Gregors I von Schreiben und Verordnungen der Kaiser und der Päpste*, dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie impériale de Vienne (*phil. hist. Classe*, t. LXXXV, 1877, p. 227 et suiv.), et W. Meyer (*Index scholarum acad. Georgiae Augustae, sem. aestivum*, Göttingue, 1888) n'ont abouti à aucune conclusion précise. Il paraît peu probable que notre auteur ait eu recours aux sources elles-mêmes, ce qui n'est guère l'habitude des écrivains de son temps.

2. *Institutes*, § 6, *Institutio per quas personas nobis adquiritur*, 2, 8.

3. *Institutes*, § 1, *Institutio de haereditatibus*, 3, 1-3.

4. Code Justinien, L. 8, C. de *inofficioso testamento*, 3, 28. — *Defensio Heinrichi regis*, c. VI.

droit¹ », il est formellement interdit d'arracher aux parents le pouvoir de disposer de leurs biens, aux enfants celui de les recevoir. Toutefois, on pouvait se demander si le Code Justinien avait une valeur universelle. Les Saxons, par exemple, n'étaient-ils pas fondés à rejeter les lois de Rome comme contraires à leurs traditions séculaires? Petrus Crassus a soin de les rassurer : le droit à l'héritage est proclamé par la coutume germanique aussi bien que par la loi écrite de Rome. Or, la coutume a force de loi. « La religion du législateur enchaîne tous les peuples par ses lois sacrées : pour les uns elles sont écrites ; pour les autres l'usage et la coutume se chargent de les faire vivre. D'où il résulte que la coutume, dont le législateur fait mention, tient dans un procès la place des lois, car il est écrit au huitième livre du Code : « L'autorité de la coutume et de « l'usage prolongé est d'un grand prix² », et aussi : « Une coutume, admise de toute antiquité et conservée avec persistance, « imite et remplace les lois ; nous décidons que tout ce qui est « connu comme ayant été décidé par les offices, curies, cités, « princes ou collèges tient la place d'une loi perpétuelle³. »

Aucun obstacle à la libre transmission de l'héritage ne saurait donc surgir du fait de la coutume germanique. Le droit canon est, lui aussi, d'accord avec les institutions de Rome. Grégoire le Grand, dans une lettre à Phocas, s'exprime en des termes identiques à ceux dont se servait Justinien : « Que la tranquille possession », dit-il, « revienne à tous dans leurs biens personnels, afin qu'ils se réjouissent de posséder sans crainte ce qui a été acquis honnêtement par eux⁴. »

Ces différents textes s'appliquent aux propriétés particulières. La couronne pouvait-elle être assimilée à une propriété particulière? Le roi avait-il sur des personnes, sur des êtres humains,

1. Code Justinien, L. 1, *C. de usucapione pro donato*, 7, 27.

2. Code Justinien, L. 2, *C. quae sit longa consuetudo*, 8, 52 (53). — La citation est incomplète; Petrus Crassus laisse de côté la seconde partie de la loi : mais elle n'a pas toutefois une valeur telle qu'elle supplante la loi ou le bon sens.

3. Code Justinien, L. 3, *C. quae sit longa consuetudo*, 8, 52 (53). — *Defensio Heinrici regis*, c. VI. — Sur la valeur de la coutume en droit romain, cf. Cuq, *les Institutions juridiques des Romains*, t. II (1908), p. 17.

4. *Gregorii Magni reg.*, l. XIII, ep. 31. — *Defensio Heinrici regis*, c. VI. — Il semble que Petrus Crassus eût pu trouver des textes s'adaptant avec plus de précision à son sujet. Cette parole de Grégoire le Grand a une portée très générale et ne concerne l'héritage que très indirectement.

les mêmes droits qu'un individu quelconque sur des biens fonciers ou mobiliers? Tout le problème est là. Petrus Crassus le résout sans difficulté : la couronne, selon lui, fait partie de la succession familiale. « Quoi donc, Saxons », s'écrie-t-il, « est-ce que, par cette même autorité des lois, le royaume n'est pas reconnu comme étant inviolablement entre les mains du roi Henri? Y a-t-il parmi les mortels qui habitent la terre un homme assez ignorant, assez stupide, assez imprudent, assez fou et assez insensé pour penser ou croire qu'il est permis d'agir envers un si grand roi comme on ne pourrait le faire envers un homme privé sans être puni par les lois, et que la prévoyance perspicace du législateur a été assez déraisonnable pour exclure d'un si grand bienfait des lois les rois et leurs héritiers? Écoutez donc ce qu'ordonne l'empereur Constantin au septième livre du Code : « Personne ne soutient qu'il y a un double motif de possession, l'un qui repose sur le droit, l'autre sur le corps ; qu'ils soient légitimes l'un et l'autre, le silence et l'abstention de tous les adversaires le prouve¹. »

C'est donc toujours au droit romain que recourt Petrus Crassus, sans se demander si le droit romain peut être considéré comme l'unique et éternelle expression du droit. A ses yeux, les concepts juridiques, qui régissent l'humanité à travers les siècles, ont été fixés une fois pour toutes par Justinien ; ils sont incapables d'évolution et de progrès. S'est-il rendu compte que sa théorie était en contradiction avec les préceptes évangéliques, que le christianisme ne pouvait admettre son assimilation de la royauté qui confère un pouvoir sur des personnes, c'est-à-dire sur des âmes, à un objet matériel dont on peut user et abuser? On ne saurait l'affirmer. En tous cas, le juriste impérial s'est donné beaucoup de mal pour prouver à ses auditeurs et à ses lecteurs que le droit canon était d'accord avec le droit

1. Code Justinien, L. 10, C. de *acquirenda et retinenda possessione*, 7, 22. — *Defensio Heinrici regis*, c. VI. — « On considère généralement », dit M. Cuq, *op. cit.*, t. II, p. 202, « la possession comme un état de fait qui suppose la réunion de deux conditions, le *corpus*, c'est-à-dire le fait d'avoir une chose à sa disposition, l'*animus*, c'est-à-dire la volonté de se comporter vis-à-vis de cette chose comme un maître. » M. Cuq remarque également (*ibid.*, p. 825) que le Bas-Empire s'est efforcé de protéger la possession contre les violences dont elle était l'objet à cette époque de désorganisation sociale. Petrus Crassus utilise cette conception juridique : il considère la couronne comme un objet de possession que le souverain a « à sa disposition » et à l'égard duquel « il se comporte comme un maître ».

civil, que l'hérédité de la couronne était d'origine divine et qu'elle avait toujours été admise par l'Église jusqu'à l'apparition d'Hildebrand, faux moine et faux pape.

Une proposition aussi audacieuse était difficile à établir. Petrus Crassus a surtout recours à des arguments historiques d'une valeur insignifiante. Du fait que les princes chrétiens se sont succédé de père en fils, il résulterait que ce mode de transmission du pouvoir doit être considéré comme l'expression la plus pure de la volonté de Dieu. C'est pour obéir à Dieu que Constantin, Charlemagne, Otton le Grand et enfin Henri III ont légué leurs états à leurs fils.

La faiblesse d'un tel argument est évidente. La merveilleuse continuité des princes chrétiens, que célèbre Petrus Crassus, n'existe pas en fait. Il y a eu, au cours de l'histoire, des coups d'État, des révolutions; des dynasties nouvelles se sont substituées à d'autres, plus anciennes, dont les titulaires étaient incapables ou indignes de gouverner, et leur usurpation a été sinon provoquée, du moins consacrée par l'Église. Avec autant d'exemples à l'appui, Grégoire VII soutient, dans la lettre à Hermann de Metz, une thèse contraire à celle de la *Defensio*. Sans remonter bien haut, Conrad II, grand-père de Henri IV, fondateur de la dynastie franconienne qui avait remplacé la dynastie saxonne, tenait son pouvoir des princes et du Saint-Siège¹. Dans ces conditions, Henri IV était-il fondé à se plaindre d'une mesure qui pouvait se réclamer de plus d'un précédent?

Cette objection possible n'a pas échappé à Petrus Crassus, car il remarque avec insistance que la royauté de Conrad a été universellement reconnue, tandis qu'on ne pourrait en dire autant de celle de Rodolphe. « Quoi donc », écrit-il, « Henri ne possède-t-il pas la couronne de droit et de corps, lui dont la légitime possession a eu une très juste origine, comme l'atteste la paix tranquille dont a joui le royaume sous le règne de son

1. Sans doute l'avènement de Conrad II n'est pas le résultat d'une usurpation, analogue à celle de Pépin le Bref par exemple. Le dernier représentant de la dynastie saxonne, Henri II, est mort sans enfants. Il n'en est pas moins vrai que les princes allemands ont désigné son successeur. Conrad de Franconie avait pour compétiteur un cousin, également nommé Conrad; d'un commun accord, les deux candidats décidèrent de s'incliner devant le jugement des seigneurs; ceux-ci ont donc été consultés et ont eu le principal rôle (voir le récit de Wipon, *loc. cit.*). Par là l'élection de Conrad constitue une brèche dans le système de Petrus Crassus.

aïeul, l'empereur Conrad de divine mémoire? Celui-ci, avec la bénédiction apostolique qui lui a conféré ses états, les a légués à son fils Henri, puis, par une succession légitime et avec la même bénédiction apostolique, ils sont parvenus à notre roi Henri. Henri est ainsi, en toute bonne foi, possesseur d'un royaume qui lui est régulièrement échu; il est évident que ces trois personnes, si capables et d'une réputation si magnifique, ont satisfait aux lois en gouvernant, sans aucune contestation juridique, comme le veulent les lois¹. »

Les droits de Conrad de Franconie, grand-père de Henri IV, sont donc indiscutables, car, selon le Code Justinien : « La prescription d'un long espace de temps donne ordinairement raison à ceux qui ont conservé la possession du bien qu'ils ont acquis en toute bonne foi et dont ils ont usé sans être inquiétés par aucune revendication². » Le droit romain vient au secours de l'histoire qui ne fournissait pas un terrain très solide. En faisant intervenir le principe juridique de la prescription, l'auteur de la *Defensio Heinrici regis* peut conclure que Henri IV s'est conformé aux lois pratiquées par les empereurs chrétiens et que Grégoire VII, pour avoir osé les enfreindre, devrait être non seulement déposé, mais livré à la justice séculière³. Ce n'est

1. *Defensio Heinrici regis*, c. VI.

2. Code Justinien, L. 2, C. de *praescriptione longinqui temporis*, 7, 33.

3. Les historiens allemands ont beaucoup reproché à certains grégoriens, notamment à Manegold de Lautenbach, d'avoir voulu livrer Henri IV à la justice séculière et réclamé à son égard des peines temporelles. Nous devons constater que cette critique s'adresse également, bien qu'ils aient oublié de la formuler, à la *Defensio Heinrici regis*. Petrus Crassus invoque, comme toujours, le droit romain; il a recours notamment à un texte des Novelles de Julien : « Si un clerc ou un moine est accusé auprès de l'évêque et que celui-ci puisse découvrir la vérité, qu'il le rejette de sa charge et de son grade et qu'alors le juge compétent le saisisse, qu'il examine le litige conformément aux lois et qu'il y mette fin » (*Juliani epit. novell. const.* 115, cap. 34). Saint Augustin, ajoute-t-il, exprime la même idée quand il dit : « Nous nous étonnons que les princes chrétiens ne se mettent pas en mouvement contre les détestables adversaires de l'Église. Pourquoi ne se décident-ils pas et comment rendront-ils compte à Dieu de leur pouvoir? » (*Expos. in Joannis evang.*, c. 2, tract. XI, § 14). En vertu de ces deux textes (et surtout, semble-t-il, du premier), Grégoire VII, une fois déposé, devrait être remis entre les mains de Henri IV pour subir une peine corporelle. Ainsi le pape serait justiciable de l'empereur pour les choses temporelles. Petrus Crassus réclame même pour lui la peine de mort et la confiscation des biens que le Code Justinien prévoit pour tous ceux qui se sont rendus coupables de lèse-majesté (L. 5, pr., *Cod. ad legem Jul. Majest.*, §§ 9, 8).

pas d'ailleurs le seul chef d'accusation formulé contre le pape : Hildebrand, hérétique et apostat, en même temps qu'il s'est révolté contre les lois humaines, s'est insurgé aussi contre les décisions des Pères et des docteurs, car les empereurs chrétiens, en transmettant leurs royaumes à leurs fils, n'ont fait que se conformer à la doctrine de l'Écriture, telle que l'Église l'a toujours interprétée. Après l'argument historique, voilà l'argument scripturaire.

A vrai dire, il est à peine esquissé chez Petrus Crassus qui connaît peu les textes sacrés¹. Ces textes ont été commentés, avec plus de détails, par une autre œuvre de la polémique allemande, le *Liber de unitate ecclesiae conservanda*².

1. *Defensio Heinrici regis*, c. VII. — Petrus Crassus se contente de citer les textes de saint Pierre (*I Petr.*, II, 13-14 et 17) et de saint Paul (*Rom.*, XIII, 1-7) qui prescrivent l'obéissance aux pouvoirs établis.

2. Le *Liber de unitate ecclesiae conservanda* a été édité par Schwenkenbecher dans les *Libelli de lite*, t. II, p. 173-284. Les érudits allemands ont beaucoup discuté sur la date de composition et sur son attribution à Walram de Zeitz, mais n'ont abordé qu'en passant l'étude critique de cette œuvre, pourtant fort importante; cette étude a été tentée par M^{lle} C. Lataste dans un mémoire manuscrit, présenté en 1915 pour le diplôme d'études supérieures d'histoire à la Faculté des lettres de Bordeaux, auquel nous nous plaisons à rendre hommage ici. — On n'a pu se mettre d'accord sur la date de rédaction du *Liber de unitate*. P. Ewald, *De Walramo Naumburgensi*, 1874, p. 12-18 et 39-41, prétend que le *Liber de unitate*, parce qu'il réfute à plusieurs reprises la lettre à Hermann de Metz, est forcément contemporain de Grégoire VII. Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII.*, p. 52-53, et Meyer von Knonau, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV und Heinrich V.*, t. III, p. 591, t. IV, p. 299 et 332, se rallient à cette hypothèse, en ce qui concerne le premier livre qui aurait été composé, selon eux, en 1084. Nous ne pouvons l'adopter à notre tour : 1° il résulte très clairement du début de ce livre que Grégoire VII était mort au moment où il a été écrit : « Sed hujus discordiae fomes et nutrimentum fuisse Gregorius papa, qui et Hildibrant, videtur aliquibus, quod nos nec affirmamus nec renuimus, sed hujus rei secretum divino judicio relinquimus, quia nunc ibi constitutus est post corporis hujus depositionem, ubi sub iudice Deo recepit juxta meriti sui qualitatem » (l. I, c. 1); 2° on relève également au l. I, c. 13, une allusion à la mort de Hermann de Luxembourg, survenue en 1088; 3° enfin, en deux autres passages (l. I, c. 3 et 7), il est dit que la guerre civile dure depuis dix-sept ans, ce qui placerait la rédaction du livre autour de 1090. Mirbt prétend, sans preuves, que ces divers passages ont été interpolés par la suite; selon lui, il est impossible qu'une réfutation de la lettre à Hermann de Metz ait paru dix ans plus tard. Cette objection nous paraît sans valeur : s'il est souvent question de cette lettre, l'auteur, comme il le dit au chapitre 1 du livre I, se propose plutôt de réfuter l'ensemble des écrits de Grégoire VII; cette tâche pouvait paraître utile à un impérialiste, après l'apparition des premiers décrets d'Urbain II qui indiquaient sa ferme volonté de continuer la politique grégorienne; le but de notre auteur

Le *Liber de unitate* est avant tout une œuvre de polémique destinée à rallier à l'antipape Clément III les partisans d'Urbain II, successeur régulier de Grégoire VII. A cette fin, il tend à prouver que le pouvoir de Grégoire VII est sans valeur et sa déposition légitime, parce qu'il a attenté aux droits de l'empereur, consacrés par Dieu. C'est une occasion pour l'auteur d'esquisser, à l'aide de l'Écriture, une théorie de la royauté héréditaire de droit divin.

L'Évangile ne pouvait être d'un grand secours pour cette entreprise un peu risquée. En une seule circonstance, le Christ a effleuré la question du pouvoir temporel : aux Pharisiens, qui

est en somme de rallier à Guibert de Ravenne les incertains et les hésitants en prouvant que le pouvoir d'Hildebrand est illégitime et qu'il n'y a qu'un seul pape véritable qui est Clément III. Quant au livre II, on est universellement d'accord pour placer sa rédaction en 1092-1093 ; le chapitre xvii date de la fin de 1092 et le chapitre xxxvi du milieu de 1093. En résumé, le *Liber de unitate* a été commencé après la mort de Grégoire VII ; le livre I a été achevé en 1090, le livre II en 1093. — Sur l'auteur, cf. Opitz, *Ueber die Hersfelder Schrift de unitate ecclesiae conservanda*, Zittau, 1902. Nous ne croyons pas qu'il faille attribuer le *Liber de unitate* à Walram de Zeitz. Comme le remarque Mirbt, *op. cit.*, p. 58, Walram, suffragant de Hartwig de Magdebourg, n'aurait pu écrire contre son métropolitain d'aussi violentes invectives sans encourir une sanction disciplinaire qui ne paraît pas être intervenue ; en second lieu, l'auteur a été certainement moine à Hersfeld (cf. I. II, c. 16, 28, 31-33) ; tel est l'avis de Giesebrecht, *Kaiserzeit*, t. III, p. 1097, de Wattenbach, *Deutschlands-geschichtsquellen*, 5^e éd., t. II, p. 76, et de Opitz, *op. cit.*, p. 1-3. Schwenkenbecher, dans son introduction, essaye de concilier les deux théories opposées, en faisant remarquer que rien ne s'oppose à ce que Walram ait été moine à Hersfeld avant d'être évêque de Zeitz : en 1085, observe-t-il, Hartwig, archevêque de Magdebourg, fut déposé par le roi qui lui donna comme successeur, lorsqu'il se fut enfui en Danemark, Hartwig, abbé de Hersfeld, mais, en 1088, le premier Hartwig rentre en grâce auprès de Henri IV et le second doit abdiquer en sa faveur. Celui-ci fut quelque peu vexé, et, après sa mort, Henri IV lui aurait rendu en quelque sorte un hommage posthume en nommant évêque Walram qui représentait sa tendance parmi les moines. Cette hypothèse est ingénieuse, mais elle ne repose sur aucun fait précis. Deux choses, suivant nous, restent incontestables : 1^o L'auteur du *Liber de unitate* a vécu assez longtemps à Hersfeld et a été l'un des personnages les plus importants de l'abbaye, puisqu'on l'a chargé, en 1086, d'une mission délicate auprès du roi Hermann. — 2^o Il est, par contre, impossible que le *Liber de unitate* ait pu être écrit à Hersfeld, après la nomination comme abbé de Frédéric, très chaud partisan du pape, donc après 1090. Or, quelle que soit l'hypothèse que l'on adopte au sujet du premier livre, le second est certainement postérieur à cette date. Dans ces conditions, le *Liber* est vraisemblablement l'œuvre d'un moine de Hersfeld qui n'a pu supporter la présence d'un abbé hostile à l'empereur et a été exhaler ailleurs sa haine contre la papauté et les moines de Hirschau, mais rien ne prouve qu'il s'agisse de Walram de Zeitz.

l'interrogeaient à ce sujet, il a répondu : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (*Matth.*, XXII, 16-22; *Marc.*, XII, 13-17; *Luc.*, XX, 20-26). Il reconnaissait ainsi César comme roi et, en ordonnant à ses disciples de payer le tribut, il acceptait la monnaie de l'empereur dont les Phari-siens faisaient usage pour s'acquitter du cens, mais ni en cette occasion, ni en aucune autre il n'a défini l'origine du pouvoir de César. Saint Pierre n'est guère plus explicite à cet égard; il se borne, lui aussi, à des conseils pratiques et invite les fidèles à être soumis à toute puissance humaine « pour l'amour du Seigneur » (*I Petr.*, II, 13). Seul, saint Paul aborde le problème. Pour rassurer les communautés chrétiennes, inquiètes d'obéir à des hommes étrangers à leur loi, pour prévenir toute agitation contre Rome dont il était citoyen non sans une certaine fierté, l'apôtre affirme hardiment que tout pouvoir vient de Dieu. « Que tout homme », dit-il, « soit soumis aux pouvoirs qui sont au-dessus de lui, car il n'y a pas de puissance, si elle ne vient de Dieu, et celles qui existent sont établies par Dieu. Ainsi celui qui est rebelle au pouvoir s'oppose à l'ordre établi par Dieu » (*Rom.*, XIII, 1-2). Il ajoute encore que l'autorité est « ministre de Dieu pour exercer la colère à l'égard de celui qui fait le mal » (*Rom.*, XIII, 4) et qu'il faut lui obéir « à cause de la conscience » (*Rom.*, XIII, 5).

La pensée de saint Paul, telle qu'elle est exprimée dans ce passage de l'épître aux Romains, est très claire : tout pouvoir, en ce monde, vient de Dieu. Mais par quelle voie, par quel moyen, sous quelle forme vient-il de Dieu? L'apôtre est muet à ce sujet. Sans hésiter, l'auteur du *Liber de unitate ecclesiae conservanda* se donne comme l'interprète de sa pensée et fait de lui un théoricien de l'origine divine du seul pouvoir héréditaire¹. « Le Seigneur a dit par la bouche de Salomon² que le

1. La théorie de l'origine divine du pouvoir avait déjà été énoncée au siècle précédent, notamment par Atton de Verceil dans son commentaire de l'épître aux Romains et dans une de ses lettres (*ep.* 1); mais Atton, comme l'apôtre lui-même, reste dans le vague et n'aperçoit pas dans l'hérédité un signe par lequel Dieu transmet le pouvoir aux rois de la terre; il se contente de mettre en garde contre la désobéissance aux rois, représentants de Dieu : « Non leve est regalem impugnare majestatem etsi injusta in aliquo videatur. Dei enim ordinatio est; Dei est dispensatio. Profanum est enim violare quod Deus ordinat...; nam deiciendus vel impugnandus nullo modo est a populo qui jam ordinatus est a Deo » (*ep.* 1).

2. *Sap.*, VI, 2-10.

pouvoir donné aux rois vient de lui; l'apôtre l'atteste également : « Toute puissance vient de Dieu » (*Rom.*, XIII, 1)... Or, tout bien est Dieu ou vient de Dieu; la puissance, puisqu'elle vient de Dieu, est bonne; par suite, « celui qui est « rebelle au pouvoir s'oppose à l'ordre établi par Dieu » (*Rom.*, XIII, 2). Et certes cette parole ne s'applique pas à ceux dont le Seigneur a dit par la bouche du prophète : « Ils ont régné, « mais non par moi; ils ont été juges et je ne les ai pas con-
« nus » (*Osée*, VIII, 4). Je ne les ai pas connus! C'est comme s'il disait : je les ai réprouvés, car ne pas être connu de Dieu, c'est être réprouvé. Par suite, ils n'ont pas régné par Dieu ceux qui se sont saisis du royaume, alors que survivait encore le roi qui avait succédé à ses ancêtres, ce qui ne pouvait être sinon par Dieu. » A l'appui de cette thèse, l'auteur rappelle la mort misérable de Rodolphe de Souabe et de Hermann de Luxembourg, tués l'un dans un combat, l'autre au siège d'un château; Dieu a montré par là qu'il méprisait leur royauté, tandis qu'il a laissé la vie « à celui auquel il a accordé un pouvoir que ni les princes, ni le peuple de l'autre parti n'ont pu lui arracher, auquel il a donné aussi un fils en âge de lui succéder, comme lui-même a succédé à ses ancêtres¹ ».

Il est inutile de discuter la valeur de ce prétendu jugement de Dieu. La théorie, exprimée dans le chapitre qui vient d'être cité, doit au contraire nous retenir davantage. Elle se ramène en somme à deux propositions : 1° d'après saint Paul, le pouvoir vient de Dieu; 2° seul, le pouvoir héréditaire peut être considéré comme ayant Dieu pour source.

Que le pouvoir temporel soit d'origine divine, c'est un fait sur lequel grégoriens et antigrégoriens sont d'accord. Certains historiens allemands opposent à tort le *Liber de unitate* à la lettre de Grégoire VII à Hermann de Metz qui attribue aux gouvernements terrestres une origine diabolique². Dans ce document célèbre, le pape constate simplement que les premiers rois et les premiers ducs ont souvent ignoré Dieu, qu'ils ont été secondés par le démon, mais il ne contredit nullement par là l'épître aux Romains, qu'il a lui-même commentée dans plusieurs

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 13.

2. C'est ce que soutient par exemple Opitz, *op. cit.*, p. 14. D'après lui, Grégoire VII emprunte à saint Augustin sa théorie de l'origine diabolique du pouvoir, tandis que le *Liber de unitate* retient uniquement les conseils de soumission aux puissances temporelles, donnés par le même docteur.

bulles¹. Dans la lettre à Hermann de Metz, Grégoire VII veut établir la supériorité du pouvoir sacerdotal sur le pouvoir laïque : l'un a été confié par le Christ à saint Pierre, l'autre « inventé par les hommes du siècle », mais ceux-ci, même avec le concours du démon, n'auraient pu constituer de puissance sans l'assentiment ou la permission de Dieu. En somme, Grégoire VII et l'auteur du *Liber de unitate* s'adaptent, chacun à leur façon, la doctrine exposée avec beaucoup de précision dans la *Cité de Dieu* : « Dieu, auteur et dispensateur de la vraie félicité, parce qu'il est le seul vrai Dieu, est aussi le seul qui distribue les royaumes de la terre aux bons et aux méchants. Il les donne non pas d'une manière fortuite, car il est Dieu et non pas la Fortune, mais selon l'ordre des choses et des temps qu'il connaît et que nous ignorons. Ce n'est pas qu'il soit assujéti en esclave à cet ordre : loin de là, il le règle en maître et le dispose en arbitre souverain². — N'attribuons donc la puissance de disposer des royaumes qu'au vrai Dieu qui ne donne qu'aux bons le royaume du ciel, mais qui donne les royaumes de la terre aux bons et aux méchants, selon qu'il lui plaît, lui à qui rien d'injuste ne peut plaire... C'est lui qui a élevé au pouvoir suprême Marius et César, Auguste et Titus, les délices du genre humain, et Domitien, le plus cruel des tyrans. C'est lui enfin qui a porté au trône impérial et le chrétien Constantin et ce Julien l'Apostat dont le bon naturel fut corrompu par l'ambition et par une curiosité détestable et sacrilège³. — Toute victoire, même celle que remportent les méchants, est un effet des justes jugements de Dieu qui humilie par là les vaincus pour les amender ou les punir⁴. »

En résumé, d'après saint Augustin, Dieu permet le mal en ce monde, comme conséquence du péché; saint Grégoire le Grand exprime la même idée quand il dit, dans un passage de ses *Moralia*, que, par nature, les hommes sont égaux, mais que pourtant certains commandent aux autres, ce qui provoque une diversité qui, « tout en provenant du vice », est pourtant réglée par les jugements divins⁵.

1. On trouvera les textes dans Hefele, *Histoire des conciles*, trad. Leclercq, t. V, 1^{re} partie, p. 79-80.

2. Saint Augustin, *De civitate Dei*, l. IV, c. 33.

3. *Ibid.*, l. V, c. 21.

4. *Ibid.*, l. XIX, c. 15.

5. Grégoire le Grand, *Moralia*, l. XXI, c. 15.

Le *Liber de unitate ecclesiae conservanda* a donc raison d'affirmer, avec saint Paul et saint Augustin qui constituent ici ses principales sources, l'origine divine du pouvoir temporel, que son titulaire soit chrétien, païen ou hérétique. En revanche, il fausse la pensée de saint Paul et celle des Pères, quand il prétend que, seul, le roi qui tient sa couronne de ses ancêtres a un pouvoir d'origine divine, que « ceux qui ont voulu arracher le royaume aux rois héréditaires ne sont pas rois suivant l'ordre de Dieu¹ ».

Saint Paul ne dit rien de pareil et aucun texte des Pères ne justifie une telle interprétation. Saint Jérôme et saint Augustin, dans leur commentaire de l'épître aux Romains, gardent eux aussi le silence au sujet du mode de transmission du pouvoir. Saint Augustin insiste, avec saint Paul, sur la nécessité d'obéir aux puissances humaines, même lorsqu'elles ne respectent pas le droit de propriété; mais, s'il leur abandonne toute autorité sur les biens temporels et périssables, il défend énergiquement les revendications de la conscience qu'elles ne peuvent opprimer. « Notre âme », dit-il, « par laquelle nous croyons en Dieu et sommes appelés à son royaume, ne peut être soumise à quiconque tenterait de détruire en nous ce que Dieu a daigné nous accorder pour la vie éternelle². »

Ainsi, saint Augustin ne définit pas plus que saint Paul à quel signe on reconnaît le pouvoir qui vient de Dieu. Il résulte au contraire de certains passages de la *Cité de Dieu* que les gouvernements populaires ont, à ses yeux, la même valeur surnaturelle que les gouvernements monarchiques. Peut-être même a-t-il une préférence pour les premiers : à propos de la chute des Tarquins et des débuts de la République romaine, qu'il salue non sans un certain enthousiasme, il exprime cet avis que, d'après l'étymologie, le roi (*de regere*) est « un maître qui règne et domine », le consul (*de consulere*) « une sorte de conseiller³ ». Ailleurs (et le *Liber de unitate* cite ce passage), il fait sien la définition de Scipion dans la *République* de Cicéron : « La république, c'est la chose du peuple », et il ajoute aussitôt : « La république, la chose du peuple n'existe effectivement

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 10.

2. Saint Augustin, *Expositio quarundam propositionum ex epistola ad Romanos*, §§ LXXII-LXXIII.

3. Saint Augustin, *De civitate Dei*, l. V, c. 12.

que lorsqu'elle est administrée selon le bien et la justice, soit par un roi, soit par un petit nombre de grands, soit par le peuple entier. Mais quand un roi est injuste et devient un tyran, comme disent les Grecs, quand les grands sont injustes et deviennent une faction, ou enfin quand le peuple est injuste et devient lui aussi un tyran, ... alors non seulement la république est corrompue, mais, aux termes de la définition établie, la république a cessé d'être la chose du peuple pour devenir celle d'un tyran ou d'une faction, le peuple lui-même, du jour où il devient injuste, cessant d'être un peuple, c'est-à-dire une société fondée sur des droits reconnus et sur la communauté des pouvoirs¹. »

Saint Augustin n'exclut donc aucune forme de gouvernement. Et pourtant, si l'on en croyait le *Liber de unitate*, en proclamant que l'État n'existe que lorsqu'il est administré selon le bien et la justice, il aurait voulu condamner ceux qui résistent à l'ordre de Dieu, lequel a pour signe visible l'hérédité². C'est ainsi que saint Augustin devient, comme saint Paul, un partisan de la royauté héréditaire!

Cette proposition, toute gratuite, a pour but d'écarter l'ingérence du pouvoir sacerdotal. Grégoire VII revendiquait pour le pape la mission de relever les atteintes portées à « l'ordre de Dieu ». Investi d'un pouvoir institué par le Christ lui-même, il s'attribuait le droit de contrôler les divers gouvernements humains et de déposer les rois s'ils foulaient aux pieds les lois de la morale chrétienne. Pour éluder les prétentions pontificales, Petrus Crassus et l'auteur du *Liber de unitate* affirment que, l'hérédité étant le signe distinctif auquel on reconnaît qu'un pouvoir vient de Dieu, le royaume procède directement de Dieu, sans l'intermédiaire du sacerdoce et que, par suite, le souverain, ministre de Dieu, ne peut être jugé par personne, pas même par le pape.

« Le royaume appartient à Dieu qui le donnera à qui il voudra » (*Dan.*, IV, 4), a dit le prophète Daniel. Et Petrus Crassus de conclure aussitôt : « Remarquez donc, je vous en supplie, que le prophète ne dit pas le « royaume de votre pape », mais le « royaume de Dieu » ; c'est donc Dieu, si on exclut toute

1. Saint Augustin, *De civitate Dei*, I, II, c. 21.

2. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 17.

ambiguïté, qui est reconnu avoir donné le royaume au roi Henri¹. »

On ne voit pas très bien *a priori* comment Daniel, quel que fût son don prophétique, eût pu affirmer que le royaume relevait du pape, et, sans insister sur ce côté un peu ridicule de l'argument de Petrus Crassus, il suffira de remarquer que le juriste impérial fait une application trop particulière de la parole qu'il cite. Elle a, comme celle de saint Paul sur l'origine divine du pouvoir, un sens général et indique simplement que Dieu est maître souverain des empires terrestres. On peut en dire autant de ce texte de saint Augustin, dans lequel Petrus Crassus aperçoit aussi une condamnation de la doctrine grégorienne : « Dieu a distribué les lois humaines au genre humain par l'intermédiaire des empereurs et des rois du siècle². » Saint Augustin aurait voulu dire que l'Église devait rester étrangère au gouvernement temporel de la société et accepter sans mot dire toute loi humaine qui procède de Dieu par l'intermédiaire des rois, que transgresser cette loi (qui ne peut être injuste, puisqu'elle vient de Dieu), c'est offenser Dieu et empiéter sur ses attributions. « Le Créateur n'ayant rien dans toute la création qui fût plus cher à son cœur que l'homme, lui a donné deux sortes de lois pour contenir son âme vagabonde, pour se reconnaître dans la vie et pour garder les commandements : les premières, il les a confiées aux hommes d'Église par l'intermédiaire des apôtres et de leurs successeurs ; les secondes, il les a partagées entre les hommes du siècle par l'entremise des empereurs et des rois³. » Les deux pouvoirs proviennent donc de Dieu par des canaux différents ; la loi temporelle, promulguée par les rois ou empereurs, a la même valeur que la loi spirituelle, contenue dans les bulles pontificales et les décrets conciliaires.

Le *Liber de unitate ecclesiae conservanda* interprète dans le même sens la parole célèbre : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (*Matth.*, XXII, 21). « Cette règle de conduite », ajoute notre auteur, « le Christ l'a prêchée par son propre exemple, quand il a dit à l'apôtre Pierre : « Pour « ne pas les scandaliser », c'est-à-dire pour que nous ne four-

1. *Defensio Heinrici regis*, c. III.

2. Saint Augustin, *Expos. Joannis in evang.*, c. 1, tract. 6, § 25.

3. *Defensio Heinrici regis*, c. IV.

nissions pas aux contradicteurs de César une occasion de tumulte, « va à la mer, jette l'hameçon et tire le premier poisson « qui viendra, ouvre-lui la bouche et tu trouveras un statère; « prends-le et donne-le pour moi et pour toi, et apprenez de « moi que je suis doux et humble de cœur » (*Matth.*, XVII, 27, et XI, 29). De même encore, le Maître a enseigné que l'Église ne devait ni disposer du royaume, ni l'ordonner, lorsque, le jour où les foules vinrent l'enlever pour le faire roi, il se retira dans la montagne, afin d'y prier seul, car, « ayant la « forme de Dieu et prenant celle d'un esclave, il est venu non « pour être servi, mais pour servir » (*Phil.*, II, 6-7; *Matth.*, XX, 28¹).

De cette doctrine du Christ, l'auteur du *Liber de unitate* trouve, chez le pape Gélase, un commentaire qui lui paraît tout en sa faveur. « Le Christ, se souvenant de la fragilité humaine, a tempéré par une dispensation magnifique ce qui convenait au salut des siens et il a partagé les attributions de l'un et l'autre pouvoir, en distinguant leurs fonctions et leurs dignités; il a voulu que ses disciples fussent sauvés par une humilité salutaire et qu'ils pussent échapper à l'orgueil humain : aussi les empereurs chrétiens ont-ils besoin des pontifes pour la vie éternelle et les pontifes ont-ils recours aux dispositions impériales pour les choses temporelles, de telle sorte que l'action spirituelle est éloignée du domaine temporel et que le chevalier du Seigneur n'est que très peu mêlé aux affaires séculières². »

On pourrait faire sur l'interprétation de l'Évangile et sur celle de Gélase par le *Liber de unitate* les mêmes réserves que tout à l'heure pour celles de Daniel et de saint Augustin par Petrus Crassus. Le Christ et le pape ont simplement voulu affirmer que les dignités sacerdotale et royale devaient être séparées, que les clercs, en particulier, ne devaient aspirer à aucune fonction temporelle; mais ont-ils signifié par là que l'Église devait se désintéresser du gouvernement, de ce que saint Augustin appelle la « cité de la terre », ont-ils estimé que la loi civile, inspirée par Dieu, devait être acceptée sans réserve, et que, malgré des apparences parfois trompeuses, les rois héréditaires administraient nécessairement en toute conformité avec

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, II, c. 1.

2. Gélase, *Tract.*, IV, § 11. — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 3.

les vues de Dieu? Nous n'oserions l'affirmer avec la même aisance que le *Liber de unitate*.

En effet, d'après lui, le roi, qui tient son pouvoir de Dieu, est ministre de Dieu, au même titre que le pape. Or, personne ne peut juger un ministre de Dieu. « Ce pouvoir, ordonné par Dieu et qui doit être honoré, où peut-il être jugé? A l'Église ou à la cour? Si c'est à l'Église, l'Église devient la cour (*curia*) dont l'étymologie rappelle le sang versé (*crucor*). Or, « aucun clerc, « diacre ou prêtre », dit le pape Sylvestre, « ne peut entrer à la « cour pour aucun motif, ni y plaider sa cause devant aucun juge, « car toute cour est voisine du sang¹ ». Et, comme les décrets ecclésiastiques interdisent, sous peine d'anathème, au degré inférieur d'accuser le supérieur, qui pourra accuser le roi dont les pouvoirs l'emportent sur tous et dont, comme le dit Innocent, « tous les actes seront retenus pour qu'il en rende compte « à Dieu?² »

Le roi héréditaire est donc responsable devant Dieu et non pas devant le pape. Par suite, les deux dignités ayant été instituées simultanément par Dieu avec des attributions variées, mais avec un égal pouvoir, le sacerdoce ne peut avoir aucune prééminence, aucune autorité sur le royaume, ni le royaume sur le sacerdoce; il y a entre eux une différence de degré, mais non de nature.

D'ailleurs, le *Liber de unitate* croit qu'historiquement il en a toujours été ainsi. Dès l'origine, dit-il, les deux pouvoirs sont séparés : Constantinople est le siège de la dignité impériale, tandis que la vieille Rome obtient la primauté apostolique; mais l'on est d'accord « pour maintenir l'unité de la foi chrétienne et de la religion ». Puis les empereurs de la nouvelle Rome dégénèrent, ils deviennent hérétiques, défenseurs des hérétiques ou même persécuteurs de l'Église. Alors la mère répudie sa fille et se donne d'autres fils « plus éminents par leur noblesse et par leur vertu³ ».

On pourrait croire, d'après ce début, que le *Liber de unitate* veut aboutir aux conclusions de la lettre à Hermann de Metz et

1. *Excerpta quaedam ex synodalibus gestis s. Silvestris papae*, c. V (éd. Hinschius, p. 449).

2. *Innocentii decreta ad Exsuperium*, c. III (éd. Hinschius, p. 532). — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 12.

3. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 2.

établir qu'historiquement la papauté a eu sur les rois la même autorité qu'une mère sur ses fils. En réalité, il s'agit de suivre « les desseins de Dieu », de prouver comment, par la volonté de Dieu, les rois de Germanie sont devenus empereurs et patrices de l'Eglise romaine, de réfuter les passages de la lettre à Hermann de Metz qui concernaient l'avènement de Pépin le Bref. Grégoire VII avait commis une erreur historique en laissant entendre que le pape Zacharie avait pris l'initiative de la déposition de Childéric III, alors qu'il avait été simplement consulté sur l'opportunité de la mesure, mais le *Liber de unitate* n'altère pas moins la vérité quand il donne à supposer que Childéric n'avait pas d'héritier¹ ou surtout quand, très sérieusement, il rappelle que Pépin descendait d'une fille de Clotaire, pour conclure que l'avènement des Carolingiens n'est pas une atteinte positive au principe de la transmission héréditaire de la couronne².

En réalité, les arguments historiques, chers à tous les polémistes de l'époque, n'ont en l'espèce qu'une très faible valeur. Grégoire VII, dans la lettre à Hermann de Metz, se retranchait derrière l'autorité de certains papes ou évêques qui, avant lui, s'étaient élevés avec véhémence contre le pouvoir temporel. Le *Liber de unitate* peut aussi facilement prouver que certains pontifes ont entretenu d'excellents rapports avec des rois, même hérétiques³. La règle qu'il pose, en l'appuyant sur les exemples de Théodoric, de l'empereur Anastase ou des rois francs, n'en comporte pas moins de nombreuses exceptions et l'on ne peut adopter sans réserve la thèse qu'il développe, à savoir que les papes ont toujours reconnu que le roi héréditaire tenait son pouvoir de Dieu et que, par suite, il ne pouvait être jugé par personne. La controverse historique, engagée entre grégoriens et antigrégoriens, n'a au fond aucune portée.

Les textes de l'Ecriture et des Pères ont fait l'objet de discussions plus intéressantes. Petrus Crassus et le *Liber de unitate*, après avoir tenté d'établir qu'aux yeux de Dieu la loi royale a la même valeur que la loi pontificale, qu'historiquement les papes n'ont revendiqué aucune prééminence sur le pouvoir temporel, ordonné lui aussi par Dieu, se heurtent à l'argument fon-

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 2.

2. *Ibid.*, l. I, c. 16.

3. *Ibid.*, l. I, c. 3 et 12.

damental de Grégoire VII : le Christ, en conférant à saint Pierre le pouvoir de lier et de délier, a donné à son successeur le droit de dispenser les fidèles de l'obéissance aux lois injustes et de déposer les rois.

Le *Liber de unitate* ne met pas en doute la parole du Christ à saint Pierre, mais il s'efforce de limiter les attributs qu'elle confère au Saint-Siège. Le pape a reçu du Christ le droit de délier du péché, œuvre du démon, mais non des serments, œuvre de Dieu; il ne peut donc ordonner aux sujets de refuser l'obéissance qu'ils ont jurée à leur souverain. Le Seigneur a dit par la bouche du prophète : « Vous jurerez dans la vérité et la justice » (*Jer.*, IV, 2). Or, délier d'un serment, c'est délier de la vérité et de la justice qui viennent de Dieu. « Les œuvres de ses mains sont la vérité et la justice » (*Ps.*, CX, 7), dit le psaume. Par suite, l'injustice à laquelle aboutit la violation d'un serment est la forme la plus odieuse du péché. « Celui qui commet une injustice commet un péché, en vertu de cette parole de l'apôtre Jean : « Vous savez que le fils de Dieu est apparu pour « délier des œuvres du démon; tout esprit qui délie de Jésus ne « vient pas de Dieu, mais il est l'Antéchrist, dont avez entendu « parler, car il est venu et il est déjà en ce monde » (*I Jean*, III, 8, et IV, 3). Donc le verbe, l'âme et la chair sont un seul Christ en la seule personne de Dieu et de l'homme. Mais celui-là délie de Jésus qui nie sa divinité, son âme ou sa chair. Il délie de Jésus celui qui corrompt par sa vie ou par l'interprétation qu'il en donne les commandements et les paroles de Jésus. Il délie de Jésus celui qui scinde l'unité de l'Eglise. Le Christ, avec sa tête et son corps, forme un seul homme. Or, son corps est l'Eglise. Ils ne viennent donc pas de Dieu, ceux qui déchirent les œuvres de Dieu, ses paroles, ses serments, car le fils de Dieu, verbe de Dieu, « est apparu pour détruire les œuvres du « démon » (*I Jean*, III, 8), et le Christ, fils de Dieu, a permis aux prêtres de délier des œuvres du démon dans le verbe de Dieu et la vertu de Dieu¹. »

Le pape peut donc absoudre du péché, mais il ne peut déga-ger d'un serment, comme l'a fait Grégoire VII pour les sujets de Henri IV, car « la parole de Dieu ne peut être enchaînée » (*II Tim.*, II, 9). Le *Liber de unitate* insiste sur cette idée que

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 14.

le serment ne concerne pas seulement celui qui le fait, mais aussi celui au nom duquel il est fait et qui se trouve gravement offensé en cas de parjure. Or, Dieu, en abandonnant à l'apôtre le pouvoir de lier et de délier, s'est nécessairement réservé celui de lier et de délier du serment. Saint Pierre l'aurait ainsi entendu quand, définissant les fonctions qu'il transmettait à saint Clément, il s'exprimait en ces termes : « Je vous ordonne comme évêque Clément et lui livre le pouvoir de lier et de délier qui m'a été confié par le Seigneur, afin que tout ce qu'il décrètera sur la terre le soit aussi dans le ciel. Il liera ce qu'il faut lier et déliera ce qu'il faut délier, ayant qualité pour connaître la règle de l'Eglise¹. » Saint Pierre, ajoute le *Liber de unitate*, n'avait pas reçu le pouvoir de délier des prescriptions de l'Ecriture : c'est ce que signifient les mots : « Ce qu'il faut délier². » Comme toujours, notre auteur adapte le texte à ses conceptions personnelles ; les grégoriens auraient pu tout aussi bien l'interpréter en leur faveur et constater que saint Pierre remet à saint Clément un pouvoir universellement étendu en affirmant que « tout ce qu'il décrètera sur la terre le sera dans le ciel sans aucune exception ni réserve, Clément étant seul juge de ce qu'il faut délier ».

Le *Liber de unitate* a peut-être emprunté cette théorie de la valeur absolue du serment à un autre polémiste qui écrivait en 1081 ou 1082, Wenrich de Trèves³.

1. *Epistola Clementis ad Jacobum*, c. XIII.

2. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 4.

3. Wenrich lui-même est peu connu. Sigebert de Gembloux donne sur lui dans le *De scriptoribus ecclesiasticis*, c. CLX, quelques renseignements très brefs : « Wenrich », dit-il, « devenu d'écolâtre de Trèves évêque de Verceil, a écrit, sous le nom de Thierry, évêque de Verdun, un livre adressé à Hildebrand ou, si l'on veut, au pape Grégoire, et relatif à la discorde du sacerdoce et de l'empire, non pour le blâmer, mais pour le supplier, comme il convient à un vieillard et à un père et pour lui rapporter, amicalement et avec l'affection de quelqu'un qui souffre, tout ce que la renommée, trop bavarde, lui attribuait comme paroles et comme actes contraires au droit et à la religion. » Il résulte de ce texte que Wenrich a été d'abord écolâtre de Trèves, puis évêque de Verceil ; mais on ne sait rien de son rôle politique ni de la part qu'il a prise à la lutte du sacerdoce et de l'empire. La date même de sa lettre (*Wenrici, scolastici Treverensis, epistola, sub Theoderici, episcopi Verdunensis, nomine composita*), qui a été éditée par K. Francke dans les *Libelli de lite*, t. I, p. 280-299, a été très discutée. Cf. Giesebrecht dans les *Sitzungsberichte der Königl. bayer. Akademie der Wissenschaften zu München*, 1868, t. II, p. 307, n. 7, et K. Francke, dans l'introduction placée en tête de son édition (*Libelli*,

Wenrich reproche déjà à Grégoire VII d'avoir invité les Allemands au parjure. « Lorsque », écrivait-il, « il est dit : « Je vous absous du serment que vous avez juré à Henri », cela ne revient-il pas à donner l'ordre suivant : en vertu de mon autorité, je vous enjoins de lui refuser la foi que vous lui avez promise par serment. Mais que répondons-nous à cette invitation ? Non, en vérité, seigneur pape, nous ne pouvons vous écouter, refuser la foi que nous avons promise ou plutôt que nous n'avons pas promise, mais que nous avons jurée, car, si les lèvres qui profèrent un simple mensonge tuent l'âme, logiquement, celles qui joignent le parjure au mensonge doivent la faire périr, et, si tous ceux qui commettent un mensonge sont damnés, ceux qui se rendent coupables d'un parjure le sont davantage encore. » Et Wenrich de citer la loi de Moïse, dictée par Dieu lui-même, à laquelle personne ne peut se dérober¹.

Wenrich semble donc avoir formulé le premier la thèse impérialiste, suivant laquelle on ne peut jamais s'affranchir d'un serment. Il prévoit l'objection pontificale. « Celui auquel vous avez prêté serment », dira-t-on, « est pervers ; c'est un impie, un parjure, un scélérat ; vous ne lui devez pas la foi. » Nullement, s'écrie-t-il, car Rodolphe est très inférieur à Henri IV ; les parjures et les meurtres dont ce traître est coupable sont

t. I, p. 283). Pour Giesebrecht, la lettre aurait été écrite en 1082 ou 1083, car, au chapitre VIII, il est question des évêques ordonnés par Rodolphe ou Hermann, et Hermann de Luxembourg est devenu roi en août 1081. Mais K. Francke remarque que les mots *vel Hermannii* ont été interpolés et ne figurent pas dans le plus important manuscrit ; il en conclut que la lettre est antérieure à l'avènement de Hermann, qu'elle se place entre octobre 1080 (mort de Rodolphe) et août 1081 ; il ajoute que, si Hermann avait été déjà roi au moment où Wenrich écrivait, celui-ci l'aurait nommé lorsqu'il flétrit (c. VI) les usurpations qui se sont produites récemment. Or, quoi qu'en dise Francke (p. 284 et 294, n. 3), rien ne prouve que Hermann ne soit pas compris dans ce blâme général. A notre avis, la seule chose certaine, c'est que la lettre a été écrite entre octobre 1080 et septembre 1082. Wenrich est mort au plus tard le 30 septembre 1082 (cf. Francke, *loc. cit.*). Il nous paraît donc vraisemblable qu'il a dû composer son réquisitoire contre Grégoire VII à la fin de 1081 ou au début de 1082, au moment où Henri IV était en Italie et où Thierry de Verdun, si l'on en croit Hugues de Flavigny (*Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. VIII, p. 459), a pris délibérément et violemment parti, après de longues hésitations, pour l'empereur, contre le pape. — Sur le rôle de ce dernier évêque, cf. A. Dantzer, *la Querelle des investitures dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun de 1075 au concordat de Worms (1122)*, dans les *Annales de l'Est*, t. XVI, 1902, p. 85-100.

1. *Wenrici, scolastici Treverensis, epistola, c. VI.*

innombrables!! Cette seule réponse prouve la fragilité de l'argumentation; le problème canonique dévie et se transforme en une discussion sur la valeur morale de Henri IV et de Rodolphe de Souabe. Par là, Wenrich admet implicitement que, si les sévères appréciations portées sur Henri IV par ses adversaires étaient justifiées, le serment deviendrait nul. Le *Liber de unitate*, en s'inspirant de l'idée de Wenrich, a pris une position plus forte : le pape ne peut délier que du péché; il est impuissant, quand les commandements mêmes de Dieu entrent en jeu pour interdire le parjure aux sujets qui ont solennellement promis fidélité au roi héréditaire; il n'a le droit ni de juger ni de déposer un ministre de Dieu.

Les antigrégoriens s'acheminent ainsi vers cette conclusion que l'Église, instituée par Dieu pour la direction spirituelle de la société, ne doit avoir aucun contrôle sur son administration temporelle. Il ne pouvait leur échapper pourtant que cette séparation, cette indépendance totale de l'État et du sacerdoce qu'ils rêvaient était pratiquement difficile, sinon impossible à réaliser. Quelle que fût leur appréciation sur Henri IV, ils étaient obligés de convenir qu'au cours des siècles certains rois avaient persécuté l'Église, tenté de détruire la foi et propagé l'hérésie. La conscience chrétienne devait-elle accepter sans murmure ce qu'elle réprouvait? En face de ces ministres de Dieu qui ordonnaient de renier la foi catholique, quelle devait être l'attitude du pape? Se tairait-il et laisserait-il anéantir la religion dont il avait la garde?

Le problème était délicat à résoudre. L'auteur du *Liber de unitate* reconnaît qu'il y a des cas où « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes » (*Act.*, V, 29)², mais il se garde bien de les énumérer et de s'attarder à des considérations dont les grégoriens auraient pu tirer parti. Il examine pourtant le cas du roi hérétique ou défenseur des hérétiques et ne tolère pas qu'un tel prince soit déposé par le pape. Le rôle du chef de l'Église consistera alors, pour obtenir la paix aux âmes dont il a charge, à prier Dieu qui a toujours récompensé l'humilité, la patience, la mansuétude de ses serviteurs, en frappant durement leurs ennemis. L'empereur Anastase n'a-t-il pas péri par la foudre, pour avoir refusé de céder aux prières des évêques? Le pape et les fidèles n'ont

1. *Wenrichi, scolastici Treverensis, epistola*, c. VI.

2. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 3.

donc qu'à attendre en toute tranquillité le jugement de Dieu qui ne manquera pas de se manifester pour la confusion et la perte de ceux qui ont opprimé les fidèles¹.

Si l'auteur du *Liber de unitate* préconise cette solution, c'est qu'elle lui paraît conforme au précepte de la charité dont le Christ a fait une obligation à ses disciples. Cette vertu constitue « le ciment de l'Église ». « En elle », dit le Seigneur, « vous reconnaîtrez que vous êtes mes disciples, si vous vous aimez mutuellement les uns les autres » (*Jean*, XIII, 35)².

Wenrich de Trèves exprimait la même idée et condamnait au nom de ce même précepte tout acte violent contre le pouvoir temporel. « En résumé », dit-il, « la sagesse veut que les pouvoirs ordonnés par Dieu soient acceptés avec empressement, aimés avec passion, respectés avec honneur, supportés avec patience, et elle le dit en des termes qui ne laissent place à aucune hésitation pour ceux qui sont à l'affût d'une occasion, quand ces pouvoirs sont importuns, pervers ou même infidèles. Tel est le parfum de douceur qui s'est épanché du cœur du Seigneur dans celui des apôtres, que les hommes apostoliques ont reçu directement des apôtres, qu'ils ont gardé avec soin et fidèlement répandu³. »

Conformément à cette loi de charité, l'Église, dans l'attente des jugements de Dieu, souffrira persécution et assurera par là le maintien de la paix. Le Seigneur a dit : « Heureux celui qui a persévéré jusqu'à la fin » (*Matth.*, X, 22). « En quoi consiste l'heureuse persévérance, sinon dans la vertu de patience ? Est-ce que, suivant la prédication apostolique, ceux qui veulent vivre pieusement dans le Christ ne souffriront pas persécution?... Il faut donc persister dans le labeur que l'on a entrepris, rendre la justice avec constance et dispenser la clémence avec bienveillance. Haïssons les péchés et non les hommes ; reprenons les orgueilleux, tolérons les infirmes et, quand il s'agit de poursuivre les pécheurs, ne nous disposons pas à sévir, mais plutôt à porter remède ; si pressantes que soient les tribulations, ne nous effrayons pas, ne comptons pas sur nos seules forces pour résister à l'infortune, souvenons-nous que le Christ est notre conseil, notre courage, que sans lui nous sommes

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 3.

2. *Ibid.*, I, II, c. 14.

3. *Wenrici, scolastici Treverensis, epistola*, c. IV.

impuissants, mais que nous sommes capables de tout supporter avec l'aide de Celui qui a dit : « Voici que je suis avec vous « jusqu'à la consommation des siècles » (*Matth.*, XXVIII, 20), et encore : « Je vous ai dit ceci pour que vous ayez la paix en « moi ; en ce monde, vous n'aurez que tribulations, mais ayez « confiance, car j'ai vaincu le monde » (*Jean*, XVI, 33). Devant des promesses aussi manifestes, ne nous laissons abattre par aucun scandale, afin de ne pas paraître ingrats envers Dieu qui nous a choisis et dont le concours est aussi efficace que la promesse véritable. » Telle est la solution conseillée par saint Léon le Grand dont s'autorise le *Liber de unitate*¹. Petrus Crassus rappelle avec la même insistance que le rôle de l'Eglise est de souffrir persécution ; le Christ ne le lui a-t-il pas ordonné ? « Si quelqu'un », dit-il, « te frappe sur une joue, tends l'autre » (*Matth.*, V, 39). Grégoire le Grand est très explicite lui aussi : « Celui qui tente de se défendre contre les fouets essaie de se dérober au jugement de celui qui flagelle². »

De ces préceptes divins doit résulter, paraît-il, la subordination totale du pouvoir spirituel au pouvoir temporel ou, pour emprunter les termes de saint Augustin, de la cité céleste à la cité terrestre. « La cité de la terre, qui ne vit pas de la foi, recherche la paix de la terre, par laquelle elle entend la concorde des citoyens dans le commandement et l'obéissance, de telle sorte que, pour les choses concernant la vie mortelle, il y ait un certain accord des volontés humaines. Mais la cité céleste, qui voyage dans cette condition mortelle et vit de la foi, ne se sert de cette paix que par nécessité, jusqu'à ce que la mortalité, à laquelle une telle paix est nécessaire, ait pris fin. Aussi, tant qu'elle accomplit son voyage sur terre, pour ainsi dire captive, après avoir reçu comme gage la promesse et le don spirituel de la rédemption, elle n'hésite pas à obéir aux lois de la cité terrestre, nécessaires pour l'administration et le soutien de la vie mortelle, car, puisque la mortalité est la condition de tous, il est bon que la concorde soit conservée entre les deux cités pour les choses qui les concernent l'une et l'autre³. » Saint Augustin

1. Saint Léon, *ep.* 167, *Ad Rusticum Narbonnensem*. — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. II, c. 7.

2. Grégoire le Grand, *Moralia in Job*, l. XXXII, c. 4, § 5. — *Defensio Heinrici regis*, c. VII.

3. Saint Augustin, *De civitate Dei*, l. XIX, c. 17. — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 12.

ajoute que la cité céleste « désire et protège le bon accord des volontés, aussi longtemps que la piété et la religion peuvent le permettre. » Le *Liber de unitate* se garde bien de citer son auteur jusqu'au bout, car il résulterait de ce dernier passage qu'il y a des limites à la patience et à la charité, recommandées par le christianisme, qu'en certains cas l'opposition aux pouvoirs établis est légitime et que la « cité céleste » ne peut alors abdiquer ses droits devant les prétentions injustes de la « cité terrestre ».

Le pouvoir royal, qui a sa source en Dieu, est donc indépendant de l'Eglise qui ne doit pas juger ses actes. Toutefois, si l'Eglise ne peut user à son égard d'armes temporelles, si elle ne peut entrer en révolte contre la loi humaine, elle a du moins à sa disposition « le glaive de l'esprit qui est la parole de Dieu¹ ». A-t-elle le droit de le tirer contre les rois qui règnent suivant l'ordre de Dieu; en d'autres termes, peut-elle frapper ceux-ci de l'anathème? La question avait de l'importance, car, d'après les idées du temps qui interdisent tous rapports avec les excommuniés, l'anathème entraînait implicitement à sa suite une déposition plus ou moins déguisée.

De là une certaine incertitude chez les antigrégoriens. Théoriquement, ils reconnaissent au pape le droit d'excommunier le roi. Le *Liber de unitate* admet que le pouvoir spirituel dispose des armes spirituelles au même titre que le pouvoir temporel. Wenrich de Trèves proclame, avec saint Paul, que « les armes de notre milice ne sont pas charnelles » (*I Cor.*, X, 4)². Mais, quand on en vient à la pratique, les droits du Saint-Siège en cette matière sont singulièrement limités.

Le *Liber de unitate*, pour éviter les contradictions, s'attache surtout à la question de fait; il reproche à Grégoire VII d'avoir excommunié Henri IV à l'aide d'accusations injustes et fausses, de s'être dérobé à la procédure ordinairement suivie³. A cette occasion, toutefois, il revient sur l'idée qu'il développe continuellement : le roi, ministre de Dieu, est de par sa fonction même irréprochable. « Nous avons », dit-il, « meilleure opinion du roi; il est », nous l'espérons, « amoureux de la loi chrétienne, défenseur des églises, pourfendeur des hérétiques et des schis-

1. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 3.

2. Wenrich, *scolastici Treverensis, epistola*, c. IV.

3. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 8 et 12.

matiques, quand il n'a pu redresser ceux-ci ni les empêcher de persévérer dans leur erreur. » Or, « tout ce qui est irréprochable est défendu par l'Église catholique », écrit le pape Marcellin¹. Donc, le pouvoir concédé par Dieu ne peut être digne de reproche, puisque l'apôtre et par l'apôtre le Seigneur a établi cette règle : « Craignez Dieu, honorez le roi » (*I Petr.*, II, 17), car « l'honneur du roi aime la justice » (*Ps.*, XCVIII, 4)².

Ainsi le roi, parce que roi, ne peut avoir méprisé la loi chrétienne ni fomenté l'hérésie. A quel titre aurait-il mérité l'anathème? Le *Liber de unitate*, fidèle à sa méthode, ne se préoccupe pas de ce qui est, mais de ce qui devrait être, et conclut un peu vite que ce qui devrait être est.

Petrus Crassus cherche lui aussi à paralyser le pouvoir spirituel du pape; il prétend qu'en frappant Henri IV, Grégoire VII a condamné du même coup tous les princes qui ont établi et affermi le christianisme. « En lésant injustement le roi Henri, il est convaincu d'avoir ouvertement fait tort aux empereurs de la foi orthodoxe qui, par leur saint concours, ont aidé ceux qui ont prêché cette foi à édifier la sainte Église sur les fondements jetés par les apôtres³. » Excommunier le roi, pour Petrus Crassus comme pour le *Liber de unitate*, c'est donc « frapper la sainte Église de Dieu et ruiner la paix du monde⁴ ».

Guy, écolâtre, puis évêque d'Osnabrück, un des plus violents parmi les adversaires de Grégoire VII, est encore plus affirmatif à cet égard et dénie à l'Église le droit d'excommunier les rois⁵. La raison qu'il invoque est assez curieuse : le pape, en usant de l'interdit à l'égard des rois, provoque forcément la guerre civile,

1. Saint Marcellin, *ep.* II, c. 3 (éd. Hinschius, p. 222).

2. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, 1, c. 12.

3. *Defensio Heinrici regis*, c. II.

4. *Ibid.*, c. III.

5. Le personnage est peu connu. Guy, d'abord écolâtre d'Osnabrück, devint évêque de cette ville en 1093 et mourut en 1101, après avoir lutté énergiquement contre Urbain II et ses partisans. Il a écrit un traité sur la controverse entre Hildebrand et l'empereur Henri (*Liber de controversia intra Hildebrandum et Heinricum imperatorem*) dont quelques extraits seulement ont été conservés par un certain T., également écolâtre d'Osnabrück, qui fut chargé, en 1118, de recueillir des pièces relatives à la lutte du sacerdoce et de l'empire. Ces extraits ont été édités par Jaffé, *Bibliotheca rerum Germanicarum*, t. V, p. 328-345, et plus récemment par L. de Heinemann (*Libelli de lite*, t. I, p. 461-470). Ce dernier a montré dans son introduction (p. 461, n. 1) que Guy avait écrit du vivant de Hildebrand et après le sacre de Henri IV comme empereur, soit entre le 22 mars 1084 et le 25 mai 1085.

car le roi se venge par les armes et la chrétienté en souffre beaucoup. Il n'y a pas lieu de s'arrêter sur une théorie aussi singulière et qui, en droit ecclésiastique, ne tient pas debout. Non seulement on ne voit pas pourquoi les souverains qui, devant Dieu, sont égaux aux autres hommes jouiraient d'un tel privilège sous prétexte qu'il faut redouter leur fureur; mais il faudrait encore admettre la nécessité pour l'Eglise de conserver dans sa communion les princes coupables de meurtres, de massacres, de pillages.

Il n'en reste pas moins vrai que les antigrégoriens contestent plus ou moins ouvertement au pape le droit d'excommunier le roi. Wenrich de Trèves partage la conception des autres juristes impériaux quand il soutient que la condamnation de l'Eglise n'est valable que si elle est conforme aux vues de Dieu et que le roi n'a pas à tenir compte d'une sentence injuste¹.

Le pouvoir royal est donc sans limites. Le souverain n'est pas même retenu par la crainte d'encourir une peine spirituelle; il est au-dessus des lois divines comme des lois humaines. La monarchie, rêvée par les partisans de Henri IV, est absolue en même temps qu'héréditaire.

Wenrich de Trèves voit surtout dans la monarchie absolue une nécessité sociale. « D'où proviennent », écrit-il, « le ravage des campagnes, le bouleversement des villes, les massacres, les révolutions, sinon du fait que ceux-ci veulent supplanter ceux-là, lesquels sont contraints de défendre par les armes leur place, leur liberté, leur royaume, leur charge?? » Ainsi l'auteur responsable d'une révolution ou d'une guerre civile n'est pas le tyran qui la provoque, mais le sujet qui défend contre la tyrannie sa vie et sa liberté. Il est à peine nécessaire de remarquer qu'une telle théorie justifie tous les excès de pouvoir : si, pour éviter la guerre civile et son cortège de deuils et de calamités, il faut tout supporter de la part du souverain, celui-ci n'est plus lié par aucune contrainte; il peut librement opprimer ses sujets, attenter à leur vie et à leurs biens.

Petrus Crassus a la même conception absolutiste de la souveraineté qu'il emprunte, comme toujours, au droit romain. « Il faut », dit Justinien dans la préface des *Institutes*, « que la majesté impériale ait non seulement à son service le prestige des

1. *Wenrichi, scolastici Treverensis, epistola, c. V.*

2. *Ibid.*, c. IV.

armes, mais aussi les armes de la loi, afin qu'elle puisse justement gouverner en temps de paix comme en temps de guerre et que le prince romain soit vainqueur¹. »

Enfin, pour Petrus Crassus comme pour le *Liber de unitate*, l'absolutisme est de droit divin au même titre que l'hérédité. S'opposer au roi qui tient sa couronne de ses ancêtres, c'est manquer de respect au pouvoir qui vient de Dieu et qui doit être honoré à l'égal de Dieu². Cela résulterait des textes de saint Pierre et de saint Paul que nos auteurs citent et commentent de la même manière : « Mes très chers frères », dit le prince des apôtres, « soyez soumis pour l'amour du Seigneur à toute puissance humaine, soit au roi comme souverain, soit aux préfets comme envoyés par lui pour punir les malfaiteurs et approuver les gens de bien, car c'est la volonté de Dieu qu'en faisant le bien vous en imposiez à l'ignorance des insensés, agissant comme des hommes libres, sans que la liberté serve de voile à la méchanceté, comme des serviteurs de Dieu. Honorez tout le monde, aimez la fraternité, craignez Dieu, honorez le roi » (*I Petr.*, II, 13-17). Même doctrine chez saint Paul : « Je vous demande avant tout qu'on adresse des demandes, des prières, des suppliques, des actions de grâces en faveur de tous les hommes, en faveur des rois et de ceux qui sont constitués en dignité, pour que nous menions une vie sans trouble et paisible, en toute piété et dignité. Cela est bon et agréable aux yeux de notre sauveur Dieu qui veut que tous les hommes soient sauvés et viennent à la connaissance de la vérité » (*I Tim.*, II, 1-4).

Ainsi « le pouvoir concédé par Dieu ne peut être digne de reproche³ ». Aussi Dieu, selon le *Liber de unitate*, a-t-il prescrit d'obéir même aux rois injustes ou païens : « La nation et le royaume qui n'obéiront pas à Nabuchodonosor, roi de Babylone, ceux qui ne courberont pas la tête sous le joug du roi de Babylone, je les visiterai », dit le Seigneur, « avec le glaive, la faim, la soif, la peste, jusqu'à ce que je les consume de ma main » (*Jer.*, XXVII, 8). — « N'écoutez pas les paroles des prophètes qui vous disent : n'obéissez pas au roi de Babylone, car

1. *Praefatio institutionum Justiniani. Defensio Heinrichi regis*, c. IV.

2. *Defensio Heinrichi regis*, c. VII. — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 5. — Wenrich de Trèves (c. IV) cite les mêmes textes ou d'autres identiques.

3. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, l. I, c. 12.

ils profèrent un mensonge; je ne les ai pas envoyés et ils prophétisent fausement en mon nom, afin de vous perdre et de vous faire périr, autant vous que les prophètes qui vous parlent » (*Jer.*, XXVII, 14-15). L'obéissance étant due à un roi païen, elle l'est aussi, à plus forte raison, à un roi chrétien qui, comme le remarque saint Augustin¹, aime Dieu plus que sa royauté et gouverne selon les lois de Dieu². Saint Grégoire le Grand, lui aussi, ne reconnaît pas le droit de critiquer les actes du souverain. « Si jamais », dit-il, « notre langue vient à calomnier, même pour de petites choses, ceux qui nous gouvernent, que notre cœur soit brisé par l'affliction et par la pénitence et, lorsque quelqu'un aura causé quelque dommage au pouvoir établi, qu'il redoute le jugement de celui qui a créé ce pouvoir, car, commettre une faute à l'égard du pouvoir, c'est résister à celui qui l'a placé à notre tête³. »

Les textes des prophètes, des apôtres, des Pères prescrivent donc l'obéissance au souverain ordonné par Dieu. Le raisonnement philosophique conduit l'auteur du *Liber de unitate* à la même conclusion. Il part de cet axiome que le roi est « l'image de Dieu », comme d'ailleurs toute créature humaine. Il faut donc respecter en lui cette image de Dieu, et attenter à son pouvoir, ce serait dire que l'homme n'a pas été créé à la ressemblance de son Créateur, ce serait partager l'hérésie des priscillianistes qui ont été condamnés pour avoir prétendu que l'homme était mauvais par nature et non par déchéance, alors que « la vraie foi, qui est la foi catholique, affirme que la substance de toutes créatures, soit spirituelles, soit corporelles, est bonne et qu'il n'y a pas de nature du mal, mais que c'est par la faute d'une volonté dépravée que le bien a été vicié soit dans l'ange, soit dans l'homme⁴. »

A la doctrine exposée par Grégoire VII dans la lettre à Hermann de Metz, selon laquelle le pouvoir sacerdotal, supérieur à tout autre par son origine et par sa nature, peut, en vertu de son droit de lier et de délier, disposer des empires et des royaumes, les antigrégoriens allemands opposent une théorie de la souveraineté toute différente qu'ils prétendent rattacher à

1. Saint Augustin, *De civitate Dei*, I, V, c. 21-24.

2. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, I, c. 12 et 16-17.

3. Grégoire le Grand, *Regula pastoralis*, I, III, c. 4. — *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, II, c. 1.

4. *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, I, II, c. 8.

saint Paul, à saint Augustin et à saint Grégoire. La royauté vient de Dieu par les lois de l'hérédité et indépendamment de l'Eglise; le roi, ministre de Dieu, ne rend compte de sa conduite qu'à Dieu; il ne peut être jugé ni déposé par personne, pas même par le pape dont il est l'égal devant Dieu; il a droit enfin à l'obéissance totale et irraisonnée de ses sujets, parce que, comme roi, il est aussi infaillible au temporel que le pape au spirituel. En un mot, la monarchie héréditaire et absolue est, si l'on en croit les juristes de Henri IV, la seule forme de gouvernement qui puisse se réclamer de la loi humaine et de la loi divine.

II.

Tandis que les partisans de Henri IV s'attachent à prouver par le droit civil et par le droit canon que le roi tient directement son pouvoir de Dieu, les grégoriens allemands défendent àprement la thèse de la subordination du pouvoir temporel au pouvoir spirituel exposée dans la lettre à Hermann de Metz. A vrai dire, sur bien des points, ils n'ajoutent rien à cette bulle célèbre qu'ils se contentent trop souvent de paraphraser. Il n'y a pas lieu par exemple de les suivre dans leurs discussions historiques avec leurs adversaires; ils complètent la liste des précédents invoqués par Grégoire VII, et c'est tout. Quant à leurs arguments juridiques, si l'on excepte Manegold de Lautenbach, le seul grégorien allemand qui soit original, ils se ramènent à deux : 1° le pape, en vertu de son pouvoir de lier et de délier, a toute autorité sur les personnes laïques aussi bien qu'ecclésiastiques et dispose des royaumes comme des évêchés; 2° il peut dispenser des commandements formulés par Dieu ou par l'Eglise et, par suite, délier du serment de fidélité. De ce fait, la souveraineté temporelle n'aura pas un caractère absolu; elle sera limitée par la suprématie du Saint-Siège.

C'est surtout chez Bernold de Constance, très expert en droit canon, qu'il faut chercher l'exposé de la thèse dite théocratique¹.

1. Sur la vie de Bernold de Constance, cf. Strelau, *Leben und Werke des Mönchen Bernold von S. Blasien* (diss. Leipzig, 1889). — Bernold est né probablement entre 1050 et 1055; il a fait ses études à l'école de Constance où son maître, Bernard, lui enseigna le droit canon. Dès 1074-1076, il écrit plusieurs

Le point de départ en est toujours la parole du Christ : « Tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel ; tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel » (*Matth.*, XVI, 19). Mais, tandis que les antigrégoriens en limitaient l'effet au péché, Bernold lui accorde un sens beaucoup plus universel. Le successeur de saint Pierre peut, en vertu de la mission qui lui a été confiée par le fils de Dieu, déposer non seulement les patriarches et les évêques, mais même « les inférieurs de ce monde », c'est-à-dire les princes laïques¹.

En bon canoniste, Bernold s'efforce de prouver que cette doctrine est conforme à la plus pure tradition de l'Eglise. Dès les temps apostoliques, saint Paul affirmait catégoriquement que le pouvoir sacerdotal était supérieur au pouvoir laïque. « Ne savez-vous pas », disait-il, « que puisque nous jugerons les anges, combien davantage jugerons-nous les choses séculières » (*ICor.*, VI, 3). Telle est aussi la théorie des papes, en particulier de Gélase I^{er}, que Grégoire VII citait, lui aussi, dans sa lettre à Hermann de Metz. « Il y a, ô empereur auguste », écrivait Gélase, « deux pouvoirs qui régissent le monde, le pouvoir sacré des pontifes et le pouvoir des rois, mais l'autorité sacerdotale est tellement supérieure que les prêtres doivent rendre compte à Dieu, lors du jugement, pour les rois eux-mêmes. Vous savez en effet, fils très clément, que, puisque vous gouvernez le monde par une dignité humaine, vous devez dévotement accepter le joug des évêques et attendre d'eux votre salut. Sachez que, dans l'ordre de la religion, vous devez leur être soumis plutôt que leur commander, que vous devez accepter leurs sentences et non pas chercher à leur imposer votre

traités qui le mettent en relief par la science canonique qu'ils reflètent. Il assiste au concile de Rome, en 1079, mais on ne sait si, à cette date, il était encore à Constance ou s'il était déjà moine à Saint-Blaise, dans la Forêt-Noire. Le 22 décembre 1084, il est ordonné prêtre à Constance par le cardinal Eudes d'Ostie, le futur pape Urbain II. Il paraît prendre une part active, pendant un certain temps, à la lutte du sacerdoce et de l'empire, puis il se retire à Saint-Blaise, qu'il quitte, selon Strelau, *op. cit.*, vers 1091. Il passe ses dernières années au monastère de Saint-Sauveur de Schaffhouse, où il meurt le 16 septembre 1100. On a de lui une chronique qui renferme des renseignements de tout premier ordre pour l'histoire des pontificats de Grégoire VII et d'Urbain II et seize traités dont les trois premiers datent de 1074 à 1076, les autres de 1085 à 1100. Waitz a édité la chronique dans les *Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. V, p. 385 et suiv. Les traités ont été réunis par Thaner dans les *Libelli de lite*, t. I, p. 1 à 168.

1. *Op. XII, De solutione juramentorum*, c. II-III.

volonté¹. » De ces deux textes, il résulterait que les papes ont toute autorité sur les laïques comme sur les ecclésiastiques, qu'ils peuvent excommunier les uns et les autres, déposer les rois comme les évêques².

Une telle conclusion dépasse les prémisses : saint Paul et Gélase revendiquent pour le pouvoir sacerdotal le droit de juger toute créature humaine, si haut placée qu'elle soit; ils affirment que les rois doivent suivre docilement la direction morale des évêques, mais aucune sanction temporelle n'est mentionnée par eux en cas de désobéissance du souverain. Bernold raisonne comme les antigrégoriens : il particularise la pensée de l'apôtre et du pontife et se croit trop vite autorisé à conclure que le roi, rebelle aux prescriptions de l'Eglise, doit être déposé en même temps qu'excommunié.

D'autre part, les antigrégoriens et notamment l'auteur du *Liber de unitate ecclesiae conservanda* voulaient limiter le pouvoir de lier et de délier à la faculté d'absoudre du péché; le pape, d'après eux, ne pouvait dégager d'un serment. Les grégoriens les ont également suivis sur ce terrain qui leur offrait une base plus solide.

Le droit du Saint-Siège de délier les sujets de l'obéissance et de la fidélité envers le roi est rattaché par la plupart d'entre eux à la théorie canonique de la dispense que Bernold de Constance a été l'un des premiers à formuler³.

Selon Bernold, les grandes lignes du droit canon remontent aux apôtres; les conciles œcuméniques de Nicée (325), Constantinople (381), Éphèse (431), Chalcédoine (451) ont été ensuite les fidèles interprètes de la discipline première et ont complété les règles posées aux premiers temps de l'Eglise. Le rôle des papes est de gouverner la chrétienté en s'inspirant de ces règles, de trancher les discussions qui peuvent s'élever à leur sujet, de fixer le sens des passages obscurs et aussi, en certains cas, de tempérer la rigueur des canons. C'est alors qu'intervient la *dispense* dont Bernold essaye de définir le caractère, à l'aide de quelques exemples : Dieu a dit sur le Sinaï : « Tu ne

1. Gélase I^{er}, *op.* XII, c. 2.

2. Bernold de Constance, *op.* XII, c. IV, et *op.* V, *Apologeticae rationes contra scismaticorum objectiones*, c. VIII.

3. Cf. *op.* X, *De excommunicatis vitandis, de reconciliatione lapsorum et de fontibus juris canonici*, c. LV-LVIII, et *op.* XV, *De statutis ecclesiasticis sobrie legendis*.

tueras point » (*Exod.*, XX, 13), et pourtant il a ordonné plusieurs fois à son peuple de mettre à mort ; il y a donc, comme le remarque saint Augustin dans la *Cité de Dieu*¹, des cas où l'on ne tue pas tout en tuant. Aussi la dispense apparaît-elle comme une exception à la règle générale, quand celle-ci est trop dure. « De même », écrivait saint Léon, « qu'il y a des choses qui ne peuvent être modifiées pour aucune raison, de même il y en a certaines qui, pour des nécessités particulières, peuvent être tempérées, à la condition toutefois que, dans les circonstances douteuses ou obscures, notre conduite ne soit en rien contraire aux préceptes évangéliques ou aux décrets des saints Pères². »

Il suffit maintenant d'appliquer le principe de la dispense au *non perjurabis* comme au *non occides* pour qu'il soit prouvé que parfois l'obéissance au souverain n'est ni nécessaire ni légitime. C'est ce qu'ont fait la plupart des grégoriens allemands et, à leur tête, l'archevêque de Salzbourg, Gebhard³.

« Celui qui a dit : « Vous ne parjurerez point », écrit Gebhard, a dit aussi : « Vous ne tuerez point » (*Exod.*, XX, 13), et pourtant il a lui-même, dans la suite, fréquemment menacé de mort celui qui se rendrait coupable de certaines désobéissances à sa loi. Aussi ceux qui, dans tel ou tel cas, pardonnent en son nom le meurtre ou le parjure ne contredisent pas Moïse et Moïse ne se contredit pas lui-même ; mais les dispenses, prévues par les institutions sacrées pour tel ou tel cas, sont d'accord avec la vérité et la justice et conviennent aux différentes sortes de causes⁴. »

1. Saint Augustin, *De civitate Dei*, l. I, c. 21.

2. Saint Léon le Grand, *ep.* 167.

3. Sur la vie de Gebhard de Salzbourg, voir les ouvrages généraux relatifs à la querelle des investitures (Hauck, Meyer von Knonau, etc...) et Spohr, *Ueber die politische und publizistische Wirksamkeit Gebhards von Salzburg* (1060-1088), 1890. Gebhard a eu une part active à la grande lutte du sacerdoce et de l'empire, entre 1080 et 1088 ; il a été très intransigeant sur le terrain des principes, beaucoup plus modéré envers les personnes. On a de lui notamment une lettre à Hermann de Metz, éditée par K. Francke dans les *Libelli de lite*, t. I, p. 271-279. Cette lettre a été écrite au printemps de 1081 (cf. Spohr, *op. cit.*, p. 47, et l'introduction de K. Francke dans les *Libelli*, t. I, p. 262). Il n'y a aucune raison de supposer, comme le veut Mirbt, *op. cit.*, p. 22, que la lettre de Gebhard soit antérieure à celle de Grégoire VII au même Hermann de Metz ; elle est certainement postérieure à l'assemblée de Kauffingen (février 1081) dont il est question au chapitre 1.

4. Gebhard de Salzbourg, *Epistola ad venerabilem Heremannum, Mediomatricae sedis antistitem*, c. XXVII.

Par suite, les antigrégoriens sont mal fondés à prétendre que celui qui abandonne Henri IV commet un parjure. « Ils s'ingénient », nous dit-on, « à montrer à leurs partisans, à l'aide de nombreux textes de l'Écriture, combien il est dangereux de recourir au parjure et d'invoquer le nom de Dieu en vain. » Ces textes n'ont aucun rapport avec le débat ; « ils sont destinés aux faibles d'esprit et ne peuvent avoir prise sur des gens capables d'un examen attentif¹ ». Gebhard de Salzbourg est d'accord avec ses adversaires pour considérer le parjure comme un péché grave, mais il diffère d'eux sur l'interprétation à donner au commandement. « Les préceptes de la loi divine, dont ils se réclament, quoiqu'ils soient dignes de toute vénération, ne peuvent être compris comme ils le souhaiteraient. Nous ne pouvons admettre qu'il faut respecter indifféremment et sans rétractation toute chose jurée, quel que soit celui qui la jure. Bien plus, la parole de l'Écriture : « Tu ne profaneras pas le nom de ton Dieu ; tu ne prendras pas le nom de ton Dieu en vain ; tu ne feras pas de parjure en mon nom » (*Exod.*, XX, 7 ; *Lev.*, XIX, 12), doit être, selon nous, observée avec cette réserve qu'il faut ou ne rien jurer ou ne pas jurer soit ce qu'il ne faut pas jurer, soit ce qui, une fois juré, ne doit ni ne peut être tenu sans faire courir un risque au moins égal². »

Gebhard de Salzbourg a soin d'étayer son interprétation de l'Écriture sur des textes des Pères, en particulier sur le *De officiis* de saint Ambroise. Il y a puisé notamment un commentaire du fameux serment d'Hérode qui avait déterminé la mort de saint Jean-Baptiste : « Ce qu'Hérode a estimé être de la fidélité à la chose jurée a été en réalité de la folie³. » Saint Ambroise définit, à cette occasion, quel est le « devoir » dans un cas difficile. « C'est un devoir », dit-il, « de garder et de rendre ce qui a été confié. Mais parfois un changement survient, par suite des circonstances ou de la nécessité, si bien que le devoir n'est pas de rendre ce que l'on a reçu. Si quelqu'un, pour porter secours aux barbares contre sa patrie, réclame à cet effet l'argent qu'il a prêté, si un fou demande l'arme qu'il a déposée entre vos mains pour s'en frapper lui-même, la restitution est-elle le devoir?... C'est également, en certains cas, manquer à son

1. Gebhard de Salzbourg, *Epistola ad venerabilem Heremannum, Mediomatricae sedis antistitem*, c. XXIII-XXIV.

2. *Ibid.*, c. XXV.

3. Saint Ambroise, *De officiis*, I, III, c. 12.

devoir que de tenir sa promesse et d'être fidèle à son serment : tel Hérode qui a juré et ordonné la mort de Jean... Il vaut mieux ne pas accomplir un vœu que réprouverait celui qui l'a reçu. Toutes les promesses ne doivent pas toujours être tenues¹. » Saint Isidore s'exprime en des termes identiques : « Il ne faut pas », dit-il, « observer les serments faits mal à propos ou avec imprudence comme celui de demeurer perpétuellement avec une femme adultère. Il vaut mieux ne pas tenir sa promesse que persister dans une action déshonorante². » Enfin Gebhard invoque l'approbation, non moins accablante pour les antigrégoriens, de Bède le Vénérable : « Si par hasard il nous arrive d'avoir proféré un serment imprudent dont l'accomplissement aurait une issue pire, sachons changer d'avis et prendre une décision plus saine³. »

Ainsi, d'après les règles posées par l'Église, le devoir est parfois d'agir contrairement à ce que l'on a juré. La théorie antigrégorienne de l'observance rigoureuse et absolue du *non perjurabis* s'écroule devant l'autorité des Pères. Mais, quand il s'agit de l'obéissance au pouvoir, quels sont les cas où intervient la dispense? Tel est le problème qui reste encore à résoudre.

D'après Gebhard de Salzbourg, il faut obéir au souverain aussi longtemps que ses ordres et ses lois ne blessent pas la conscience. Lorsqu'ils jurent fidélité au souverain, les sujets ne s'engagent pas à être complices de ses iniquités⁴. « On nous dit : vous avez juré au prince et, si vous voulez lui rester fidèles, refusez fidélité et obéissance au seigneur apostolique, affirmez par serment cette renonciation, ne cessez pas d'avoir des rapports avec ceux qui ont été excommuniés par le Saint-Siège et enseignez à tous qu'il faut conserver des relations avec eux ; si vous n'agissez pas de la sorte, vous serez considérés comme infidèles au roi. Dure proposition, assez semblable à celle qui fut jadis ainsi formulée : si vous voulez être l'ami de César, sacrifiez aux Dieux ; sinon vous serez puni ! Or, si nous accordons au roi la fidélité qu'il nous demande, nous encourageons l'accusation de perfidie, non plus envers le roi, mais envers le

1. Saint Ambroise, *De officiis*, l. I, c. 50. — Ces textes sont également cités par Manegold de Lautenbach qui expose la théorie de la valeur canonique du serment, sans ajouter aucun argument nouveau (*Liber ad Gebhardum*, c. XLIX).

2. Isidore, *Liber sententiarum*, l. II, c. 31.

3. Bède le Vénérable, *Homiliae*, l. II, c. 20.

4. Gebhard de Salzbourg, *Epistola ad venerabilem Heremannum*, c. XXX.

roi des rois. Car ceux qui violent spontanément les lois divines sont apostats, dit l'Écriture. Comment donc serions-nous astreints par la religion du serment à l'apostasie et à la perfidie, nous qui n'avons rien juré, si ce n'est la foi? Chose étonnante! Nous avons juré la foi et, si nous ne commettons pas une perfidie, nous sommes appelés parjures ou infidèles!¹ »

Ainsi la soumission au roi n'est légitime que dans la mesure où elle n'empêche pas d'obéir au roi des rois, c'est-à-dire à Dieu. La fidélité ne peut être requise envers les souverains qui gouvernent contrairement à la loi de Dieu et qui enseignent à la mépriser. « Est-ce le devoir des clercs », s'écrie Gebhard, « de prêter conseil et appui à un prince chrétien qui force ses sujets à s'éloigner de la loi chrétienne, qui poursuit de sa haine ceux qui refusent de renoncer à elle, qui veut posséder héréditairement les sanctuaires dont il chasse les prêtres, qui s'empare pour son usage personnel des offrandes des fidèles et des biens des pauvres, qui, à l'exemple de Néron, torture de nouveau Pierre et Paul, oppose à Simon Pierre Simon le Magicien, qui s'avance avec orgueil dans la voie de la sainteté où jusqu'à présent les fidèles marchaient pieds nus, le cœur contrit et humilié en vue de la rémission de leurs péchés, qui souille enfin les lieux consacrés par le sang des saints et fait un sanglant carnage des serviteurs de l'apôtre? Est-ce le devoir des pasteurs de participer à de tels actes et à de tels desseins; n'est-ce pas au contraire être fidèle que de persuader aux rois qu'en déchirant la tunique du Christ et les vêtements de ses prêtres, ils méritent que leur royaume se divise à son tour et se sépare d'eux?² »

Obéir à un roi qui pille les églises et persécute la foi, c'est donc pour un chrétien chose impossible. La soumission au souverain a des limites qu'un sujet ne peut franchir sans être blâmé par sa conscience³.

1. Gebhard de Salzbourg, *Epistola ad venerabilem Heremannum*, c. XXXI.

2. *Ibid.*, c. XXXII.

3. Nous ne comprenons pas très bien le reproche adressé à Gebhard par Spohr, *op. cit.*, p. 61. D'après lui, Gebhard éluda la véritable question, objet du litige, le droit qu'avait ou n'avait pas Grégoire VII de déposer Henri IV, pour traiter celle, beaucoup plus générale, du serment. Cette distinction nous paraît un peu artificielle : si le serment de fidélité a la valeur limitée que lui reconnaît notre canoniste, il est clair que le pape, seul interprète autorisé des canons de l'Église, peut délier les sujets de ce serment, c'est-à-dire leur permettre de refuser l'obéissance, ce qui a pour conséquence la déposition. Gebhard ne tranche pas la question de forme, mais sa pensée n'est pas douteuse.

Cette idée a été exprimée par un autre canoniste allemand de la fin du XI^e siècle, Bernard de Constance, auteur du *Liber canonum contra Heinricum quartum*¹.

Bernard, tout en reconnaissant la nécessité de l'obéissance au pouvoir temporel, ne veut pas accepter non plus la théorie des antigrégoriens au sujet de l'obéissance absolue et illimitée. Toutefois, au lieu de discuter les textes de ses adversaires, que d'ailleurs il cite², il leur oppose sa propre théorie qui confine à celle de Gebhard de Salzbourg. Quand on jure fidélité à un seigneur, dit-il, on la jure suivant la foi catholique; telle est du moins la pensée de saint Paul dans l'épître aux Éphésiens³ que saint Jérôme commente en ces termes : « Quand l'apôtre ordonne aux esclaves d'obéir à leurs maîtres, il ajoute « comme au Christ » et encore « comme les esclaves du Christ qui accomplissent la volonté de Dieu », afin que l'esclave n'écoute pas son maître selon la chair, s'il lui donne des ordres contraires aux ordres de Dieu; de la sorte, saint Paul n'excite pas les esclaves à la révolte contre leurs maîtres, mais il ne leur enseigne pas qu'il faut écouter leurs maîtres, lorsque ceux-ci leur ordonnent des choses vicieuses et défendues⁴. » D'où il résulte que, suivant saint Paul et saint Jérôme, il ne faut obéir aux maîtres de la terre que dans la mesure où ils prescrivent ce

1. Le *Liber canonum contra Heinricum quartum* a été édité par F. Thaner dans les *Libelli de lite*, t. I, p. 471-516. Sdralek, *Die Streitschriften Altmanns von Passau*, p. 20, en attribue la rédaction à Altmann de Passau, sous prétexte qu'il semble résulter des chapitres IX et XXXIX que l'auteur était évêque. Ces deux passages ne paraissent pas justifier une telle interprétation qui se heurte, en revanche, aux textes de Sigebert de Gembloux, *De scriptoribus ecclesiasticis*, c. CLXV, et de Bernold de Constance (*Chronicon*, a. 1091). Ce dernier affirme que Bernard, écolâtre de Constance, a composé un livre « dans lequel il paraît avoir, à l'aide des saints Pères, anéanti les insidieuses calomnies des schismatiques ». Cette définition s'applique assez bien au *Liber canonum*. Le livre a été composé en mai 1085, aussitôt après les assemblées de Quedlinbourg et de Mayence, tenues peu après Pâques, et avant que la nouvelle de la mort de Grégoire VII fût parvenue en Allemagne; il est en effet question des deux assemblées aux chapitres XV et XXV et il est dit (c. XV) que le concile de Quedlinbourg s'est tenu « cette année même ». D'autre part, il résulte du chapitre XLIII, consacré à l'exil de Grégoire VII, que le pape n'était pas mort au moment où l'auteur écrivait. Le *Liber canonum* est adressé à Hartwig, archevêque de Magdebourg de 1079 à 1102, qui était, en 1085, un des chefs du parti grégorien en Allemagne.

2. *Liber canonum contra Heinricum quartum*, c. XXI.

3. Saint Paul, *Epistola ad Ephesios*, VI, 5.

4. Saint Jérôme, *Commentarii in epistolam ad Ephesios*, I. III, c. 6.

que prescrirait le Christ lui-même. Sans doute, celui qui, de son propre mouvement ou entraîné par la perversité d'autrui, renie le maître auquel il avait juré fidélité dans le Seigneur est un parjure, mais est parjure aussi celui qui obéit à un maître rebelle aux lois de l'Église¹.

Ainsi la plupart des grégoriens allemands, reprenant et développant la doctrine exposée dans la lettre à Hermann de Metz, ont eu le sentiment que la souveraineté temporelle ne pouvait avoir un caractère absolu et illimité, comme le voulaient les antigrégoriens. Ils ont condamné la monarchie héréditaire de droit divin que leurs adversaires érigeaient à l'état de dogme. Toutefois, on ne trouve chez aucun de ceux que nous avons cités une théorie bien nette et bien coordonnée du pouvoir temporel, de ses origines et ses caractères, de ses droits et de ses devoirs. Préoccupés exclusivement de justifier la déposition de Henri IV par Grégoire VII, ils n'ont pas vu beaucoup plus loin que l'horizon des faits eux-mêmes et se sont contentés de prêcher l'obéissance aux directions pontificales. Ce qui manque dans la plupart de leurs œuvres, c'est un système s'opposant à celui qu'ont esquissé les impérialistes. Un seul parmi eux est véritablement original, c'est l'Alsacien Manegold de Lautenbach qui, dans sa lettre à Gebhard de Salzbourg, destinée à réfuter Wenrich de Trèves, a opposé au droit divin, dont se réclamaient les partisans de Henri IV, le droit populaire².

1. *Liber canonum contra Heinricum quartum*, c. XXXVII-XXXVIII.

2. Sur Manegold de Lautenbach, cf. *Histoire littéraire*, t. IX, p. 280-286; Giesebrecht, *Ueber Magister Manegold von Lautenbach und seine Schrift gegen den Scholasticus Wenrich* (Sitzungsberichte der kgl. bayer. Akad. der Wissenschaft zu München, 1868, t. II, p. 297 et suiv.); Paulus, *Nouvelles études sur Manegold de Lautenbach* (Revue catholique d'Alsace, 1886); Koch (Dr Georg), *Manegold von Lautenbach und die Lehre von der Volkssouveränität unter Heinrich IV* (fasc. 34 des *Historische Studien* de Ebering), 1902; J. A. Endres, *Manegold von Lautenbach, modernorum magister magistrorum* (*Historisches Jahrbuch*, t. XXV, 1904, p. 168-176); Miss T. A. Stead, *Manegold of Lautenbach* (*The english historical review*, t. XXIX, 1914, p. 1-19). — Giesebrecht (suivi par Koch) a essayé de prouver que, contrairement à ce que prétendait l'*Histoire littéraire*, loc. cit., il y avait eu au XI^e siècle deux Manegold, l'un qui enseigna en France entre 1070 et 1090 et auquel est adressée une lettre d'Yves de Chartres (ep. 110), l'autre sensiblement plus jeune, né seulement vers 1060 à Lautenbach, fondateur de l'abbaye de Marbach. Endres a repris la thèse de l'*Histoire littéraire* avec des arguments nouveaux et montré qu'il n'y a bien qu'un seul Manegold; nous renvoyons à son excellente dissertation où il soumet à une critique très minutieuse les rares renseignements que nous avons sur Manegold. De cette étude, il résulte que Manegold est né sans doute vers

Comme les autres grégoriens allemands, Manegold de Lautenbach a soutenu que le pape avait le droit de déposer le roi, que la souveraineté était limitée par le pouvoir de lier et de délier, accordé par le Christ à saint Pierre. Sa démonstration repose à la fois sur des textes empruntés pour la plupart aux fausses décrétales et sur des exemples historiques sans grande portée¹.

1045 à Lautenbach, près de Guebwiller; il a séjourné en France de 1070 à 1080 environ, puis il est revenu dans son pays natal et est entré à l'abbaye de Lautenbach. Vers 1086, semble-t-il, la situation des grégoriens en Alsace étant devenue critique, Manegold quitte Lautenbach et se réfugie à Raitenbuch, en Bavière, où son passage est signalé par un dialogue de Gerhoch; mais il retourne bientôt en Alsace et contribue à la fondation, en 1090, de l'abbaye de Marbach, au sud de Colmar, par le chevalier Burchard de Guebwiller qui y institue la règle de saint Augustin (cf. *Annales Marbacenses*, a. 1090, éd. Bloch, dans les *Scriptores rerum Germanicarum in usum scholarum*, 1908, p. 37). De Marbach, dont il fut le premier prieur, l'action de Manegold rayonna au loin et contribua à propager la discipline grégorienne. En 1094, Urbain II le nomme pénitencier (cf. Bernold de Constance, a. 1094). En 1096, on trouve Manegold à Tours, aux côtés du pape (Jaffé-Loewenfeld, n° 5629). En 1098, il est saisi par Henri IV et jeté en prison (cf. Bernold, a. 1098). On ne sait comment il fut délivré, car la chronique de Bernold s'arrête en 1100, mais il est encore nommé dans une bulle de Pascal II pour Marbach, en date du 2 août 1103 (Jaffé-Loewenfeld, n° 5949). Il est mort entre 1103 et 1109, car il est donné pour mort dans une lettre qui date de cette dernière année (*Codex Udalrici*, n° 160). Manegold a donc eu une vie tourmentée; l'exil et les violences dont il a été l'objet de la part de ses adversaires expliquent le ton souvent passionné de ses écrits. C'est là ce qui lui a valu d'être jugé très sévèrement par les historiens allemands Mirbt, Hauck, Meyer von Knonau qui ont fait de lui un fanatique et un pamphlétaire. Pourtant, à cet égard, Manegold ne diffère pas des anti-grégoriens, de Wenrich de Trèves, de Petrus Crassus et de l'auteur du *Liber de unitate* qui préconisent eux aussi le recours à la force, mais en sens inverse. On a de Manegold deux traités : une lettre à Wolfelm, archevêque de Cologne, d'un caractère uniquement philosophique, et une lettre à Gebhard de Salzbourg qui a été éditée par K. Francke dans les *Libelli de lite*, t. I, p. 308-430. Cette lettre est postérieure à la lettre de Wenrich (1082) dont elle est une réfutation et Manegold dit lui-même, au début, qu'il a mis un certain temps à se décider avant de l'écrire; elle est d'autre part antérieure à la mort de Grégoire VII (25 mai 1085). Elle a donc été écrite autour de 1084. Manegold est encore l'auteur de plusieurs ouvrages théologiques qui sont aujourd'hui perdus.

1. *Liber ad Gebhardum*, c. VII-VIII et XXIX. Le chapitre VII a été rédigé d'après la collection canonique dite en soixante-quatorze titres, étudiée par M. Paul Fournier dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, t. XIV, 1894, p. 147-223. Koch, *op. cit.*, p. 32-33, remarque avec raison que les exemples historiques cités au chapitre XXIX s'appliquent aux cas les plus divers : tantôt il s'agit d'excommunication, tantôt de déposition, tantôt ce sont les papes ou les évêques qui prennent l'initiative de la déposition, tantôt les princes, tantôt les peuples. Par suite, on ne peut arriver à aucune conclusion vraiment précise.

Elle ne mérite donc pas de nous retenir davantage. Ce qui fait la valeur du *Liber ad Gebehardum*, c'est l'intervention d'un élément nouveau, le peuple qui n'est pas obligé d'accepter passivement l'absolutisme royal.

Le point de départ de la théorie du moine de Lautenbach sur la souveraineté, c'est l'assimilation de la fonction royale à la fonction épiscopale. Manegold applique à la royauté la définition donnée par saint Jérôme des titres d'évêque, prêtre ou diacre, lesquels, suivant l'illustre docteur, ne désignent pas des *benefices*, mais des *offices*¹. « De même les titres de roi, comte ou duc ne se rapportent pas à la nature ou au mérite de celui qui en est revêtu, mais à sa fonction et à sa dignité². » Manegold revient avec insistance sur cette comparaison. « Le nom de roi », répète-t-il plus loin, « n'est pas un nom de nature, mais un nom de fonction, comme évêque, prêtre ou diacre³. » Par suite, la royauté n'est pas un honneur que l'on se transmet de père en fils, comme un bien que l'on possède et sur lequel on a tous les droits; elle apparaît plutôt comme une magistrature dont l'exercice implique les devoirs les plus stricts et les plus rigoureux.

Pierre Damien disait de l'épiscopat, avec saint Paul, que c'était une bonne œuvre (*bonum opus*). Le commentaire qu'il a laissé de ce mot de l'apôtre dans une de ses lettres⁴ a peut-être inspiré Manegold de Lautenbach, lorsqu'il a cherché, à son tour, à définir les attributs du souverain; l'on ne peut en tous cas que constater l'identité des vertus nécessaires à l'évêque chez Pierre Damien, au roi chez Manegold. « De même », écrit ce dernier, « que la dignité et la puissance royales l'emportent sur tous les pouvoirs de ce monde, de même celui qui les exerce ne peut être ni méchant, ni vicieux, mais il doit l'emporter sur tous les autres autant par sa sagesse, sa justice et sa piété que par sa situation et sa dignité. Il est donc nécessaire que celui qui doit gérer les affaires de tous brille, plus que tous, par l'éclat de ses vertus et qu'il n'ait d'autre souci que d'exercer en toute dignité le pouvoir qui lui est confié⁵. »

1. Saint Jérôme, *Adversus Jovinianum*, l. I, c. 34.

2. *Liber ad Gebehardum*, c. XXIX.

3. *Ibid.*, c. XLIII.

4. Pierre Damien, *Epistolae*, l. II, ep. 1.

5. *Liber ad Gebehardum*, c. XXX.

Mais par qui ce pouvoir est-il confié au roi? Grégoriens et antigrégoriens en faisaient remonter l'origine à Dieu. Manegold de Lautenbach, sans se prononcer sur sa source première, concède au peuple le droit de désigner la personne royale. « En effet », continue-t-il, « le peuple n'élève pas le roi au-dessus de lui pour lui permettre d'exercer librement sa tyrannie, mais pour être protégé contre la tyrannie et la malveillance¹. » Même affirmation dans un autre passage : « Personne ne pouvant se créer empereur ou roi, le peuple élève quelqu'un au-dessus de lui uniquement pour se gouverner et se régir suivant les règles de l'équité, pour distribuer à chacun ce qui lui est dû, pour protéger les gens pieux, châtier les impies, rendre justice à tous². »

Que faut-il entendre exactement par peuple, Manegold ne le définit pas et, au fond, peu importe. L'essentiel chez lui, c'est que l'exercice de la souveraineté est lié à l'accomplissement des devoirs qu'elle comporte; à l'avènement de chaque prince, un contrat intervient entre celui-ci et les sujets qu'il gouverne. Par ce contrat, le peuple délègue au roi l'autorité (qui sans doute lui vient de Dieu), promet fidélité et obéissance; en échange, le roi s'engage à gouverner selon la justice³.

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XXX.

2. *Liber ad Gebehardum*, c. XLVII. — Koch, *op. cit.*, p. 48 et suiv., se demande à ce propos si la source réelle de la souveraineté est bien le peuple ou si le peuple est simplement l'organe de la volonté divine. Il se prononce en faveur de la première hypothèse, car Manegold insiste sur ce que le peuple élève le roi (*exaltat*) et il ne fait pas intervenir Dieu. Nous n'oserions pas être aussi affirmatif : le peuple peut désigner la personne royale (comme il désigne, sur la proposition du clergé, la personne épiscopale), sans être pour cela « la source réelle de la souveraineté »; il possède celle-ci en acte, mais non pas en puissance. Manegold n'a sans doute pas songé à cette distinction juridique qui ne nous paraît pas avoir l'importance que lui attribue le critique allemand. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur la question.

3. La plupart des historiens allemands ont jugé sévèrement la théorie de Manegold de Lautenbach. Mirbt, *Die Publizistik*, p. 227 et suiv., lui reproche de porter atteinte « aux principes sur lesquels repose l'État ». Il s'agirait de définir quels sont ces principes. Koch, *op. cit.*, p. 54-56, trouve la conception du contrat très obscure. Selon lui, la transmission par le peuple au roi de la souveraineté ne peut avoir lieu que si l'État préexiste à cette transmission; chez Manegold, c'est elle qui crée l'État, ce qui est impossible; avant le contrat, le peuple est composé d'une foule d'individus souverains qui, isolément, abandonnent entre les mains du roi leur souveraineté, mais pourtant, chez Manegold, il existerait déjà en tant que collectivité. M. Koch nous paraît mêler deux questions différentes, celle de l'origine de l'État dont Manegold ne s'est

Par suite, le contrat sera valable aussi longtemps que le prince pratiquera les vertus inhérentes à sa fonction, mais, du jour où il portera atteinte au contrat en exerçant la tyrannie, le peuple sera lui aussi dégagé de ses obligations envers lui, c'est-à-dire de l'obéissance; il pourra rompre le contrat en se révoltant, en déposant le roi pour lui en substituer un autre. « Lorsque celui qui est élu pour châtier les méchants et défendre les honnêtes gens commence à faire preuve lui-même de méchanceté, à tracasser les hommes de bien, à exercer cruellement sur ses sujets la tyrannie qu'il aurait dû combattre, est-ce que, de toute évidence, il n'est pas juste qu'il soit déchu de la dignité qui lui a été concédée, que le peuple soit libre de sa domination et de sa sujétion, car il est bien clair qu'il a brisé le pacte pour lequel il a été établi. Personne ne pourra avec équité et avec raison accuser les sujets de perfidie, puisque leur souverain a, le premier, violé sa parole. Pour emprunter un exemple à des choses plus viles, si l'on confie à un mercenaire un troupeau pour qu'il le fasse paître et que celui-ci, au lieu de le faire paître, le vole, le disperse et le perde, est-ce que le propriétaire ne retiendra pas le salaire et ne renverra pas avec mépris le mauvais berger? Si donc on ne peut garder un berger qui, au lieu de faire paître son troupeau, le disperse, à plus forte raison est-il juste et raisonnable que celui qui, au lieu de gouverner les hommes, les conduit dans l'erreur soit privé de la puissance et de la dignité qu'il a reçues des hommes, autant que la condition du troupeau diffère de celle de l'homme¹. »

pas préoccupé et celle de la source du pouvoir royal qui seule l'intéresse. Miss Stead, *op. cit.*, commet la même erreur quand elle compare les théories de Manegold à celles de Rousseau sur le contrat social (!). Notre auteur affirme simplement ceci : le roi, comme l'évêque, s'engage, au moment où il assume le pouvoir et quel que soit son mode d'avènement, à gouverner avec justice; s'il ne remplit pas ce devoir, le chrétien n'est plus lié par son serment de fidélité, prononcé lors de l'avènement. Le contrat a donc lieu non pas à l'origine des sociétés humaines, mais à chaque succession au trône, comme à chaque vacance épiscopale. M. Koch attache trop d'importance au terme de *populus* qu'il prend dans son sens romain. Manegold aperçoit simplement dans le *populus* les électeurs du roi, comme le *clerus* et *populus* représente les électeurs de l'évêque.

1. Koch, *op. cit.*, p. 51-52, relève dans ce passage quelques contradictions : le peuple, lors de la constitution du contrat, est souverain et délègue sa souveraineté au roi, mais ensuite il est sujet et, comme tel, doit l'obéissance. « Le même peuple », dit-il, « qui, aujourd'hui, transfère sa puissance au roi, est demain son sujet. » Cela tient, ajoute-t-il, à ce que, dans le premier cas,

En résumé, le contrat passé entre le souverain et les sujets est conditionnel. Il implique pour les deux parties en présence des devoirs réciproques; la non observation de ces devoirs par l'une d'elles amène la rupture. Le jour où Tarquin le Superbe devint tyran, remarque Manegold, les Romains le chassèrent et, pour éviter que la tyrannie pût se perpétuer dans leur cité, ils confièrent l'*imperium* à deux consuls qui l'exerçaient pour un an seulement¹.

Par suite, le serment de fidélité, prêté par le peuple au souverain, n'a, comme le contrat lui-même, qu'une valeur conditionnelle. « Personne ne pouvant se créer empereur ou roi, le peuple élève quelqu'un au-dessus de lui uniquement pour se gouverner et se régir suivant les règles de l'équité, pour distribuer à chacun ce qui lui est dû, pour protéger les gens pieux et rendre justice à tous. Si, brisant le pacte par lequel il a été élu, le roi pille et confond ce qu'il était fait pour corriger suivant les justes lois de la raison, il absout le peuple de sa dette de sujétion et, puisqu'il a le premier violé la foi, il le délie par là même de sa fidélité réciproque. D'où il résulte que le peuple s'obligerait en vain par serment à obéir aux violences d'une âme en délire et à suivre le roi, en vertu des nécessités de la sujétion, partout où le pousserait sa fureur ou sa folie². »

Le serment, dans lequel les antigrégoriens apercevaient quelque chose d'absolu et qui liait à jamais, se trouve, lui aussi, limité aux clauses du contrat. « S'il est vrai que, comme le veut saint Augustin³, jurer par Dieu, c'est reconnaître le droit de Dieu, celui qui prête serment aux rois et aux princes jure qu'il les aidera à gouverner le royaume, à faire régner la justice, à maintenir la paix. Ce serment oblige celui qui jure, aussi longtemps que celui auquel il est juré réclame son concours pour observer la chose jurée. Mais si celui-ci, au lieu de gouverner

Manegold considère le peuple comme une collectivité, dans le second comme une somme d'individus, et c'est ainsi que la collectivité peut être souveraine, tandis que les individus sont sujets. M. Koch, ici comme ailleurs, attache une trop grande importance aux termes dont se sert l'auteur; Manegold a employé le mot *sujets* parce que c'était celui dont on se servait ordinairement pour désigner les gouvernés, sans se rendre compte qu'en apparence au moins il allait à l'encontre de l'idée de la souveraineté populaire qu'il avait précédemment exprimée.

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XXX.

2. *Ibid.*, c. XLVII.

3. Saint Augustin, *Sermo* CLXXX.

son royaume, exerce à cette occasion la tyrannie, s'il détruit toute justice, met fin à la paix, déserte la foi, celui qui a juré est absous de son serment, le peuple est libre de déposer son roi et d'en élever un autre¹. »

Obéissance conditionnelle, serment de fidélité limité lui-même à la stricte observation de la chose jurée, tels sont les deux aspects essentiels de la théorie de Manegold de Lautenbach sur la souveraineté. Elle est aux antipodes de celle qu'avaient soutenue les antigrégoriens, partisans de la royauté héréditaire de droit divin. Wenrich de Trèves, que Manegold réfute plus particulièrement, invoquait l'autorité de saint Grégoire le Grand qui avait invité les évêques à obéir aux rois comme il obéissait à l'empereur et concluait que le roi ne pouvait jamais être déposé². Manegold de Lautenbach s'élève avec force contre une telle théorie qui lui paraît contraire à la plus élémentaire justice. Si l'on doit l'obéissance aux rois et aux empereurs, celle-ci n'est nullement requise pour les tyrans, car « autre chose est régner, autre chose exercer la tyrannie³ ». « Quoi de plus abominable, quoi de plus scélérat que cette affirmation qu'il faut obéir par devoir à n'importe quel homme contre la volonté du Seigneur⁴ ! » La parole de saint Grégoire le Grand, dont Wenrich faisait si grand cas, apparaît à Manegold comme une simple formule de politesse, analogue à celles dont on fait usage envers des parents, des amis ou même des étrangers, quand on dit par exemple : « J'ai fait ce que vous m'avez commandé » ou : « Tout ce que vous m'ordonnez, je l'exécuterai comme votre esclave », ou encore : « Personne n'obéira à votre volonté avec plus de plaisir que moi. » Cette interprétation est aussi subtile que bien d'autres relevées chez les antigrégoriens, et Manegold sait, comme eux, torturer les textes pour les adapter à ses idées. Il est plus heureux quand, pour montrer que Grégoire le Grand n'a jamais conseillé l'obéissance aveugle au pouvoir temporel,

1. *Liber ad Gebhardum*, c. XLVIII. — On remarquera que les derniers mots de cette citation semblent infirmer la théorie de M. Koch suivant laquelle le peuple, quand il conclut le contrat, agit comme collectivité et non pas comme somme d'unités. Le serment oblige *celui qui jure* et c'est ensuite le peuple, réunion de ceux qui ont juré, qui dépose le roi et en élève un autre envers lequel il va contracter le même serment et les mêmes obligations.

2. Cf. *Wenrici, scolastici Treverensis, epistola*, c. IV.

3. *Liber ad Gebhardum*, c. XXX.

4. *Ibid.*, c. XLV.

il retrace, d'après Jean Diacre¹, l'histoire des rapports du pape avec l'empereur dans l'affaire de Maxime, évêque de Salone. A la mort de Natalis, Maxime s'était emparé du siège épiscopal par la violence; après avoir dispersé les biens de son église, il s'adressa à l'empereur pour que celui-ci exigeât du pape la reconnaissance de son usurpation. Grégoire le Grand n'en resta pas moins intraitable et excommunia Maxime. A-t-il fait preuve, dans ce démêlé, de cette docilité, de cet esprit de soumission que Wenrich louait trop prématurément??

Les arguments, que les antigrégoriens empruntent à l'Écriture, ne valent guère mieux pour Manegold. Ils s'écroulent tous devant la parole que les actes des apôtres placent dans la bouche de saint Pierre : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes » (*Act.*, V, 29), et dans laquelle notre auteur aperçoit une justification du contrat et du serment conditionnel.

Manegold admet très volontiers que Dieu a prescrit, en règle générale, de respecter les pouvoirs établis; il ne méconnaît pas la valeur des textes chers à ses adversaires : « Soyez soumis au roi — craignez Dieu, honorez le roi — soyez soumis à vos maîtres et non pas seulement à ceux qui sont bons et modestes » (*I Petr.*, II, 13 et 17). Mais étant donné que, dans certains cas, « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes », la soumission n'est pas illimitée. Manegold revient aussitôt à sa comparaison entre la fonction royale et la fonction épiscopale. « Le nom de roi », écrit-il, « n'est pas un nom de nature, mais un nom de fonction, comme évêque, prêtre ou diacre. Quand l'un de ces derniers est déposé de la fonction qui lui a été confiée pour des raisons certaines, il n'est plus ce qu'il était et on ne lui rend plus les honneurs auxquels sa fonction a droit. Quiconque réclame pour lui le respect dû à la dignité qu'il a perdue transgresse les lois plutôt qu'il ne les suit et si, dans son pouvoir même, il ordonne une chose contraire à la volonté de Dieu, il ne faut pas obéir, mais résister en toute liberté. Donc ils n'agissent pas contre les préceptes de l'apôtre ceux qui résistent maintenant à votre Henri, déposé de la dignité royale. Voilà pourquoi

1. Jean Diacre, *Vita Gregorii Magni*, I. IV, c. 9-10.

2. *Liber ad Gebhardum*, c. XLV. — Manegold fait encore état d'une lettre de Grégoire le Grand, dans laquelle le pape aurait affirmé que les rois doivent être privés de leur dignité en même temps que de la communion, lorsqu'ils méprisent les décrets du Saint-Siège. Nous ne voyons pas à quelle bulle il peut faire allusion; la lettre 8 du livre XIII, à laquelle renvoie K. Francke (*Libelli*, t. I, p. 389, n. 3), ne contient aucune proposition de ce genre.

l'apôtre qui ordonne d'obéir à tous les pouvoirs a préféré mourir plutôt que d'obéir à Néron, nous enseignant par son exemple que, quand nous ne pouvons obéir à la fois à Dieu et au pouvoir séculier, « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes¹ ».

En d'autres termes, l'enseignement apostolique confirme la théorie du contrat. Si l'Église ordonne d'être soumis aux rois, de ne pas rendre le mal pour le mal, elle considère comme légitimes la désobéissance et la révolte, lorsque le prince gouverne contrairement aux lois de Dieu.

Or, ces lois de Dieu, le pape seul en est le gardien ; seul, il est juge des droits de la conscience. De là son intervention fatale dans les conflits entre rois et sujets. La théorie de Manegold de Lautenbach aboutit logiquement à faire une place au pouvoir sacerdotal. Quel est donc, en cas de rupture du pacte entre le souverain et les sujets, le rôle respectif du peuple et du Saint-Siège ?

Les historiens allemands ont presque tous reproché à Manegold de Lautenbach de n'avoir pas été à cet égard très sûr de sa doctrine, d'avoir hésité entre deux conceptions différentes : tantôt, disent-ils, c'est le peuple qui prend sur lui de déposer le roi, infidèle aux clauses du contrat ; tantôt il refuse simplement l'obéissance à un roi déjà déposé par le pape. A qui donc appartient-il de prononcer la sentence de déchéance. Est-ce au peuple ou au pape ?

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XLIII. — Les antigrégoriens n'auraient pas manqué d'objecter à Manegold que saint Pierre, en mourant pour ne pas obéir à Néron, a poussé la patience jusqu'à ses extrêmes limites. On voit quelle est la fragilité des arguments historiques en pareille matière.

2. Mirbt, *op. cit.*, p. 233, après avoir analysé la théorie de Manegold, pose cette question : « Le pape était-il simplement l'exécuteur de la volonté populaire ou bien était-il le juge des plaintes d'une nation, lequel, après avoir reconnu le bien-fondé de ces plaintes, prononce seul la sentence qui décide du débat ? » Il conclut : « En bon grégorien, Manegold devait admettre la seconde hypothèse comme seule permise, mais, en fait, il a fondé la déposition de Henri IV par Grégoire sur le droit du peuple allemand de se débarrasser d'un prince devenu un objet de haine. Il y a donc là des questions non résolues, dont le nombre s'accroît, si l'on essaye de faire passer les théories de Manegold dans la pratique. » Koch, *op. cit.*, p. 36 et suiv. et 58-81, reproche également à Manegold de n'avoir pas dit nettement à qui revenait le droit de déposer le roi ; il remarque qu'au chapitre XLIII, la révolte n'intervient qu'après la déposition par le pape qui semble seule justifier la résistance des sujets ; au contraire, aux chapitres XLVII-XLVIII, c'est le peuple qui dépose lui-même le roi. Il en est de même du serment de fidélité : une fois c'est le pape qui en délègue

Sans doute, dans l'un des passages cités plus haut, la déposition du roi est assimilée à celle de l'évêque, prêtre ou diacre, et l'initiative en revient au pape¹; dans l'autre, au contraire, la violation par le roi du contrat originel dégage le peuple de son serment de fidélité sans aucune intervention étrangère². Toutefois, la contradiction relevée par les critiques allemands entre ces deux chapitres du *Liber ad Gebehardum* est plus apparente que réelle. La doctrine grégorienne de la théocratie et la théorie de la souveraineté populaire, qui figurent l'une et l'autre chez Manegold, se complètent sans se contredire.

La théorie de Manegold sur la souveraineté procède, comme on l'a déjà remarqué plusieurs fois, de l'assimilation de la fonction royale à la fonction épiscopale. De même que l'évêque, le roi peut être déposé par le pape et, dès lors, il n'a plus droit à l'obéissance; c'est ce que s'attache à établir tout d'abord notre auteur³. La sentence finale provient donc du Saint-Siège.

Il en est de même quand le peuple prend l'initiative de la rupture⁴. Sans doute, Manegold affirme que, si le roi n'observe pas les termes du contrat, ce contrat est nul, qu'alors « celui qui a juré est absous de son serment et le peuple est libre de déposer

les sujets, une fois c'est le peuple qui, en vertu de la théorie démocratique, se considère comme délié. La même contradiction se relève dans les exemples historiques : tantôt Manegold semble affirmer le droit effectif du pape de délier du serment, tantôt le serment est considéré comme nul par lui-même. Manegold aurait donc hésité entre deux conceptions de la puissance pontificale, entre une construction théocratique de la société où l'autorité va de haut en bas par l'intermédiaire du pape et une construction démocratique où le pouvoir remonte de bas en haut, du peuple au roi. Toujours selon Koch, Manegold eut une préférence pour le système théocratique. Pour Miss Stead, *op. cit.*, ce serait au contraire l'idée démocratique qui l'emporte et qui laisse peu de place à l'action pontificale. En réalité, à l'argument décisif des impérialistes, qui était l'inviolabilité du roi, Manegold a répondu par sa distinction entre la personne royale et la fonction elle-même, en vertu de laquelle la sentence pontificale n'atteint pas la fonction royale, mais la personne qui la détient et s'en est rendue indigne. M. Koch pense qu'il y a là un sophisme : Manegold ne prouve pas par là (comme il l'eût souhaité) que le pape ait le droit de prendre l'initiative de cette séparation, qu'il possède la fonction et peut reprendre ce qu'il a donné; il n'ose formuler une pareille thèse et, pour remédier à la faiblesse de son argumentation, a recours à la théorie de la souveraineté populaire.

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XLIII.

2. *Ibid.*, c. XLVIII et aussi c. XXX.

3. *Ibid.*, c. XXV-XXIX et XLIII.

4. *Ibid.*, c. XLVII-XLVIII.

son roi pour en élever un autre ». Il ajoute aussitôt : « Ainsi nos princes, quoiqu'ils aient prêté serment à Henri trop à la légère et sans réflexion suffisante, alors qu'il était enfant et encore étranger aux sacrements de la foi, lui ont cependant obéi avec respect, en raison de ce serment, jusqu'au jour où, en refusant lui-même obéissance à l'apôtre, il les a forcés à exercer l'idolâtrie et à apostasier la religion chrétienne... Lorsque le concile de Rome l'eut déposé, en toute justice, comme il a été prouvé précédemment, et l'eut privé de la dignité royale, le peuple chrétien ne devait plus être obligé envers lui au respect dû à un roi. Il a appartenu en effet à la fonction apostolique de tranquilliser la conscience du peuple à cet égard, lorsqu'elle l'a vu inquiet au sujet des serments qu'il avait prêtés¹. »

Ce dernier passage est significatif : Henri IV a délié ses sujets de leur serment par sa mauvaise administration et son apostasie, mais la révolte ne devient légitime aux yeux de Dieu que du jour où le pape a « tranquilisé la conscience du peuple ». Et ce qui prouve par surcroît que telle est bien la pensée de notre auteur, c'est qu'après avoir analysé l'attitude de Grégoire VII à l'égard du roi de Germanie, il conclut : « C'est avec justice qu'il (le pape) a brisé des serments qui, aux yeux de tous les fidèles obéissant aux lois de la raison, étaient manifestement nuls. Il a rempli sa fonction, il a agi comme doit le faire le pape, en n'ayant pas différé de déchirer extérieurement le pacte qu'il savait intérieurement brisé². »

Dès lors, la déposition du roi par le peuple ne peut revêtir une force légale qu'après l'intervention du pouvoir sacerdotal, du Saint-Siège, seul juge, comme représentant de Dieu, de la qualité des serments, de la nécessité de les observer ou de les violer suivant les circonstances.

Aussi bien n'y a-t-il pas contradiction, comme le veulent les historiens allemands, entre le chapitre XLIII et le chapitre XLVIII du *Liber ad Gebehardum*. La théorie exprimée dans le premier est identique à celle du second ; dans l'un comme dans l'autre, le peuple refuse d'abord l'obéissance et le pape ratifie sa révolte en déposant le roi pour « tranquilliser les consciences », en « déchirant extérieurement ce qu'il savait intérieurement brisé³ ».

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XLVIII.

2. *Ibid.*, c. XLVIII.

3. Au chapitre XLIII, Manegold fait allusion à la désobéissance des sujets qui

En somme, le rôle du Saint-Siège consiste à prévenir les dépositions injustes, à discerner les soulèvements populaires provoqués par un simple caprice et dès lors illégitimes de ceux qui sont conformes à la volonté divine. Manegold se donne comme disciple de saint Jérôme qui attribue aux prêtres « la faculté de distinguer celui qui est lépreux de celui qui ne l'est pas, celui qui est pur de celui qui est impur¹ ».

On pourrait objecter pourtant que, si Manegold de Lautenbach soutient partout la même thèse, une certaine obscurité persiste cependant. Lors de la conclusion du contrat, la souveraineté paraît appartenir au peuple et, lors de sa rupture, elle est transférée en quelque sorte au pape; les deux conceptions démocratique et théocratique paraissent donc se heurter l'une l'autre.

En réalité, ici encore, elles se complètent plutôt qu'elles ne se contredisent. Il faut toujours en revenir à l'idée initiale sur laquelle repose la théorie de Manegold de Lautenbach. Le roi est titulaire d'une fonction analogue à celle de l'évêque. Or, au ^x^e siècle, l'évêque est encore élu par le clergé et par le peuple; sans doute, il ne peut exercer ses pouvoirs qu'après avoir été consacré par le métropolitain, mais la désignation première appartient bien à ceux qui demain seront gouvernés par lui. Entre eux et lui intervient en somme une sorte de contrat, car, si les fidèles doivent obéissance à leur pasteur, celui-ci est tenu de les administrer suivant les lois de Dieu et les règles de la morale chrétienne. S'il ne les observe pas, il n'est pas déposé par ceux qui l'ont élu, mais par l'autorité supérieure, par le pape. Ainsi le pouvoir épiscopal relève du peuple dans son origine, du Saint-Siège ensuite.

Il en est de même du pouvoir royal. Le roi est « élu pour châtier les méchants et défendre les honnêtes gens² », mais ses électeurs ne peuvent, pas plus que ceux de l'évêque, le priver de sa fonction s'il a cessé de leur plaire; il faut, pour cela, des motifs graves, dont le pouvoir sacerdotal, représenté par le pape, est juge. De plus, celui-ci a toujours le droit de déposer, de sa propre initiative, un hérétique ou un apostat. La souveraineté

peut se produire avant que la sentence pontificale n'ait été prononcée. Les deux cas ne diffèrent donc que très peu.

1. Saint Jérôme, *Comm. in Matthaeum*, l. III, c. 16.

2. *Liber ad Gebehardum*, c. XXX.

appartient donc finalement à Dieu, en la personne du successeur de saint Pierre; mais Dieu a permis au peuple de l'exercer dans une sage mesure en le faisant participer au choix de la personne royale.

Ainsi les idées de Manegold de Lautenbach sur la souveraineté populaire restent subordonnées malgré tout à une conception théocratique par laquelle il se rattache aux autres grégoriens. Il n'en reste pas moins vrai que sa théorie du contrat est quelque chose de vraiment nouveau. Aussi est-on conduit à se demander s'il l'a lui-même inventée ou s'il l'a puisée à d'autres sources.

On a observé¹ une certaine parenté entre le *Liber ad Gebhardum* et une autre œuvre qui paraît dater aussi de la fin du XI^e siècle, à savoir la falsification composée par un partisan de Henri IV et connue sous le nom de privilège de Léon VIII². La théorie de la souveraineté qui y est exprimée présente certaines analogies avec celle de Manegold de Lautenbach et plusieurs expressions sont identiques. Ici, également, le peuple délègue sa puissance au roi; toutefois, contrairement à ce que soutient Manegold, une fois qu'il lui a transmis ses pouvoirs, il ne peut les reprendre, même si le roi en abuse. « Depuis longtemps, le peuple romain a concédé à l'empereur tout son droit et toute sa puissance, comme il est dit dans les *Institutes*³. Donc, tout ce que l'empereur a établi par lettre ou ordonné par un édit ou décrété par un rescrit a la valeur d'une loi. Parce qu'il était difficile de réunir constamment en une assemblée unique un peuple aussi nombreux, de recueillir toutes les voix d'adultes et d'enfants, ceux-ci ont délégué leurs droits et leurs pouvoirs à une seule personne qu'elles ont nommée patrice... Puisque les peuples se sont donné des rois et des chefs, ils ne peuvent jamais, en toute vérité, refuser à l'un d'eux le respect et la soumission. Personne en effet ne peut se faire roi, mais le peuple s'est donné d'abord le roi qu'il a voulu. Celui-ci, une fois créé roi, a eu dès lors la toute-puissance sur tous et le peuple n'a pu désormais s'affranchir de son joug. Une fois le roi créé, le peuple n'a pas

1. Koch, *op. cit.*, p. 90 et suiv.

2. On en trouvera le texte dans les *Monumenta Germaniae historica*, in-4°, *Legum sectio IV*, t. I, p. 667 et suiv. Ce document prétend être la bulle par laquelle Léon VIII aurait accordé à Otton le Grand, en 963, le droit de nommer le pape.

3. *Institutio de jure*, I, 2.

le pouvoir de lui enlever la royauté... Ainsi le peuple romain, après s'être privé de son droit, ne peut désormais le revendiquer. En conséquence, nous décidons qu'il n'a pas la faculté d'élire le pape, ni le patrice, ni le roi, mais seul le roi de l'empire romain peut élire et ordonner le pontife du Saint-Siège. »

Entre ce texte et celui de Manegold, il y a évidemment des traits communs. Le faux privilège affirme, comme notre auteur, que « personne ne peut se faire roi » et que « le peuple a élu des rois ». L'origine première de la souveraineté réside dans le peuple qui, chez Léon VIII, abdique pour toujours ses droits, tandis que, chez Manegold, il conclut avec son élu un contrat conditionnel. Faut-il donc voir dans la théorie de la souveraineté, que renferme le *Liber ad Gebehardum*, une réfutation de la fausse bulle de Léon VIII?

A cette fin, il faudrait d'abord établir que Manegold de Lautenbach a pu connaître, directement ou non, le faux privilège en question, ce qui nous paraît chronologiquement difficile à admettre¹.

1. Voici comment M. Koch, *op. cit.*, p. 83 et suiv., établit la filiation entre les deux documents. Il constate tout d'abord que Manegold de Lautenbach, dans les chapitres xxv à xxix du *Liber ad Gebehardum*, a fait de nombreux emprunts : les chapitres xxv et xxvi proviennent du *De damnatione schismaticorum* de Bernold de Constance, le chapitre xxvii d'une lettre de l'impératrice Agnès, le chapitre xxviii d'une bulle de Grégoire VII ; le chapitre xxix est constitué par des exemples historiques. Pour les autres, Manegold n'indique aucune source. M. Koch essaye de retrouver cette source et croit l'apercevoir dans une œuvre perdue, dont quelques passages nous sont parvenus et ont été publiés par les *Libelli de lite*, t. III, p. 738, sous le nom de fragment de Gottwich. Ces passages ont été utilisés par Bernold de Constance, Berthold de Reichenau, Manegold de Lautenbach et Paul de Bernried. Or, ce dernier, au chapitre xxvii de sa vie de Grégoire VII, à propos de la déposition de Henri IV, rapporte que Henri avait été élu par des hommes libres, « à cette condition qu'il jugerait ses électeurs avec justice », qu'il n'a pas respecté ce pacte et que, par conséquent, il ne pouvait continuer à régner. Les termes dont se sert le biographe de Grégoire VII ressemblent à ceux qu'emploie Manegold, avec cette seule différence que Manegold parle d'un cas général, tandis que Paul de Bernried fait une application de la même théorie au cas particulier de Henri IV. De cette analogie, M. Koch conclut que Manegold de Lautenbach et Paul de Bernried ont puisé à la même source et réfutent la même théorie qui serait précisément celle qui se trouve exprimée dans le faux privilège de Léon VIII et n'est pas dans Wenrich de Trèves auquel répond le *Liber ad Gebehardum* (le mot *inquunt*, qu'emploie Manegold à ce sujet, indique, toujours selon M. Koch, qu'il ne songe pas uniquement à Wenrich). Toutefois peut-on conclure que Manegold a connu directement le privilège de Léon VIII et qu'il se propose de le réfuter? M. Koch ne le croit pas : si Manegold l'avait eu entre

Le *Liber ad Gebhardum* a été composé vers 1084 ou, au plus tard, au début de 1085. Or, le faux privilège de Léon VIII n'est pas, à notre avis, antérieur à 1085.

Le privilège a pour but de prouver que le pape ne peut être valablement consacré par les évêques s'il n'a été désigné par l'empereur, auquel le peuple romain a délégué tous ses pouvoirs. Les érudits allemands ont pensé qu'un tel décret était destiné à établir la nullité de l'élection de Grégoire VII et à légitimer celle de Guibert de Ravenne, que, par suite, il a dû être forgé soit à l'occasion du concile de Brixen (1080), soit à l'occasion du concile de Rome (1084¹). Selon nous, il faut en reporter la rédac-

les mains, en sachant qu'il était faux, il l'aurait cité et combattu; s'il l'avait cru authentique, il se serait gardé d'aller à l'encontre de la doctrine pontificale et se serait confiné dans un prudent silence. Aussi y aurait-il lieu de supposer que Manegold s'est servi d'une œuvre grégorienne, aujourd'hui perdue, que connaissait également, quarante-trois ans plus tard, Paul de Bernried et à laquelle il aurait emprunté sa théorie du contrat temporaire et conditionnel. Berthold de Reichenau aurait eu également cette œuvre à sa disposition, mais il connaissait aussi l'existence du faux privilège auquel il faisait allusion par ces mots : *regibus inaudita hactenus, in synagogis suis fabulosis ineptiarum et nugarum ludibriosas proferebant privilegia, jus publicum ignorantes*. M. Koch conclut que le fragment de Gottwich contenait, outre les passages conservés sur les droits du pape, une justification des princes allemands contre le reproche de parjure, établie : 1° par analogie avec un évêque déposé; 2° par la théorie du contrat, et enfin une réfutation du privilège de Léon VIII. Ce traité aurait été composé vers 1082 ou 1083 (le faux privilège étant de 1080) et serait peut-être la fameuse *Historia* de Gebhard de Salzbourg, aujourd'hui perdue. — Telle est la théorie de M. Koch. Elle est très ingénieuse, mais soulève, à notre avis, bien des difficultés : 1° le chapitre xcvi de Paul de Bernried nous paraît être une simple adaptation de Manegold que Paul a pu connaître, puisque Manegold a été très célèbre dans le parti grégorien, et il n'est pas nécessaire de faire intervenir une source commune. Nous remarquerons, en outre, que tous les passages du fragment de Gottwich, utilisés par Paul, figurent déjà dans Manegold et que Paul n'ajoute rien au texte de notre auteur; il a donc pu utiliser le fragment par l'intermédiaire de Manegold. — 2° En serait-il autrement que les suppositions de M. Koch sur le contenu du fragment de Gottwich ne reposent sur rien. D'abord il serait surprenant que, s'il avait renfermé la théorie du contrat, telle qu'elle figure chez Manegold, aucun autre, parmi les grégoriens qui l'ont utilisé, ne l'eût reproduite. De plus, d'après ce qui nous en reste, cette œuvre apparaît plutôt comme un recueil de textes, une sorte de collection canonique, que comme un traité; peut-être, à la rigueur, aurait-il pu fournir à Manegold des textes à l'appui de sa théorie. Or, Manegold ne cite pas de textes. — 3° Enfin, nous ne pouvons adopter la date de 1080 que M. Koch est contraint d'attribuer au privilège, contrairement à l'opinion des autres critiques qui l'ont étudié.

1. La première date est donnée par Koch, *op. cit.*, p. 99 et suiv. Celle de 1084 est préférée par Bernheim, *Das unechte Dekret Hadrians I im Zusam-*

tion à l'époque du concile de Mayence, tenu par Henri IV et les évêques impérialistes en avril 1085.

En effet, la fausse bulle de Léon VIII ne peut avoir été rédigée à l'occasion du concile de Brixen. S'il en était ainsi, on en trouverait la trace dans le décret de ce concile qui prononce, le 25 juin 1080, la déposition de Grégoire VII¹. Or, ce dernier décret proclame la nullité de l'élection de Grégoire VII, mais rien n'y décèle l'influence du privilège de Léon VIII : Hildebrand est accusé de s'être enrichi par l'usure, de s'être emparé d'abbayes, d'avoir empoisonné quatre papes, d'être arrivé au pontificat par la force, la ruse et l'argent; on lui fait enfin grief d'avoir été élu contrairement au décret de Nicolas II, falsifié pour la circonstance, sans l'assentiment royal. Si le privilège de Léon VIII avait existé en 1080, les évêques schismatiques, réunis à Brixen, l'auraient mentionné en même temps que le décret de Nicolas II ou, tout au moins, s'en seraient inspirés, ce qui n'est pas.

De ce silence nous sommes autorisés à conclure que le privilège de Léon VIII a été rédigé après 1080. Wenrich de Trèves, qui écrit en 1082, ne le connaît pas; il se borne à paraphraser le texte du décret de Brixen et à reprendre les mêmes accusations violentes contre la personne d'Hildebrand. Dès lors, le décret ne serait-il pas contemporain du concile de Rome dont on sait seulement que, le 24 mars 1084, il confirma la déposition de Grégoire VII?

A cet effet, on remarquera que le décret est cité par l'auteur du *Liber canonum* qui écrit en mai 1085, c'est-à-dire un an après le concile². En revanche, il est ignoré de Guy d'Osna-brück qui pourtant, dans son *Liber de controversia inter Hil-*

menhang mit dem unechten Dekret Leos VIII (Forschungen, t. XV, p. 618-638), par P. Gmelin, *Die Entstehung des ungeblichen Privilegien Leos VIII für Otto I* (Progr. d. Landes Oberrealschule zu Prossnitz, 1879), et enfin par Weiland dans son introduction critique (*Legum sectio IV*, t. I, p. 666).

1. On trouvera le texte de ce décret dans les *Monumenta Germaniae historica*, in-4°, *Legum sectio IV*, t. I, p. 118-120.

2. *Liber canonum contra Heinricum quartum*, c. XXI. — Le *Liber canonum* ne cite que la phrase du décret concernant l'abandon de la souveraineté entre les mains du roi et il l'attribue à saint Jean Chrysostome. Cette phrase figure aussi, avec la même attribution, dans une lettre (ep. 1) d'Atton de Verceil (milieu du x^e siècle); mais il y a tout lieu de supposer qu'elle a été interpolée, car elle s'intercale gauchement entre un passage de l'Écriture et des décrets conciliaires qui en sont le commentaire.

debrandum et Heinricum imperatorem, composé entre le 22 mars 1084 et le 25 mai 1085, s'étend beaucoup sur l'avènement de Grégoire VII. Or, Guy estime que l'élection d'Hildebrand est nulle parce qu'elle n'a pas été reconnue du pouvoir temporel, mais il s'appuie uniquement sur des considérations historiques : l'intervention des rois dans le choix des pontifes a été, d'après lui, une conséquence des désordres qui se sont produits dans les élections à partir du jour où le Saint-Siège est devenu propriétaire d'une fortune qui attirait les convoitises; c'est au roi que fut attribuée la mission de distinguer ceux qui briguaient la papauté uniquement à cause des avantages matériels qui y étaient attachés de ceux qui en étaient vraiment dignes par leurs vertus sacerdotales et leur détachement des choses de ce monde. Si Guy avait eu à sa disposition le faux privilège de Léon VIII, il n'aurait certainement pas manqué d'en faire état comme d'un argument formidable en faveur de la thèse qu'il soutient.

Or, Guy d'Osnabrück a écrit son traité après l'entrée de Henri IV à Rome et la réunion du concile. Le faux privilège de Léon VIII n'apparaît donc pour la première fois dans la polémique qu'un an après ce concile, en mai 1085, avec le *Liber canonum*. Et comme le *Liber canonum* cherche surtout à étayer par des textes canoniques les conclusions adoptées par le concile de Quedlinbourg, que présida le légat Eudes d'Ostie, et à réfuter par le même procédé les raisons pour lesquelles le concile impérial de Mayence avait à nouveau condamné Grégoire VII et déposé ses partisans en Allemagne, qu'il cite comme un texte allégué par ses adversaires un passage du privilège de Léon VIII, il est très probable que ce document célèbre a été produit, pour la première fois, au concile de Mayence (avril 1085), afin d'asséner le coup de massue final au parti grégorien.

Dans ces conditions, Manegold de Lautenbach, qui a composé le *Liber ad Gebehardum* au plus tard au début de 1085, n'a pu s'inspirer du pseudo-décret de Léon VIII, surtout s'il est parvenu à sa connaissance par une voie indirecte¹.

1. Les arguments donnés par M. Koch, *op. cit.*, p. 99 et suiv., en faveur de la date de 1080, ne nous semblent pas avoir grande valeur. Il essaye d'abord de réfuter la thèse de Bernheim, Gmelin et Weiland qui placent le diplôme au moment du concile de Rome (1084); il n'admet pas avec Bernheim que le pri-

D'ailleurs, l'identité des deux textes ne paraît pas aussi absolue qu'on pourrait le supposer tout d'abord, par suite de l'emploi de certains termes communs.

Le privilège de Léon VIII procède directement du droit romain. Il cite une de ses sources, les *Institutes* de Justinien, et ne la nommerait-il pas qu'elle serait aisée à retrouver. Manegold rappelle avec lui que « personne ne peut se créer roi » ; il se sert, comme lui, du mot de *populus*, mais ce sont les seuls points de contact qu'il ait avec le faussaire. En effet, dans le privilège de Léon VIII, la délégation de la souveraineté populaire a été faite lors de la formation de l'État ; il ne semble pas qu'elle se renouvelle à chaque changement de règne, puisque le peuple romain « n'a pas la faculté d'élire le pape, ni le patrice, ni le roi ». Le contrat de Manegold a un caractère moins théorique : il intervient à chaque élection royale.

Aussi ne semble-t-il pas qu'il y ait lieu d'apercevoir chez Manegold de Lautenbach une réfutation de l'idée romaine de la souveraineté, d'autant plus que Manegold ne paraît pas connaître Justinien qu'il ne cite jamais. Nous serions plutôt portés à croire que les juristes de Henri IV l'ont ressuscitée pour combattre les principes du droit féodal suivant lesquels la couronne

vilège s'applique à la consécration du pape plutôt qu'à son élection (la distinction est en effet un peu subtile) ; Gmelin, suivi par Weiland, s'appuie plutôt sur ce fait que dans le *Privilegium majus* il est question surtout de l'empereur et du roi de Germanie, tandis qu'un autre document, également apocryphe, dit *Privilegium minus*, emploie plutôt les termes de roi des Romains et de patrice ; le *Privilegium minus* serait contemporain du concile de Brixen et le *Privilegium majus* du concile de Rome. Koch trouve que les deux privilèges usent indifféremment des mêmes expressions et voit au contraire dans le *Privilegium minus* un abrégé du *Privilegium majus*, ce qui semble assez conforme à la vérité. Mais il nous est impossible de le suivre quand il affirme que le privilège s'occupe moins du choix du pape que des rapports du roi avec son peuple, de sa déposition, de son inviolabilité, etc... ; malgré son arithmétique savante (il dénombre les lignes du privilège), nous restons persuadés que les questions relatives à la royauté sont subordonnées à celle du choix du pape ; nous ne voyons pas non plus en quoi une telle tendance s'appliquerait mieux à 1080 qu'à 1084. Il nous semble au contraire que Henri IV a dû être pris au dépourvu par la déposition prononcée par Grégoire VII au carême de 1080 ; le concile de Brixen y a répondu en usant d'assez mauvaises raisons et c'est seulement ensuite que l'on a pu s'appliquer, dans l'entourage impérial, à construire une théorie juridique plus sérieuse (cf. la *Defensio Henrici regis*) étayée sur les falsifications de la bulle de Léon VIII et du décret d'élection de Nicolas II (1059) ; cette bulle est mentionnée notamment sous Urbain II par le cardinal Deusdedit (*Contra simoniacos et invasores*, c. I, § 11), mais elle existait déjà à l'époque du concile de Brixen.

était élective et qui, confirmés à plusieurs reprises par les faits eux-mêmes, avaient reçu une application particulièrement caractéristique en Germanie au moment de la déposition de Henri IV et de l'élection de Rodolphe de Souabe¹.

La théorie de Manegold nous apparaît en effet comme la systématisation de certaines idées qui avaient cours en Allemagne dans le parti saxon. Brunon, dans son *De bello saxonico*, rapporte que, lors de l'élection de Rodolphe, on décida d'un commun accord, avec l'assentiment du pontife romain, « que le pouvoir royal ne se transmettrait pas par hérédité, comme telle avait été l'habitude auparavant, mais que le fils du roi, même s'il était digne, recevrait la couronne beaucoup plus par une élection spontanée que par la succession paternelle; s'il n'était pas digne ou si le peuple ne voulait pas de lui, le peuple aurait le pouvoir de créer roi celui qu'il voudrait² ». Brunon a écrit en 1082³, c'est-à-dire environ deux ans avant Manegold, qui se fait, en somme, l'écho de la même tendance et défend, avant toutes choses, le principe électif contre le droit héréditaire. De plus, chez Brunon comme chez Manegold, ce ne sont pas les *principes* qui confèrent au roi la souveraineté, mais bien le *populus*.

Toutefois, si, déjà chez Brunon, le peuple « élève le roi au-dessus de lui », rien n'évoque encore l'idée du contrat. Celle-ci est peut-être une interprétation du serment de fidélité que les princes prêtaient à leur élu aussitôt après l'élection⁴. Le serment entraîne

1. Ces pages étaient écrites au moment où nous est parvenu le tome III du livre de MM. Carlyle, *A history of mediæval political theory in the West*. Pour eux, la théorie de Manegold résume « les principes de la société politique au moyen âge » et « représente sous une forme concrète le principe constitutionnel de l'État du moyen âge, incorporé dans les méthodes traditionnelles d'élection et de reconnaissance populaire et dans les serments réciproques du couronnement » (p. 168). Nous nous rallions à cette conclusion, beaucoup plus juste que celle de Miss Stead qui semble considérer le *Liber ad Gebehardum* comme une sorte d'anachronisme; pourtant MM. Carlyle ne nous paraissent pas suffisamment expliquer comment intervient chez Manegold l'idée du *contrat* qui ne figure pas dans les textes très nombreux relatifs à l'élection qu'ils citent au chapitre VI. La théorie de Manegold est plus complexe et formée de plusieurs éléments variés dont ils n'ont pas tenu compte.

2. Brunon, *De bello saxonico*, c. XCI (*Monumenta Germaniæ historica, Scriptores*, t. V, p. 427). Cf. aussi Berthold de Reichenau, a. 1077 (*Ibid.*, t. V, p. 291).

3. Voir l'introduction de Pertz dans les *Scriptores*, t. V, p. 327, n. 4.

4. Cf. Koch, *op. cit.*, p. 131 et suiv. — M. Koch rattache le serment de fidélité au serment prêté par le vassal à son suzerain. Ce rapprochement ne nous paraît pas nécessaire.

des devoirs mutuels ; les sujets promettent l'obéissance et le roi, lorsqu'il est ensuite couronné, s'engage à défendre la justice.

En outre, il ne faut jamais perdre de vue le point de départ de la théorie de Manegold de Lautenbach, l'assimilation entre la fonction royale et la fonction épiscopale. Or, dans l'ordination de l'évêque, il y a plusieurs traits auxquels Manegold peut avoir songé.

D'abord l'évêque, à la fin du XI^e siècle, est élu par le clergé et par le peuple. Disciple de Grégoire VII, Manegold est un adversaire acharné de l'investiture royale qu'il a énergiquement flétrie dans un chapitre du *Liber ad Gebehardum*¹, mais surtout il a opposé aux prétentions de Henri IV le vieux principe de la liberté d'élection qu'il édifie sur une série de textes empruntés à la collection canonique dite en soixante-quatorze titres². Il rappelle notamment, toujours d'après cette collection, une décrétale de Célestin I^{er} aux évêques de Gaule, ainsi conçue : « Qu'on ne donne pas un évêque aux fidèles malgré eux³. »

Le peuple a donc des droits effectifs dans l'élection épiscopale et aussi dans l'élection royale. Mais ni dans l'une ni dans l'autre il n'a un pouvoir souverain ; il désigne la personne sans conférer l'autorité elle-même qui vient de Dieu et que Dieu retire par l'intermédiaire du pape. Seul, le pape peut, comme on l'a vu plus haut, prononcer une sentence valable de déposition. Dans un cas comme dans l'autre, cette sentence n'intervient que si l'évêque ou le roi gouverne mal. Or, l'évêque, avant d'être sacré, prend des engagements solennels. Une fois l'élection terminée, on rédige un *decretum* ou procès-verbal qui porte les principales signatures et que l'on envoie au métropolitain. Le jour de l'*ordinatio*, le métropolitain en donne lecture, puis procède à un interrogatoire détaillé du nouvel élu, enregistre ses promesses, et c'est seulement lorsque celui-ci a prononcé, en présence des fidèles réunis dans l'église, une véritable profession de foi, qu'il reçoit l'onction sainte⁴. Il y a bien là une sorte de

1. *Liber ad Gebehardum*, c. LI.

2. Voir, à ce sujet, Paul Fournier, *le Premier manuel canonique de la réforme du XI^e siècle* (*Mélanges de l'École française de Rome*, t. XIV, 1894, p. 147-223).

3. Collection en soixante-quatorze titres, c. 113.

4. Cf. Imbart de la Tour, *les Élections épiscopales dans l'ancienne France*, p. 27 et suiv.; Duchesne, *les Origines du culte chrétien*, p. 345-348 et 358-361; Martène, *De antiquis ecclesiae ritibus*, t. II, p. 1-120.

contrat qui ressemble beaucoup à celui que Manegold fait passer, à chaque changement de règne, entre le peuple et son roi.

Aussi ne nous paraît-il pas douteux que Manegold, en rédigeant les chapitres xxx et XLVII du *Liber ad Gebehardum*, a dû songer à la fois à l'élection de Rodolphe de Souabe et aux rites qui accompagnent l'intronisation d'un évêque. L'essence de sa thèse est là ; reste à expliquer la forme qu'il lui a donnée et qui provient vraisemblablement de saint Augustin, adapté par Manegold aux circonstances présentes.

C'est par saint Augustin que Manegold a connu l'antiquité profane. A l'appui de sa théorie, il invoque l'exemple des Tarquins, renversés par les Romains qui, pour éviter que la tyrannie pût se perpétuer dans la cité, leur substituèrent deux consuls exerçant l'*imperium* pour un an seulement¹. Or, à deux reprises, dans la *Cité de Dieu*, il est question de la chute des Tarquins en des termes qui mettent en évidence la souveraineté populaire². Toutefois, c'est d'un autre passage de la *Cité de Dieu* que semble provenir la théorie de Manegold. Saint Augustin, après avoir emprunté à Cicéron la définition de Scipion : « La république, c'est la chose du peuple », émet quelques idées sur le gouvernement de l'État : « La république », dit-il, « la chose du peuple n'existe effectivement que si elle est administrée selon le bien et la justice soit par un roi, soit par un petit nombre de grands, soit par le peuple entier. Mais quand un roi est injuste et devient un tyran, comme disent les Grecs, ... alors non seulement la république est corrompue, mais, aux termes de la définition établie, la république n'est plus, puisqu'elle a cessé d'être la chose du peuple pour devenir celle d'un tyran³. »

Tous les éléments de la théorie de Manegold de Lautenbach figurent dans ce passage de la *Cité de Dieu*. La république, dit saint Augustin, est « la chose du peuple ». D'où Manegold conclut que « personne ne pouvant se créer empereur ou roi, le peuple élève quelqu'un au-dessus de lui⁴ », et il ajoute : « Pour se gouverner suivant les règles de l'équité, pour distri-

1. *Liber ad Gebehardum*, c. XXX. — Sur l'utilisation de saint Augustin par Manegold, cf. Mirbt, *Die Stellung Augustins in der Publizistik des Gregorianischen Kirchenrechts*, p. 92 et suiv.

2. Saint Augustin, *De civitate Dei*, l. III, c. 15-16, et l. V, c. 12.

3. Id., *Ibid.*, l. II, c. 21.

4. C'est évidemment l'emprunt fait à saint Augustin de cette définition de l'État qui explique la contradiction apparente, relevée par les historiens alle-

buer à chacun ce qui lui est dû, ... pour rendre la justice à tous », ce qui est la traduction presque littérale de l'idée augustinienne suivant laquelle la chose du peuple est administrée par un roi (ou tel autre pouvoir) selon le bien et la justice. Dans les deux cas, c'est au moment où le roi prend possession de sa fonction que le contrat est passé. Il devient nul « quand le roi est injuste et devient tyran », dit saint Augustin, ou, pour employer les termes de Manegold, « lorsque celui qui est élu pour châtier les méchants et défendre les honnêtes gens commence à faire preuve lui-même de méchanceté, ... à exercer cruellement sur ses sujets la tyrannie qu'il aurait dû combattre ». Le roi, en violant le contrat, écrit encore Manegold, délie le peuple de sa fidélité, ce que saint Augustin reconnaissait lui aussi quand il constatait que « la république n'est plus ».

L'idée première du contrat conditionnel passé entre le roi et ses sujets provient donc de la *Cité de Dieu*. C'est uniquement par saint Augustin que Manegold de Lautenbach a eu quelques notions de droit romain et d'un droit qui n'était pas celui du Bas-Empire. Il n'y a pas lieu de faire intervenir le privilège de Léon VIII ni de refuser à Manegold la paternité de sa théorie.

Manegold de Lautenbach est le plus original des grégoriens allemands. La passion politique très violente qu'il a apportée dans ses appréciations sur Henri IV et les impérialistes l'a fait mal juger par les historiens allemands qui attribuent peu de valeur à son œuvre et la considèrent comme un audacieux pamphlet¹. En réalité, Manegold n'est ni plus ni moins cruel que ses contemporains; il réclame la tête de Henri IV, comme Petrus Crassus, Wenrich de Trèves et l'auteur anonyme du *Liber de unitate ecclesiae conservanda* veulent celle de Grégoire VII. Si on examine l'œuvre en elle-même, on doit conclure qu'elle est très supérieure à celle des autres polémistes contemporains².

mands au sujet de l'origine première, divine ou humaine, de la souveraineté. Manegold a été influencé par ce passage et il n'a pas montré qu'il pouvait se concilier avec l'idée chrétienne qui fait remonter à Dieu la source de tout pouvoir. Il n'a eu sans doute entre les mains que des extraits de la *Cité de Dieu* qui lui sont venus par une des nombreuses collections canoniques du XI^e siècle et ne semble pas avoir connu le chapitre xxxiii du livre IV, ni le chapitre xxi du livre V où saint Augustin complète sa doctrine sur ce sujet délicat.

1. Seul Endres, dans l'article cité plus haut, reconnaît que Manegold a été généralement calomnié et qu'il ne méritait pas une aussi mauvaise presse.

2. Nous ajouterons que l'autre œuvre de Manegold de Lautenbach, le *Liber*

La fin du XI^e siècle a vu éclore en Allemagne deux conceptions opposées de la souveraineté qui dominent l'histoire de la lutte du sacerdoce et de l'empire. L'une est celle de la royauté héréditaire et absolutiste de droit divin, défendue par les impérialistes; l'autre est la doctrine grégorienne de la théocratie qui, avec Manegold de Lautenbach, revêt un caractère plus ou moins démocratique.

Les deux théories font remonter à Dieu l'origine du pouvoir temporel, mais elles varient sur son mode de transmission. La première aperçoit dans l'hérédité la manifestation sensible de la volonté divine; la seconde, au contraire, n'admet pas que le principe héréditaire soit intangible; elle fait place aux droits du peuple et à ceux du pape, chargé par Dieu de veiller à l'observation de la loi chrétienne. De cette antinomie découlent plusieurs conséquences graves : pour les impérialistes, le roi, qui tient directement son pouvoir de Dieu par sa seule naissance, est ministre de Dieu au même titre que le pape et personne ne peut juger sa conduite ni contrarier ses décisions. Les grégoriens proclament que le pouvoir royal est inférieur par sa nature au pouvoir pontifical, que le souverain temporel ne peut se dérober à l'obéissance au Saint-Siège qui a reçu de Dieu la faculté de lier et de délier et, par là, celle de déposer les tyrans injustes ou persécuteurs des consciences chrétiennes. Ainsi, d'un côté une monarchie héréditaire et absolue, indépendante du sacerdoce, de l'autre une royauté élue par le peuple et limitée par les prérogatives surnaturelles du Saint-Siège, telles sont les deux théories en présence.

Elles poursuivent l'une et l'autre le même but; elles ont pour objet de résoudre le grave problème qui se posait à toutes les consciences chrétiennes : fallait-il obéir au pape ou au roi? Quelle était la déposition légitime aux yeux de Dieu? Était-ce celle de Henri IV au concile de Rome ou celle de Grégoire VII à l'assemblée de Brixen? De quel côté étaient le droit et la justice?

Ainsi les faits devançant en quelque sorte les théories politiques. Grégoriens et antigrégoriens, pour justifier l'attitude du chef auquel ils sont profondément attachés, recherchent des pré-

ad Wolfelmum, a une certaine valeur scientifique et philosophique. Il y combat les théories de Macrobe sur la sphère céleste et les orbes des planètes qui lui paraissent fortement teintées d'hérésie. Cf. Pierre Duhem, *le Système du monde*, t. III, 1915, p. 64 et suiv.

cédents; ils veulent à tout prix avoir pour eux, comme Grégoire VII lui-même, la tradition, l'Écriture, les Pères. « J'ai recueilli », écrit Manegold de Lautenbach au début du *Liber ad Gebehardum*, « les sentences des Pères orthodoxes et quelques exemples; je n'ai méprisé ni le témoignage ni l'avis d'aucune personne me paraissant capable de contribuer en quelque façon à mon œuvre, ... afin que, tout en parlant moi-même de toutes choses, je ne paraisse avoir rien dit par moi-même, mais m'être uniquement proposé de recueillir les sentences des autres¹. » Petrus Crassus et le *Liber de unitate ecclesiae conservanda* font une profession de foi identique et éprouvent la même nécessité impérieuse d'abriter leurs affirmations derrière l'autorité des docteurs.

De là un effort pour recueillir et interpréter les textes, vrais ou faux, glanés çà et là dans les recueils de *Flores* et de *Sententiae* dont le nombre n'avait cessé de s'augmenter depuis le ix^e siècle². Chaque parti veut avoir pour lui la tradition des apôtres, telle qu'elle a été comprise par les Pères, les papes et les conciles. Les impérialistes retiennent les conseils de soumission au pouvoir temporel donnés par saint Pierre et saint Paul. « Soyez soumis pour l'amour du Seigneur à toute puissance humaine » (*I Petr.*, II, 13). « Que tout homme soit soumis aux pouvoirs qui sont au-dessus de lui, car il n'y a pas de puissance si elle ne vient de Dieu » (*Rom.*, XIII, 1). Les grégoriens rappellent qu'en une autre circonstance le prince des apôtres a dit qu'« il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes » (*Act.*, V, 29) et qu'il a reçu du Christ le pouvoir de lier et de délier. L'Écriture reste donc la source première à laquelle la polémique a puisé. Après elle, saint Augustin est l'auteur favori des théoriciens de la souveraineté; dans la *Cité de Dieu*, les uns retrouvent une de leurs idées favorites, celle de la distribution des royaumes par Dieu aux bons et aux méchants; les autres aperçoivent, en d'autres passages, la revendication des droits du peuple.

Grégoriens et antigrégoriens emploient donc la méthode d'autorité. L'usage qu'ils en font dénote une absence totale de sens

1. *Liber ad Gebehardum*, c. I.

2. Voir, à ce sujet, De Ghellinck, *le Mouvement théologique au XII^e siècle*, 1914, p. 23 et suiv., et Paul Fournier, *Théologie et droit canon au moyen âge* (*Journal des savants*, 17^e année, 1915, n^{os} 4 et 6).

critique. Chaque groupe ne semble pas se soucier de discuter l'interprétation des textes apportés par l'autre parti; à ces textes, il oppose d'autres textes, aux exemples historiques, d'autres exemples historiques. Rarement on discute les arguments de l'adversaire. Sans doute, le *Liber de unitate* redresse dans une certaine mesure quelques exposés historiques de la lettre à Hermann de Metz qui pouvaient paraître contestables ou encore s'élève contre l'interprétation donnée par les grégoriens de la parole du Christ qui confère à saint Pierre le pouvoir de lier et de délier. Sans doute, Manegold de Lautenbach affronte les textes de saint Paul sur l'obéissance au pouvoir temporel et les ramène à leurs justes limites. Sans doute, Gebhard de Salzbourg, à l'aide de la théorie canonique de la dispense et d'un texte de saint Ambroise, remet au point les prétentions antigrégoriennes au sujet du serment. Mais ce sont là plutôt des exceptions; en général, l'argumentation ne tient pas compte de celle de l'adversaire.

Pourtant l'interprétation des textes pouvait souvent prêter à critique. Non seulement les passages apocryphes abondent, mais les citations les plus authentiques sont défigurées parfois d'une façon étrange. On a relevé à plusieurs reprises, au cours de cette étude, la tendance, commune aux partisans et aux adversaires de Grégoire VII, qui consiste à prêter aux auteurs sacrés des intentions qui n'ont jamais été les leurs; un concept d'un caractère très général reçoit des applications surprenantes. Saint Paul, pour avoir affirmé « qu'il n'y a pas de puissance humaine si elle ne vient de Dieu » (*Rom.*, XIII, 1), est improvisé défenseur de l'origine divine du pouvoir héréditaire. Et saint Augustin ne lui cède en rien à cet égard, même quand il prétend que « la république est la chose du peuple ». De même, les grégoriens, en sens inverse, estiment que le droit, reconnu aux clercs par saint Paul, de juger les choses séculières, permet au pape de prendre, à l'égard des rois, des mesures d'un caractère à la fois spirituel et temporel.

Si pourtant l'on s'élève au-dessus de ces contradictions et de ces incertitudes, que l'on peut noter dans un camp comme dans l'autre, un fait semble acquis : le droit romain reste le principal soutien des théories impérialistes, tandis que le droit canon est plus favorable à la démocratie chrétienne, rêvée par les grégoriens. Le raisonnement de Petrus Crassus, quand il assimile la

royauté à un objet d'héritage, peut séduire par une certaine logique, si l'on en admet le principe premier, tandis que la théorie de la monarchie héréditaire et absolutiste de droit divin, ébauchée par Wenrich de Trèves et développée par le *Liber de unitate ecclesiae conservanda*, se heurte à une série d'impossibilités canoniques¹. Les textes, sur lesquels s'appuient ces auteurs, se retournent tous contre eux. Les grégoriens ont beau jeu pour leur prouver que la conscience a ses droits et que le serment n'a jamais été considéré par les docteurs comme susceptible d'obliger à l'apostasie et au crime. Sans doute ces derniers semblent dépasser la pensée du Christ quand ils défendent la prétention du successeur de saint Pierre de déposer les rois, mais il ne faut pas oublier que, d'après les idées du moyen âge sur l'excommunication, celle-ci a pour conséquence logique, quand il s'agit d'un roi, le refus d'obéissance, les textes canoniques interdisant les rapports avec les excommuniés. De plus, chez Manegold de Lautenbach, le pouvoir du pape concorde en quelque sorte avec la volonté populaire et n'est que l'expression du droit des sujets à un gouvernement juste, car le Saint-Siège ne peut déposer tous les rois, mais seulement les tyrans. À cet égard, les grégoriens l'emportent sur les impérialistes et leur effort pour limiter l'absolutisme royal constitue un progrès social.

Les impérialistes eux-mêmes en ont eu conscience dans une certaine mesure; ils ont été obligés de reconnaître que parfois « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes », que les rois héréditaires n'ont pas toujours gouverné conformément à l'ordre de Dieu, qu'il y a eu parmi eux des hérétiques et des tyrans, mais ils ne veulent pas que Henri IV soit rangé parmi ces derniers. Ils reviennent à la question de fait et font de leur prince les portraits les plus flatteurs et les plus inexacts. Par là, ils prouvent la fragilité de leur argumentation; ils ne peuvent nettement définir les limites de l'obéissance au pouvoir temporel et tentent de savantes diversions en rappelant aux chrétiens que la charité, prescrite par le Christ, doit être patiente et douce, ou

1. Nous ne pouvons souscrire à l'appréciation de Martens, *Gregor VII, sein Leben und Wirken*, t. II, p. 169, qui considère Wenrich comme très supérieur à Petrus Crassus. La lettre de Wenrich est un pamphlet acerbe et sans grande valeur, tandis que la *Defensio Heinrici regis* est une tentative intéressante pour soutenir les prétentions impérialistes à l'aide du droit romain.

encore en répandant sur la personne même de Grégoire VII de multiples calomnies, rééditées du concile de Brixen.

On voit par là que les grandes théories sur la souveraineté dérivent de violentes passions politiques. Les polémistes allemands ont été plus ou moins mêlés à la vie active; leurs œuvres portent les reflets de leurs sympathies et de leurs haines. Seuls, Gebhard de Salzbourg et Bernold de Constance conservent dans la discussion une dignité de bon aloi. Wenrich de Trèves, Petrus Crassus, l'auteur du *Liber de unitate*, Manegold de Lautenbach jugent leurs adversaires en des termes d'une singulière violence. Mais peu importe l'expression puisque la pensée présente souvent un réel intérêt et que les théories en jeu ont, en elles-mêmes, une originalité qui explique leur retentissement dans l'histoire. Déjà sont en présence, aux côtés de l'empereur, les absolutistes et, aux côtés du pape, les théocrates qui parfois sont, du même coup, des démocrates.

Augustin FLICHE.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LE SIÈGE D'ORLÉANS AU DÉBUT DE 1589.

Quand Henri III, après le meurtre des Lorrains, se félicitait d'être enfin roi, il ne soupçonnait point les conséquences qu'allait entraîner ce crime commis sur son ordre, dans ses propres appartements. Ce coup de force n'avait même pas l'audace pour excuse; il fut pour les ligueurs, qui reconnaissaient la seule autorité du duc de Guise, le signal de la révolte.

L'hostilité sourde, qui, depuis de nombreuses années, existait entre le roi et Paris, se changea brusquement en guerre ouverte. La ville avait pris conscience de sa force lors de plusieurs émeutes et notamment en mai 1588. Il suffit de l'arrivée d'un messenger annonçant l'assassinat pour qu'à l'instant même les chaînes fussent tirées par les rues, des gardes mises aux portes et qu'un gouvernement révolutionnaire fût établi. Le duc d'Aumale, qui se trouvait aux Chartreux, en fut déclaré chef; les deux échevins qui n'avaient point été délégués aux États de Blois lui servirent de fidèles seconds.

Un fait caractérise ces premiers jours de révolte : la rapidité avec laquelle les ligueurs agissent. Il semble que le parti tout entier ait hérité de son chef cette aptitude aux décisions promptes qui était une de ses plus grandes qualités. Guise mort, Paris immédiatement s'insurge. Henri III au contraire, satisfait d'avoir supprimé son ennemi, paraît désormais délivré de son plus gros souci. C'est bien le roi qui, quelques années plus tôt, au moment où la Ligue naît du mécontentement qu'a causé sa politique hésitante, alors que le royaume se divise en deux camps entre lesquels il va se trouver sans appui, passe son temps à parcourir la banlieue parisienne pour y trouver une maison pouvant convenir à la reine, sa femme.

Et cependant l'instant devait être décisif. L'assassinat des Lorrains n'était qu'un lever de rideau; le drame allait se jouer entre Henri III et le parti que depuis douze ans il avait laissé impunément grandir. Les ligueurs le comprirent. Pendant que le roi palabrait avec les députés des États, ils passèrent aux actes.

Le mérite n'en revient pas tant aux chefs avoués qu'aux membres

obscurs, mais agissants de l'Union. Deux idées semblent avoir porté la foule à la révolte : le danger couru par la religion et le mépris du souverain. Le peuple, que l'on trouve à l'origine de toutes les révolutions, se révèle là encore comme le grand promoteur du mouvement, et les chefs qu'il se donne, le duc d'Aumale ou Mayenne, le suivent plutôt qu'ils ne le conduisent. Un homme sans pudeur et sans honte, à l'envergure d'un détrousseur de grand chemin, comme le chevalier d'Aumale, une femme exaltée, comme la duchesse de Montpensier, seront ses véritables entraîneurs et feront plus pour la cause, par leurs extravagances et leurs excès, que les plus justes démonstrations et les plus solides raisons.

Le chevalier d'Aumale, qui n'avait même pas la bravoure qui caractérise les capitaines de cette époque, sut pourtant, dès le premier jour, assurer pour de longs mois la victoire du parti ligueur en se jetant dans Orléans.

Par sa situation au sommet de la boucle de la Loire, Orléans a joué au cours des siècles un rôle prépondérant dans notre histoire. Ses sièges font date. Mais on peut dire sans exagération que celui de 1589 est un des plus importants par ses conséquences. « Ce fut là », dit d'Aubigné, « où brusla le premier poulevrin de ceste guerre¹ », guerre fratricide qui devait se poursuivre pendant cinq années.

La ville, commandant le cours du fleuve, séparait à cette époque la France huguenote de la France catholique. Elle était la citadelle avancée entre les deux camps. Les fils de Henri II s'efforcèrent constamment de ne l'abandonner à aucun des partis ; mais les événements déjouèrent leurs calculs.

Si l'on en croit les historiens locaux², Charles-Quint, lors de son passage en France, avait signalé à François I^{er} le danger pour lui d'avoir au cœur de son royaume une place fortifiée de cette importance. On vit trop combien ce danger était réel, quand, en l'année 1562, Condé s'installa dans Orléans et y concentra les forces protestantes. Quelques mois après, François de Guise venait l'y assiéger et tombait sous les balles de Poltrot de Méré.

Le roi résolut cette fois de sauvegarder l'avenir et, par lettres patentes du 12 octobre 1563, il prescrivit la démolition des fortifications de la ville et la transformation des deux portes Bannier et Saint-Jean de la Ruelle en de véritables citadelles propres à tenir garnison³. Le geste n'était point pour plaire aux Orléanais. Aussi le

1. D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 24.

2. Vergnaud-Romagnési, *Histoire de la ville d'Orléans*, p. 17-19.

3. Bagueuault de Puchesse, *Documents inédits sur les guerres de religion*

travail de démolition fut-il poursuivi sans ardeur. On abattit deux tours qui n'avaient jamais été terminées entre les portes Bannier et Saint-Vincent; deux autres, l'une près la porte de Bourgogne, l'autre la tour Saint-Laurent; mais on s'en tint là.

Par contre, la transformation de l'une des portes, la porte Bannier, fut poussée avec activité et, dès 1565, on avait élevé une véritable forteresse ayant accès d'un côté sur la ville, de l'autre sur la campagne. Le roi y installa un capitaine, un lieutenant et cinquante hommes. Le passage au travers de la porte fut par ce fait intercepté et l'on dut percer une nouvelle ouverture à quelque distance à l'est, que l'on nomma porte de l'Évangile.

La cité fut écrasée par ce donjon, à qui sa communication directe avec la plaine assurait une force particulière. Elle se sentit désormais soumise, accepta même en fidèle sujette de subvenir à l'entretien de la garnison et de fournir les munitions. Mais il naquit au cœur des habitants une haine sourde contre l'instrument d'autorité qui leur avait enlevé et leur indépendance et leur orgueil.

Qui était maître de la forteresse pouvait se croire maître de la ville. Et cependant cette présence ne suffit pas toujours à mettre Orléans à l'abri d'une surprise. En octobre 1567, François de La Noue et quelques protestants, s'étant glissés dans la ville, purent contraindre le capitaine royaliste Caban à quitter la citadelle. Avec de l'audace on pouvait donc s'en emparer. L'exemple ne fut point perdu pour les Orléanais.

Après la journée des Barricades, la ville, sans vouloir se rallier ouvertement à la Ligue, sembla pourtant pencher vers le parti des Lorrains, non point tant par amitié pour ceux-ci que par haine contre son gouverneur, François de Balzac d'Entragues. Ce dernier, grand favori de Henri III qu'il avait néanmoins trahi en 1585 au profit des ligueurs pour lui revenir quelques mois plus tard, y commandait depuis fort longtemps en qualité de lieutenant, sous la direction de Philippe Hurault, comte de Cheverny, qui groupait dans ses attributions l'Orléanais, le Berry et la Touraine. Récemment Cheverny avait, à la prière du roi, fait à François de Balzac l'abandon du gouvernement en chef de la ville d'Orléans, et, si l'on en croit le chancelier de France, cette cession n'aurait pas été sans influence sur les événements qui allaient suivre¹.

D'ailleurs, l'importance de la cité était telle que l'un et l'autre parti devaient nécessairement se la disputer. Guise prétendit qu'elle lui avait été donnée par le traité de Joinville; mais, sachant bien

dans l'Orléanais (Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, t. XXVIII, p. 552).

1. *Mémoires de Cheverny*, éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. X, p. 492.

que des raisons même valables ne prévaudraient point contre la force, il intriguait dans la place par l'intermédiaire de ses agents, le sieur de Rossieux, gendre d'un des notables, et le sieur de Trémont, capitaine de sa garde¹.

D'un autre côté, Charles de Balzac de Dunes, frère d'Entragues, qui s'était déchargé sur lui de la surveillance de son gouvernement, décida, pour parer aux menées ligueuses, d'agrandir la citadelle; mais Dunes ne put obtenir aucun subside du roi. Il tenta néanmoins d'exécuter son projet avec ses seules ressources. Sans avoir besoin d'engager des perles d'un grand prix qu'il n'hésitait pas à sacrifier, il put obtenir, grâce à l'intervention de l'historien De Thou et sous la caution du cardinal de Vendôme, un emprunt de vingt mille écus. Un neveu de De Thou, Jean de Bourneuf de Cucé, vint à Paris chercher l'argent nécessaire au commencement des travaux². Mais ces démarches étaient trop tardives.

Sollicitée par les deux partis, la ville hésite. Précédemment, elle fut ce qu'Entragues avait voulu : royaliste, ligueuse, puis à nouveau royaliste. Ces variations ont fort diminué le respect des bourgeois pour leur gouverneur et par contre-coup pour leur souverain. Ils continuent à se plaindre des charges énormes qu'ils supportent pour « l'ameublissement et l'avitaillage de la citadelle³ ». Et s'ils se réjouissent à la nouvelle de l'accord conclu entre le roi et Guise, c'est avec une allégresse plus grande encore que, le 23 octobre 1588, ils célèbrent au son du canon un *Te Deum* dans la cathédrale de Sainte-Croix, parce qu'il a plu à Henri III de prêter le serment de l'Union et d'annoncer la guerre prochaine contre les huguenots⁴. D'ailleurs, la Ligue emploie là aussi ses fidèles propagandistes, les prédicateurs. Un capucin y fulmine contre le roi et avec impunité. Un autre suit son exemple et, lorsque le provincial de l'ordre veut le faire arrêter, le peuple l'en empêche⁵. La cité est dès lors gagnée au parti des Lorrains.

Henri III ne le comprend que trop, quand, le 25 octobre, il en reçoit une délégation qui lui fait l'éloge de l'Union et réclame la démolition de la citadelle; ce qu'il se garde bien d'accorder⁶.

Orléans fut la première ville de France avertie du meurtre des Lorrains. L'agent de Guise, Rossieux, se trouvait au moment du

1. De Thou, *Mémoires*, éd. Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XI, p. 332.

2. *Ibid.*, t. XI, p. 332.

3. Archives départementales du Loiret, BB 1, délibération du 15 mars 1585.

4. *Ibid.*, CC 737.

5. *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. IV, p. 839; dépêche du 22 novembre 1588.

6. Archives départementales du Loiret, CC, suppl. 5.

crime dans les appartements de la reine, situés au-dessous de ceux du roi. En accompagnant son maître, il avait remarqué que les gardes étaient plus fortes qu'à l'ordinaire. Il apprit également qu'on avait fermé les portes durant le Conseil. Au bruit perçu, il ne douta point qu'on assassinât le duc. Dès qu'il en fut assuré, il sauta sur un cheval et, en six heures, franchit les quinze lieues qui le séparaient d'Orléans¹.

Dès son arrivée, il court à l'hôtel de ville, affirme qu'un complot est ourdi parmi les politiques et, lorsqu'il a bien échauffé les esprits, annonce la mort de Guise. L'effet est immédiat. Aussitôt on sonne la grosse cloche de l'horloge, on fait prendre les armes aux habitants pour déjouer tout coup de force de la part de la forteresse. En hâte on élève même quelques barricades, on creuse des tranchées autour d'elles. La nuit du même jour, on place sur une éminence voisine, la Motte-Thonneau, les deux seules pièces de canon qui se trouvent dans la ville. Comme les munitions manquent, on décide de fondre la cloche. Enfin, pour prévenir un secours royaliste, on fait sortir dans la plaine quelques troupes qui, sous la conduite du capitaine Hulin, occupent les avenues de la citadelle².

Mais la nuit porte conseil, et le lendemain, 24 décembre, leur révolte paraît aux Orléanais un peu précipitée. Ils se sont aveuglément fiés aux dires de Rossieux, qui n'est peut-être qu'un fomenteur de troubles. Aussi réunissent-ils une assemblée générale pour examiner ce que comporte une telle situation. Il faut, avant tout, être mieux informé et connaître les intentions du roi. Ils décident donc de lui adresser une nouvelle ambassade, qui, sous le prétexte de lui demander une fois de plus un autre gouverneur et le démantèlement de la forteresse, présente à Henri III un véritable ultimatum³.

On prévoit fort bien dans la cité le résultat de cette démarche; mais du moins les apparences seront sauvées. Tout en envoyant les délégués porter au roi l'hommage de sa fidélité, l'assemblée décide que les habitants, sous les ordres de leurs capitaines, monteront une garde continuelle autour de la citadelle, dont ils chercheront à s'emparer s'il est possible; elle fait saisir les caisses des gabelles, des recettes générales et particulières et remet tous les deniers aux mains du receveur de la ville⁴. Aucun coup de feu n'est encore tiré, mais

1. Cayet, *Chronologie novenaire*, p. 84. — Matthieu, *Histoire de France*, t. I, p. 668. — Villegomblain, *Mémoires des troubles*, 1667, t. I, p. 456.

2. Matthieu, *Histoire de France*, t. I, p. 699. — Bibl. nat., fonds français, ms. 23295, p. 446-447.

3. Archives départementales du Loiret, BB 2, délibération du 24 décembre 1588. — *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. IV, p. 850.

4. Archives départementales du Loiret, BB 2, délibération du 24 décembre 1588. — *Ibid.*, CC 737.

il suffira d'un incident pour que la poudre éclate. Il se produira dès le lendemain, 25, avant même que les ambassadeurs aient été reçus par le roi¹.

Henri III, qui savait être énergique quand il le voulait, répondit aux messagers qu'il accordait volontiers le pardon pour le premier moment de rébellion, mais qu'il ajournait toute décision au sujet de la citadelle d'Entragues; qu'au reste il avait dépêché ce dernier avec des forces suffisantes pour rétablir l'ordre dans la cité. Sur cette réponse catégorique, les délégués remontèrent en voiture et, dans la nuit du 26, regagnèrent Orléans².

Le roi a compris tout l'intérêt qu'il peut trouver dans la possession de la place, et le soir même du crime il a expédié son favori pour l'occuper. Entragues part avec soixante chevaux. Arrivé à Beaugency, il envoie quelques éclaireurs pour s'assurer des passages. Bien lui en prend, car ses cavaliers tombent dans l'embuscade préparée par le capitaine Hulin. Le gouverneur n'ose s'aventurer plus loin sans un renfort qu'il réclame d'urgence³.

Dès lors, commence entre Henri III et l'Union une véritable course au clocher dont le but est Orléans. De Blois et de Paris, royalistes et ligueurs accourent prendre part à la lutte qui jette les uns contre les autres les habitants de la ville et les soldats de la citadelle. Car les conséquences seront grandes. « Si le roi sort vainqueur », écrit l'ambassadeur toscan dans sa dépêche du 31 décembre, « c'est bien, car les autres villes suivront l'exemple donné; elles se soumettront. Mais s'il est vaincu, il perdra tout son crédit⁴. »

A l'appel d'Entragues qui n'ose approcher, Henri III expédie dès le soir du 24 décembre six compagnies de ses gardes et donne l'ordre aux capitaines Montigny et Beaulieu, qui opèrent aux environs, de rejoindre le gouverneur. Le maréchal d'Aumont suit à quelque distance avec les gardes suisses et une partie des gardes françaises; il prend le commandement de toutes ces troupes éparses et vient camper près des remparts de la ville, entre les portes Bannier et Saint-Jean. Une compagnie de chevaux et deux cents arquebusiers, arrivés quelques jours plus tard à la cour avec le duc de Montpensier, sont dirigés en grande partie sur Orléans. Sourdis, gouverneur de Chartres, y expédie de grosses provisions de poudre. Enfin, le duc d'Épernon y est mandé avec ses troupes et des capi-

1. Archives départementales du Loiret, CC, suppl. 5.

2. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449. — *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. IV, p. 850.

3. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449.

4. *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. IV, p. 850-851.

taines recruteurs sont envoyés en divers endroits, notamment en Normandie, qui d'ailleurs ne réussissent point dans leurs tentatives¹.

De leur côté, les ligueurs n'ont point perdu de temps. Dès le 25 décembre, le chevalier d'Aumale a quitté Paris avec cinquante chevaux et fait annoncer son arrivée par courrier spécial; il entre dans Orléans le 29, à quatre heures du matin. Le 4 janvier 1589 part un second détachement de cent fantassins et d'un nombre égal de cavaliers, avec des munitions. Sept jours plus tard, le 11, « grande quantité de chevaux armez sans apparence » quittent de nouveau Paris et, bien qu'on prétende qu'ils vont à la rencontre de l'échevin Compan, libéré par Henri III, personne ne se trompe sur leur destination².

Le 13, « quelques hommes armez avec leur cuirasses et casquetz en teste » sont encore expédiés. Mais, le 14, c'est une véritable petite armée qui se met en route, sous la conduite du capitaine La Motte-Serrant : plus de mille fantassins et deux cents cavaliers environ, que le duc d'Aumale accompagne avec ses gardes jusqu'à la porte Saint-Jacques. Dans la nuit du lendemain suivent les munitions, convoyées par cinquante arquebusiers à cheval. Enfin, le 17, a lieu un dernier départ de quarante lances et de soixante-dix cuirasses sous les ordres du capitaine Congis et du lieutenant de guet Lebreton³.

Si tous ces hommes ne sont pas des soldats de métier, s'ils sont pour la plupart « mieux armés qu'aguerris, avec plus d'équipage que de courage⁴ », ils n'en viennent pas moins grossir la foule des combattants autour de la citadelle.

D'autre part, Mayenne, qui est encore en Bourgogne, promet sa venue prochaine avec des forces imposantes. Il envoie en avant un brave capitaine qui compte déjà de nombreux exploits, le chevalier Breton, tout dévoué à la cause lorraine. Des étrangers, aventuriers précédemment attachés à la fortune de Guise, se réfugient dans Orléans. De tous côtés, on accourt prendre part au combat⁵.

Il sembla un moment que la victoire allait sourire aux royalistes. Le maréchal d'Aumont, informé de la venue du gros détachement de La Motte-Serrant, envoya à sa rencontre cinq cents cavaliers sous les ordres de Fargis, La Grange-Montigny et Vitry. Le capi-

1. Bibl. nat., fonds italien, ms. 1737, p. 344-346, 364, 367, 376. — *Ibid.*, f. fr., ms. 23295, p. 446-449. — Le Maire, *Histoire et antiquités de la ville et duché d'Orléans*, p. 352.

2. Saulnier, *Journal de François*, p. 13, 15, 22 et 26.

3. *Ibid.*, p. 29, 31 et 34.

4. Matthieu, *Histoire de France*, t. I, p. 699.

5. D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 24.

taine ligueur, que ses brigandages bien plutôt que ses exploits avaient rendu célèbre, se laissa surprendre près d'Angerville et tomba lui-même aux mains des assaillants. Néanmoins une partie des fuyards put se rallier et atteindre le but¹.

Pendant ce temps, dans Orléans dont l'attitude n'est plus douteuse, les affaires sont vivement menées. Il s'y crée une véritable commune insurrectionnelle. Les habitants nomment un Conseil de douze membres tant du clergé que de justice, officiers que bourgeois, pour administrer la ville; ils le doublent quelques jours plus tard afin de ne rien négliger dans la défense².

Ils ont voulu donner l'assaut à la citadelle, mais, en cherchant à forcer une poterne, ils se sont heurtés aux piques des Suisses et ont dû reculer. Ils changent alors de tactique. Devant les troupes royales qui affluent de toutes parts, les bourgeois rentrent dans leurs remparts. N'ayant pu encercler la citadelle, ils la mettent hors la ville. Par des fossés profonds et des retranchements hauts de vingt pieds qui vont rejoindre les courtines, ils l'isolent des maisons avoisinantes³. Mais elle les domine encore de toute sa masse et, du haut de ses créneaux, les soldats du roi continuent de les arquebuser sans danger.

C'est alors que les Orléanais songent à opposer à cette citadelle inexpugnable une autre citadelle toute proche, et aussi élevée qu'elle. Comme ces clochers carrés du midi de la France, qui, à la moindre alerte, se transforment en donjons, la tour de l'église Saint-Paterne, qui se dresse à quelques dizaines de toises de la forteresse, devient elle-même, en peu de jours, une forteresse redoutable. On la comble de terre, on la garnit de coulevrines. Des archers s'y cachent; par des meurtrières habilement pratiquées, ils attaquent les royalistes étonnés. C'est un superbe cavalier au milieu du retranchement improvisé⁴.

La tour a déjà joué un rôle analogue lors du siège de 1567. Aussi, Entragues avait reçu l'ordre de l'occuper et de la fortifier, s'il pénétrait dans la ville⁵. Ce furent les ligueurs qui réalisèrent le projet.

1. Saulnier, *Journal de François*, p. 39-40.

2. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449.

3. Bibl. nat., f. ital., ms. 1737, p. 381; — *Ibid.*, f. fr., ms. 23295, p. 446-449. — De Croze, *les Guise, les Valois et Philippe II*, t. II, p. 394-395. — *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. IV, p. 855.

4. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449. — *Ibid.*, f. ital., ms. 1737, p. 353. — D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 24. — *Discours de ce qui s'est fait et passé en la ville d'Orléans, par Monsieur le chevalier d'Aumalle et les habitants d'icelle, contre les gouverneurs de la citadelle et autres qui estoient à l'entour de ladite ville, 1589* (Arch. nat., K 1570, n° 41, imprimé).

5. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449.

Ainsi protégés, les Orléanais se sentent en sécurité et, dès le 4 janvier, huit jours seulement après leur rébellion, ils font crânement savoir aux Parisiens qu'ils n'ont plus besoin de secours, qu'une armée entière dans la citadelle ne les contraindrait pas à capituler¹.

Ce n'est plus, en effet, les quelques centaines d'hommes du maréchal d'Aumont qui pourraient y suffire. Il faut maintenant une véritable armée pour ordonner un siège en règle, et Henri III n'en a qu'une, actuellement occupée à combattre les protestants, sous la conduite du duc de Nevers. Le roi hésite à la rappeler, car parmi ses conseillers certains demandent avec insistance la poursuite de la guerre contre les hérétiques². Il essaie alors de la négociation et envoie aux rebelles Beauvais-Nangis et l'évêque d'Avranches, Péricard, frère du secrétaire du duc de Guise, apparenté par sa femme à la bourgeoisie d'Orléans. Mais le chevalier d'Aumale fait emprisonner l'évêque ambassadeur³.

Dès lors, la partie semble fort compromise pour les royalistes. Du haut de la tour Saint-Paterne, les bourgeois tirent sans trêve sur la citadelle. Leurs boulets font s'écrouler les murs, défoncent les casemates des Suisses, qui se réfugient aux étages inférieurs. En quelques jours, la forteresse, d'agresseur qu'elle était, en est réduite à se défendre⁴.

L'armée de Nevers apparaît comme l'ultime ressource. Après s'être obstiné au siège de la Grenache qu'il enlève enfin, le duc ramène ses forces vers Tours, mais elles se débandent; Sagonne l'abandonne avec sa compagnie et c'est une troupe assez désorganisée qu'il vient mettre au service du roi⁵.

D'ailleurs, il n'est plus temps. Apprenant l'arrivée de Mayenne à Montargis avec seize cents fantassins et quatre cents chevaux, Aumont a décidé de se retirer pour éviter une défaite. Dans la journée du 30 janvier, pendant que trois cents hommes postés dans la citadelle engagent une grosse escarmouche avec les habitants, le maréchal lève le camp et descend sur Beaugency. Le soir du même jour, entre onze heures et minuit, les derniers défenseurs du donjon l'abandonnent. Le soleil à son lever éclaire la plaine déserte et la citadelle muette⁶.

1. De Croze, *les Guise, les Valois et Philippe II*, t. II, p. 391; dépêche de Mendoza du 5 janvier 1589.

2. De Thou, *Histoire universelle*, t. X, p. 483-485.

3. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449.

4. Archives départementales du Loiret, CC 737 et CC, suppl. 5 : pièces diverses relatives aux combats qui se sont livrés autour de la citadelle.

5. De Thou, *Histoire universelle*, t. X, p. 508.

6. Bibl. nat., f. ital., ms. 1737, p. 413-414.

Les bourgeois de garde à la tour, s'apercevant du départ des royalistes, descendent dans les fossés de l'ancienne porte, escaladent les murs d'enceinte sans souci d'une mine qui explose sous leurs pieds. Et, laissant le maréchal poursuivre tranquillement sa retraite, ils commencent, vainqueurs d'une première bastille, à démanteler la forteresse¹. Le lendemain, Mayenne entrait dans la ville au milieu des cris d'allégresse et, le 1^{er} février, la municipalité parisienne annonçait, dans une lettre circulaire aux grandes cités ligueuses, la levée du siège comme une victoire².

C'était, en effet, un grave échec pour Henri III. Après le crime de Blois, il eût fallu frapper fort. Le roi, au contraire, ne sut prévenir la défaite, dont l'écho retentit par la France entière. Dès le premier engagement, la supériorité des ligueurs s'affirmait; c'était la meilleure propagande possible pour le parti.

La perte d'Orléans eut une autre conséquence non moins fâcheuse. Henri III, sans armée organisée, se trouva bientôt dans l'alternative ou de se diriger vers l'est pour y joindre les recrues qu'il levait en Suisse, ou d'entamer des pourparlers avec le roi de Navarre désormais libre de ses mouvements. La marche vers l'est, Orléans perdue, apparut bien hasardeuse. Le roi en fut réduit à se tourner vers le Béarnais. Il s'aliéna ainsi toutes les sympathies qu'il pouvait encore trouver chez les catholiques loyalistes. L'alliance avec le huguenot, c'était la guerre avec la Ligue et le couteau de Jacques Clément.

Eugène SAULNIER.

1. Bibl. nat., f. fr., ms. 23295, p. 446-449; — *Ibid.*, f. ital., ms. 1737, p. 418-419.

2. *Registres des délibérations du Bureau de la ville de Paris*, t. IX, p. 278. — En souvenir de leur victoire, les Orléanais décidèrent de célébrer chaque année, le 31 janvier, une procession solennelle dans l'église Saint-Paterne. Cette procession eut lieu pendant cinq ans. En 1594, Henri IV obtint sa suppression, mais il dut promettre en échange de ne jamais réédifier la citadelle.

LE LIEUTENANT NAPOLÉON BONAPARTE ÉTUDIANT A STRASBOURG

Dans une courte notice biographique qu'il a intitulée *Époques de ma vie*¹, Napoléon Bonaparte fournit quelques indications dont on semble d'accord aujourd'hui pour admettre qu'elles fixent définitivement la chronologie de sa jeunesse. Les deux dernières des dates que donnent les *Époques de ma vie* mentionnent un voyage de Bonaparte en Corse « où je suis arrivé le 1^{er} janvier 1788, d'où je suis parti le 1^{er} juin pour Auxonne ».

Qu'en est-il exactement de ce séjour de Bonaparte en Corse en 1788²? A-t-il duré juste six mois, sans un jour de plus ni de moins? Il suffira de constater ici que la date d'arrivée à Auxonne recule à mesure que les informations se précisent. Amanton la fixe à fin 1785³, Coston au 1^{er} mai 1788⁴, Iung à la fin mai⁵, Masson⁶ et

1. Texte et fac-similé dans Masson et Biagi, *Napoléon inconnu*, Paris, 1895, 2 vol. in-8°, t. I, p. 15 et suiv., ou Masson, *Napoléon dans sa jeunesse*, Paris, 1907, in-8°, p. 15 et suiv. Le document a été signalé par Libri, *Souvenirs de la jeunesse de Napoléon*, *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1842, t. XXIX, p. 786 et 791, n. 1.

2. De R(omain), *Souvenirs d'un officier royaliste*, t. I, Paris, 1824, in-8°, p. 117, rapporte, il est vrai, une conversation qu'il eut avec Napoléon « lorsqu'en 1788 M. Buonaparte, nommé depuis peu lieutenant d'artillerie, arriva en Corse pour y passer son semestre ». La conversation paraît authentique, mais la date est douteuse. Bonaparte n'était pas « depuis peu » lieutenant d'artillerie et son congé de semestre se place non en 1788, mais en 1786-87. D'ailleurs, comme Romain se trouvait alors en Corse (Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 201, n. 1, cf. p. 199, n. 1), la conversation dont il parle peut dater de 1787. Au surplus, quand Romain, par une allusion exacte au rôle de Bonaparte à Ajaccio en octobre 1789, dit, p. 119, que celui-ci apporta, « deux années plus tard », dans son pays l'art « de fomenter les révolutions », il reporte lui-même à 1787 l'entretien qu'il a daté par erreur de 1788.

3. C.-N. Amanton, *Observations sur l'histoire de Napoléon*, Paris, 1827, 23 p. in-8°, p. 6 et suiv. Plusieurs des détails anecdotiques sur la vie de Bonaparte à Auxonne proviennent de cet opuscule d'Amanton (qui fut, au Consulat, adjoint au maire d'Auxonne).

4. De Coston, *Biographie des premières années de Napoléon Bonaparte*, Paris, 1840, 2 vol. in-8°, t. I, p. 121; de même Pichard, *Napoléon Bonaparte à Auxonne*, 1^{re} édit., Auxonne, 1847, 96 p. in-8°, p. 1, n. 1 (Pichard était maire d'Auxonne; sur ses rapports avec Coston, cf. Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 211, n. 1).

5. Th. Iung, *Bonaparte et son temps*, t. I, Paris, 1880, in-16, p. 184 et suiv.; de même Larrey, *Madame Mère*, t. I, Paris, 1891, in-8°, p. 161.

6. Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 204 : « Napoléon n'est parti pour Auxonne que le 1^{er} juin. La date suffit. »

Chuquet¹ après le 1^{er} juin. Bonaparte est porté comme absent par congé dans l'état de revue de son régiment à Auxonne le 31 mai, et ce n'est qu'en août et au 1^{er} septembre que sa présence apparaît comme certaine². Bonaparte avait quitté son régiment en congé de semestre le 1^{er} septembre 1786, il l'a rejoint sans se presser, et même en admettant qu'il n'a quitté la Corse que le 1^{er} juin 1788, il est permis de supposer qu'il a bien mis deux mois pour arriver à destination.

Le congé de semestre avait duré huit mois et demi, jusqu'au 16 mai 1787; une première prolongation de cinq mois et demi demandée le 21 avril 1787 menait jusqu'au 31 octobre et, le 7 septembre, une deuxième prolongation de six mois allait du 1^{er} décembre 1787 au 31 mai 1788³. Les dates données par Bonaparte coïncident avec ses notes officielles de service plus exactement peut-être qu'avec ses déplacements. Il a pu en arriver de la deuxième prolongation comme de la première qui s'est accrue d'un mois supplémentaire de congé, du 1^{er} au 30 novembre 1787, comme du congé de semestre qui a duré plus de six mois. Bref, l'état actuel de la documentation laisse dans la vie de Bonaparte en 1788 un trou d'un trimestre, sinon plus⁴.

1. A. Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, t. I, 2^e édit., Paris, 1898, in-8°, p. 304.

2. Voir les références données à leur date par A. Schuermans, *Itinéraire général de Napoléon I^{er}*, Paris (1908), in-8°, p. 6.

3. Jung, *Bonaparte et son temps*, t. I, p. 175, 181, 182 et suiv.; Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 170 et 178; Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, t. I, p. 480 et suiv.; cf. p. 299, 300 et 304-305. D'après l'état de revue du régiment du 24 juin 1787, la première prolongation de congé est seulement de « trois mois et demi à compter du 16 mai » : elle devait donc prendre fin le 1^{er} septembre; mais d'après l'état du 24 août, la prolongation s'étend « jusqu'au 1^{er} décembre prochain » : il faut donc supposer qu'il y a eu une prolongation intercalaire de trois mois ou que le congé de cinq mois et demi a été étendu par indulgence jusqu'au 1^{er} décembre. Le libellé des états de revue du 17 octobre et du 30 décembre 1787, du 24 février, du 27 avril et du 31 mai 1788 ferait pencher pour la première hypothèse si le texte des demandes de Bonaparte ne s'accordait mieux avec la deuxième hypothèse.

4. Est-ce à dessein que Schuermans, dont on connaît la minutieuse exactitude, termine à septembre 1787 (p. 5) l'intitulé de son premier chapitre : « L'enfance et la jeunesse », et fait débiter à juin 1788 (p. 6) son deuxième chapitre : « La formation militaire » ? Nous ne savons; mais c'est dans cette longue solution de continuité que se placent les trois voyages actuellement niés de Bonaparte à Douai, à Paris et à Strasbourg et c'est surtout de fin novembre 1787 au début d'août 1788 qu'on voudrait des indications moins rares pour corroborer les assertions des *Époques de ma vie*.

* . *

Or, c'est vers cette date qu'une tradition, aujourd'hui considérée comme mal fondée, rapporte que Bonaparte a résidé à Strasbourg¹. Il y serait tombé amoureux d'une cantatrice célèbre, la Saint-Huberty, et lui aurait adressé quelques vers si bien tournés qu'ils sont évidemment apocryphes, encore qu'ils nous aient été transmis d'abord par la duchesse d'Abrantès sous la caution du « duc de Bassano, qui a la certitude qu'ils sont réellement de l'Empereur² ». Mais, outre que la duchesse d'Abrantès n'apporte point un témoignage de garantie suffisante, c'est à Marseille ou à Aix et non à Strasbourg qu'elle localise l'anecdote, vers 1786, quand Napoléon avait « dix-sept ans » et qu'il était « dans toute la verdeur de la jeunesse et conséquemment des illusions ».

La cantatrice était née en 1756 à Strasbourg, d'où elle se fit enlever à quinze ans par un aventurier messin surnommé Saint-Huberty. Devenue pensionnaire de l'Académie royale de musique à Paris, elle consacrait son congé annuel d'été à des tournées en province. Elle se rendit trois fois à Aix-Marseille, en 1783, 1785 et 1787³. Les vers attribués à Bonaparte font allusion au rôle de Didon qu'elle a créé en octobre 1783⁴; ils sont donc postérieurs au premier voyage et ils ne peuvent dater du deuxième voyage, car Bonaparte était alors élève à l'école militaire de Paris; mais il est possible que la Saint-Huberty ait eu Bonaparte parmi ses spectateurs à son troisième voyage en 1787. Peu auparavant, en mars 1787, elle s'était rendue sans permission à Strasbourg; un ordre la suivit aussitôt pour lui interdire de jouer; on ignore s'il l'atteignit à temps et si elle put donner des représentations dans sa ville natale⁵. Dans l'été de 1788, elle fit sa tournée habituelle en province et joua à Dijon⁶.

1. Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 203 : « Il existe une légende suivant laquelle Napoléon se serait trouvé en 1788 à Strasbourg, où il aurait, au théâtre, applaudi la Saint-Huberty » (de même Schuermans, *Itinéraire*, p. 6, n. 1). Nous n'avons pu déterminer l'origine de cette « légende ».

2. Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, 2^e édit., Paris, 1835, 12 vol. in-8°, t. X, p. 392 et suiv.

3. A. Mouttet, *la Saint-Huberty au théâtre d'Aix*, Aix-en-Provence, 1893, 23 p. in-8° (tirage à part des *Mémoires de l'Académie d'Aix*, fait partie de la série intitulée : *Autour de Mirabeau*, inaugurée par l'auteur en 1877).

4. E. de Goncourt, *Madame Saint-Huberty*, Paris, 1885, in-16. Le 16 octobre (p. 98) ou le 6 (p. 245).

5. Id., *Ibid.*, p. 176 et suiv.

6. Id., *Ibid.*, p. 219, 235 et suiv.

Bref, si, pour admettre le passage de Bonaparte à Strasbourg vers le milieu de 1788, il n'existait pas d'autre présomption que le madrigal transcrit par la duchesse d'Abrantès, la « légende » serait assurément inexacte.

* * *

Mais Metternich nous apporte un témoignage dont la précision réclame un examen attentif¹. « Dans le courant de l'été 1788 », raconte-t-il, « nous fûmes envoyés (lui et son frère cadet) à l'université de Strasbourg²... Lorsque j'arrivai dans cette ville, le jeune Napoléon Bonaparte venait de la quitter; il y avait fini ses études spéciales comme officier au régiment d'artillerie qui était en garnison à Strasbourg. J'eus les mêmes professeurs de mathématiques et d'escrime que lui; mais ces maîtres ne se rappelèrent le fait que quand ils virent le petit officier d'artillerie devenir successivement grand général, premier consul et empereur. Pendant mon séjour à Strasbourg (1788-1790), je n'entendis jamais prononcer son nom. Lorsque je passai par Strasbourg en 1806, je reçus la visite d'un M. Justet, maître d'armes, qui me dit : « N'est-ce pas un singulier « hasard qui m'a appelé à vous donner des leçons d'escrime peu de « temps après en avoir donné à Napoléon? J'espère que mes élèves, « l'Empereur des Français et l'ambassadeur d'Autriche à Paris n'au-
« ront pas l'idée de se battre. » A quoi M. Masson objecte³ : « Ce témoignage semble précis et pourtant il est impossible de l'admettre. Tout au plus pourrait-on supposer que ce maître d'armes, ayant donné des leçons à Bonaparte à Valence⁴, était venu ensuite s'établir à Strasbourg; mais il n'est fait nulle mention de lui dans aucun document. »

Pourtant, il suffit d'ouvrir l'*Almanach d'Alsace* pour constater qu'en 1782 et 1783 il y avait à Strasbourg trois maîtres d'armes : « M. Grogniès dit Montpellier, derrière la place d'Armes; M. Justin, rue Brûlée; M. Neuville, Grand'Rue⁵ », puis deux seulement en

1. Metternich, *Mémoires*, t. I, Paris, 1880, in-8°, p. 6.

2. Les deux jeunes gens ont été inscrits à la *Matricula Serenissimorum et Illustrissimorum* le 12 novembre 1788 (G. C. Knod, *Die alten Matrikeln der Universitaet Strassburg (1621-1793)*, Strasbourg, 1897, 2 vol. gr. in-8°, t. I, p. 52).

3. Masson, *Napoléon inconnu*, t. I, p. 204.

4. Bonaparte a, comme on sait, fait deux séjours à Valence, de novembre 1785 à août 1786 et de juin à septembre 1791.

5. J.-J. Oberlin, *Almanach d'Alsace pour l'année 1782*, Strasbourg, Lorenz

1788 et en 1789 : « M. Justet dit Montpellier, fossé des Tanneurs ; M. Dupont, près du Broglie, n° 10¹. » Justin ou Justet a vraisemblablement pris la suite de son compatriote Grogniès en même temps que son surnom de Montpellier. Plus tard, Pierre Justet figure dans la liste des membres de la « Société de la Révolution » fondée à Strasbourg en janvier 1790². Cette société, devenue le mois suivant la « Société des Amis de la Révolution », a subi bien des avatars et force épurations ; à la fin de 1794 figure encore sur ses contrôles un « Justet cadet, Antoine », âgé de trente-cinq ans, né à Montpellier, admis en mai 1791, qui avant 1789 était maître d'armes à Strasbourg et était devenu ensuite employé aux vivres³. Ainsi Pierre Justet a fait sa carrière à Strasbourg ; il y a été rejoint, comme associé ou concurrent, par son jeune compatriote, homonyme et probablement parent, Antoine Justet. Antoine réside encore à Strasbourg quand Pierre paraît en avoir disparu⁴. C'est lui vraisemblablement qui, en 1799, a offert inutilement des services comme

et Schouler, p. 287 ; pour 1783, p. 264 (suite de l'*Almanach de Strasbourg*, publié pour 1780 et 1781, qui ne nous a pas été accessible).

1. Ibid., 1788, p. 269 ; 1789, p. 261. Nous n'avons pu consulter les années intermédiaires. L'*Almanach d'Alsace* a encore paru en 1790 et il a été suivi en 1792 par l'*Almanach du département du Bas-Rhin*. M. Rodolphe Reuss, qui a bien voulu dépouiller à notre intention les exemplaires de ses alsatiques, nous informe qu'en 1785 (p. 273) Justet dit Montpellier est mentionné « fossé des Tanneurs » et en 1792 (p. 61) « près du Broglie. » Ultérieurement Bottin, *Annuaire du département du Bas-Rhin pour l'an VII* (et années suivantes), Strasbourg, Levraut, in-12, et P.-J. Fargès-Méricourt, *Annuaire historique et statistique du département du Bas-Rhin pour l'année 1807*, sont surtout administratifs et ne font plus mention des maîtres d'armes.

2. F.-C. Heitz, *les Sociétés politiques de Strasbourg (1790-1795)*, Strasbourg, 1863, in-8°, p. 3. — Pareillement, la pièce que nous signale M. Rodolphe Reuss : *Namens-Verzeichniss saemmtlicher Mitglieder der Gesellschaft der Constitutions-Freunde*, Strasbourg, « im zweiten Freiheitsjahr (avril 1791) », p. 5 : « Peter Justet, Fechtmeister », élu le 23 janvier 1790 (la Société date du 15 janvier 1790).

3. *Liste des membres composans la Société populaire de Strasbourg* dressée le 25 brumaire an III (15 novembre 1794) après épuration (Communication due à l'obligeance de M. R. Reuss).

4. Le citoyen Justin, soldat au 42^e ou au 50^e régiment d'infanterie, à qui la Convention accordait, entre-temps, le 17 juin 1793, une mention honorable avec une récompense de 600 livres pour un acte de bravoure à l'armée et pour qui un particulier faisait transmettre le 19 juin « une épée à garde d'argent » (*Procès-verbaux de la Convention nationale*, t. XIV, p. 48 et suiv. et p. 226 : lire 126 ; cf. Duvergier, t. V, p. 427), paraît n'avoir de commun que le nom avec les Justin ou Justet de Montpellier et Strasbourg. — Le registre matricule de la 50^e demi-brigade (Archives nationales, F. 40, II, 410) mentionne à la date du 20 nivôse an II (13 janvier 1794) un Théodore Justin, originaire de la Somme.

maître d'armes à l'École centrale du Bas-Rhin¹, et c'est lui sans doute encore qui parle à Metternich à Strasbourg en 1806².

Le surnom de Montpellier fournissait une indication d'origine que confirmait la mention faite du lieu de naissance d'Antoine Justet en 1794 : il convenait donc de s'en référer aux archives de l'état civil de Montpellier³. On constate qu'il y existait en effet, paroisse Notre-Dame, un « travailleur⁴ » nommé « Jacques Justet », ou « Justin », ou « Justi », ou « Justy », marié à « Anne de Loustau », ou « Droustal », ou « de Loustal », ou « de L'Hostal⁵ », dont naquirent Baptiste-Jean-André le 3 septembre 1750, Jacques le 16 août 1753, Jeanne le 19 septembre 1756 et Antoine le 2 mars 1760. Il faudrait une coïncidence bien extraordinaire pour que ce dernier ne fût pas le futur maître d'armes de Strasbourg.

En somme, puisque Justet est identifié avec une suffisante certitude, son témoignage tel qu'il nous est transmis par Metternich peut être considéré comme un commencement de preuve.

* *

Mais, en admettant qu'il revint de Corse, si Bonaparte a pris vers 1788 la grande route commerciale de Marseille à Strasbourg — celle-là même que devait suivre en sens inverse le *Chant de guerre pour l'armée du Rhin* quatre ans plus tard⁶ — ce n'était évidem-

1. Délibération de l'administration centrale du département du Bas-Rhin, du 27 floréal an VII (16 mai 1799), vol. CIV des *Délibérations*, aux archives départementales du Bas-Rhin à Strasbourg, transmise par M. Rod. Reuss. — Justet (dont le prénom n'est pas indiqué) et deux autres candidats voient leur demande repoussée parce que seuls les professeurs titulaires de l'École centrale peuvent y faire cours.

2. En 1824, Justet a disparu de la liste des maîtres d'armes à Strasbourg (P.-J. Strohl, *Manuel du commerce, de l'industrie, des sciences et des arts de la ville de Strasbourg*, Strasbourg, 1824, in-12, p. 60 et 160).

3. M. Ernest Roussel, professeur agrégé d'histoire au lycée de Montpellier, a eu la bonté de faire les recherches nécessaires.

4. M. Roussel estime que ce mot est la transcription de *travaïadou* qui désigne d'ordinaire le travailleur de terre, l'ouvrier agricole.

5. Archives municipales de Montpellier, registre GG, n° 267, fol. 2 v°, 269, fol. 76 r°, 273, fol. 65 v°, 276, fol. 65 v°. — Pas une seule fois le nom du père ou de la mère n'est orthographié de la même manière et l'identité de Justin avec Justet à Strasbourg s'en trouve confirmée. — Il en résulte aussi que Pierre est distinct d'Antoine. D'ailleurs, on ne s'expliquerait pas autrement qu'à Strasbourg Antoine eût porté le surnom de « cadet ».

6. J. Pollio et A. Marcel, *le Bataillon du 10 août*, Paris, 1881, in-16, p. 95, estiment, après examen des hypothèses, que le *Chant de guerre — la Marseillaise* — a été apporté dans le Midi « par des voyageurs de commerce ».

ment pas pour la salle d'armes de Justet. Sans doute voulait-il voyager, voir du pays, s'instruire. Mais il avait d'autres raisons. Metternich parle d'un autre professeur commun; il ne le nomme pas, mais il est aisé de suppléer à son silence. Il s'agit de Jean-Jérémie Brackenhoffer, professeur de mathématiques à l'université protestante et à l'école d'artillerie de Strasbourg.

Né le 29 juillet 1723 d'une vieille et illustre famille de la ville, Brackenhoffer était devenu le 28 mars 1746 titulaire de la chaire de mathématiques, qu'il occupa jusqu'à sa mort, le 31 août 1789¹. Louis XVI l'anoblit. Il fut en effet un des principaux collaborateurs de Gribeauval², le rénovateur de l'artillerie française après la guerre de Sept ans. A l'école d'artillerie de Strasbourg, il participa dès 1764 aux expériences fameuses sur les nouvelles « bouches à feu » qui firent époque et déterminèrent l'adoption du nouveau matériel dont on sait qu'il resta en usage pendant toute la durée de la Révolution et de l'Empire³; il fit partie en 1766 de la commission réunie à Strasbourg pour la rédaction d'un nouveau manuel officiel d'artillerie⁴ et il procédait encore à de nouvelles expériences de tir en 1786⁵. Bonaparte, qui s'intéressait à son métier, avait tout profit à entrer en relations avec Brackenhoffer et, s'il faut en croire Metternich, il suivit ses cours, sinon peut-être à l'école d'artillerie⁶, du moins à l'université.

Or, le collègue de Brackenhoffer à l'école d'artillerie d'Auxonne, où Bonaparte devait rejoindre son régiment, Jean-Louis Lombard,

1. Sa notice dans Ed. Sitzmann, *Dictionnaire de biographie des hommes célèbres de l'Alsace*, Rixheim, 1909-1910, 2 vol. gr. in-8°, t. I, p. 213 (Sitzmann ne mentionne pas moins de sept autres Brackenhoffer). Voir aussi O. Berger-Levrault, *Annales des professeurs des académies et universités alsaciennes, 1523-1871*, Nancy, 1892, gr. in-8°, p. 29.

2. On sait que c'est par l'intermédiaire de Gribeauval lui-même que Bonaparte a obtenu sa seconde prolongation de congé.

3. Jh.-Cl. Descharrières, *Note sur l'école d'artillerie de Strasbourg*, dans J. F. Hermann, *Notices historiques, statistiques et littéraires sur la ville de Strasbourg*, Strasbourg, 1817-1819, 2 vol. in-8°, t. I, p. 281-283 (ancien aumônier du régiment d'artillerie de La Fère — le régiment de Bonaparte — Descharrières était devenu aumônier du collège royal de Strasbourg).

4. Du Teil, *Napoléon Bonaparte et les généraux Du Teil (1788-1794)*, Paris, 1907, in-8°, p. 14 (extrait de *Une famille militaire au XVIII^e siècle*).

5. Descharrières, *loc. cit.*

6. Comme semble l'indiquer Metternich; mais nous n'avons pas trouvé d'indications précises sur l'école d'artillerie de Strasbourg à cette date. Le seul registre matricule du corps d'artillerie attaché à l'école (conservé aux Archives nationales, F. 40, II, 2098) est d'une époque postérieure. Le futur législateur et conventionnel Arbogast y était devenu professeur, après Brackenhoffer, quand la Révolution commença.

était, lui aussi, un Strasbourgeois, et du même âge, à un mois près, étant né le 23 août 1723. Professeur à l'école d'artillerie de Metz depuis 1748 comme successeur de son beau-père, il avait été transféré à Auxonne en 1759, où il mourut le 1^{er} avril 1794¹. Bracken-hoffer et Lombard étaient liés de longue date; Lombard avait en 1766 fait partie de la commission de Strasbourg. Quand Bonaparte arriva à Auxonne, il fut immédiatement accueilli en ami par Lombard. Les érudits locaux ont repéré avec soin les domiciles successeurs de Bonaparte à Auxonne : il semble bien qu'il commença par habiter rue Vauban, chez Lombard lui-même, avant d'être logé à la caserne comme les autres officiers de son grade².

Dès le 8 août 1788³, Bonaparte fut nommé membre d'une commission de tir avec Lombard, son chef de brigade, trois capitaines et trois autres lieutenants. Ce fut lui qui eut à rédiger le rapport sur les expériences de polygone, peut-être, comme on l'a dit, parce qu'il était le plus jeune, peut-être aussi parce que la bienveillance de Lombard voulait lui réserver une occasion de se faire bien noter, après sa longue absence de près de deux ans. Bonaparte profita de l'amitié de Lombard et compléta, grâce à lui, son instruction technique. Lombard était un savant de valeur; il avait « ce coup d'œil juste, ce tact délié qui servent à porter des hommes un jugement sûr » : « Ce jeune homme ira loin », disait-il de Bonaparte⁴. Et quand, en 1802, un ami de Lombard, publiant la biographie du vieux professeur, révéla que sa fille était sans ressources, le Premier Consul s'empessa d'accorder à M^{lle} Lombard un secours de 1,500 francs⁵. Les relations de Bonaparte et de Lombard sont bien connues, mais il est permis de supposer qu'elles ont été, à l'origine,

1. C.-N. Amanton, *Recherches biographiques sur le professeur d'artillerie Lombard*, Dijon, an XI-1802, 48 p. in-8°, opuscule utilisé et complété ultérieurement, entre autres par Hermann, *Notices*, t. I, p. 283-284; Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, t. I, p. 340 et suiv., 477; Du Teil, *op. cit.*, p. 17-20; Bois et Cornereau, ci-après.

2. M. Bois, *Napoléon Bonaparte lieutenant d'artillerie à Auxonne*, Paris (1898), in-16, p. 33; A. Cornereau, *Une supercherie de l'histoire d'Auxonne : la Chambre de Bonaparte*, Dijon, 1904, 34 p. in-8° (extrait des *Mémoires de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire*), p. 10, n. 1; conclusions adoptées par Schuermans, *Itinéraire*, p. 6, auparavant contestées par Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, t. II, 1898, p. 312.

3. Cette date est la première qui atteste authentiquement le retour de Bonaparte à son régiment; les deux lettres qu'il a, paraît-il, écrites en Corse, mais qui portent la signature de sa mère, sont du 12 février (Ajaccio) et du 12 avril 1788 (sans indication de lieu).

4. Amanton, *Lombard*, p. 27 et suiv.

5. Amanton, *Observations*, p. 8, n. 2.

facilitées par la recommandation de Brackenhoffer à Lombard. En 1788, Bonaparte a connu la douceur de la sociabilité alsacienne ; il est comme entouré de Strasbourgeois et il ne quitte Strasbourg que pour retrouver, à Auxonne, une famille alsacienne et lorraine, strasbourgeoise et messine.

..

Mais Bonaparte avait l'esprit curieux et ouvert. Puisqu'il suivait à l'université le cours de mathématiques, pourquoi n'aurait-il pas suivi également le cours d'histoire ? D'autant plus qu'il était de tradition à Strasbourg d'enseigner l'histoire de la manière la plus large et la plus vivante. Les Alsaciens étaient devenus en France les intermédiaires et les initiateurs de l'Allemagne ; les arcanes de la constitution du Saint-Empire n'avaient point de mystères pour eux¹. A l'université protestante de Strasbourg s'était constituée, vers la fin de la guerre de Sept ans, avec le savant Schoepflin et l'appui de Choiseul qui y avait envoyé des élèves de l'école militaire de Paris, une véritable école des sciences politiques, unique en Europe, qui était devenue de plus en plus florissante et où venaient s'instruire les futurs diplomates et hommes d'État de France, d'Allemagne, de Pologne, de Russie, de Scandinavie et de tous les pays². Metternich était de ceux-là, avec nombre d'autres « jeunes gens de condition » devenus célèbres. Ils étudiaient le droit public et le droit des gens, l'histoire des traités et l'histoire politique, les antiquités et les belles-lettres, les mathématiques et l'art des fortifications. Koch, professeur à la Faculté de droit, les groupait autour de sa chaire³. Plus tard, Schoell, l'élève de Koch, Schnitzler, d'autres encore, devaient, au début du XIX^e siècle, continuer la tradition des grands publicistes strasbourgeois. A la faculté de philosophie de l'université, la chaire d'histoire était d'ordinaire occupée par le même titulaire que la

1. Voir B. Auerbach, *la France et le Saint-Empire romain germanique*, Paris, 1912, in-8°, p. ix, x, 242, 368, 372 et suiv., 444.

2. Ch. Pfister, *Jean-Daniel Schœpflin*, Nancy, 1887, p. 73.

3. Koch, *Discours sur l'ancienne gloire littéraire de la ville de Strasbourg*, prononcé à la séance publique de la Société des sciences, agriculture et arts du département du Bas-Rhin le 17 juillet 1809, Strasbourg, 1809, 23 p. in-8°, p. 18-20. Parmi les « jeunes gens de condition » qui étudiaient à Strasbourg en 1785, 1786 et 1787, Koch dénombre : quarante-quatre Russes et Livoniens, vingt-trois Anglais et Écossais, dix-sept Allemands, Flamands et Autrichiens, seize Français, onze Danois et Suédois, cinq Polonais et Courlandais, trois Italiens et deux Espagnols ; et il donne les noms de Cobenzl, Tolstoi, Galitzine, de Montgelas, de Bourgoing, de Narbonne, de Ségur, de Tracy, de Custine, d'Argenson, de Grouchy, de Rayneval, Bignon, Otto, etc.

chaire d'éloquence latine, et le professeur en exercice était en 1788 Jean-Michel Lorenz¹.

Il était né la même année que Brackenhoffer et Lombard, en 1723, le 31 mai, d'une famille universitaire : son père et son frère furent professeurs de théologie. Il jouissait d'un canonicat à Saint-Thomas², il était conservateur de la bibliothèque de la ville et de l'université et il fut pendant une trentaine d'années chargé du discours d'apparat aux cérémonies officielles de l'anniversaire du roi. Les paroles qu'il prononça en 1781 pour célébrer le centenaire de la réunion de Strasbourg à la France sont restées célèbres : « Enfin, la fille est rentrée dans les bras de sa mère qui l'avait perdue; en un jour, en une heure, toutes les craintes, les frayeurs, les misères de tous les siècles étaient à jamais bannies. » Lorenz était profondément Français, et tout son enseignement le prouve, depuis sa thèse inaugurale en 1748, où il prouvait avec autant de force que d'érudition critique les anciens droits de la couronne royale sur la Lorraine³, jusqu'à son précis d'histoire de France en quatre volumes publiés de 1790 à 1793⁴, « fruit d'une vingtaine d'années d'application⁵ », où il mène son exposé jusqu'aux journées les plus récentes et à l'exécution de Louis XVI, de sorte qu'il se trouve être le premier en date des historiens de la Révolution française.

A la vérité, il n'en donne qu'un sommaire, complété par des références documentaires soigneusement établies, et, pour le faire aussi

1. Les deux principales notices sur Lorenz sont celles d'Oberlin (*Magasin encyclopédique ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, publ. par A.-L. Millin, 7^e année, t. VI, Paris, an IX-1801, p. 220-224) et de Baumgarten (*Allgemeine Deutsche Biographie*, t. XIX, 1884, p. 179-180). La première est apologétique, la deuxième aigre-douce et dénigrante; aucune ne paraît suffisante.

2. La prébende lui servait de traitement. Ceux de ses collègues qui n'étaient pas dans son cas touchaient les rétributions des étudiants (E. Seinguerlet, *Strasbourg pendant la Révolution*, Paris-Nancy, 1881, in-8^e, p. 282).

3. *Dissertatio juris publici de antiquo Coronae Gallicae et Carolingorum Franciae regum in Regnum Lotharingiae jure*, Argentorati, 1748, in-4^e, 56 p., avec un tableau généalogique. Dans son *Prooemium*, p. 3, Lorenz constate que « Illi qui in Germania scribunt, a Gallicis scriptoribus tantum dissentiant, ut aër et cœlum utriusque regni non tam diversa sint quam historicorum utriusque partis in hac lite sententiae » et il indique, p. 4, dans quel esprit il étudiera la question qu'il s'est posée : « Omnia veritatis studio dedi, nec etiam pietati in Galliam cujus tam felici regimur Imperio plus indulsî, quam ipsa rei veritas et optimae causae merita requirebant. » Il termine, p. 56, par l'éloge de Louis XIV et Louis XV.

4. *Summa historiae Gallo-Francicae civilis et sacrae*, Argentorati, 1790-1793, 4 vol. en deux tomes in-8^e.

5. Koch, *Discours* cité, p. 16.

clair, impartial et précis que possible, il l'a composé en forme de tableau synoptique, avec divisions et subdivisions marquées par un jeu compliqué de chiffres et de lettres dont le mécanisme général est aussi simple qu'ingénieux. Ainsi, chaque fait se trouve tout ensemble en relations avec les autres et isolé jusque dans la typographie, qui sert à frapper l'œil de l'élève et stimuler sa mémoire¹. Faute de s'en être avisé, le plus récent des critiques de Lorenz² lui reproche d'avoir écrit « en style lapidaire dans le sens propre du mot » et condamne sommairement le « pédantisme » de sa manière « plus curieuse qu'instructive ». Du moins reconnaît-il qu'avec Lorenz « l'histoire de la Révolution, pendant la Révolution même, fut coulée, toute brûlante encore, dans le moule classique, même dans le moule latin ». Car Lorenz ne séparait pas les questions contemporaines de l'étude du passé; il poussait son cours d'histoire jusqu'à l'extrême limite de l'actualité et, d'accord avec Koch, il prétendait ainsi donner à son enseignement une signification pratique.

Il avait dans ses notes la matière de sept enseignements³ : Insti-

1. Résumé du plan suivi par Lorenz pour le règne de Louis XVI : I. Son gouvernement personnel jusqu'en 1789; à l'intérieur; à l'extérieur. II. Affaires du roi et du royaume depuis 1789; le nouvel ordre de choses. A) Il est décidé en principe (abolition des droits féodaux, déclaration des droits). B) Il est décidé en détail : a) dans l'ordre civil; 1° pour les délimitations extérieures (annexions, réunions), intérieures (nouvelles circonscriptions territoriales); 2° pour la forme de gouvernement : la souveraineté (appartient au peuple, est confiée à l'assemblée et au roi); 3° pour l'administration (centrale, locale, cette dernière considérée au triple point de vue général, judiciaire et militaire); b) dans l'ordre ecclésiastique (les suppressions, les créations). C) Le nouvel ordre de choses est admis par le roi, d'abord avec réserves, puis sans réserves. D) Il est maintenu : 1° contre les étrangers; 2° contre le roi qui est renversé, emprisonné, jugé, condamné et exécuté : la France est devenue République (l'exposé mène ensuite jusqu'en mars 1793). — Chacun des mots de cette analyse constitue une rubrique qui comporte elle-même de nouvelles subdivisions. Le cadre établi par Lorenz pourrait aujourd'hui être transféré presque sans modification dans un manuel scolaire d'enseignement historique et il est assez souple pour que l'exposé puisse devenir, suivant l'opportunité, de plus en plus détaillé. Il est plus scolastique et compliqué en apparence qu'en réalité et son principal défaut est de nécessiter une disposition typographique d'aspect singulier.

2. Aulard, *les Premiers historiens de la Révolution française (Révolution française, t. LVII, 1909, II, p. 25-27)*. La reproduction donnée du passage relatif au procès de Louis XVI « avec l'aspect et la disposition de l'original » se trouve inexacte, puisque les signes qu'utilise Lorenz pour marquer ses alinéas ont tous été supprimés.

3. D'après les programmes académiques de seize semestres échelonnés de 1769-70 (semestre d'hiver) à 1792 (semestre d'été) que M. R. Reuss a pris la peine de transcrire à notre intention dans sa collection d'alsatiques. — Nous

tutions romaines, Histoire des premiers siècles de l'Église, Histoire universelle, Histoire des principaux États de l'Europe, Histoire du Saint-Empire, Histoire de France, Histoire de Strasbourg. Les institutions romaines étaient réservées au « cours public », l'histoire de l'Église oscillait du « cours public » au « cours privé », les cinq autres enseignements se succédaient au « cours privé », sans ordre précis, de semestre en semestre, suivant les circonstances. La seule règle était que le professeur fit à la fois son « cours public » et son « cours privé ». Il lui arrivait d'annoncer à son programme qu'il parlerait de tel ou tel sujet, suivant le désir de ses étudiants¹, en enseignant et en expliquant, *dictando et explicando*. Le « cours public » constituait l'enseignement magistral, le « cours privé », d'allure plus simple, n'était pas sans analogie avec nos conférences actuelles de facultés. Et toujours Lorenz s'en référait aux textes originaux. Sa science était de première main.

A l'université de Strasbourg, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les « cours publics » se font en latin « pour que les étudiants des différentes nations puissent y assister », mais « les professeurs enseignent dans leurs cours privés au gré de leurs auditeurs en langue latine, française ou allemande, ce qui leur attire des jeunes seigneurs de différents pays² ». Ceux qui savaient le français venaient à Strasbourg pour se familiariser avec l'allemand, ceux qui savaient l'allemand pour se familiariser avec le français. Lorenz « parlait très bien le latin, mais ne savait pas l'allemand³ ». Il s'était en effet formé à Strasbourg même, sous Schoepflin, comme Koch, puis à Utrecht et à Paris, et il ne semble pas avoir jamais séjourné en Allemagne. Nombre de ses collègues strasbourgeois sont dans le même cas que lui⁴.

laissons ici de côté l'enseignement de Lorenz comme professeur d'éloquence latine. Notons seulement qu'il avait une prédilection pour Cicéron.

1. Par exemple, le programme du semestre d'été 1779 porte que le professeur traitera de l'histoire du Saint-Empire, mais qu'il ne refusera pas ses bons offices à ceux qui voudraient étudier les principaux États d'Europe ou l'histoire ancienne de l'Église chrétienne.

2. Mémoire manuscrit du chapitre de Saint-Thomas en 1790 cité par C. Varentrapp, *Die Strassburger Universitaet in der Zeit der französischen Revolution* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, nouvelle série, t. XIII, Carlsruhe, 1898, in-8°, p. 448-481), p. 452, n. 1; indications identiques dans J. F. Aufschlager, *Souvenirs d'un vieux professeur strasbourgeois (1766-1833)*, publ. par R. Reuss, Strasbourg, 1893, in-16, p. 46.

3. Aufschlager, *Souvenirs*, p. 11.

4. H. Ludwig, *Strassburg vor hundert Jahren, ein Beitrag zur Kulturgeschichte*, Stuttgart, 1888, in-8°, p. 111, calcule que de 1621 (date de l'érection

On a souvent noté la ressemblance et les relations entre l'université de Strasbourg et l'université de Göttingue¹, dont la création en 1737 a été la première qui ne fût pas confessionnelle en Allemagne et qui dès son origine a donc été d'esprit purement scientifique; on a cru discerner, germaniquement, une influence de Göttingue sur Strasbourg. L'affirmation contraire ne serait-elle pas plus conforme à la vérité? L'université de Strasbourg était protestante, il est vrai, mais elle avait des étudiants catholiques aussi bien que protestants et elle éclipsait depuis longtemps l'université catholique épiscopale qui végétait à côté d'elle, malgré le mérite de quelques-uns de ses professeurs, alors qu'au contraire, dans le reste du royaume de France, l'enseignement jésuite avait tué les anciennes universités. La situation de l'université protestante de Strasbourg était unique en France, et bien connue en Allemagne, avant même que l'université de Göttingue eût été créée.

Et l'incorporation de Strasbourg à la France, « loin de nuire à la célébrité » de l'université protestante, « ne fit au contraire que lui prêter un nouvel éclat »; Strasbourg « devint une sorte d'entrepôt au moyen duquel deux grandes nations, cultivant également les lettres et les arts, pouvaient se communiquer réciproquement leurs découvertes² ». Le mémoire que le professeur Haffner a rédigé au nom de l'université de Strasbourg pour sa défense, lorsque sous la Révolution il fut question de supprimer les anciens corps enseignants, mérite encore aujourd'hui d'être lu et médité³. Le testament de la vieille université alsacienne pourrait, à bien des égards, servir de guide à l'époque actuelle. Sans doute, Haffner vante « l'organisation des universités les plus célèbres d'Allemagne⁴ » et la « supériorité frappante » de Göttingue⁵, « petite ville située dans un triste pays », où l'on avait « la certitude de trouver des hommes excellents en tous

de l'académie de Strasbourg en université) à 1789, sur 129 professeurs, 105 sont nés à Strasbourg et y ont été formés.

1. Par exemple, Ludwig, *loc. cit.*; Varrentrapp, p. 450.

2. Koch, *Discours* cité, p. 14 et suiv.

3. Haffner, *De l'éducation littéraire, ou essai sur l'organisation d'un établissement pour les hautes sciences*, Strasbourg, 1792, in-8°, v-343 p. — Voir dans Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Législative*, p. 184, n. 2, la lettre d'envoi de l'université à l'Assemblée (cf. p. 294). — Cf. Reuss, *Histoire du Gymnase protestant de Strasbourg pendant la Révolution*, Paris, 1891, in-8°, p. 48, n. 1 : le livre de Haffner « est encore aujourd'hui fort intéressant à étudier et renferme des idées très avancées pour l'époque où il fut rédigé ».

4. Haffner, p. 17.

5. *Id.*, p. 35.

genres », mais c'est qu'il veut faire ressortir, et avec raison, la situation si particulièrement originale de Strasbourg en France : « Il faut bien se garder de confondre l'université de Strasbourg avec la plupart de ses sœurs aînées établies dans l'intérieur de la France¹. »

Le professeur Lorenz, en raison même de ses sentiments français, restait Strasbourgeois dans l'âme ; il travaillait à l'histoire de sa ville natale et il en a composé un important recueil dont une partie seulement a été publiée en 1789 ; il l'inscrivait au programme de ses « cours privés » et c'est en français qu'il enseignait, au même titre que l'histoire universelle et l'histoire politique.

* *

Bonaparte a suivi les cours de Lorenz. Parmi les étudiants qui achevaient leur cours d'étude quand il arriva à Strasbourg, se trouvait un jeune théologien qui a rédigé plus tard son autobiographie sous le titre de *Meine Lebensreise* : le voyage de ma vie². Louis Grucker, né le 25 août 1766 à Strasbourg, avait été immatriculé à la faculté de philosophie le 22-23 avril 1783 et, après six ans d'études, il prit ses inscriptions à la faculté de théologie, le 6 mai 1788³, pour obtenir, le 6 août 1788, la *venia in matutinis* ou licence d'officier aux petits services du matin (à Saint-Pierre-le-Vieux). Il servit comme pasteur auxiliaire à Strasbourg et aux environs jusqu'au 13 janvier 1793, date de sa nomination à Oberbronn et Zinswiller⁴. Réfugié à Strasbourg après de multiples aventures au cours desquelles il fut condamné à mort par un conseil de guerre ennemi pour ses paroles patriotiques, il obtint, le 24 décembre 1793, une place de sous-chef de bureau à l'état civil de Strasbourg. La crise révolutionnaire terminée, il reprit ses fonctions pastorales et en 1809 il fut nommé à Entzheim⁵. C'est là qu'il rédigea ses mémoires

1. Haffner, p. 328.

2. Conservé dans ses archives de famille par M. le pasteur Charles Schmidt, à qui nous présentons l'expression de notre gratitude, ainsi qu'à M. Rodolphe Reuss, dont l'aide nous a été si précieuse, et à M. Ernest Roussel.

3. Cf. G. C. Knod, *Die alten Matrikeln*, t. I, p. 166, 454 et 699.

4. Deux villages voisins du Bas-Rhin (arrondissement de Wissembourg, canton de Niederbronn). Voir *les Communes de l'Alsace-Lorraine, Répertoire alphabétique. Nomenclature française et nomenclature allemande*, Paris-Nancy, 1915, in-8°.

5. Département du Bas-Rhin, arrondissement de Strasbourg, canton de Geisolsheim.

d'après ses papiers et ses notes, de sorte qu'il a pu leur donner toute l'exactitude désirable. La dernière date qu'il indique est du 6 décembre 1826 : il mourut peu après.

Or, en relatant ses souvenirs d'étudiant, qu'il avait particulièrement nombreux et précis, il note qu'un après-midi de semestre d'été, à la fin d'une leçon de Lorenz, il avait tellement de fourmis dans le pied qu'il ne pouvait plus s'en aller et que la même aventure survint aussi à un autre étudiant, lequel n'était autre que Napoléon Bonaparte : « Zu H. Prof. Lorentz kam auch mit mir Buonaparte Napoleon, als Student, dem wie mir in einer Sommer-nachmittagsstunde die Füße einschliefen, so dass wir nicht fortgehen konnten. »

Le témoignage paraît décisif et, joint aux autres indices ou éléments de preuve qui viennent d'être groupés, il semble devoir emporter la conviction. Que le séjour de Bonaparte à Strasbourg soit resté si longtemps ignoré ou oublié, rien de moins surprenant. Bonaparte était jeune, sans fortune, sans relations; il a passé inaperçu, si même il n'a pas délibérément voulu l'être, puisqu'aussi bien il était censé revenir directement de Corse pour rejoindre son régiment. Brackenhoffer, le seul professeur dont vraisemblablement il ait pu se faire remarquer, était mort au début de la Révolution. La question reste ouverte et réclame des informations complémentaires, notamment sur la date qu'il faudrait pouvoir préciser. Mais, dès maintenant, il n'est peut-être pas présomptueux de conclure qu'après Goethe et avant Metternich, Napoléon a été étudiant à Strasbourg. Ainsi, la vieille Université protestante de l'Alsace française a pu contribuer à la formation des trois hommes qui, pendant un siècle, ont successivement incarné, chacun à sa façon, l'Europe cosmopolite d'ancien régime, la Révolution française et la régression germanique.

G. PARISSET.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

LE MOYEN AGE JUSQU'AUX VALOIS.

(Suite et fin¹.)

II. — OUVRAGES HISTORIQUES.

1° HISTOIRE GÉNÉRALE. — L'histoire des Normands au moyen âge a donné lieu ces derniers mois à quelques travaux de valeur : un professeur de l'Université Harvard, M. Charles Haskins, qu'ont fait connaître en France et en Angleterre des mémoires suggestifs sur les institutions de la Normandie au XI^e et au XII^e siècle, a écrit un livre d'ensemble sur le rôle et les entreprises des Normands ; M. Henri Prentout, professeur d'histoire de Normandie à l'Université de Caen, a consacré tout un volume à la Chronique de Dudon de Saint-Quentin, dont on a fait souvent un si indiscret usage pour raconter l'établissement des pirates scandinaves en France et l'histoire de leurs premiers ducs, cependant qu'un autre spécialiste, rompu de longue date à toutes les difficultés que soulève cette étude, M. Ferdinand Lot, donnait à la *Bibliothèque de l'École des chartes* un nouvel extrait de l'ouvrage de fond qu'il nous doit sur les invasions normandes en France. Voilà une rare et féconde émulation et dont il y a tout lieu de se réjouir.

Les lecteurs de la *Revue historique* connaissent déjà le caractère général et le contenu du beau livre de M. HASKINS². C'est, rappelons-le, un tableau tracé à grands traits, une simple esquisse même de l'œuvre accomplie par les Normands en France, en Angleterre et en Italie depuis l'époque des Vikings jusqu'au XIII^e siècle ;

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 315-335.

2. Charles-Homer Haskins, *The Normans in european history*. Boston et New-York, Houghton Mifflin C^o, 1915, in-8°, x-258 p.; prix : 2 dol. — Cf. *Rev. histor.*, t. CXXII (1916), p. 386.

mais cette esquisse repose sur une connaissance directe et approfondie du sujet qui la recommande à l'attention des spécialistes eux-mêmes. Dans la partie de son livre réservée aux expéditions des pirates scandinaves sous les Carolingiens et à leur installation en Normandie, M. Haskins fait sienne l'opinion de la majorité des érudits français, de M. Prentout en particulier, lorsqu'il identifie le Rollon de l'histoire avec le Hrolf de la saga et propose, en conséquence, de voir en lui un Norvégien; mais il dit fort bien lui-même que cette question est, somme toute, d'intérêt secondaire, puisque les flottes scandinaves ne cessèrent dans la suite de déverser sur les côtes normandes des colons venus aussi bien de Danemark que de Norvège et même de Suède¹. Quelles mœurs, quelles coutumes, quelle organisation sociale, quelle civilisation ces hommes du Nord, ces *Northmanni* apportèrent-ils avec eux? M. Haskins a tenté de donner à cette question une réponse en se fondant sur les travaux des archéologues scandinaves et sur la pittoresque littérature des sagas. Les pages qu'il a écrites à ce sujet sont vivantes, colorées, mais laissent, il faut bien le dire, une impression un peu trouble. Il en est de la civilisation scandinave du VIII^e siècle comme de la civilisation germanique du IV^e siècle, à la veille des grandes invasions : s'en tenir aux documents contemporains, c'est renoncer à la connaître; essayer d'éclairer ces documents en faisant appel à des textes d'une époque plus tardive, où l'on croit retrouver fidèlement conservés quelques traits des âges primitifs, c'est s'exposer à se perdre dans le domaine de la fantaisie et de l'arbitraire. Quoi de plus décevant, par exemple, que les études des érudits allemands sur la religion germanique primitive? On sait le rôle que jouent les sagas islandaises dans leurs reconstitutions : ces mêmes sagas, dont les plus anciennes n'ont pris forme qu'au XII^e siècle et qui ne sont, après tout, que des fantaisies littéraires, nous donnent-elles donc de la société scandinave du VIII^e siècle une image plus fidèle que celle que la *Chanson de Roland* ou le *Pèlerinage de Charlemagne* nous donnerait de la société carolingienne?

Quand il en vient à étudier l'organisation du duché de Normandie au XI^e siècle, M. Haskins se retrouve sur un terrain plus solide

1. A la p. 45, notons en passant cette idée intéressante et neuve, croyons-nous, d'un malentendu entre Charles le Simple et Rollon au moment du fameux « traité de Saint-Clair-sur-Epte » : Charles le Simple, en roi qu'il était, ne pouvait songer à faire de Rollon autre chose qu'un vassal; mais, aux yeux de Rollon, à qui le régime féodal était inconnu, la concession du Carolingien devait apparaître comme une concession sans réserves et sans charges d'aucune sorte.

et qu'il a personnellement contribué à défricher par ses mémoires antérieurs. Il montre avec netteté combien l'État normand est au ^x^e siècle en avance au point de vue de la centralisation administrative sur tous les États voisins, celui du roi capétien inclusivement : seul à ce moment le comté de Flandre, avec lequel M. Haskins aurait pu établir d'utiles rapprochements, soutiendrait la comparaison ; et c'est, à coup sûr, dans ce fait qu'il faut chercher une des causes principales et peut-être même la cause décisive des succès ultérieurs des ducs normands. Ces succès, M. Haskins les rappelle brièvement¹, en insistant sur ces idées très justes, à notre sens, que la conquête de l'Angleterre par les Normands n'est que l'aboutissement d'une longue suite de rapports de plus en plus étroits noués entre la Normandie et la Grande-Bretagne, que cette conquête a eu beaucoup plus pour résultat de faire entrer l'Angleterre dans le courant de la politique et de la vie européennes que de détacher la Normandie de la France, enfin que, même sous la dynastie angevine des Plantagenets, c'est l'esprit normand et l'organisation normande qui l'emportent dans l'ensemble des possessions continentales ou insulaires des rois anglais. N'est-ce pas cependant aller un peu trop loin et verser dans le paradoxe que de présenter (p. 91) l'« empire » des Plantagenets depuis l'Écosse jusqu'aux Pyrénées comme un tout compact, solidement groupé dans les mains d'un souverain qui n'aurait été ni angevin, ni normand, ni anglais, mais « international », « cosmopolite », en un temps où nul n'aurait eu le sentiment d'une différence — ne disons pas de nationalité — mais de solidarité entre les habitants de la Grande-Bretagne et ceux du continent ? Les difficultés chaque jour croissantes que Jean Sans-Terre et ses successeurs rencontrèrent à lever dans l'île des troupes pour venir combattre en Poitou ou en Gascogne et le détail des négociations que ces rois durent à ce propos engager avec les barons d'Angleterre prouvent que cette guerre cessa rapidement pour ces derniers d'être « leur guerre » et qu'un fossé profond finit par se creuser, outre Manche, entre l'intérêt dynastique et l'intérêt que plus tard on appellera l'intérêt national.

Nous n'insisterons pas sur les autres parties du livre de M. Haskins. Les chapitres relatifs à l'expansion normande dans l'Italie méridionale et la Sicile n'intéressent qu'indirectement l'histoire de France. Une simple mention suffira également pour le chapitre

1. Dans ce résumé, nous ne voyons guère à reprendre que ce qui a trait à l'absorption du Maine : à lire la page 63, on pourrait croire que le Maine a été définitivement réuni à la Normandie en 1063.

consacré à la société et à la civilisation normandes : évocation rapide de la vie des nobles, des paysans, des bourgeois et des clercs du XI^e et du XII^e siècle, ce chapitre ne saurait évidemment apporter beaucoup de nouveau ; mais la lecture en est fort agréable et nous ménage, en outre, comme d'autres pages de ce livre, à nous, Français, un plaisir que nous ne chercherons pas à dissimuler : celui de reconnaître en leur auteur non seulement un érudit à qui nos publications historiques sont familières, mais aussi un fin connaisseur de notre littérature et un homme qui, ayant lui-même visité ces beaux pays de France où jadis dominèrent les princes normands et angevins, ne peut s'empêcher d'en parler avec un sentiment à peine contenu d'amitié et de sympathie.

Avec M. PRENTOUT¹, nous revenons aux origines de l'établissement des Normands sur cette partie de notre sol à laquelle leur nom est resté attaché. Ce sujet, M. Prentout l'avait déjà abordé en 1911 dans un livre publié à l'occasion du « Millénaire de la Normandie » et dont nous avons rendu compte ici même² ; mais il le reprend plus à fond en soumettant le texte de Dudon de Saint-Quentin à une critique de détail ; et de ce que nous pressentions déjà, il nous donne cette fois une démonstration complète, décisive, et qui fait ressortir toute l'inanité des fables qu'on colporte encore trop souvent sur Hasting, sur le traité de Saint-Clair-sur-Epte, sur le bon Rollon et ses premiers successeurs. Il y avait beau temps sans doute qu'on se méfiait de la rhétorique creuse du doyen de Saint-Quentin et qu'on était en garde contre les excès de son imagination désordonnée ; mais trop nombreux étaient encore les historiens, même parmi les plus circonspects, qui restaient dupes. Dudon certes aime trop le pittoresque, disait-on, il aime trop aussi la littérature, dans le plus mauvais sens du mot, il est incontestable que c'est à la fois un imaginatif et un naïf ; mais il a fréquenté la cour de Rouen, il y a entendu raconter les traditions de la famille ducal, il a recueilli quantité de renseignements de la bouche de Raoul, comte d'Ivry, un des bâtards du duc Guillaume Longue-Épée, ce qui donne un prix inestimable à son témoignage, lequel est, de plus, tout à fait indépendant puisqu'il n'a connu aucune des chroniques,

1. Henri Prentout, *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin et son Histoire des premiers ducs normands*. Paris, Aug. Picard, 1916, in-8°, xxxii-490 p.; prix : 12 fr.

2. *Rev. histor.*, t. CVIII (1911), p. 140. — Signalons à ce propos la publication (1911-1912) en deux volumes in-4° d'un important recueil intitulé : *Compte-rendu des travaux du Congrès du Millénaire*, dont nous regrettons de n'avoir pu encore entretenir nos lecteurs, aucun exemplaire n'en ayant été adressé à la *Revue historique*.

aucun des textes annalistiques grâce auxquels nous pouvons parfois contrôler et éprouver ses dires. M. Prentout n'a pas eu de peine à réduire à néant toute cette belle argumentation. Pourquoi veut-on que Dudon n'ait ni connu ni utilisé les chroniques et les annales qu'il avait pu lire soit à la bibliothèque capitulaire de Saint-Quentin, soit à Reims ou à Laon ou à Chartres ou même en Normandie, à l'abbaye de Fécamp, par exemple, où il semble être allé et dont les moines possédaient, au début du *xi*^e siècle, une copie des Annales de Flodoard? Et n'est-il pas surprenant, d'autre part, que Dudon sache si peu de chose du duc Richard I^{er} à partir du moment où s'arrête Flodoard, si vraiment il a écrit son œuvre, comme il le prétend, sous la dictée de Raoul d'Ivry, demi-frère de ce duc? Si Dudon est parfois d'accord avec nos autres chroniques ou avec les annales, c'est qu'il les copie : les quelques détails précis qu'il nous donne dans son livre sont tirés soit des Annales de Flodoard, qui sont sa source principale, soit de quelques autres textes du *ix*^e ou du *x*^e siècle, au premier rang desquels il faut placer les Annales dites de Saint-Bertin et celles de Saint-Vaast d'Arras. Et peut-être M. Prentout aurait-il pu se demander à ce propos si même Dudon n'avait pas trouvé déjà une partie de son travail préparé dans quelque compilation comme le *Chronicon de gestis Normannorum in Francia*, où précisément les Annales de Saint-Bertin et les Annales de Saint-Vaast se trouvent tout amalgamées. Quoi qu'il en soit, l'œuvre propre du doyen de Saint-Quentin a consisté à extraire des livres qu'il avait lus les faits qui forment la trame de son récit, à les mêler sans aucun souci de la chronologie ou même à les dénaturer, jusqu'à mettre, par exemple, à l'actif des Normands une expédition contre Luna, qui ne semble imputable qu'à leurs émules les pirates sarrasins; il a peut-être aussi connu quelques sagas scandinaves et des légendes — M. Prentout ajoute (et cela est douteux) des épopées — qui couraient le pays; mais il a fait de tout cela un tel mélange et il a en même temps obéi à de telles préoccupations d'ordre littéraire, apologétique et politique qu'il est difficile de rien tirer de ses étranges récits.

M. Prentout ne s'est pas néanmoins contenté de ce jugement sommaire et, en examinant une à une les assertions de Dudon, en les confrontant avec le peu que nous savons par ailleurs, il a non seulement fait place nette, mais préparé les voies à une reconstruction de l'histoire des origines normandes. Ainsi, au Hasting de roman que Dudon nous présente, il a montré à l'aide de quels documents il serait possible de substituer le vrai Hasting, celui de l'histoire,

qui, naturellement, paraît avoir joué un rôle plus effacé¹. Puis, tout en refaisant le même travail pour Rollon², il a été amené à reprendre l'examen de cette question : les compagnons de Rollon et Rollon lui-même étaient-ils Danois, comme le veut Dudon et comme le veulent aujourd'hui M. Steenstrup, professeur à l'Université de Copenhague, et la plupart de ses compatriotes, ou originaires de Norvège, comme l'ont soutenu, au contraire, des savants de ce pays, tels que Munch, Storm et tout récemment encore M. Bugge en invoquant surtout le témoignage des sagas ? Tout en admettant la coexistence d'éléments danois et d'éléments norvégiens dans l'armée de Rollon, M. Prentout estime qu'il faut identifier Rollon avec le Ganger Rolf des sagas norvégiennes, et nous avons vu³ qu'il était ici d'accord avec M. Haskins ; mais il reconnaît, toujours d'accord avec M. Haskins, que, par la suite, les Scandinaves affluèrent en Gaule aussi bien de Danemark que de Norvège et il insiste de préférence sur les questions que soulève l'établissement même de Rollon et de ses compagnons en Normandie, ce qui est pour lui une occasion d'étudier à fond le fameux « traité de Saint-Clair-sur-Epte », si bien travesti par Dudon et sur lequel déjà on a tant écrit. Il n'y consacre pas moins de soixante-dix pages, dont une large part, il est vrai, est destinée à réfuter — un peu longuement peut-être — la thèse paradoxale dernièrement soutenue par M. Flach, suivant laquelle les terres cédées à Rollon par Charles le Simple lui auraient été attribuées sans aucune stipulation d'hommage, mais en pleine et entière

1. A la p. 51, M. Prentout s'exprime d'une façon peu claire lorsqu'il écrit : « Pour retrouver le nom d'Hasting [après 859], il faut descendre jusqu'aux années 890, 891, où on voit les Normands remontant de la Seine dans l'Oise, établissant à Noyon leurs quartiers d'hiver. » Il veut évidemment dire : « Pour retrouver le nom d'Hasting mêlé à l'histoire des invasions normandes dans la région de la Seine et de l'Oise... », car il cite lui-même un peu plus loin (p. 59) le passage des Annales de Saint-Vaast (éd. Simson, p. 52) relatif au traité conclu par Hasting avec Louis III sur la Loire en 882.

2. Il examine en passant (p. 172) le rôle joué par le « duc du Maine » Renaud en 885 d'après les Annales de Saint-Vaast (éd. Simson, p. 57) et répète à ce sujet ce qu'ont dit à peu près tous les historiens : qu'il était le chef de toutes les armées franques opposées aux Normands de la Seine. L'annaliste de Saint-Vaast ne déclare pourtant rien de tel. Il se contente de raconter ainsi les faits : « Cependant tous ceux qui demeuraient en Neustrie et en Bourgogne s'assemblent et arrivent en troupe comme pour repousser les Normands. Mais au moment où ils devaient entamer le combat, il arriva que Renaud, duc du Maine, tomba avec une poignée d'hommes ; et, à cette nouvelle, tous se replièrent très tristement sans avoir rien fait d'utile. » Renaud était-il leur chef à tous ? C'est possible, mais ce n'est pas ce texte qui permettra jamais de le prouver.

3. Voir p. 94.

propriété¹. Enfin l'examen du troisième et du quatrième livre l'amène à reprendre les points les plus importants de la biographie des ducs Guillaume Longue-Épée et Richard I^{er}².

Toute cette enquête a été menée avec une méthode et une sagacité qui font bien augurer de l'histoire de Normandie que M. Prentout nous promet dans sa préface. Toutefois, au risque d'attirer sur nous ses foudres — car il a des mots acerbes à l'adresse des critiques que ses hypothèses laisseraient sceptiques³ — nous croyons que certaines conjectures eussent avantageusement pu être laissées de côté, surtout celle qui tend à faire de la fable développée par Raoul le Glabre touchant l'origine champenoise de Rollon le résultat d'une confusion entre Troyes en Champagne (*Trecis*) et l'antique Ilion (p. 442-445). D'autre part, si M. Prentout a lu beaucoup de documents, il ne les a pas toujours lus avec assez de précaution : il lui arrive en un endroit (p. 50)⁴ d'invoquer par mégarde, d'après trois éditions différentes, trois fois de suite les mêmes annales, comme s'il s'agissait de trois témoignages distincts et dont la concordance serait décisive. Simple distraction évidemment et dont nous ne ferions pas grand grief à son auteur si elle ne provenait en partie d'une certaine indifférence — que nous avons déjà relevée dans l'*Essai sur les origines et la fondation du duché de Normandie*⁵ et qui étonne chez un érudit aussi consciencieux — à vérifier avec soin et dans des éditions dignes de confiance les leçons des

1. On a vu plus haut (p. 94, note 1) l'hypothèse intéressante proposée par M. Haskins d'un malentendu entre Rollon et Charles le Simple. M. Prentout, qui a connu le livre de M. Haskins, n'a malheureusement pas examiné l'opinion de l'historien américain.

2. A la p. 410, parlant de la politique ecclésiastique de Richard I^{er}, M. Prentout observe que la plupart des sièges épiscopaux de Normandie étaient au début de son règne dépourvus de titulaires et il invoque comme preuves les lacunes des listes épiscopales. Ceci serait à revoir de plus près : quand il affirme, par exemple, qu'« à Lisieux la lacune s'étend de 832 à 990 », il fait évidemment erreur (voir L. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, t. II, 2^e éd., p. 237). — Un peu plus haut (p. 397), pour la bataille de Conquerreuil (et non Conquerreux), peut-être M. Prentout eût-il trouvé quelques détails utiles dans le *Comté d'Anjou au XI^e siècle* (1906).

3. « Ce rapprochement... sera repoussé... par tous ceux qui n'admettent comme vrai que ce qu'ils ont trouvé eux-mêmes » (p. 100).

4. « A l'année 859, les Annales de Saint-Bertin les rapportent dans des termes à peu près identiques (*Annales Bertiniani*, éd. Waitz, p. 52), ainsi que Prudent (sic) de Troyes (*Prudentii Trecensis Annales*, M. G., SS, I, 453) et le *Chronicon de gestis Northmannorum in Francia* [*Hist. de F[rance]*], VII, 153. » Le *Chronicon* n'est ici qu'une copie des Annales dites de Saint-Bertin, elles-mêmes dues, pour cette partie, à l'évêque Prudence de Troyes.

5. Voir *Rev. histor.*, t. CVIII (1911), p. 140, n. 4.

textes qu'il utilise. Dès la préface, que termine une « bibliographie méthodique », cette indifférence apparaît : des Annales dites d'Einhart et des Annales royales primitives, des Annales de Saint-Vaast, de Fulda, de Massay, de Metz, de Saint-Florent de Saumur, de Saint-Martin de Tours, de la Chronique de Fontenelle, du *Chronicon de gestis Normannorum in Francia*, du poème d'Adalbéron au roi Robert, il n'indique que des éditions périmées, et les conséquences s'en font sentir dans le corps du volume. Par exemple, s'il avait lu les Annales de Saint-Vaast dans l'édition Simson (1909), au lieu de se fier à celle de l'abbé Dehaisnes (1871), il n'aurait pas répété (p. 254) que *Hundeus* fut baptisé in *Cluniaco monasterio* puisque la leçon des manuscrits est in *Duninio monasterio*. De même, s'il s'était reporté à la dernière édition des *Actes de Lothaire*, qu'il connaît pourtant et cite en d'autres passages, il n'aurait pas daté (p. 393, note 3) de 967 et de 976 des chartes de ce roi qui sont de 966 et 975, il n'aurait pas nié (*ibid.*) la restitution faite par ce roi de l'abbaye de Saint-Amand et il aurait pu compléter enfin ce qu'il dit (p. 302) des témoignages relatifs à Adèle, femme du comte de Poitou Guillaume Tête-d'Étoupes. Ailleurs (p. 66) il eût considéré peut-être comme moins indigne d'attention « un *Fragmentum historiae Franciae* provenant de manuscrits fort récents qui ne présentent aucune valeur historique » s'il avait consulté l'édition donnée par Waitz dans les *Monumenta Germaniae (Scriptores, t. IX, p. 342)* des œuvres du célèbre chroniqueur Hugue de Fleury ; une rapide enquête lui eût permis (p. 69) de ne pas imputer à l'auteur de la Chronique de Nantes, qui écrivait au début du x^e siècle, un passage de la Chronique de Saint-Brieuc compilée à la fin du xiv^e ; plus loin encore (p. 223), si, au lieu d'aller lire les Annales royales dans l'édition de Teulet, qui est de 1840, il avait consulté l'édition de M. Kurze ou toute autre édition critique, il n'eût peut-être pas attribué à Einhart une phrase souvent citée, relative à la prestation d'hommage du duc (et non roi) de Bavière Tassilon en 757 et eût pu transcrire de préférence à cette phrase celle des Annales royales primitives, qui est plus caractéristique encore et, en tout cas, plus ancienne¹.

1. Ce n'est d'ailleurs qu'une copie littérale d'un long fragment annalistique, qualifié à tort « Chronique de Saint-Serge », et dont une bonne édition a été récemment publiée par M. l'abbé Urseau, *Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers*, p. 79.

2. Dans le même ordre d'idées, notons qu'il faut, p. 177, n. 3, substituer un renvoi aux Annales de Saint-Bertin (éd. Waitz, p. 80) à celui qui vise les Annales de Saint-Vaast ; p. 445, au lieu de *Chronicon Malleacense*, lire Chronique de Saint-Maixent (voir *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXIX,

Mais ce sont là, heureusement, de petits détails, et il n'est que juste, par contre, de louer le soin extrême que M. Prentout a apporté à se mettre au courant non seulement de tout ce qui a été publié sur la question même qu'il traite, mais sur les alentours du sujet, et l'aisance avec laquelle il se meut parmi des textes d'un emploi aussi délicat que le sont les sagas et nos anciennes chansons de geste. On peut avoir confiance en lui : la Normandie a trouvé un historien¹.

De l'article de M. Ferdinand Lot² nous retiendrons seulement pour l'instant la promesse qu'il constitue d'un ouvrage d'ensemble sur les invasions normandes. M. Lot nous en avait déjà donné un avant-goût en 1908 dans une étude très fouillée sur la « grande invasion » de 856-862³. Le chapitre qu'il vient de publier est relatif aux incursions suivantes jusqu'à la fin de l'année 866, et l'intérêt se concentre cette fois sur Robert le Fort. M. Lot a mis en pleine

ann. 1908, p. 405-411); le passage invoqué semble, en outre, tout comme celui des Annales de Saint-Florent de Saumur, auxquelles M. Prentout renvoie également d'après une mauvaise édition, une simple transcription des Annales perdues de Saint-Maurice d'Angers (cf. notre *Recueil d'annales angevines et vendômoises*); p. 446, la « Chronique de Tours » est celle de Pierre Béchîn, qu'il faut lire dans l'édition Salmon (*Recueil de chroniques de Touraine*). — Page 65, il eût été bon de dire que, si la dernière édition des *Gesta consulum Andegavorum* ne reproduit pas le passage invoqué par M. Abbott pour établir le rôle d'Hasting en 851 (et non 831), c'est que ce passage y a été inséré par un interpolateur qui s'est borné à copier le *Tractatus de reversione beati Martini a Burgundia*, comme il est noté dans cette édition, p. 30, n. d. — Ajoutons enfin qu'il eût fallu consulter, non la deuxième, mais la troisième édition (fortement remaniée) de l'*Histoire de Belgique* de M. Pirenne, t. I : M. Pirenne y date nettement (p. 100) de 965 et non de 964 (comme il est dit p. 393, n. 1) la mort d'Arnoul I^{er} de Flandre.

1. Voici encore de menues observations et corrections : p. 49, ligne 7, corriger *monasticum* en *monasterium*; p. 68, ligne 4, au lieu de « sont des suites », lire « sont des textes »; p. 109, ligne 14, lire « il le sera » au lieu de « elle le sera »; p. 394, ligne 16, au lieu de « Roric », lire « Rorgon ». Quelques négligences de style : « Il faut descendre jusqu'aux années 890, 891, où on voit les Normands remontant de la Seine dans l'Oise... » (p. 51); « Non seulement sa prose est surchargée d'expressions poétiques... Sa langue est poétique, chargée de réminiscences de Virgile... » (p. 18); l'expression : « il cristallise autour d'un nom tous les événements » revient sans cesse (p. 20, 52, 57, 81, 98, 432, etc.).

2. Ferdinand Lot, *la Loire, l'Aquitaine et la Seine de 862 à 866. Robert le Fort*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXXVI, ann. 1915, p. 473-510.

3. Id., *la Grande invasion normande de 856-862*, dans le même recueil, t. LXXIX, ann. 1908, p. 5-62. — Cf., du même auteur, *Mélanges carolingiens : Vêleres Domus et le Pont de Pitres*, dans le *Moyen âge*, ann. 1904, p. 465-477, et ann. 1905, p. 1-27; *le Monastère inconnu pillé par les Normands en 845*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXX, ann. 1909, p. 433-445; et F. Lot et L. Halphen, *le Règne de Charles le Chauve*, t. I (1909).

lumière le rôle joué par ce personnage, dont il avait déjà eu l'occasion de s'occuper dans un précédent mémoire¹ sur l'histoire de Charles le Chauve durant l'année 866.

2° HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE. — Parmi les travaux consacrés ces temps derniers à l'histoire ecclésiastique de la France au moyen âge, nous retiendrons surtout le tome III du grand ouvrage de Mgr Duchesne sur les évêques de nos provinces du nord et de l'est depuis les origines jusqu'au x^e siècle, l'étude de M. Georges Doublet sur les évêques d'Antibes, les recherches de M. l'abbé Duine sur l'évêché de Dol et le schisme breton, en regrettant de n'avoir pu y joindre quelques autres publications que la *Revue historique* n'a pas reçues et au nombre desquelles figurent les brochures que M. l'abbé Mesnel a récemment fait paraître sur divers évêques du diocèse d'Évreux à l'époque mérovingienne².

Du tome III des *Fastes épiscopaux* de Mgr DUCHESNE³, dont M. Pfister a parlé ici même⁴ en détail, nous nous contenterons de dire qu'il clôt dignement un ouvrage commencé il y a bien longtemps déjà — puisque la première édition du tome I remonte à 1894 et que des fragments en avaient été publiés avant cette date — mais qui est appelé à rester durant de longues années l'ouvrage fondamental à consulter à la fois sur la chronologie de nos premiers évêques et sur les origines et la propagation du christianisme en Gaule. Ce dernier volume concerne les cinq provinces ecclésiastiques de Trèves, Reims, Mayence, Cologne et Besançon, dont une partie ne se trouve plus dans la France actuelle, mais qui furent intégralement comprises dans l'État franc sous les Mérovingiens et les premiers Carolingiens; et l'histoire en est d'autant plus intéressante à suivre de près que, placées aux confins des territoires restés germaniques, elles subirent plus profondément que les autres le contrecoup des invasions barbares. Dans quelle mesure l'organisation épiscopale de Gaule fut-elle affectée, soit par les invasions, soit par les multiples partages de la monarchie franque? Dans quelle mesure aussi les rois mérovingiens et carolingiens s'employèrent-ils à favoriser l'extension du christianisme à leurs frontières? Telles sont les

1. F. Lot, *Une année du règne de Charles le Chauve. Année 866*, dans le *Moyen âge*, ann. 1902, p. 393-438.

2. Sous le titre général : *les Saints du diocèse d'Évreux*, trois fascicules parus, 1914 et 1915 (sur saint Taurin, saint Aquilin, saint Laud et saint Éterne). L'étude sur saint Aquilin n'est sans doute que la reproduction d'une notice dont nous avons rendu compte dans la *Rev. histor.*, t. CIV (1910), p. 104.

3. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*; t. III : *les Provinces du nord et de l'est*. Paris, Fontemoing, 1915, in-8°, 270 p.

4. *Rev. histor.*, t. CXXIV (1917), p. 107-111.

principales questions auxquelles Mgr Duchesne s'est lui-même appliqué à répondre, en même temps qu'il fournit, comme dans les volumes précédents, le moyen de résoudre le problème général de la propagation du christianisme en Gaule aux premiers siècles de l'ère.

Mgr Duchesne fait preuve dans ce volume de ses habituelles qualités d'érudition élégante, précise et sobre. Parfois cependant n'y a-t-il pas excès de sobriété? Des dates essentielles attendent une justification¹, certaines références restent obscures². L'œuvre se ressent aussi de temps à autre des longs délais écoulés depuis l'époque où elle a été entreprise : le texte des documents n'a pas toujours été revu sur les dernières éditions³, le répertoire de Böhm-Mühlbacher n'a pas été consulté sous sa dernière forme; un manuscrit du catalogue épiscopal de Vermand-Noyon, signalé en 1905⁴, a été omis; les listes épiscopales dressées par M. Hauck⁵

1. Ainsi, p. 41 (mission d'Amalaire à Constantinople, en 813), p. 57 (mort d'*Angilramnus* le 26 octobre 791), p. 162 (mort de Samuel le 6 février 856), p. 163 (mort de *Gunzo* en 872), p. 184 (mort de Willibert, le 11 septembre 889), p. 192 (dates de l'épiscopat de Gerbaud), etc. P. 58, la notice relative à *Gunulfus* débute ainsi : « D'après la date de sa mort, il a dû être ordonné vers le commencement de l'année 816. » Or, Mgr Duchesne a omis d'indiquer la date de la mort et il ne donne aucune référence.

2. Par exemple, p. 41, pour la mort de *Richbodus*, cette simple référence : « *Ann. Einh.* » (les Annales dites d'Einhart sont d'ailleurs citées à tort : voir les textes indiqués sommairement par Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II, p. 727); ou p. 181, pour la mort d'*Hildibaldus*, cette note : « *Simson, Jahrb.*, t. II, p. 232 », qui vise les *Jahrbücher des fränkischen Reichs unter Ludwig dem Frommen* (on pourrait aussi bien penser aux *Jahrbücher... unter Karl dem Grossen*).

3. La charte d'Emmon pour Saint-Pierre-le-Vif citée p. 90 ne renferme aucune signature de *Drusio* d'après l'édition de M. Deschamps, dans le *Moyen âge*, ann. 1912, p. 163 (on y relève seulement un *Drucfredus*); p. 140, note 6, faute d'avoir consulté l'édition des capitulaires de Boretius et Krause, Mgr Duchesne cite à tort comme se référant au concile d'août 856 une signature de l'évêque *Pardulus* qui semble de l'année 855 (*Capitularia*, t. II, p. 424, n. 1). A la note 7, substituer aussi une référence aux *Capitularia*, t. II, p. 296, à celle qui est indiquée.

4. Cf. notre notice sur le *Manuscrit 712 du fonds de la reine Christine au Vatican*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome, t. XXV (1905), aux pages 111-113.

5. Au tome II de sa *Kirchengeschichte Deutschlands*, p. 719 et suiv. Les indications données par M. Hauck reportent, par exemple, au 29 juillet 840 la première mention de l'évêque *Ratoldus* de Strasbourg, que Mgr Duchesne (p. 173) croit du mois d'août seulement. M. Hauck est plus précis également touchant la mort de cet évêque et l'épiscopat de son successeur; il cite une mention de l'évêque de Toul *Borno* en 788, alors que les renseignements de Mgr Duchesne (p. 65) s'arrêtent à 781; il a également des indications complémentaires sur les évêques d'Utrecht *Fulcricus* et *Agilfredus* (Duchesne, p. 192), etc.

n'ont pas toujours été utilisées aussi complètement qu'on l'aurait pu, et M. Pfister a déjà observé¹ qu'il n'avait pas été fait usage des *Regesten der Bischöfe von Strassburg*, dont la publication a commencé en 1908. Mais nous devons avant tout être profondément reconnaissants à Mgr Duchesne d'avoir su trouver le loisir d'achever cette tâche lourde et ingrate, sans pour cela se laisser détourner de la rédaction de sa belle *Histoire de l'Église*. L'inspiration de ces deux ouvrages remonte également aux débuts de sa carrière scientifique : rarement on aura vu en France depuis la grande époque des Bénédictins pareil exemple de continuité dans l'effort — un effort dont il est peu d'historiens du moyen âge qui ne soient appelés à recueillir les fruits.

Le livre de M. DOUBLET² se présente comme un recueil de documents, et nous aurions dû à ce titre le faire figurer dans la première partie de ce Bulletin ; mais les documents dont le texte a été transcrit ne sont en quelque sorte que les pièces justificatives d'une histoire critique de l'évêché d'Antibes et d'une chronologie de ses titulaires, qui occupe à elle seule un quart du volume et qui en constitue l'essentiel. Créé à une époque qui est antérieure à 422, mais qu'on ne saurait préciser davantage, l'évêché d'Antibes ne vécut que jusqu'en 1244, date où il fut transféré à Grasse : c'est sur cette période de huit siècles, particulièrement obscure et, en outre, embrouillée comme à plaisir par les anciens érudits, que M. Doublet est parvenu à jeter un peu de lumière au prix de patientes recherches poursuivies dans divers dépôts d'archives et diverses bibliothèques de Provence, notamment à Nice, Grasse, Marseille et Monaco. Il a examiné et passé au crible l'une après l'autre toutes les assertions fantaisistes et les fausses précisions qui encombraient l'histoire de l'évêché d'Antibes depuis l'époque surtout où Jean de Nostredame l'avait précipitée en pleine féerie avec sa ridicule légende de saint Hermentaire — ce saint, « de nation grec, qui vint habiter au quartier de Fréjus en Provence » au début du ix^e siècle, lorsque Charlemagne était captif d'« Aygollant, seigneur des Sarrasins », après avoir assommé à coups de bâton et de pierres « diverses espèces de serpents et bestes venimeuses » et avoir débarrassé le pays d'un dragon énorme et hideux, terreur des Provençaux, habitués cepen-

1. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 109.

2. *Recueil des actes concernant les évêques d'Antibes* publié par Georges Doublet. Monaco, Impr. de Monaco, et Paris, Aug. Picard, 1915, in-8°, CXXVIII-427 p.; prix : 7 fr. 50 (fait partie de la *Collection de textes pour servir à l'histoire de Provence publiée sous les auspices de S. A. S. le prince Albert I^{er} de Monaco*).

dant à d'autres « tarasques ». M. Doublet a pu aussi compléter et rectifier sur des points de détail la chronologie établie par Mgr Duchesne au tome I de ses *Fastes épiscopaux*¹. Il a enfin expliqué d'une façon très précise et très neuve — en partie d'après des renseignements qui lui ont été fournis par M. Labande — l'histoire de la décadence rapide de l'évêché et les raisons de son transfert à Grasse, qui était déjà depuis longtemps un fait accompli quand le pape Innocent IV le décida officiellement en 1244. L'édition des quelque deux cents documents dont le mémoire de M. Doublet forme la préface a été préparée avec beaucoup de conscience : ces documents sont disposés dans un ordre rigoureusement chronologique; les textes en sont établis avec méthode et accompagnés de tous les éclaircissements désirables². Il serait à souhaiter que l'histoire de tous nos évêchés pût être étudiée d'une façon aussi complète et aussi scientifique.

L'objet du mémoire que M. l'abbé DUINE a inséré dans les *Annales de Bretagne*³ est plus restreint, mais la question à laquelle il s'attaque — le schisme breton du ix^e siècle — est tout à la fois une des plus intéressantes et une des plus controversées de l'histoire épiscopale à l'époque carolingienne. Elle a été étudiée en dernier lieu par M. Levillain dans un article du *Moyen âge* (1902), par M. Ferdinand Lot dans ses *Mélanges d'histoire bretonne* (1907) et accessoirement au tome I du *Règne de Charles le Chauve* (1909), enfin par Mgr Duchesne qui, dans la deuxième édition de ses *Fastes épiscopaux*, au tome II (1910), a eu l'occasion de s'expliquer sommairement sur les théories soutenues par M. Levillain ou par M. Lot, à l'encontre parfois de celles auxquelles il s'était lui-même rallié dans sa première édition (1900). On connaît les faits : au milieu du ix^e siècle, le duc breton Nominé, entraîné par le désir de se constituer une domination entièrement indépendante de l'État franc, n'hésita pas à remanier à sa guise le personnel épiscopal — d'aucuns disent même les circonscriptions épiscopales — de Bretagne, à briser les liens qui rattachaient les évêchés bretons à la métropole de Tours et à faire pression sur le pape pour obtenir la reconnaissance des prérogatives

1. De ce volume, il eût fallu utiliser, non la première, mais la deuxième édition, réellement « revue et corrigée », que Mgr Duchesne a donnée en 1907.

2. Pour le n° 12, l'édition de M. Deschamps (*le Moyen âge*, ann. 1912, p. 160) a échappé à M. Doublet. M. Deschamps a donné, en outre (*ibid.*, p. 145), de sérieuses raisons d'adopter la date de 660.

3. F. Duine, *le Schisme breton*. Rennes, Oberthur, 1915, in-8°, 51 p. (extrait des *Annales de Bretagne*, ann. 1915, p. 424-468).

archiépiscopales du titulaire de l'évêché de Dol. M. Duine a démêlé ces faits avec une réelle maîtrise de toute la littérature hagiographique et monastique de l'époque et il a rendu service aux historiens en replaçant l'affaire du schisme de Nominoé dans l'ensemble de l'histoire ecclésiastique bretonne. Il a montré entre autres que l'apparition du siège de Dol semblait antérieure au schisme (il est même tenté, pour sa part, si nous comprenons bien, de faire remonter l'évêché jusqu'au temps de saint Samson, c'est-à-dire au ^{vi} siècle, se séparant ainsi nettement de Mgr Duchesne) et il a suivi jusqu'au ^{xiii} siècle¹ les conséquences des prétentions de Dol à la dignité archiépiscopale. Ainsi encadrés, les faits prennent tout leur sens et il ne sera plus désormais permis de parler du schisme breton sans tenir compte de cet exposé lumineux, quand bien même on hésiterait à en admettre toutes les conclusions. Sans vouloir ici les discuter, nous nous bornerons à exprimer le regret que M. Duine, si bien informé d'ordinaire, ait omis de consulter la deuxième édition des *Fastes* de Mgr Duchesne²; car il y aurait vu (p. 261, n. 2) que l'opinion de M. Lot sur les rapports de la Chronique de Nantes et de l'*Indiculus de episcoporum Brittonum depositione* rencontre encore de sérieuses résistances et il n'eût pas manqué de reprendre à son tour la question. Il y a là un point que M. Duine se doit de tirer définitivement au clair³.

Il y est revenu, il est vrai, mais seulement en passant (p. 181), dans un petit volume que nous avons reçu au moment où ce Bulletin allait être mis sous presse⁴ et que nous tenons d'autant plus à signaler sans retard qu'il apporte des lumières nouvelles sur la question du schisme breton. Ce volume manque un peu d'unité,

1. Cf. les documents de la fin du ^{xiii} siècle reproduits depuis par M. Delaborde dans le *Recueil des actes de Philippe Auguste*.

2. Lequel n'avait d'ailleurs pu connaître assez tôt pour l'utiliser le tome I du *Règne de Charles le Chauve*.

3. Que M. Duine nous permette encore une légère critique. Quelques érudits croient bon d'égayer des sujets austères en recourant à un style familier et presque trivial : il n'a pas toujours su résister suffisamment à cette tentation. Ainsi, il parle des « manigances francophiles » de l'évêque Salocon (p. 7), du « tohu-bohu ecclésiastique » (p. 10), du « charivari » et du « tintamarre » des Bretons (p. 14 et 18), de députés « manipulés par de rusés Italiens » (p. 31), de « la vie que firent » l'évêque de Nantes et l'archevêque de Tours (p. 34). C'est une réaction excessive contre le style pompeux et guindé du temps où l'on parlait encore de la Majesté de l'Histoire.

4. F. Duine, *la Métropole de Bretagne. Chronique de Dol composée au XI^e siècle et catalogues des dignitaires jusqu'à la Révolution*. Paris, Champion, 1916, in-8°, 221 p. (forme le tome XII de la collection *la Bretagne et les pays celtiques*, série in-8°).

puisque M. Duine y a juxtaposé une édition d'un manifeste composé entre 1076 et 1080 par un clerc de Dol pour appuyer, en invoquant des raisons historiques, les prétentions des évêques de cette ville à la dignité archiépiscopale, une étude sur les circonstances qui ont donné naissance à ce manifeste, des notes sur l'organisation et la composition du chapitre canonial de Dol des origines à la Révolution et, pour finir, une brève histoire chronologique des évêques de Dol jusqu'à la même époque; mais l'essentiel est qu'il permet de compléter très heureusement le dossier du schisme depuis le ^{xr} siècle. Le manifeste dolois (ou « Chronique de Dol ») resté jusqu'alors inédit méritait tout à fait d'être publié, bien qu'il ne faille, naturellement, pas chercher dans ce factum beaucoup de vérité historique; et on lira avec le plus vif intérêt le chapitre que M. Duine a écrit en guise de préface sur l'église de Dol au temps de l'évêque Juthaël (1039 environ + après 1081), un type vraiment représentatif de ces prélats féodaux dont la religion était à coup sûr le moindre souci. Par ailleurs, M. Duine a réuni dans son livre quantité de renseignements contrôlés avec soin sur l'histoire de l'évêché de Dol jusqu'à la fin de l'Ancien régime: il s'en faut qu'il ait tout dit, et nous espérons même qu'il reprendra un jour le sujet pour le traiter d'ensemble; mais jusqu'à nouvel ordre c'est là qu'on devra aller chercher la chronologie la plus précise et la plus sûre des dignitaires du chapitre cathédral et surtout des évêques qui se sont succédé sur le siège de saint Samson¹.

3° HISTOIRE DES INSTITUTIONS ET DE LA CIVILISATION. — Nous ne pouvons terminer cet article sans annoncer au moins brièvement deux nouveaux volumes de la belle collection des manuels d'archéologie que publie la librairie Auguste Picard: le tome II du *Manuel de numismatique française* de MM. Blanchet et Dieudonné et le tome III du *Manuel d'archéologie française* de M. Enlart.

Le premier de ces deux volumes, dû tout entier à M. DIEUDONNÉ², n'est pas seulement l'œuvre d'un numismate, dont les spécialistes apprécieront la compétence, mais aussi, et dans une très large mesure, l'œuvre d'un historien aux yeux duquel l'étude des variations monétaires est inséparable de l'étude de l'histoire proprement

1. A la page 49, n. 2, relevons une petite inexactitude au sujet de la « Chronique de Saint-Serge d'Angers »: le fragment de 873 ne figure pas dans la « chronique » — ou plutôt les annales — du ^{xii} siècle (voir *Recueil d'annales angevines et vendémoises*, p. LVII).

2. A. Blanchet et A. Dieudonné, *Manuel de numismatique française*; t. II: *Monnaies royales françaises depuis Hugues Capet jusqu'à la Révolution*, par A. Dieudonné. Paris, Aug. Picard, 1916, in-8°, x-468 p. et 9 pl.; prix: 15 fr.

dite. Et c'est à ce titre surtout qu'il nous intéresse ici. Le tome I du *Manuel de numismatique*, dont la rédaction avait été confiée à M. BLANCHET¹, et que nos lecteurs connaissent déjà², se présentait plutôt comme une description méthodique et raisonnée des monnaies frappées en Gaule jusqu'à la fin du x^e siècle; et il faut reconnaître que, vu le caractère fragmentaire des renseignements dont nous disposons, au moins pour les périodes mérovingienne et carolingienne, il était assurément difficile de faire mieux. Au contraire, M. Dieudonné, traitant des monnaies royales françaises depuis Hugue Capet jusqu'à la Révolution, disposait de textes assez circonstanciés pour pouvoir rattacher l'histoire des monnaies à celle de la politique administrative et économique des rois au nom desquels elles ont été émises. En fait, près d'un quart de son volume (livre II, p. 107-200) est consacré à ce sujet et, si nombre de paragraphes concernent des périodes dont nous n'avons pas à nous occuper dans ce Bulletin, il importe au moins de signaler ici ceux où la politique monétaire des premiers Capétiens a été mise enfin en pleine lumière. Cette politique consista essentiellement, d'une part à insinuer, puis à faire prévaloir partout la monnaie royale au détriment des monnaies seigneuriales et, d'autre part, à régler la circulation monétaire au mieux de ce que le pouvoir royal croyait être ses intérêts. Nous recommandons en particulier les pages où M. Dieudonné a cherché à résumer avec plus de netteté qu'on ne l'avait fait jusqu'alors les raisons des mutations fréquentes dont le gouvernement de Philippe le Bel se rendit responsable. Les historiens apprécieront aussi beaucoup les pages claires et précises (livre I, p. 1-106) où M. Dieudonné a condensé tout ce qu'il importe de savoir sur l'organisation monétaire, la fabrication, la matière et l'empreinte des monnaies, sur leur valeur et les divers termes en usage pour les désigner; enfin ils se reporteront avec profit au livre III et dernier de l'ouvrage (p. 201-433), qui renferme un classement chronologique et une description des monnaies royales émises depuis Hugue Capet jusqu'à la Révolution, avec de bonnes reproductions au trait ou en phototypie, des indications bibliographiques et une liste des ateliers monétaires.

Dans le tome III de son *Manuel*, M. ENLART³ étudie les trans-

1. A. Blanchet et A. Dieudonné, *Manuel de numismatique française*; t. I : *Monnaies frappées en Gaule depuis les origines jusqu'à Hugues Capet*, par Adrien Blanchet. Paris, Aug. Picard, 1912, in-8°, VIII-431 p. et 3 pl.; prix : 15 fr.

2. Cf. *Rev. histor.*, t. CXIII (1913), p. 143.

3. Casimire Enlart, *Manuel d'archéologie française depuis les temps mérovingiens jusqu'à la Renaissance*; t. III : *le Costume*. Paris, Auguste Picard, 1916, in-8°, XXX-615 p.; prix : 15 fr.

formations du costume en France depuis les débuts du moyen âge jusqu'à la Renaissance. Ce volume est conçu dans un tout autre esprit que celui de Quicherat (*Histoire du costume en France*, 1876), et les historiens le regretteront sans doute un peu : fidèle à la méthode qu'il avait adoptée dans la partie de son *Manuel* réservée à l'architecture religieuse, civile et militaire, M. Enlart a moins voulu écrire une histoire suivie du costume que composer un répertoire aussi complet et précis que possible ; et la richesse de ce répertoire en fera en effet un instrument de travail de premier ordre. On y trouvera étudiées dans le moindre détail, et chaque fois avec d'abondantes références aux documents archéologiques, historiques¹ et littéraires, toutes les variations essentielles du vêtement masculin et féminin et de ses accessoires (depuis les chapeaux, les chaussures, les gants et les fourrures jusqu'aux jarretières, aux boutons, aux agrafes ou aux épingles), de l'équipement militaire, du costume ecclésiastique, des livrées et des insignes de tous genres portés par certaines catégories d'habitants (les juifs, les hérétiques, les lépreux, les cagots, les prostituées, etc.). De très nombreuses et excellentes reproductions photographiques, des dessins au trait, fort bien venus, et souvent aussi de jolis essais de restitutions, enfin un index qui a l'ampleur d'un véritable glossaire achèvent de donner au volume une grande valeur documentaire².

LOUIS HALPHEN.

FIN DU MOYEN AGE

(1328-1498).

PUBLICATION DE DOCUMENTS. — Nous avons dit ici³ quel accueil favorable méritait l'édition de la *Chronique de Jean II et de*

1. Parfois ces documents eussent dû être utilisés avec plus de prudence. Par exemple, c'est généraliser à l'excès que d'écrire (p. 15) : « Clovis... se parait, à l'instar des empereurs, de la chlamyde et de la tunique courte de pourpre à manches brodées, serrée autour du corps par une double écharpe. » Ceci est attesté une fois et à titre exceptionnel. P. 17, l'interprétation donnée du passage de la *Vita Karoli* où Einhart décrit le costume de Charlemagne manque d'exactitude et le texte latin transcrit en note est d'ailleurs défiguré par de nombreuses fautes.

2. Étant donné le caractère strictement objectif de ce livre, on eût pu avantageusement, croyons-nous, supprimer certaines réflexions d'ordre général sur le rôle néfaste de la femme dans les caprices de la mode, sur l'utilité sociale des marques d'infamie ou même sur le « charlatanisme des pédants d'Allemagne ». Il est des vérités qui gagnent à être exprimées avec discrétion.

3. *Revue historique*, t. CV, sept.-déc. 1910, p. 353.

Charles V, donnée par l'historien de Charles V, M. R. DELACHE-NAL. Le tome II vient de paraître¹; nous n'avons plus à attendre que l'Introduction, la Table et les reproductions de miniatures qui nous ont été promises. Des corrections, souvent importantes, ont été apportées au texte fautif publié par Paulin Paris dans son édition des *Grandes Chroniques de France*, et les notes historiques ou explicatives donnent en général pleine satisfaction². M. Delachenal se décidera-t-il à attribuer ce récit officiel et tendancieux des règnes de Jean et de Charles V au chancelier Pierre d'Orgemont, comme on l'a proposé? Il hésitera sans doute. Il a relevé, dans une note, l'objection qu'on peut tirer d'un passage de la fameuse relation du séjour impérial à Paris: « L'Empereur et le Roy... firent widier tout, excepté le chancelier de France, que ilz retindrent et appellerent... Des paroles, ne des besoignes dont ilz parlerent, ne scet on riens. » Si le chancelier avait écrit lui-même ou s'était approprié cette relation, on a peine à croire qu'il eût affirmé aussi lourdement ne rien savoir d'un entretien auquel il avait pris part.

Avec un troisième volume, contenant des notes relatives aux années 1431-1436, se termine la publication du *Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris*, par MM. Alexandre TUETÉY et LACAÏLLE³. Sauf l'analyse d'un discours prononcé devant la Cour par maître Nicolas Lami, au nom du Concile de Bâle, en 1432, et les pages, déjà connues, où Clément relate le supplice de Jeanne d'Arc et rapporte la protestation de l'Université de Paris contre le projet de fondation de l'Université de Caen, on ne trouvera guère dans ce troisième tome que des faits intéressants l'histoire intérieure du Parlement. Clément se soucie de la question des gages en souffrance, de la collation des bénéfices ecclésiastiques et des arrêts constituant une nouvelle jurisprudence plus que de la politique. Il est prudent et se garde bien de dire son avis. — M. Tuetey a ajouté à son édition une très longue biographie de Clément de Fauquembergue, accompagnée de l'Inventaire de ses biens meubles. On lui saura gré d'avoir publié en appendice, pour

1. *Chronique des règnes de Jean II et de Charles V, publiée pour la Société de l'Histoire de France*. T. II : 1364-1380. Paris, 1916.

2. Pourquoi attribuer, p. 261, au mot *galelas*, dans la phrase « le Roy y envoie la Roynie par les galathas », le sens de *galerie* qu'il n'a pas dans les autres textes? L'auteur emploie (p. 243) le mot *allée* pour désigner les galeries. La reine a passé par des chambres qui portaient le nom de galelas. L'étymologie (tour de Galata) n'implique pas l'idée de galerie. Les textes cités par Littré prouvent qu'au XIV^e siècle *galelas* ne désignait pas encore une petite pièce sous les combles, mais un logis assez important.

3. Société d'Histoire de France. Paris, 1915.

compléter le *Journal*, quelques extraits du registre du Conseil, concernant la fin de la domination anglaise à Paris.

Le précieux recueil des délibérations de la Faculté de médecine de Paris, de 1395 à 1516, publié par le Dr WICKERSHEIMER¹, bibliothécaire de la Faculté, a, comme le *Journal* de Clément de Fauquembergue, un caractère nettement professionnel et corporatif. Je n'ai pu y trouver, en le feuilletant, de renseignements vraiment intéressants pour la vie politique. Sous la domination anglaise, les doyens successifs qui rédigent les procès-verbaux se tiennent cois, font à peine allusion au malheur des temps, au petit nombre des suppôts et des bacheliers². Lorsque « Monseigneur le régent du royaume de France, duc de Bedford », demande pour son protégé, maître Jean Kim, étudiant de Cambridge, une équivalence de scolarité, l'attitude de la Faculté est déferente; elle délibère d'ailleurs sur le cas en toute liberté³. A l'époque du traité d'Arras et du recouvrement de Paris, le procès-verbal mentionne sèchement l'envoi des ambassadeurs de l'Université; Henri VI est appelé « le roi Henri, qui s'intitulait roi de France », mais ces lignes ont été écrites évidemment après le rétablissement du gouvernement français à Paris⁴. En somme, il ne faut chercher dans les *Commentaires* que des renseignements sur les préoccupations corporatives de la Faculté, son histoire administrative et financière, ses luttes contre les corporations rivales, ses usages, la collation des grades, l'enseignement. A cet égard, le document est d'un grand intérêt. M. Wickersheimer en a tiré bon parti dans son Introduction, où il résume l'histoire de la Faculté depuis son origine jusqu'en 1516.

Tout n'est pas admirable dans cette vie corporative de la docte compagnie, même si l'on veut amnistier son ignorance scientifique et son présomptueux pédantisme. Les maîtres ne se montraient pas toujours héroïques en temps d'épidémie; pendant la peste de 1499, ils n'osèrent pas entamer de poursuites contre un empirique, « propter clamorem populi in nos, qui nolumus pestiferos visitare⁵ ». Et que dire de cette coutume, révélée par les *Commentaires*, de la visite annuelle des maîtres aux étuves, visite payée par

1. *Commentaires de la Faculté de médecine de l'Université de Paris (1395-1516)*, publiés avec une introduction et des notes. Paris, Imprimerie nationale, 1915 (*Collection des documents inédits*). La bibliothèque de la Faculté possède vingt-quatre volumes de ces commentaires. Le dernier (1776-1786) a été publié en 1903, sous les auspices du Conseil de l'Université; M. Wickersheimer n'estime pas qu'il y ait lieu d'éditer toute la collection.

2. P. 139, col. 1; p. 155, col. 1.

3. P. 141-142.

4. P. 159-160.

5. P. 415. Voir aussi p. 235.

les bacheliers? L'on se rappelle quelle était la fâcheuse réputation des étuves à la fin du moyen âge; et quand on lit, à la date du 27 février 1500, que les maîtres s'abstiendront, « parce qu'il y a péril à se rendre aux thermes, à cause de la syphilis (*propter inguinagram*) », il n'y a plus guère moyen de se faire illusion¹. Or, les règlements de la même Faculté imposaient, en principe, le célibat aux maîtres régents. Le cynisme de l'usage n'est pas racheté par l'hypocrisie de la règle.

Mais n'y avait-il pas pour le bien public un avantage à cette organisation ancienne des Facultés de médecine, qui surveillaient elles-mêmes très étroitement l'exercice de l'art de guérir, poursuivaient les empiriques, tenaient en main tout le personnel médical? Qui oserait soutenir actuellement que l'acquisition d'un grade soit une garantie suffisante? Bien des médecins souhaiteraient aujourd'hui une tutelle qui, en protégeant les malades contre le charlatanisme et les pratiques douteuses, rendrait à la profession tout le prestige moral qu'elle avait jadis. L'histoire de la Faculté de médecine de Paris est à méditer.

C'est encore d'administration universitaire qu'il est question dans le *Registre de comptes pour le collège papal Saints-Benoît et Germain à Montpellier (1368-1370)*, publié d'après un manuscrit du Vatican par M. l'abbé M. CHAILLAN². On y trouvera d'intéressants détails sur la vie matérielle d'un collège au xiv^e siècle, sur les prix, les salaires, l'agriculture et notamment la culture de la vigne. Il me serait difficile d'ailleurs de pousser aussi loin que M. Chaillan lui-même l'éloge de sa publication. Il présente sur le mode lyrique des documents financiers et économiques, dont le seul mérite est la précision. « Rien de vivant, de pittoresque, de coloré comme la scène des vendanges... Avec la joie du mas, c'est le chant des campagnards, etc... » Un porcher qui reçoit un habit de dix gros devient un « brave et utile serviteur, fier de sa livrée ». Toute l'Introduction est écrite sur ce ton. M. Chaillan s'imagine-t-il que ces poncifs donnent plus de valeur aux textes qu'il édite? Nous préférons moins de rhétorique et une érudition plus sûre.

On goûtera la sobriété avec laquelle M. F. PASQUIER a publié un recueil de pièces concernant *Un favori de Louis XI, Boffille de Juge, comte de Castres, vice-roi de Roussillon*³. M. Pasquier

1. P. 424. Il ne paraît pas du reste que cette étrange coutume ait duré très longtemps; est-ce parce qu'elle avait eu des inconvénients?

2. Paris, Picard, 1916.

3. *Archives historiques de l'Albigeois*, fasc. X (publication de la Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn). Albi, 1914. Prix : 6 fr. Dans une

n'a pas voulu refaire en détail la biographie de ce « chevalier du pais d'Italie », jadis esquissée par Paul-Michel Perret. Il nous donne un Inventaire du fonds de Boffille de Juge, qui se trouve, probablement depuis le début du xvi^e siècle, dans les archives de la maison de Lévis-Mirepoix et est conservé actuellement au château de Lérans (Ariège). L'inventaire avait été imprimé il y a une dizaine d'années, mais non mis dans le commerce. A l'analyse des pièces, M. Pasquier a cette fois ajouté l'édition de toutes celles qui présentaient un sérieux intérêt historique. Sa publication n'enrichit pas seulement de renseignements nouveaux la biographie d'un homme de guerre et d'un administrateur dont Louis XI louait « les sens, prudence, vaillance, loyauté, preudommie et bonne diligence ». Elle apporte une contribution importante à l'histoire du règne de Louis XI. Parmi les lettres de ce roi que M. Pasquier a mises au jour, je citerai celles du 20 mai 1476, ordonnant de diminuer d'office les rentes et cens constitués sur nombre d'héritages du Roussillon, parce qu'il faut « obvier à la depopulation totale desdits pais » ; un ordre de faire cesser les terribles excès commis en Champagne, en 1480, par les soldats suisses ; de curieuses lettres adressées à Boffille par douze notables de Barcelone, désireux de voir Louis XI s'allier avec le roi de Navarre et le roi de Naples contre Ferdinand le Catholique ; des instructions de Louis XI pour obtenir en cour de Rome que Jean d'Armagnac, évêque de Castres, soit dépossédé de son siège, etc...

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Le tome III de l'*Histoire de Charles V*¹, de M. R. DELACHENAL, est une des plus importantes études d'histoire du moyen âge publiées depuis le début de la guerre. M. Delachenal y traite de l'avènement et du sacre de Charles, de la fin de la guerre avec le roi de Navarre, des événements de Bretagne et d'Espagne, du voyage de l'Empereur dans le royaume d'Arles, du mariage de Philippe le Hardi et de la translation du Saint-Siège à Rome, bref des cinq premières années du règne, hormis les appels de Guyenne.

Une moitié du volume est consacrée au récit des affaires d'Espagne, qui, sans pouvoir être négligées dans un tableau d'ensemble comme celui-ci, débordent tout de même le cadre d'une histoire du règne. On ne se plaindra pas cependant d'avoir désormais, dans un livre français, un exposé complet et exact, mieux documenté que le célèbre ouvrage de Mérimée, du long drame qui se termine par le

Introduction, M. Pasquier nous donne des Notes et une Bibliographie pour servir à l'histoire de Boffille de Juge.

1. Paris, Auguste Picard, 1916.

REV. HISTOR. CXXV. 1^{er} FASC.

8

fratricide de Montiel. M. Delachenal nous donne des détails nouveaux sur les préludes de la guerre et les négociations de Pierre IV d'Aragon avec Charles V en 1365. Le récit qu'il fait de l'expédition des Grandes Compagnies, de la campagne du prince de Galles et de la revanche d'Henri de Trastamare se fonde presque constamment sur la belle chronique d'Ayala, mais emprunte des informations inédites aux archives aragonaises, anglaises et françaises. Les tragiques figures des trois partenaires espagnols, Pierre le Cruel, Pierre IV d'Aragon et Henri de Trastamare, apparaissent en plein relief. Elles contrastent, à leur désavantage, avec celle du prince de Galles. M. Delachenal n'a pas manqué de reproduire les passages si caractéristiques de la Chronique d'Ayala, où nous voyons le prince anglais interdisant à Pierre IV de mettre à mort, sans procès régulier, les chevaliers prisonniers et lui reprochant durement sa cruauté. Quant à Du Guesclin, les guerres d'Espagne n'ont pas été l'épisode le plus brillant de sa carrière. Le geste par lequel il fixe lui-même sa rançon à la somme ruineuse de 100,000 francs d'or ne me paraît pas, je l'avoue, admirable, et son attitude, au moment du drame affreux de Montiel, reste louche. M. Delachenal n'a pas essayé de le justifier, et il faut lui savoir gré de nous avoir donné loyalement tous les moyens de nous former une opinion. Nous pensons pour notre part que Du Guesclin a participé à la combinaison du guet-apens où Pierre le Cruel a succombé. Il ne faut pas nimer d'une auréole et placer dans des niches ces rudes guerriers du *xiv^e* siècle.

C'est dans le même esprit qu'on doit étudier la figure si intéressante de Charles V. Bien curieux sont les détails que M. Delachenal nous donne sur le « tour de procureur » par lequel le roi obtint l'hommage-lige de Jean de Montfort pour le duché de Bretagne, en 1366. Ces ingénieuses fourberies permettent de discerner la véritable physionomie du personnage. Ce n'est point celle que Christine de Pisan a retracée. Le *Livre des faits et bonnes mœurs*, dont presque tous les historiens ont accepté bénévolement les assertions, devrait être critiqué de près, si tant est qu'on puisse soumettre à une critique serrée tant d'insipides bavardages. M. Delachenal a résumé à son tour le fameux chapitre où Christine décrit l'emploi de la journée royale. C'est un des rares passages du *Livre des faits* qui nous donne des renseignements précis. Mais que valent ces renseignements? M. Delachenal appréhende fort justement que le Charles V de Christine ne soit un personnage de convention. Il observe que l'emploi du temps décrit par elle est vide de tout travail politique sérieux.

On pourra compléter sur certains points l'ouvrage de M. Delachenal; nous lui proposerons notamment de revoir les textes relatifs à

la question, qu'il a voulu traiter, de la proclamation des nouveaux règnes¹. Mais son livre, par le labeur et le soin dont il témoigne, est de ceux qui commandent la confiance et méritent la gratitude du public lettré.

HISTOIRE DES IDÉES. — Le tome XXXIV de l'*Histoire littéraire de la France*, publiée par l'Académie des inscriptions², a été rédigé par MM. Paul MEYER, HAURÉAU, VIOLLET, Noël VALOIS, Antoine THOMAS. Il débute par une notice de Noël Valois sur Léopold Delisle et ses travaux d'histoire littéraire. Un article d'ensemble de M. Paul Meyer nous instruit de ce qu'étaient les « Bestiaires moralisés », qui obtinrent un grand succès « depuis l'antiquité chrétienne jusqu'au XIII^e siècle, mais ne firent jamais entrer dans l'esprit des contemporains aucune idée durable ni utile ». Ces traités, où les animaux deviennent des types d'êtres divins et où leurs prétendues « propriétés » sont interprétées au sens allégorique, doivent, si fastidieuse qu'en soit la lecture, être connus des historiens de l'art et de la littérature. Sauf ce mémoire de M. Meyer, qui nous ramène jusqu'au commencement du XII^e siècle, les notices du volume se rapportent à des contemporains de Philippe le Bel : canonistes comme Bérenger Frédol et Guillaume de Mandagout, théologiens tels que le Cistercien Jacques de Thérines (appelé jusqu'ici,

1. M. Delachenal se demande, p. 22, pourquoi le rédacteur des *Grandes Chroniques de France* donne à Charles le simple titre de duc de Normandie, jusqu'au moment de l'inhumation de Jean le Bon. Pour trouver une explication, il invoque un texte très postérieur, une Relation des obsèques de François I^{er} en 1547, et il formule l'hypothèse que dès le moyen âge la proclamation du héraut, après l'inhumation du défunt roi, marquait l'instant précis où commençait le nouveau règne. Il n'est pas besoin de descendre jusqu'à l'année 1547. Deux textes relatifs à l'avènement de Charles VII confirment la supposition de M. Delachenal : il est dit dans le compte de l'Écurie du Dauphin que le 30 octobre 1422, neuf jours après la mort de Charles VI et six jours après que la nouvelle en était parvenue à son fils, « mon dit seigneur le Regent print nom de Roy » ; or, d'après Monstrelet, ce fut aussi le 30 octobre qu'eut lieu la proclamation des hérauts dans la chapelle royale ; cette cérémonie, vu les circonstances, tenait évidemment lieu de celle qui avait lieu après l'inhumation réelle du souverain précédent. Voir les textes dans Du Fresne de Beaucourt, *Hist. de Charles VII*, t. II, p. 55. D'autre part, M. Delachenal rapporte, par une simple supposition, à un passé plus ancien les pratiques décrites dans la relation de 1547 : insignes jetés dans la fosse, cris des hérauts. Il a bien raison de les croire antérieures au XVI^e siècle. Qu'il ouvre Monstrelet et y lise la narration des obsèques de Charles VI (édit. Douët d'Arcq, t. IV, p. 123-124). L'auteur de la relation de 1547 dit : les officiers du roi « apportèrent et jetterent leurs bastons en la fosse » ; Monstrelet : « les huissiers d'armes dudit roy... rompirent leurs petites verges et les gecterent dessus la fosse ». Les proclamations des hérauts sont, dans leurs termes essentiels, identiques dans les deux textes.

2. Paris, Imprimerie nationale, 1915, in-4°.

incorrectement, Jacques de Thermes), maître Jean de Pouilli, le général des Frères Prêcheurs Hervé Nédélec et le fameux Jacques Duèse (le pape Jean XXII¹). On trouvera beaucoup à prendre dans ces notices, d'une érudition très sûre, non seulement pour l'histoire de la théologie, du droit canon, de l'Église et de la Papauté, mais pour celle des Templiers et même pour celle des idées politiques.

Il est impossible, en effet, quand on veut comprendre ce qu'était le système représentatif au moyen âge, de ne pas tenir compte de l'état d'esprit que nous révèle, entre autres documents, le *Tractatus de Electionibus* écrit à la fin du XIII^e siècle par Guillaume de Mandagout, archevêque, cardinal, canoniste fameux, qui faillit devenir pape à la mort de Clément V; personnage prudent et habile, « sage de la grande famille des trembleurs », et dont les idées reflètent évidemment l'opinion moyenne. Le regretté Paul Viollet, qui nous a laissé tant de pages excellentes sur les conceptions juridiques et politiques du moyen âge, s'est plu à analyser le *Tractatus*, sans négliger de se référer à d'autres opuscules, comme ceux d'Henri de Suse, de Jean André et de Bernard de Pavie. Les hommes du moyen âge ne se contentent pas du « système majoritaire » dans sa simplicité commode et grossière. Est élu celui « in quem major pars et sanior consenserit ». La collation des bulletins n'est pas seulement une opération arithmétique; à côté de la *collatio numeri ad numerum*, il y a la *collatio zeli ad zelum* et la *collatio meriti ad meritum* : il faut examiner quel est le parti qui a eu le meilleur zèle (*quae pars zelum habuit meliorem... consistit zelus in intentione animi*) et quel est le candidat qui a le plus de mérite. Il se peut que le vote de la minorité soit *sanior* et doive l'emporter. Un tel système devait fatalement produire des contestations et il en a produit en effet d'innombrables. D'autre part, on n'en peut comprendre le fonctionnement que si l'on suppose l'assemblée menée par quelques hommes très énergiques et décidés à faire prévaloir leur conviction, au moins provisoirement. D'ailleurs, l'assemblée électorale adoptait assez souvent le procédé du *compromis*. Elle s'entendait pour choisir un *compromissarius* ou plusieurs *compromissarii*, à qui elle remettait son pouvoir électoral. Ou bien elle choisissait des commissaires chargés d'élire eux-mêmes les électeurs. Il est évident que ces méthodes plus ou moins compliquées du droit canon ont eu une grande influence sur les systèmes

1. La Notice de M. Noël Valois sur Jean XXII, dont la vie et le pontificat sont étudiés par « les côtés dogmatique, moral, intellectuel et littéraire », a l'étendue d'un volume. Le regretté savant a tiré grand parti des sermons de Jean XXII.

électoraux du droit public, notamment en Angleterre. Qu'on ne dise pas que l'atmosphère fût absolument différente dans les assemblées laïques. Le degré de culture n'y était pas beaucoup moins élevé. Mandagout suppose le cas où aucun des électeurs ecclésiastiques ne saura écrire son bulletin de vote. Son traité nous aide à saisir des conceptions dues à un état d'esprit général et très éloignées, sinon de nos pratiques, au moins de nos théories. Non seulement les personnages qui président à l'élection ont un grand ascendant et en usent plus ou moins correctement (ceci n'a pas beaucoup changé), mais des éléments moraux entrent en balance et on prétend les peser. Lorsque les Communes, en Angleterre, demandent, dans une pétition au roi, que les chevaliers représentant les comtés soient choisis « parmi les meilleures gens desdits comtés », font-elles autre chose que réclamer la *collatio meriti ad meritum* ?

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Théodore SCHMITT. *Zakonui Istorii. [Les Lois de l'histoire.]*
Introduction au Cours d'histoire générale de l'art, 1^{re} livraison.
Kharkov, 1916. In-8°, vi-196 pages.

L'auteur nous donne dans cet ouvrage la substance des cours professés par lui à l'Université de Kharkov. Il se propose de déterminer les lois générales de l'évolution historique appliquées au domaine de l'art et expose dans sa préface les principes de sa méthode : analyser d'abord le style des monuments, les grouper en séries chronologiques et géographiques, puis rechercher si dans ces séries il ne se manifeste pas un mouvement de régularité ou un rythme. L'ouvrage comprendra trois parties : art antique, art des deux derniers millénaires, art russe. Dans une introduction d'un caractère très personnel, M. Schmitt examine les lois générales de l'histoire, la nature de l'art, le rôle de l'artiste, les caractères propres à la peinture, à la sculpture, à l'architecture. Il cherche ensuite à déterminer « la courbe de l'histoire de l'art ». Dans cette première livraison, il étudie successivement : l'art des troglodytes; l'art préhistorique de l'Égypte et de la Mésopotamie; l'art de l'Égypte historique; l'art de la Mésopotamie historique; l'art préhistorique de la Grèce (art égéen). L'auteur ne vise pas naturellement à être complet. Il écarte toute bibliographie et même, ce qui est plus regrettable, toute illustration. Il recueille pour chaque période les faits essentiels et les apprécie avec beaucoup de netteté et de largeur, en recourant parfois à des rapprochements ingénieux. Si on peut lui faire quelque reproche, c'est d'appliquer avec une trop grande rigueur les principes qu'il a posés. Discutant, p. 133, la question de l'originalité de l'art assyrien, il montre qu'un art aussi riche de formes n'a pu être créé à la cour des despotes de Ninive. Une grande école artistique, comme celle de la Grèce du v^e siècle ou de la Renaissance italienne, ne peut naître que dans un pays divisé en cités libres et autonomes. Or, c'était le cas de l'Asie antérieure vers 2000 av. J.-C. A cette époque, Babylone n'était pas encore la capitale politique d'un empire, mais simplement un centre d'art et de civilisation. Il se produisit alors une renaissance artistique dont le bas-relief de l'obélisque de Téglati Phalasar nous a conservé comme un reflet. Ce sont donc des artistes venus de l'extérieur qui ont travaillé pour les rois d'Assyrie, comme Léonard de Vinci et le Primitice ont été au service de

François 1^{er}. Plus contestable est le rapprochement entre les conditions dans lesquelles s'est développé cet art assyrien et celles de l'art français sous Louis XIV. Il n'est pas exact que notre art du xvii^e siècle ait été une reproduction littérale de l'art italien. Le problème est ici plus complexe et l'épisode célèbre du voyage du cavalier Bernin à Paris montre suffisamment l'opposition irréductible entre deux tempéraments ethniques. Dans son dernier chapitre, M. Schmitt a exposé avec beaucoup de clarté les grandes lignes de la question égéenne et a admis l'hypothèse d'une population libyenne organisant la thalassocratie crétoise, arrivant à dominer le premier flot des envahisseurs hellènes venus du nord, puis submergée enfin par l'invasion dorienne. Cette première partie d'un ouvrage qui repose sur une information solide représente un effort intéressant pour donner à l'histoire de l'art une méthode vraiment scientifique.

Louis BRÉHIER.

Michel Chwostov. **Razbitie form promuichlennosti v drevnem miri.** [*L'Évolution des formes de l'industrie dans le monde antique.*] Kazan, impr. de l'Université impériale, 1915. In-8°, 12 pages.

— **Otcherki organizatsii promuichlennosti i trgovli v greko-rimskom Egipti.** [*Esquisse de l'organisation de l'industrie et du commerce dans l'Égypte gréco-romaine.*] I : *Industrie textile.* Kazan, impr. de l'Université impériale, 1914. In-8°, x-264 pages.

L'auteur, connu déjà par ses recherches sur le commerce de l'Égypte gréco-romaine (Kazan, 1907), a résumé en quelques pages très nettes sa doctrine sur l'évolution industrielle du monde hellénique. Il montre que la division du travail apparaît à l'époque homérique. Bien qu'Eumée fabrique lui-même ses sandales (*Od.*, XIV, 23), il est question dans l'*Iliade* et l'*Odyssée* d'artisans spécialistes (doreurs, teinturiers, menuisiers, etc.). Cette forme du travail ne s'est pas modifiée beaucoup dans la Grèce classique (vi^e-iv^e s.). Si les industries se sont multipliées, elles sont toujours exercées par des artisans qui travaillent dans des ateliers de dimension assez restreinte. C'est au iv^e siècle qu'apparaît la « manufacture » proprement dite. La fabrique de boucliers de Lysias occupe 120 ouvriers. Les gros capitaux qui existent déjà dans le commerce sont encore rares dans l'industrie. Quelques états cherchent à suppléer à cette insuffisance de capitaux et se font entrepreneurs; mais ce sont là des tentatives isolées que la mauvaise situation financière et les troubles politiques des états grecs ne permettent pas de pousser bien loin. A l'époque hellénistique, au contraire, apparaissent les grandes monarchies qui disposent de forces

économiques considérables. Celle des Ptolémées, en particulier, hérite des traditions bureaucratiques et de l'organisation des monopoles de l'ancien empire égyptien. L'esprit de suite qu'elle apporte dans sa politique économique semble indiquer qu'elle agit d'après des préoccupations théoriques.

Cette organisation des Ptolémées, ainsi que celle de l'Égypte romaine, a été étudiée spécialement par M. Chwostov dans son livre sur l'industrie et le commerce dans l'Égypte gréco-romaine. Comme de juste, cette étude est fondée entièrement sur l'interprétation des textes papyrologiques auxquels viennent s'ajouter quelques témoignages littéraires. Un premier chapitre nous montre ce qu'était l'industrie du tissage à l'époque pharaonique. Elle était concentrée dans un certain nombre de maîtrises qui se trouvaient soit dans le domaine royal, soit dans celui des temples, soit sur les terres des grands. Les artisans devaient payer aux propriétaires, quels qu'ils fussent, la dîme de leurs produits. Dès cette époque, la fabrication égyptienne conquiert les marchés de la Grèce et de l'Italie et se répand jusque dans les pays de la mer Noire. Ce commerce s'étend encore davantage sous les Ptolémées. Les étoffes ornées de dessins (*polymita*) sorties des fabriques d'Alexandrie, du Fayoum, de Panopolis, de Thèbes ont, dans les trois derniers siècles avant l'ère chrétienne, une réputation universelle. Or, la découverte des lois fiscales de Ptolémée Philadelphe a montré que l'industrie du lin était devenue le monopole de l'État. En s'emparant des temples et de leurs biens, les Ptolémées héritent des industries organisées sur leurs terres. Le roi se trouve presque l'unique propriétaire de l'Égypte; il lui fut donc facile de s'emparer du monopole de l'industrie. Pour certains produits, le gouvernement se contenta du monopole de la vente; pour d'autres, dont la fabrication exigeait des capitaux considérables (mines, huile végétale, brassage de la bière), il prit même le monopole de la fabrication. L'industrie du lin était placée sous un régime plus complexe. Les papyrus semblent montrer : 1° que l'État désignait dans chaque nome les emplacements où l'on devait semer le lin; 2° que le lin était laissé aux propriétaires qui le transformaient eux-mêmes ou le faisaient transformer en fil; 3° que le fil ainsi fabriqué était vendu aux tisserands, placés sous le contrôle de l'État; 4° que le travail de tissage achevé était livré à l'État, en partie ou en totalité. L'État avait donc en somme le monopole, non de l'industrie, mais du commerce du lin. Le régime de l'industrie lainière était encore différent. Le gouvernement se contentait de lever un impôt sur ses produits et de réquisitionner ce qui était nécessaire à ses besoins. Ainsi, le gouvernement des Ptolémées a apporté au monde antique ce qui lui avait fait défaut jusque-là : le capital. La concentration industrielle se traduit par l'apparition de grosses manufactures pour les industries monopolisées.

A l'époque romaine, au contraire, cette situation se modifia. Grâce à la prospérité de l'Égypte sous les Ptolémées, il s'était formé des capi-

taux privés. A partir de l'ère chrétienne, les capitaux de l'État n'ont donc plus le même rôle prépondérant. D'autre part, la technique des industries textiles s'est modifiée et la séparation n'existe plus entre celles de la laine et du lin. La mode est aux étoffes mixtes (vêtements de lin avec ornements de tapisserie, vêtements avec chaîne de lin et trame de laine) que l'on trouve en abondance dans les tombes d'Achmin-Panopolis et d'Antinoé. C'est à partir du II^e siècle de l'ère chrétienne que la momification disparaît et que l'on enterre les défunts avec leurs habits. Enfin, le coton et surtout les étoffes de soie importées d'Orient dans les ports de la mer Rouge se répandent de plus en plus. Pour toutes ces raisons, l'État romain a renoncé aux monopoles des Ptolémées. Il se contente de réquisitionner pour ses besoins (toile à voile, costumes de l'armée, etc.) des étoffes payées aux tisserands d'après un tarif fixé d'avance et de lever des impôts sur les produits industriels. L'impôt professionnel, *χεῖρωνόμιον*, qui existait déjà sous les Ptolémées pour les industries restées libres, est étendu à toutes les industries et les temples eux-mêmes qui ont des fabriques sur leur territoire y sont soumis. A côté des anciens ateliers d'artisans, on trouve dans l'Égypte romaine de grandes manufactures, ce qui suppose l'existence de capitaux privés assez importants.

Nous ne pouvons suivre l'auteur dans le détail de cette organisation sur laquelle les papyrus nous donnent des renseignements abondants. On lira avec un intérêt particulier le commentaire qu'il donne de neuf contrats d'apprentissage qui s'échelonnent depuis le règne d'Auguste jusqu'à la fin du III^e siècle. On y voit que ce n'est pas le patron qui est payé pour instruire l'apprenti, mais que c'est lui, au contraire, qui verse une somme aux parents ou au tuteur de l'apprenti. Un contrat (*Oxyrh.*, 725) stipule que l'apprenti a droit par an à vingt jours de fêtes chômées.

Des études comme celles de M. Chwostov jettent un jour lumineux sur l'organisation sociale du monde antique. Leur intérêt dépasse même le domaine de l'histoire économique. L'histoire des institutions et l'histoire de l'art elle-même trouveront dans ce tableau de l'organisation industrielle de l'Égypte les renseignements les plus précieux. Avec une méthode très sûre et sous une forme simple, l'auteur a rassemblé une masse considérable de faits dont il a donné une interprétation aussi nette que lui permettaient les lacunes et les incertitudes des documents dont on dispose. Des découvertes futures pourront modifier certains détails ou éclaircir certaines difficultés, mais il semble bien qu'il a caractérisé d'une manière définitive, et mieux qu'on ne l'avait fait avant lui, l'importante transformation apportée par la domination romaine au régime industriel de l'Égypte.

Louis BRÉHIER.

Mrs. Arthur STRONG. **Apotheosis and After Life, Three Lectures on certain phases of Art and Religion in the Roman Empire.** Londres, Constable et C^{ie}, 1915. 1 vol. gr. in-8°, xx-293 pages, avec 32 gravures et un index.

Apothéose et vie future, trois lectures sur différentes phases de l'art et de la religion sous l'Empire romain, tel est le titre des leçons faites en Amérique à plusieurs universités et à d'autres établissements, en vertu d'une fondation de l'Institut archéologique d'Amérique, par M^{me} Arthur Strong, adjointe à la direction de l'École anglaise de Rome, auteur d'un livre distingué, *Roman sculpture*. Elles sont précédées d'une lettre d'envoi très émue à un soldat français, Christian Mallet, et d'une préface adressée aux étudiants où, tout en admettant avec Strzygowski l'influence de l'Orient sur l'art de l'Empire, l'auteur lui reconnaît cependant une certaine originalité. La première leçon a pour titre : *Divus Augustus, l'influence de l'apothéose impériale sur la composition antique*. Elle montre par un nombre considérable d'exemples, interprétés avec une érudition et une finesse impeccables, l'évolution du motif central de la composition, représenté par un personnage vu de face. Très important dans l'art grec primitif, il disparaît ensuite, au moins dans la grande sculpture, par suite de l'absence dans la religion grecque d'un dieu suprême, au profit de la composition narrative, comme le montrent les frontons de la plupart des temples grecs. Il reprend cependant faveur à l'époque hellénistique et s'implante à Rome à la fin de la République, favorisé par le principe monothéiste de la religion romaine; il y acquiert ensuite un développement remarquable, surtout sous l'influence de l'apothéose impériale, dans la représentation de l'Empereur, placé au centre et de face, comme un Christ de majesté. C'est ce que prouve une liste considérable de bas-reliefs, de médaillons, de diptyques, à Rome et dans les provinces, depuis Auguste jusqu'à Justinien; au Bas-Empire, le Christ usurpe peu à peu la place de l'Empereur dans le motif central.

La deuxième leçon, *le Symbolisme de la vie future sur les pierres tombales romaines*, a pour suite la troisième leçon sur *l'Autre vie*. Elles donnent beaucoup plus que n'indique le titre, car elles étudient l'origine, le but, l'imagerie de la pierre tombale, le sens des représentations funéraires en Grèce, en Asie Mineure et dans le monde romain, depuis les temps primitifs jusqu'à la fin de l'Empire. Pour le monde oriental, les représentations de la pierre tombale, surtout sur les stèles mycéniennes et péloponésienes, indiquent d'abord, comme le mobilier de la tombe, une fonction magique et la croyance à une vie souterraine. Puis la réaction produite surtout dans l'Attique par la poésie homérique ne laisse plus à la tombe qu'une idée commémorative, sans rôle magique, sans croyance à l'immortalité de l'âme. Les anciennes conceptions se maintiennent cependant aux

époques classique et hellénistique dans l'Asie Mineure, surtout dans la Lyce, la Phénicie, à Chios, attestées par les scènes d'apothéose, par les emblèmes du transport de l'âme, chars, lions, sirènes, harpies. Dans le monde latin où les morts ne constituent primitivement qu'une masse amorphe d'esprits, de *mânes*, vivant à peu près comme dans leur ancienne existence, l'art sépulcral, d'abord très rudimentaire, s'enrichit peu à peu de figures de gisants, sous l'influence de l'art étrusque, puis de représentations de métiers et se transforme brusquement au dernier siècle de la République sous l'influence du pythagorisme, de l'orphisme, des religions orientales, du mithraïsme, tant à Rome que dans les provinces. La réaction contre le scepticisme philosophique, la croyance à l'immortalité de l'âme, à son apothéose, à la vie future sont partout attestées sur les tombes par les mêmes représentations symboliques dont l'auteur énumère et interprète un nombre considérable. Tels sont l'aigle et la couronne empruntés à l'apothéose impériale; les symboles mithraïques; la pomme de pin du culte d'Attis; la légende d'Orphée, de Persée et d'Andromède; les figures dionysiaques, Vénus et Adonis, les Bacchantes et les Satyres; les Dioscures, Hercule et Énée, les Néréides, les griffons, les créatures ailées de toutes sortes, le char, le bateau, les dauphins, les signes du zodiaque, les saisons, emblèmes du triomphe de l'âme, de son grand voyage, de son ascension; Rhea et Mars, symboles d'une hiérogamie entre l'âme et la divinité. C'est en ce sens symbolique que l'auteur interprète en particulier les peintures et les stucs des tombes des environs de Rome et le monument d'Igel.

Cette analyse sommaire ne peut donner qu'une idée imparfaite de l'érudition archéologique de l'auteur. C'est une contribution de premier ordre que par cette étude d'un nombre prodigieux de monuments elle a apportée tant à l'histoire de l'art qu'à l'histoire des idées religieuses dans l'antiquité. On pourra trouver cependant que son interprétation symbolique est souvent trop systématique. La bibliographie et l'illustration du livre sont excellentes.

Ch. LÉCRIVAIN.

H. G. RAWLINSON, M. A., J. E. S. Professor of English at the Deccan College, Poona. **Intercourse between India and the Western World from the earliest times to the fall of Rome.** Cambridge, University Press, 1916. 1 vol. in-8°, vi-136 pages, avec une carte, 4 gravures et un index.

M. Rawlinson a voulu écrire l'histoire succincte qui n'avait pas encore été faite des *Rapports entre l'Inde et le monde occidental depuis les temps les plus anciens jusqu'à la chute de Rome*. Le premier chapitre, consacré aux anciennes relations entre les vallées de l'Indus, de l'Euphrate et du Nil jusqu'à la chute de Babylone, utilise d'abord les inscriptions cunéiformes des Hittites et des Assyriens,

décrit les routes commerciales, le rôle de Babylone, des flottes phéniciennes qui allaient à Ophir, sur la côte d'Oman, les objets exportés de l'Inde, animaux, végétaux, métaux, pierres précieuses, dont les noms grecs, hébreux, égyptiens ont des racines hindoues, la ressemblance des écritures brahmanique et sémitique, l'influence sur l'Inde de la mythologie et de l'astronomie chaldéennes. La période perse remplit le second chapitre. C'est à la conquête de la vallée de l'Indus par Darius que la Grèce doit sa connaissance de l'Inde, tous les renseignements fournis par Hécatee de Milet, Scylax et surtout Hérodote, source excellente, et Ctésias, rempli d'absurdités. La Perse a exercé une certaine influence sur l'architecture bouddhique d'Asoka. Au chapitre III, l'auteur examine les souvenirs laissés dans l'Inde par l'expédition d'Alexandre, la fondation de la dynastie Maurya par Sandracotta (Chandragupta), ses rapports avec les Séleucides et les Ptolémées, le caractère grec de plusieurs de ses institutions; puis il critique longuement les données, généralement bonnes, malgré quelques erreurs, de Mégasthène. Il examine dans les deux chapitres suivants le rôle de la Bactriane, l'histoire très souvent conjecturale des dynasties grecques et demi-grecques qu'elle fonde dans le Pendjab au II^e siècle av. J.-C., la lente disparition de l'élément grec; puis les rapports commerciaux entre l'Inde et l'Égypte sous les Ptolémées, le voyage d'Eudoxos, la valeur des renseignements fournis à Ératosthène par Patroclès. Les deux chapitres consacrés ensuite aux rapports de l'Inde avec l'Empire romain étudient les routes commerciales anciennes et nouvelles; l'invasion dans l'Occident des produits de l'Inde: épices, parfums, drogues pharmaceutiques, soieries, pierres précieuses; le drainage ruineux du numéraire qui en est la conséquence; les renseignements sur l'Inde fournis par les géographes et les auteurs de tout ordre, Strabon, Nicolas de Damas, Dion Chrysostome, Pline l'Ancien, l'auteur du *Périple de la mer Rouge*, Ptolémée, Clément d'Alexandrie, un papyrus d'Oxyrrhynchos sur le voyage de Chariton, Cosmas Indicopleustès, Bardesane, le pseudo-Callisthène; les ambassades envoyées par des princes hindous à Auguste, à Trajan; la découverte importante du régime des moussons à l'époque de Claude par Hippalos; l'influence du bouddhisme sur le christianisme, surtout pour le monachisme et le culte des reliques. Le dernier chapitre renferme le résumé du livre et les conclusions. Avant Alexandre, la Grèce n'a connu l'Inde que très superficiellement par les Phéniciens et les Perses; la première philosophie grecque et le pythagorisme ne viennent donc pas de l'Inde, mais de l'Égypte. Après Alexandre, l'Inde a fourni des éléments importants au néo-platonisme, au manichéisme, au gnosticisme; elle ne paraît avoir fourni au christianisme que l'ascétisme, le monachisme, le culte des reliques, le rosaire; à la littérature que les fables de Bidpay et quelques histoires et apologues bouddhistes dans *Barlaam et Josaphat*. Les civilisations grecque et romaine n'ont pas exercé non plus sur l'Inde une influence profonde,

durable. La thèse des emprunts du théâtre hindou au théâtre grec ne paraît pas fondée. La réception et l'imitation de monnaies grecques et romaines, la décoration de monuments et de monastères bouddhistes par des artistes grecs de l'Asie Mineure, surtout sous les Mauryas et les Kouschans, l'usage des données de l'astronomie grecque sont à peu près les seules traces de l'influence occidentale. On voit quel est l'intérêt de l'esquisse tracée par M. Rawlinson. Sans traiter à fond le sujet, elle sera cependant fort utile. Par l'Égypte et la Chaldée, l'Inde n'a-t-elle pas eu plus d'influence que ne le dit M. Rawlinson sur les débuts de la pensée grecque? Sa bibliographie manque de dates, estropie les noms de Burnouf, d'Oldenberg. L'illustration est bonne.

Ch. LÉCRIVAIN.

Nevill FORBES, Arnold J. TOYNBEE, D. MITRANY, D. G. HOGARTH.

The Balkans. A history of Bulgaria, Serbia, Greece, Rumania, Turkey. Oxford, Clarendon Press, 1915. In-12, 407 pages.

Bien que rédigée en 1915, cette histoire générale de la péninsule des Balkans n'est déjà plus au courant, tant les événements marchent vite! Le plan géographique a été préféré au plan chronologique et chacune des cinq nationalités principales des Balkans est l'objet d'une monographie confiée à un spécialiste. La préface nous avertit que les collaborateurs, pressés par les événements, n'ont pu s'entendre complètement sur le terme de leur travail. De là, des divergences regrettables. Les chapitres sur la Bulgarie et la Serbie, rédigés les premiers, s'arrêtent à la fin de 1913. L'histoire de la Grèce et celle de la Roumanie s'achèvent aux derniers mois de 1914 et celle de la Turquie va encore un peu plus loin. Il eût été prudent, au moins pour une première édition, d'arrêter les événements à la veille de la guerre actuelle. D'ailleurs, malgré ce défaut d'entente sur le terme chronologique, l'ouvrage a une véritable unité et les mêmes qualités de netteté et de bonne information se retrouvent dans les études successives sur les Bulgares, les Serbes, les Grecs, les Roumains, les Turcs. Destiné au grand public, ce livre rendra de très grands services en exposant d'une manière assez complète et concise sans sécheresse l'origine et la nature des problèmes de la politique balkanique avant la guerre de 1914. Un premier chapitre étudie la répartition des races dans la péninsule et résume à grands traits la période antique. Une importance décisive paraît être attachée à la frontière établie par le fameux partage de 395 : ce n'est en réalité qu'une limite administrative, et, comme le montre l'auteur (pas assez complètement peut-être), tout le nord-ouest de la péninsule a un fond de culture latine. L'histoire primitive des différents peuples est en général bien au courant. A propos des Bulgares cependant, on eût pu mentionner la première capitale d'Aboba

Pliska que les fouilles des archéologues russes ont permis de reconstituer. La division entre les Serbes et les Croates est expliquée en partie par la division de 395. Est-ce bien exact? (p. 82-83). Le caractère de la politique autrichienne à l'égard des Serbes entre 1903-1908 est exposé avec beaucoup de clarté. Le chapitre sur la Grèce étudie d'une manière très intéressante la formation de la nationalité hellénique moderne et le changement des Hellènes en Romains pendant le moyen âge (p. 170). Est-il vrai que le symbole d'Athanase soit la dernière formule de philosophie grecque, l'église Sainte-Sophie la dernière création de l'art grec? Il y a là quelque paradoxe. Les événements auxquels nous assistons ont donné un cruel démenti au titre du dernier chapitre : « The Consolidation of State », qui caractérise très bien d'ailleurs la politique patriotique et prévoyante de Venizelos, mais s'arrête à octobre 1914. De même, le tableau du développement de la Roumanie moderne se lit avec grand intérêt. Le dernier chapitre : l'Attitude roumaine, semble blâmer des hésitations qui paraissent aujourd'hui explicables. L'histoire des Turcs est présentée en un excellent résumé. Dans le dernier chapitre, l'auteur se défend d'être prophète et conclut que le gouvernement osmanli dispose encore de trois forces : Constantinople, le califat (tout a fait compromis depuis que le livre a paru), l'esprit courageux de son armée. Il eût été intéressant et nécessaire de montrer d'une manière plus complète le développement des plans austro-germaniques à Constantinople.

LOUIS BRÉHIER.

P. BOISSONNADE. *Histoire de Poitou*. Paris, Boivin et C^{ie}, 2^e édition, 1915. Petit in-8°, viii-312 pages et 16 planches. Prix : 3 fr. 50. (*Les Vieilles provinces de France*.)

Terre de passage entre le nord et le midi, entre l'ouest et le centre, le Poitou est le champ clos où s'est décidé à cinq reprises différentes le sort même de la France. Ce qui caractérise l'abrégé historique de M. Boissonnade, c'est la rigueur de sa méthode, éminemment didactique et pédagogique, par quoi il ne s'adresse pas seulement au grand public comme livre de lecture, mais aussi aux élèves des écoles normales et primaires supérieures comme manuel d'histoire locale. Certes, M. Boissonnade est loin d'être un vulgarisateur de profession. Étudiant l'histoire poitevine de première main et en faisant l'objet d'un cours public à l'Université de Poitiers, l'auteur eût pu sans grand effort procurer aux érudits poitevins une histoire critique et documentaire de leur province. Mais, appelé à écrire pour la généralité des lecteurs français une œuvre claire et accessible, il s'en est acquitté avec honneur. L'exposé, synthèse harmonieuse de faits particuliers et d'idées générales, se lit sans fatigue et même avec agrément, bien que l'historien du Poitou ait consacré plus de la moitié de son volume

à la période médiévale. L'auteur excelle dans le portrait : ceux de la reine Aliénor, de Henri II Plantagenet et de Louis VII se détachent avec une vigueur particulière. A côté de l'histoire des faits et des princes, M. Boissonnade donne une large place à l'histoire des idées et des classes; ayant choisi pour bon nombre de ses publications antérieures des sujets d'histoire économique et sociale, il se complait, dans un précis d'histoire générale du Poitou, sans négliger toutefois l'exposé des événements capitaux — par exemple le récit de la campagne triomphale de Du Guesclin dans l'ouest — à nous brosser en de larges fresques les tableaux de la civilisation poitevine aux différentes époques de son évolution et plus particulièrement encore à nous dépeindre les modes d'existence agricole, industrielle ou commerciale, propres à sa région et à chaque période de son histoire. M. Boissonnade est là sur un terrain familier et nul mieux que lui ne sait rassembler et distribuer les détails qui nous font revivre aux dates importantes pasteurs et forestiers, laboureurs et vignerons du Bocage, de la Gâtine et du Poitou calcaire; bergers et pêcheurs, sauniers et navigateurs du marais vendéen et du littoral maritime.

Peut-être, dans l'ascension du tiers état rural vers la vie politique, l'auteur n'a-t-il pas suffisamment marqué, pour la période du moyen âge, le rôle des affranchissements collectifs et individuels. Peut-être n'a-t-il pas fait ressortir comme il convenait les traits caractéristiques de l'école architecturale poitevine. Mais l'ensemble révèle une documentation de choix, un effort de coordination vraiment heureux et un talent d'exposition indéniable; au total, livre de haute vulgarisation scientifique, un des meilleurs de la collection des vieilles provinces de France¹.

Jean RÉGNÉ.

David THOMPSON. *Narrative of his explorations in Western America, 1784-1812*. Edited by J. B. TYRRELL. Toronto, t. XII des publications de la « Champlain Society », 1916. In-8°, xcviii-582 pages.

D. Thompson est un Anglais d'origine galloise; il naquit à Westminster en 1770 et, après des études très sommaires à Londres, il

1. Il est regrettable que des raisons d'économie aient déterminé les éditeurs à supprimer, dans certains volumes de la collection, la table des illustrations et le sommaire des chapitres. Il l'est bien davantage qu'ils aient jugé superflu de munir chaque histoire provinciale d'une bibliographie à jour, montrant sur chaque question et pour chaque période l'état actuel de la science historique; les auteurs n'auraient pas mieux aimé sans doute que de faire figurer en tête de chaque chapitre une liste des principales sources, comme dans l'*Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee; les lecteurs intelligents en auraient fait leur profit, sans compter qu'il y aurait eu là un hommage rendu au labeur obscur, fastidieux quelquefois, mais toujours utile, de l'érudition locale.

entra au service de la Compagnie de la baie d'Hudson (1784). Il avait alors tout juste quatorze ans; mais il paraît s'être vite accoutumé à la rude vie que lui imposa le commerce des fourrures, car jamais il ne se plaint de ses fatigues dans un pays inhospitalier. Vivant au milieu des Indiens, il entra bientôt en relations intimes avec eux et, dans ses souvenirs, il donne de nombreux détails sur leur vie et leurs croyances. Ce qui l'intéresse plus encore que les mœurs des indigènes, c'est l'étude des pays que ses incessants voyages l'amènent à traverser. Autant qu'il peut, il prend des observations météorologiques et astronomiques; ses calculs ont été faits avec tant de soin et d'intelligence que des explorateurs mieux outillés n'ont pu y apporter de nos jours que d'insignifiantes corrections. M. Tyrrell ne craint pas d'écrire de lui cet éloge: « The greatest practical land geographer that the world has produced. » Mais la Compagnie avait plus besoin de fourrures que de travaux scientifiques et, après avoir passé treize années à ses gages (il recevait un salaire de 60 livres par an, le plus élevé que l'on payât alors à un employé), il quitta la Compagnie de la baie d'Hudson et passa au service d'une Compagnie rivale, celle des marchands du Canada. Celle-ci se proposait d'étendre ses affaires le plus loin possible dans la direction de l'ouest et il lui fallait faire explorer le pays pour ouvrir des routes nouvelles au commerce. Plus tard, Thompson fut chargé de déterminer soit la 49^e parallèle de latitude que le traité de 1792 avait marquée comme limite entre les États-Unis et l'Amérique britannique, soit les positions des postes de commerce établis par la Compagnie. Aussi le voyons-nous parcourir à pied, à cheval, en canot l'immense région qui s'étend à l'ouest du lac Supérieur, vers les sources du Mississipi et, à travers les Montagnes rocheuses, jusqu'à la rivière Colombia qui l'amena sur les côtes mêmes du Pacifique; sur les bords de cette rivière, qu'aucun Européen n'avait visitée avant lui, il fonda de nouveaux postes (1811) et revint à Montréal (1812). Il ne devait plus revoir le théâtre de ses anciens exploits; mais, s'il ne fit plus de nouveaux voyages de découvertes, il dressa la carte du Canada occidental (1813-1814) et fut encore employé à d'importants travaux de géodésie. Ses dernières années furent attristées par des revers de fortune; il tomba dans la plus extrême misère et mourut à quatre-vingt-sept ans, le 10 février 1857. Il laissait en manuscrit une relation de ses voyages, rédigée après son retour dans les régions civilisées du Canada oriental, et les carnets de voyage où il avait noté au jour le jour ses observations sur la situation géographique, les habitants, la flore et surtout la faune des pays traversés. Cette œuvre est d'une haute valeur scientifique et la Société Champlain a été bien inspirée en publiant le texte du récit avec de nombreuses cartes et vues photographiques des régions décrites. M. Tyrrell, que ses fonctions ont obligé de refaire en partie l'itinéraire de Thompson et de vérifier ses calculs, était particulièrement qualifié pour nous en donner une édition définitive.

Malgré l'aridité des observations techniques recueillies par Thom-

son, le récit n'est pas dénué d'un certain charme. Ce qu'il dit des Indiens intéressera les historiens; les géographes tireront parti de ce qu'il raconte sur les voies commerciales parcourues ou découvertes par lui. Bien qu'il parle à peine de lui-même, Thompson nous touche par sa modestie, sa candeur, sa piété, sa sympathie pour les indigènes (il s'opposa toujours au trafic des spiritueux qui les abrutissaient), ses prévisions sur l'avenir réservé aux pays encore sauvages qu'il traversait : « Ce que le Nil fut dans l'antiquité pour le développement des arts et des armes », écrit-il (p. 280), « la noble vallée du Mississipi le fera, moins le stérile travail des Pyramides et autres œuvres semblables; sa population anglo-saxonne dépassera les Égyptiens dans tous les arts de la vie civilisée et dans l'établissement d'une religion pure. Ces prédictions d'un voyageur solitaire et inconnu se vérifieront certainement » (1798).

Ch. BÉMONT.

Julien BONNECASE. La Faculté de droit de Strasbourg (4^e jour complémentaire an XII-10 mai 1871). Ses maîtres et ses doctrines. Sa contribution à la science juridique française du XIX^e siècle. Toulouse, imprimerie et librairie Édouard Privat, 1916. In-8°, 286 pages.

Au cours d'études sur l'histoire du droit en France au XIX^e siècle, M. Bonnecase avait eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois les maîtres de l'Université de Strasbourg et de constater le rôle important qu'ils ont joué dans la constitution de notre science juridique. L'idée lui est venue de reconstituer leur œuvre dans son ensemble et de retracer la vie de la Faculté de droit de Strasbourg depuis sa réorganisation par le décret du 4^e jour complémentaire an XII jusqu'à sa disparition en 1870-71. On ne peut que le féliciter d'avoir retracé, en ces pages fort attachantes, tout un côté de la vie intellectuelle de l'Alsace au XIX^e siècle et d'avoir fait justice des appréciations malveillantes dont elle a été l'objet de la part de certains historiens.

La première partie du livre a trait aux origines de la Faculté de droit de Strasbourg, à son histoire pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, aux transformations qu'elle a subies pendant la période révolutionnaire; ici, nous noterons seulement, pour l'originalité du fait, la présence à Strasbourg, à la Faculté de philosophie, dès le XVIII^e siècle, d'une chaire où l'on enseignait le droit des gens et l'histoire diplomatique, qu'illustrèrent Schoepflin, puis son élève Koch, un des précurseurs des maîtres du XIX^e siècle. Ceux-ci, presque tous originaires d'Alsace-Lorraine, sont, à la Faculté de droit, des figures universitaires d'une belle tenue et M. Bonnecase a su fort bien les faire revivre. Parmi eux se détachent surtout Arnold, doyen de 1820 à 1829, esprit universel,

historien et auteur comique à ses heures, le célèbre auteur de *Pfingstmontag*, qui enseigna avec un égal bonheur le droit romain, le droit public et le droit commercial, — Schützenberger, titulaire de la chaire de droit administratif, qui fut un personnage à Strasbourg sous la monarchie de Juillet, — Klimrath, mort prématurément en 1837, qui, bien qu'il n'ait pas été pourvu d'une chaire à la Faculté, mérite d'être classé parmi ses maîtres dont il reflète toutes les tendances juridiques. — Eschbach, une des illustrations du barreau, auteur d'une excellente *Introduction à l'étude du droit*, — Rau, également avocat et professeur, dont les souvenirs d'audience animaient au plus haut point les leçons juridiques, — le doyen Aubry qui, pendant les vingt dernières années, a incarné la Faculté, lisant, à chaque séance de rentrée, des rapports dont quelques-uns sont des chefs-d'œuvre. Tous ces maîtres ont un trait commun, l'amour de la France; aucun d'eux n'a voulu faire partie de l'Université allemande. D'ailleurs, leur enseignement a avant tout un caractère national et s'inspire de la plus pure érudition française : l'un d'eux, Hepp, a protesté en termes véhéments contre l'intrusion des conceptions et des méthodes germaniques en France. M. Bonnecase cite avec raison un long passage de son *Essai sur la réorganisation de l'enseignement du droit en France*; on eût souhaité que le témoignage de Hepp fût accompagné de quelques autres aussi probants, il apparaît comme un peu isolé et pourrait être classé comme une exception par ceux qui ont tendance « à considérer l'Alsace intellectuelle comme un terrain de transfusion réciproque pour les idées allemandes et les idées françaises ». Nous n'en restons pas moins persuadé avec l'auteur que « jamais l'organisation universitaire d'outre-Rhin ne tenta les dirigeants de Strasbourg ». Leur enseignement est bien conçu, suivant les méthodes françaises : il a pour but, comme le disait Klimrath en 1833, « de former des juges, des avocats, des notaires, mais avant tout des hommes et des citoyens »; il est, en même temps, « progressif et réaliste »; dès 1845, une délibération de la Faculté envisage la création, à côté de l'enseignement ordinaire, d'une section de sciences politiques et met ainsi en avant les grandes lignes de notre organisation actuelle.

A côté des méthodes d'enseignement en usage à Strasbourg, M. Bonnecase étudie aussi — et c'est peut-être la partie la plus intéressante de son livre — les conceptions juridiques qui y prédominèrent. Après avoir montré que la Faculté cultiva la science du droit sous le triple aspect qu'elle peut et doit revêtir, exégétique et législatif, historique, philosophique » (il semble que l'histoire du droit ait donné lieu à des aperçus particulièrement nouveaux), il s'attache à prouver que la doctrine de la Faculté de droit de Strasbourg est essentiellement française comme son enseignement. Elle s'oppose à la théorie germanique, suivant laquelle le droit n'est qu'un moyen de gouvernement, une expression de la volonté des gouvernants; elle se rallie à la notion métaphysique du droit qui a inspiré la Révolution française et qui rattache le droit à « une notion placée en dehors du domaine de l'expé-

rience, à laquelle nous parvenons à l'aide de la raison, en partant des faits et de l'évolution historique ». Cette conception, qui est celle de Klimrath, de Schützenberger, d'Aubry, de Rau, fait du droit quelque chose d'éternel, d'universel et d'immuable qui plane sur le monde sans distinction des peuples ni des nations. M. Bonnetcase a été fort heureusement inspiré en rapprochant de la doctrine juridique de la Faculté de droit de Strasbourg la protestation des députés d'Alsace-Lorraine qui n'est en somme que l'application tangible de cette doctrine.

Ce livre, rédigé avant la guerre, prouve à quel point la vie intellectuelle de l'Alsace a été en parfaite communion avec celle de la France pendant tout le XIX^e siècle. La thèse qui y est développée d'un bout à l'autre paraît indiscutable et les arguments qui contribuent à l'établir sont décisifs. Peut-être seulement, comme nous l'avons remarqué plus haut, eût-elle été plus convaincante encore si l'auteur, au lieu de choisir quelques textes caractéristiques dont la citation remplit parfois plusieurs pages, avait apporté une documentation plus riche, en se contentant de transcrire les passages vraiment essentiels. Cette réserve n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage qui pourra guider très heureusement ceux qui auront charge de ressusciter à Strasbourg la Faculté française de droit.

Augustin FLICHE.

H. HAUSER. Les méthodes allemandes d'expansion économique.

Paris, A. Colin, 3^e édition, 1917. In-16, 290 pages. Prix : 3 fr. 50.

Le livre de M. Hauser arrive au bon moment, il dit les choses qu'il faut dire et il les dit comme il faut les dire. Résumer en 300 pages les éléments essentiels du succès économique de l'Allemagne; décrire le rôle des banques, des cartels, de l'association entre la science et l'industrie, de la réclame, de la propagande privée, de l'action de l'État sur cette expansion triomphale; déterminer ce qui est légitime dans ces méthodes, et ce qui l'est moins, ce qui est imitable et ce qui ne l'est pas et faire tout cela en conservant, dans la vivacité du style, la justesse des appréciations et l'exactitude de l'information — c'est un tour de force. Ce qui importe dans ce livre, ce sont moins les faits, dont presque tous étaient connus des spécialistes, que les jugements. On savait avant la guerre ce que faisait l'Allemagne. Mais on affectait de n'y voir qu'un phénomène passager ou secondaire. La phrase du « colosse aux pieds d'argile » était la consolation facile dont se payaient ceux qui, capables de voir, ne se sentaient pas le courage de faire aussi bien ou mieux. Contre cette illusion d'avant-guerre, qui risque, si on laisse le champ libre à certains faux prophètes, de redevenir celle de l'après-guerre, M. Hauser proteste en des termes mesurés, mais parfaitement clairs : « L'Allemagne de demain sera une réalité économique. Avec cette réalité, nous serons obligés de compter. Et cette réalité restera menaçante, car l'Allemagne vaincue ne renoncera ni à

ses ambitions ni à ses méthodes » (p. 269). Rien de plus vrai. Et pour simplement « tenir le coup », pour simplement maintenir notre rang, il nous faudra adopter plus d'une de ces méthodes. Sur ce point, M. Hauser pourra peut-être, dans une prochaine édition, ajouter un chapitre à son livre cependant si plein de choses. Parmi les raisons du succès de l'Allemagne, il en est une sur laquelle on ne saurait assez insister : c'est sa remarquable presse technique et professionnelle. L'Allemagne a toujours été parfaitement informée. Les savants français qui utilisent ses revues scientifiques ne l'ignorent pas. Ce que l'on sait moins, c'est que ses industriels et ses commerçants ne sont pas moins bien renseignés et ne tiennent pas moins à l'être que ses savants. A cet égard, disons-le sans ambages, nos commerçants et nos industriels dans leur grande masse ont tout à apprendre. L'information rapide, complète, surtout exacte, c'est là peut-être ce qui nous manque le plus et ce que les Allemands ont su organiser avec le plus de perfection. M. Hauser, historien très au courant des réalités économiques, pourrait mieux que personne montrer le rôle que les méthodes d'enseignement historique allemandes ont joué dans la mise au point de l'information commerciale. La recherche des documents historiques, leur critique, leur comparaison ont souvent admirablement préparé ces secrétaires de Chambres de commerce, d'associations industrielles et commerciales, d'offices de renseignements qui sont une des forces de l'industrie et du commerce allemands. Un des anciens camarades du signataire de ces lignes au séminaire historique de Lamprecht à Leipzig est aujourd'hui secrétaire à Berlin de la grande Association des banques et banquiers présidée par Riesser. C'est un exemple entre mille. Bien entendu, nous ne proposons pas de faire faire des études historiques à tous les jeunes commerçants français. Mais si l'on trouvait le moyen de généraliser le goût et l'art de se « tenir au courant » que jusqu'ici quelques chefs d'industrie sont seuls à posséder chez nous, et si l'on en fournissait à tous les moyens méthodiques, l'industrie et le commerce français ne s'en porteraient que mieux.

Charles RIST.

Frank F. ROSENBLATT. **The Chartist movement in its social and economic aspects.** Part. I. In-8°, 248 pages. (Studies in history, economics and public law edited by the Faculty of Political Science of Columbia University. Vol. LXXIII. New-York, The Columbia University Press, 1916.)

Preston W. SLOSSON. **The decline of the Chartist movement.** In-8°, 216 pages. (Ibid.)

Harold U. FAULKNER. **Chartism and the Churches, a study in democracy.** In-8°, 152 pages. (Ibid.)

Le chartisme est décidément à la mode. Après une longue période

d'indifférence, ces dernières années ont vu paraître, en France et en Allemagne, plusieurs ouvrages importants, auxquels l'Amérique vient d'ajouter trois études qui sont loin d'être sans mérite.

Celle de M. Rosenblatt est la première partie d'une histoire du chartisme. Le récit proprement dit n'ajoute que peu de chose à nos connaissances, mais l'auteur a étudié avec plus de soin qu'on ne l'avait fait jusqu'ici l'origine des « six points » fondamentaux de la charte (suffrage universel, parlements annuels, égalisation des districts électoraux, suppression du cens d'éligibilité, scrutin secret, paiement des députés) qu'il faut faire remonter pour la plupart à des projets de réforme antérieurs à la Révolution française. Les causes du mouvement chartiste, ses relations avec la domination des whigs et le règne de la classe moyenne, avec la réforme de la loi des pauvres, avec la théorie et la pratique du *laissez faire* économique sont également l'objet de chapitres substantiels; celui qui est intitulé « Misère générale » est un bon exposé de l'état des classes ouvrières en Angleterre vers 1839.

M. Rosenblatt a tracé des principaux chefs du mouvement des portraits originaux, mais qui prêtent à la critique. Son admiration pour O'Connor, et même pour les partisans de la « force physique », est bien difficile à justifier, et plus d'un lecteur sera tenté de relire, comme antidote, les pages que M. Dolléans a consacrées au même sujet et où il exprime des opinions exactement opposées. Peut-être est-ce dans un juste milieu que l'on finira par rencontrer la vérité.

L'ouvrage de M. Slosson commence à peu près à la date où s'arrête M. Rosenblatt. Mais M. Slosson ne s'est pas proposé de faire un récit suivi des destinées du chartisme depuis 1842, date de l'apogée, jusqu'à 1854, date de la disparition; son ouvrage est avant tout la recherche des causes qui ont amené la décadence du mouvement. Ces causes sont nombreuses, et beaucoup d'entre elles sont très apparentes : maladresse ou incapacité des chefs, divergence de vues sur le but économique à atteindre, hostilité de la Chambre des Communes, où les chartistes ne surent pas se ménager des appuis, etc. Ces causes n'expliquent pourtant pas le fait essentiel : l'enthousiasme des masses pour le chartisme à certaines époques, leur indifférence à d'autres et finalement leur désertion. C'est que les classes ouvrières ne s'intéressaient vraiment aux réformes politiques demandées dans la charte que parce que ces réformes devaient avoir pour conséquences des réformes sociales et économiques; la question était pour elles, suivant le mot d'un des chefs, une « question de couteau et de fourchette ». Aussi voit-on la puissance du chartisme augmenter ou diminuer suivant que le pays est plus ou moins prospère; les grandes manifestations suivent de très près les périodes de dépression économique; l'agitation s'affaiblit, au contraire, lorsque les conditions deviennent meilleures. La véritable cause de la décadence du chartisme est donc l'amélioration de la condition des classes ouvrières après 1842, que M. Slosson étudie dans le chapitre central de son livre.

Une des raisons de l'insuccès du chartisme a été l'hostilité des sectes religieuses qui, comme le montre M. Faulkner, ont presque toutes pris officiellement position contre lui. Non seulement l'Église établie, que les chartistes menaçaient directement par leur projet de séparation de l'Église et de l'État, mais même les sectes dissidentes, et tout particulièrement les méthodistes, s'entendaient pour prêcher le respect des pouvoirs existants et pour déclarer que le principal souci du chrétien sur cette terre devait être le salut de son âme. De leur côté, les chartistes essayèrent de fonder des églises particulières, dans lesquelles on priait Dieu pour la conversion des évêques et du clergé; leurs orateurs ne laissaient passer aucune occasion de dauber sur les « gentlemen habillés de noir » et de montrer jusqu'à quel point ils avaient délaissé les enseignements du Christ, sur lesquels reposaient, assurait-on, les doctrines essentielles du chartisme. Le parti put donc faire des conquêtes individuelles dans les milieux ecclésiastiques, mais ce n'est guère que dans quelques petites sectes, comme les baptistes et les unitaires, qu'il rencontra des sympathies plus étendues. Partout ailleurs, l'attitude des sectes fit voir clairement que religion et classe moyenne allaient ensemble en Angleterre.

Le travail de M. Faulkner se termine par une bibliographie très complète. Ni lui ni M. Slosson ne mentionnent cependant l'ouvrage de Buret (*la Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, 2 vol., 1840) qui a servi de base au célèbre volume d'Engels sur la condition de la classe ouvrière en Angleterre.

En résumé, cet ensemble de travaux fait honneur aux auteurs et aussi à l'enseignement de l'Université Columbia; il faut avouer que la plupart des thèses économiques qui sortent de nos facultés de droit soutiendraient malaisément la comparaison.

D. PASQUET.

Daniel BELLET. Le commerce allemand. Apparences et réalités.
Paris, Plon, 1916. In-16, 318 pages.

Étude très poussée, où l'on retrouve cette connaissance des faits, cette richesse et cette exactitude de la documentation qui caractérisent M. Daniel Bellet.

M. Daniel Bellet appartient à l'École orthodoxe et il voudrait bien sauver du naufrage les débris de l'économie libérale. Mais il y a en cet esprit lucide et ferme quelque chose de plus fort que le respect de la doctrine, c'est le respect des réalités. A tout instant, il nous montre que la politique économique suivie par l'Allemagne faussait le jeu des lois économiques et que, par conséquent, se fier à l'action normale de ces lois était pour les concurrents de l'Allemagne une duperie.

Enregistrons quelques-unes de ces déclarations : « Politique qui est précisément une politique de combat au sens à peu près littéral du

mot » et qui a « acculé l'Allemagne à la guerre ». — Avec les Allemands pour rivaux, « on devait inévitablement arriver à suivre les méthodes de guerre dans le développement commercial ». — Ailleurs, on dénonce « cet artificiel, cette politique de conquête commerciale qui était réellement dans la pensée des Allemands ». — P. 75 : « Encore une fois c'était de la guerre, un ensemble d'opérations réglées systématiquement, dans le dessein bien arrêté d'anéantir l'adversaire... »

On ne saurait mieux dire. — Le « laissez faire » aurait voulu qu'on se réjouît de voir s'ériger en France des filiales d'usines allemandes. M. Bellet est trop avisé pour n'avoir pas aperçu le danger : « Il y avait donc », dit-il, « une part de vérité dans les affirmations de ceux qui s'inquiétaient de voir l'Allemagne s'introduire si largement sur notre marché intérieur. »

Au reste, M. Bellet proteste avec raison contre certaines exagérations. Il montre qu'il était injuste de parler, avant la guerre, de décadence du commerce français. Progrès trop lent eût été plus exact, plus lent que nos rivaux. Mais je suis moins sensible que lui à la nécessité de ne pas frapper trop fort, de ne pas secouer trop brutalement nos apathies. En pareille matière, on en rabattrait toujours assez.

M. Bellet montre aussi tout ce qu'il y avait d'artificiel, de factice même dans certains succès apparents de l'Allemagne. Il montre combien les méthodes allemandes étaient dangereuses ; elles conduisaient fatalement à une tension excessive, d'où la guerre devait sortir. Il n'est pas à craindre que la même chose se passe chez nous. Et M. Bellet fait très bien le compte des méthodes que nous pouvons, sans péril, et aussi sans manie d'imitation servile, emprunter à l'Allemagne. « Il faut tirer un enseignement de l'ennemi pour mieux lutter contre lui demain sur le terrain pacifique ». Le livre de M. Bellet sera un très bon manuel pour ceux qui auront à mener cette lutte.

Henri HAUSER.

F. CHAPSAL, A. MILLERAND, F. GUILLAIN, F. DELOMBRE, A. MARVAUD, H. DE PEYERIMHOFF, Pierre GUÉBHARD, Ch. DE LASTEYRIE. **Intérêts économiques et Rapports internationaux à la veille de la guerre.** Paris, Félix Alcan, 1915. In-16, 269 pages. (*Bibliothèque d'histoire contemporaine.*)

Recueil des conférences faites à la Société des anciens élèves de l'École libre des sciences politiques au début de 1914. A chaque conférence fait suite et parfois répond un « discours » du président de séance. Les circonstances actuelles donnent un certain intérêt à ces manifestations d'avant-guerre. Les sujets étaient : la Diplomatie et les Relations commerciales, Entreprises et capitaux français à l'étran-

ger, Entreprises et capitaux étrangers en France, l'Évasion fiscale et le mouvement international des capitaux.

Ce qui frappera le lecteur, c'est de constater chez les conférenciers (à l'exception de M. de Peyerimhoff) une méconnaissance presque absolue des réalités redoutables dont était grosse l'année 1914. Enfermés dans les « saines » doctrines de l'économie orthodoxe, ils se refusaient à voir que l'Allemagne nous faisait déjà la guerre avant de l'avoir déclarée. M. Marvaud se réjouissait de dire que le temps était loin « où les peuples recouraient parfois à la force des armes pour s'imposer les uns aux autres leurs tarifs de douanes ». Il célébrait la mort du *colbertisme*, lequel domine aujourd'hui la politique économique de la *Mitteuropa* comme celle des Alliés. Trois mois avant l'attentat de Serajévo, M. Pierre Guébbard écrivait avec tranquillité : « L'existence en France d'entreprises étrangères par leurs capitaux ou leur direction n'est pas un phénomène artificiel...; elle est la conséquence logique et inéluctable de la nature de notre sous-sol. » Il nous encourageait à laisser le champ libre, en certains domaines, « à des nations diversement spécialisées ». Il prenait très aisément son parti de l'accaparement des gisements normands par les Allemands; « le minerai », ajoute-t-il, « ne présentait qu'un intérêt secondaire pour la plupart de nos sociétés métallurgiques ». Il se déclarait satisfait par l'existence d'une « société française des Mines de fer » et par ce qu'il appelait, sans rire, « la francisation des Hauts Fourneaux de Caen... ». Il apparaît donc qu'aucune inquiétude sérieuse ne saurait être justifiée par la pénétration des intérêts étrangers dans nos mines de fer ». Au contraire, il se félicitait de voir les Allemands s'installer à Caen, à Diélette, comme à Briey, « laissant ainsi entre nos mains une garantie de sécurité pour nos entreprises établies dans leur pays ». Ah! le bon billet...

M. Guébbard se consolait de ce que 70 % des employés des hôtels de la côte d'Azur fussent allemands en se disant que ces hôtels attiraient une clientèle riche. Il ne voyait pas que le danger des usines allemandes établies chez nous, c'était précisément leur rôle, en apparence modeste, de simples « ateliers servant surtout aux réparations et au montage des pièces détachées ». Dans le domaine des industries chimiques, il ne soupçonnait rien du jeu habile des maisons allemandes et disait « qu'il y aurait une exagération manifeste à prétendre qu'elles y occupent une place prépondérante ». En conclusion, il estimait l'immixtion des entreprises étrangères en France « peu importante et commandée presque toujours par certaines nécessités ». Cependant, bien des livres avaient déjà paru sur la question.

M. de Lasteyrie protestait à l'avance contre tout « protectionnisme financier ». Vivant sans doute dans un monde enchanté, il nous montrait nos commerçants et nos industriels « unanimes à déclarer que — sauf des cas spéciaux et assez rares — ils étaient toujours assurés de trouver dans les banques ou dans le public le concours pécuniaire

dont ils pouvaient avoir besoin ». Au reste, pourquoi chercher des capitaux ? « Toutes les richesses de notre sol et de notre sous-sol sont depuis longtemps connues et exploitées. » Tout est fait, et l'on vient bien tard dans une France qui n'a plus rien de mieux à faire que de prêter ses économies à une Allemagne « dont la richesse est infiniment moindre que la nôtre ». Ceci fut dit après qu'avait été publié le célèbre rapport jubilaire de M. Helfferich.

Il faut ajouter qu'en général les présidents de séance, hommes d'expérience, rompus à la pratique des affaires, ne partagèrent pas l'aveuglement des conférenciers. — Je mets à part, encore une fois, le solide et lumineux exposé de M. de Peyerimhoff. — M. Guillaïn, aujourd'hui disparu, était loin de contempler avec indifférence la pénétration industrielle de l'Allemagne en France. Il disait clairement : « Chacune de ces maisons de commerce est, sous une étiquette française, une section de la direction commerciale d'une grande entreprise industrielle étrangère », et il se refusait à voir dans ces manœuvres « le libre jeu des forces économiques », l'application du *fair play*. « L'Allemagne, en effet, ne lutte pas contre nous à armes égales. »

On n'a rien dit de mieux depuis la guerre. — Il est de mode de se plaindre aujourd'hui que les hommes compétents n'aient pas, avant la guerre, averti le pays. Hélas ! c'est le pays qui ne voulait pas entendre.

Signalons, en terminant, l'opposition établie par M. Millerand « entre l'esprit diplomatique et l'esprit des affaires, entre l'esprit de conversation et l'esprit de décision ». Si l'École des sciences politiques pouvait, dans la tête de nos diplomates, substituer désormais à l'esprit de conversation l'esprit de décision, quel service elle rendrait au pays !

HENRI HAUSER.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Hereford B. GEORGE. *Genealogical tables illustrative of modern history*. Fifth edition, revised and enlarged by J. R. H. WEAVER (Oxford, at the Clarendon press, 1916, in-4° oblong; prix : 7 sh. 6 d.). — La première édition de ces tableaux généalogiques date de 1873; qu'une cinquième paraisse aujourd'hui, c'est une preuve des services qu'ils rendent au public. Par histoire moderne, l'auteur entend celle qui commence après l'établissement définitif des États qui se sont formés en Europe, ou bien dans l'Asie antérieure et dans l'Inde, où ils sont en étroits rapports avec les dynasties et les nations européennes. Ainsi l'on y trouvera les listes des souverains turcs, hindoustanis et persans, mais non ceux de la Chine ni du Japon. Il sera bon d'ajouter ceux-ci dans une sixième édition. L'ouvrage contient dix divisions : 1° Angleterre, seulement à partir du ix^e siècle; 2° Écosse, depuis Duncan 1^{er}; 3° Allemagne, depuis Charlemagne; 4° France, depuis les Carolingiens; 5° pays limitrophes : Bourgogne, Flandre, Lorraine, maison d'Orange-Nassau, Belgique; 6° Italie; 7° péninsule Ibérique; 8° royaumes de l'Europe orientale, septentrionale et balkanique; 9° dynasties chrétiennes de l'Orient. Une division supplémentaire comprend des listes simplement chronologiques pour les papes, seulement depuis Grégoire le Grand, pour les sultans de Turquie, les califes, les empereurs mogols, les shahs de Perse, enfin pour les présidents des États-Unis. On s'étonne qu'à côté de ceux-ci une place n'ait pas été réservée aux présidents de la troisième République en France. En tout, cinquante-cinq tableaux très clairement distribués et instructifs. Ch. B.

— Louis LEGER. *Les luttes séculaires des Germains et des Slaves* (Paris, Jean Maisonneuve et fils, 1916, in-8°, 37 p.). — Le volume comprend deux études : 1° *La germanisation des Slaves Baltiques*, et par Slaves Baltiques, M. Leger entend tous les Slaves sur la rive droite de l'Elbe et de la Saale, à savoir les Obotrites, les Lutitès et les Sorabes. Beaucoup de noms propres de ces régions sont restés slaves : Zerbst, Leipzig (du slave *Lipa*, tilleul), Chemnitz, Stargard, Torgau, Glogau, etc., et attestent que les Slaves occupaient originellement ces régions; ils en ont été expulsés à la suite de guerres terribles où, sous prétexte de répandre le christianisme, les Germains ont exterminé une race opposée à la leur. De la race disparue, il reste

pourtant un témoin, les Slaves de Lusace, au nombre de 150,000 environ et qui, grâce à l'humanité relative du gouvernement saxon, ont conservé une certaine vie nationale. A corriger, p. 10, la phrase : « La fondation des évêchés de Misnie et de Slesvig sous *Otton I^{er}*, vers 929. » La forteresse de Meissen fut bâtie en 928 par *Henri I^{er}* et l'évêché de Meissen fut créé au synode de Saint-Sévère de Classe près Ravenne, à la demande d'*Otton I^{er}* en 967 ; le premier évêque de Slesvig, *Hored*, fut consacré par le métropolitain de Hambourg en 947.

2° *Les peuples slaves et les intrigues allemandes*. Nous voici ramenés à l'histoire contemporaine. *M. Leger* montre que toujours les Allemands ont empêché les peuples slaves de s'unir. Il signale leurs intrigues en Pologne, en Bohême où *Ferdinand-Joseph* a violé la parole solennelle donnée à la séance de la Diète le 14 septembre 1871 (*M. Leger* était présent), et surtout dans la péninsule des Balkans où l'Autriche a jeté les Serbes contre les Bulgares en 1885-1886, comme les Austro-Allemands ont poussé les Bulgares contre les Serbes en 1915. Les Bulgares devront payer cher leur félonie au jour où les comptes seront réglés.

C. Pf.

— Le Dr *W. P. C. KUTTEL*, bibliothécaire à la bibliothèque royale des Pays-Bas à La Haye, poursuit le catalogue des plaquettes qui se trouvent à ce riche dépôt ; précédemment, six volumes avaient paru et conduisaient jusqu'au numéro 26290 et à l'année 1830. Le t. VII (*Catalogus van de Pamfletten-Verzameling berustende in de Koninklijke Bibliotheek, 's Gravenhage*, 1916, in-4°, 351 p.) nous conduit de 1831 à 1853 inclusivement et du n° 26291 au n° 29764. Le catalogue est dressé avec soin et accompagné d'un répertoire alphabétique des auteurs. La plupart de ces brochures sont en hollandais, mais quelques-unes aussi en français, allemand, anglais ou italien. En même temps paraissait le t. VIII (in-4°, 262 p.) qui est un supplément aux six premiers tomes. On y a catalogué, dans un strict ordre chronologique, les plaquettes oubliées précédemment. On leur a donné avec un exposant a, b ou c le numéro des tomes précédents après lequel elles auraient dû être rangées.

C. Pf.

LA GUERRE.

— *Pages actuelles, 1914-1917* (Paris, Bloud et Gay) ; suite. — Nos 96-97. *Tommaso TITTONI*. *Le jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre* (on a réédité dans cette brochure le discours prononcé par *M. l'ambassadeur d'Italie* au Trocadéro, le 24 juin 1915, et celui qu'il prononça le 22 juin 1916 à la Sorbonne : ce sont deux importantes pages d'histoire où l'éminent diplomate a exposé les rapports diplomatiques de l'Italie avec l'Autriche depuis 1908 jusqu'à la rupture ; on y trouve peu de phrases, mais des faits, quelques-uns de première importance, puisqu'ils sont appuyés sur des pièces jusqu'alors inédites. Les autres documents sont des allocutions qui rentrent plu-

tôt dans le genre académique; mais ceux-là devront figurer à côté du *Livre vert* parmi les pièces prouvant l'intention formelle de l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, de déclarer la guerre quand leur heure serait venue). — N° 98. Clément BESSE. *Le paradoxe célèbre de Joseph de Maistre sur la guerre*. — N° 99. André MITHOUARD. *Quatre discours et une conférence* (éloges de la Belgique, de la Serbie et de l'Italie; brève oraison funèbre du général Gallieni, etc.). — N° 100. Paul DESCHANEL. *Les commandements de la patrie* (deux éloquents allocutions prononcées à la Chambre des députés sur « le Droit prime la Force » et « la France ne cédera pas! »; un discours prononcé à l'Institut, au nom de l'Académie française, dans la séance publique des cinq Académies, le 25 octobre 1916. « Les Germains nous ont envahis plus de vingt fois, cinq fois depuis la Révolution. De là, pour nous, des devoirs essentiels que la patrie commande : rester unis, mieux connaître l'Allemagne, faire mieux connaître la France, ne plus oublier, prévoir »). — N° 101. Denys COCHIN. *Le Dieu allemand* (réunion de plusieurs articles de journaux sur sainte Geneviève, le cardinal Ferrata, le pape Benoît XV, Albert de Mun, Albert I^{er}, roi des Belges et, par la grâce de Godefroy de Bouillon, roi de Jérusalem, saint Ambroise; en tête, une conférence sur le Dieu allemand, qui est le Dieu de l'État et, d'une façon plus générale, sur l'idée de Dieu telle qu'ont essayé de la définir les philosophes et les sociologues). — N° 102. Mgr Alfred BAUDRILLART. *La France, les catholiques et la guerre* (suite de sept articles publiés par le « National editorial service », où l'auteur répond à un certain nombre de questions : 1° un prêtre catholique peut-il vouloir la continuation de la guerre? A-t-il le droit d'obéir à la loi civile qui l'oblige à combattre? Le clergé français a-t-il péché par excès de nationalisme? La victoire de la France ne serait-elle pas la victoire de l'athéisme? La France est-elle encore une nation catholique et, si elle est catholique, comment son gouvernement ne l'est-il pas? L'intérêt de l'Église serait-il une raison suffisante de prendre parti contre le droit? Questions délicates et troublantes qui sont touchées d'une main experte, sans animosité comme sans complaisance pour le gouvernement qui a rompu avec Rome). — N° 103. Pierre BATIFFOL. *Notre visite en Irlande, 7-14 octobre 1916* (cette visite avait pour but de resserrer les liens entre le clergé français et les chefs du clergé irlandais; visite d'un caractère exclusivement privé et confessionnel; elle s'est déroulée des deux parts avec tact et mesure).

— *Pages d'histoire, 1914-1917* (Paris et Nancy, Berger-Levrault); suite. — N° 106. Albert PINGAUD. *Le développement économique de l'Allemagne contemporaine, 1871-1914* (exposé remarquable par sa précision, son enchaînement logique et l'ampleur de ses considérations générales. Le prodigieux essor économique de l'Allemagne a fortifié l'unité nationale en même temps qu'il augmentait la fortune publique; mais, d'autre part, il provoqua un esprit de mégalomanie et un appétit de richesses nouvelles que le pangermanisme sut exploiter

avec le succès que l'on sait. La guerre devint aux yeux des Allemands le coup de partie décisif qui devait lui assurer l'hégémonie économique, à condition qu'elle fût aussi triomphante que rapide). — N° 107. Henri DE VARIGNY. *Explosions et explosifs*. — N° 108. B. FAYOLLE. *Les forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre* (représentées en deux tableaux, dressés et publiés sous les auspices de la Chambre de commerce de Nancy). — N° 109. *Les chansons de la guerre*. — N° 110. André LIESSE. *Les emprunts de guerre de l'Allemagne* (« c'est une idée dangereuse pour le peuple qui la poursuit que de vouloir imposer sa domination au monde et, pour essayer d'atteindre à ce but, l'association de l'impérialisme militaire et de l'impérialisme économique est une conception fausse. Nos ennemis avaient d'autant moins de raisons de suivre cette mauvaise voie qu'ils possédaient tous les éléments de richesse et de progrès pacifiques »). — N° 111, 113, 115, 118, 121. *Les communiqués officiels depuis la déclaration de guerre*. XX : *Mai-juin 1916*. XXI : *Juillet 1916*. XXII : *Août 1916* (en appendice : le discours prononcé à Londres, le 4 août 1916, pour le second anniversaire de l'entrée en guerre de l'Angleterre, par M. Paul PAINLEVÉ, ministre de l'Instruction publique). XXIII : *Septembre 1916*. XXIV : *Octobre 1916*. — N° 112. *L'esprit français. Les caricaturistes*, avec une préface par Arsène ALEXANDRE. — N° 114. S. R. *Chronologie de la guerre*. IV : *1^{er} janvier-30 juin 1916* (on relira non sans émotion ni fierté toute l'affaire de Verdun jusqu'à la veille de l'offensive franco-anglaise en Picardie). — N° 116. L. MIRMAN, préfet de Meurthe-et-Moselle; G. SIMON, maire de Nancy; G. KELLER, maire de Lunéville. *Leurs crimes* (résumé des atrocités allemandes d'après les rapports de la Commission Payelle, ceux de la Commission belge, les carnets de route trouvés sur les soldats et officiers allemands. Les faits sont distribués en chapitres intitulés : ils ont volé, incendié, assassiné, violenté des femmes et des enfants, achevé les blessés; ils se sont cachés derrière les femmes; ils ont martyrisé les prisonniers civils; ils ont, pour s'excuser, menti et calomnié. Conclusion : « que nos peuples connaissent les crimes commis au nom de la *Kultur*, afin qu'ils prennent les sûretés nécessaires pour en prévenir à jamais le retour ». Il ne s'agit pas d'inciter nos soldats à commettre, à l'occasion, de pareilles atrocités. « Nous repoussons avec horreur une pareille pensée »; mais il est nécessaire d'en fixer le souvenir. « Aussi longtemps que la nation au nom de laquelle et par laquelle ces atrocités ont été commises n'aura pas, de façon solennelle, repoussé elle-même de son sein les misérables qui l'ont entraînée à une telle déchéance, nous considérons que ce serait trahir nos saintes victimes que de frayer avec leurs bourreaux et que, jusqu'au jour, s'il doit venir, d'une éclatante réparation morale, l'oubli serait une complicité »). La maison Berger-Levrault a récemment tiré le millionième exemplaire de cette brochure. — N° 117. *Deuxième Livre jaune français*. Lille, 1916 (ce

volume contient, après une préface de M. Welschinger, la « Note du gouvernement de la République française sur la conduite des autorités allemandes à l'égard des populations des départements français occupés par l'ennemi » ; puis, à la suite, un choix parmi les pièces annexées à ce rapport. On a pris les plus significatives ; pour les autres, on peut se reporter au texte complet fourni par le *Livre jaune* et la réédition parue à la librairie Hachette ; cf. *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 365). — N° 119. *Autres chants de soldats, 1200-1916* (chansons populaires, chansons de route, chants historiques et militaires, avec la musique. C'est sans doute parce que l'on donne ici une mélodie populaire sur la chanson de Roland qu'on a marqué l'année 1200 comme point de départ de ce recueil). — N° 120. *Deuxième Livre bleu serbe, 1916* (ce volume contient la « Note du gouvernement royal de Serbie sur la conduite des autorités ennemies à l'égard de la population de la Serbie occupée », datée de Corfou, septembre 1916. Suivent les documents annexés, distribués sous les rubriques suivantes : A) Documents relatifs au régime de terreur et aux violences. B) Violations de l'article 23 de la Convention de La Haye. C) Violations du droit de propriété privée. D) L'exploitation du pays. E) La dénationalisation. F) La destruction et le pillage des monuments historiques, des trésors littéraires et artistiques. Tout autant que la Note du gouvernement français, celle du gouvernement serbe soulèvera l'indignation des nations civilisées). — N° 122. Paul DESCHANEL. *Les commandements de la patrie*. Voir plus haut, *Pages actuelles*, n° 100.

— D. BERTRAND DE LAFLOTTE. *Dans les Flandres, notes d'un volontaire de la Croix-Rouge, 1914-1915*. Préface de M. le bâtonnier HENRI-ROBERT (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 284 p.; prix : 3 fr. 50). — Bien que dégagé, par son âge, de toute obligation militaire, M. Bertrand de Laflotte s'est engagé parmi les volontaires de la Croix-Rouge. Envoyé dans les Flandres, il subit les bombardements de Furnes jusqu'au jour où l'évacuation des formations sanitaires installées en cette ville fut ordonnée. Il demeura ensuite à Adinkerke, d'où il rayonna dans la région pour les besoins de son service. Pour son dévouement et son attitude sous le feu, M. de Laflotte a reçu la croix de guerre. Le récit qu'il publie aujourd'hui a cette grande qualité d'être vivant, vibrant et de bonne humeur. Ce sont bien des notes, comme le dit le titre, prises au jour le jour et suivant le cours des saisons. Avec sincérité, l'auteur consigne ce qu'il a vu et, parmi les choses entendues, une quantité de mots de trouper, pittoresques et caractéristiques, de ces mots qui sont autant de touches au portrait du soldat français de la grande guerre. Sans prétentions littéraires, mais avec des images qui colorent les phrases, s'en tenant aux faits dont l'auteur fut témoin, cet ouvrage plaît à la lecture et apporte une intéressante contribution, en même temps que

véridique, à l'histoire de la Flandre maritime pendant la guerre, de la fin de 1914 à la fin de 1915.

H. M.

— J. DESTRÉE et Richard DUPIERREUX. *Aux armées d'Italie* (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1916, in-8°). — Ce sont des impressions de voyage, sans prétention historique ni stratégique; mais les voyageurs aiment le pittoresque et les descriptions révèlent un sens aigu de la couleur qui rappelle certaines toiles de peintres contemporains. Et ces impressions si vives contiennent un enseignement; elles montrent combien, sur ce front italien, la nature domine les adversaires, règle leur action militaire et impose une immobilité que seuls des critiques mal avertis pourraient prendre pour de l'inertie. Cette brochure, mieux que beaucoup d'arguments, peut détruire des préjugés dont nos alliés italiens ont été trop souvent victimes.

R. D.

— D. BAUD-BOVY. *L'évasion; récit de deux prisonniers français évadés du camp d'Hammelbourg* (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-16, xv-218 p.; prix : 3 fr. 50). — Deux Parisiens, Du Tartre et Prieur, blessés dès le début de la guerre, sont faits prisonniers avec leur ambulance et internés à Hammelbourg. Ils y sont bien traités, mais l'ennui les décide à s'évader, s'ils peuvent : les préparatifs de cette évasion, les péripéties par où ils passent avant d'atteindre la frontière suisse, l'accueil touchant qu'ils reçoivent en terre amie remplissent ce volume. Les deux rescapés ont raconté leurs aventures à M. Baud-Bovy, qui les a reproduites en un style alerte, pittoresque, plein de gaieté avec une pointe d'humour. Ce petit livre est d'une lecture fort agréable.

Ch. B.

— Paul DELAY. *Les catholiques au service de la France. II : les Diocèses de l'intérieur* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 330 p.; prix : 3 fr. 50). — On trouvera dans ce second volume d'abondants renseignements sur les œuvres charitables créées ou alimentées par les catholiques dans les diocèses de Lyon, Bourges, Nantes, Rouen, Aix, Marseille et Tarbes « pour soulager les infortunes nées de la guerre, soutenir le moral public, concourir, sous des formes multiples, à la défense du pays ».

Ch. B.

— Lieutenant E. R. (capitaine TUFFRAU). *Carnet d'un combattant* (Paris, Payot, 1917, in-16, 292 p.; prix : 3 fr. 50). — Impressions très variées d'un commandant de compagnie, qui parle de la guerre de tranchées en une langue pittoresque et la juge en moraliste indulgent et perspicace. Il recueille des considérations sur l'art de demain, que lui expose un ami, un récit du curé de Villotte, que les Allemands voulaient fusiller lors de la retraite de la Marne, des confidences trouvées sur le journal d'un Allemand qui crie à son peuple : « Ce n'est pas Dieu que vous servez, c'est l'Antéchrist ! » Mais c'est surtout l'âme du combattant, plus particulièrement du simple soldat qu'il cherche à

pénétrer et qu'il aime à décrire. Quand on a ouvert ce petit volume, joliment illustré, il faut le lire jusqu'au bout. Ch. B.

— François de TESSAN. *Les spécialistes de la victoire. Quand on se bat* (Paris, Plon, 1916, in-16, iv-264 p.; prix : 3 fr. 50). — Quand on se bat, on ne voit rien de la bataille qu'un champ très limité et par conséquent très insuffisant; mais l'homme qui s'est battu et qui cherche à reconstituer les organes nécessaires au maniement de cette machine énorme et compliquée qu'est une armée moderne trouve beaucoup à dire et à penser. M. de Tessan nous montre en une suite de brefs chapitres le rôle joué par les agents de liaison, les mitrailleurs, les grenadiers, les pionniers et sapeurs, les artilleurs, les aviateurs, les automobilistes. Il en parle non pas en technicien, mais en observateur moraliste, qui, sous la fonction, considère l'homme. Des épisodes typiques, brièvement rappelés, font ressortir l'âme héroïque des simples et donnent l'idée de ce qu'est la fraternité guerrière entre les vivants et les morts. Ch. B.

— B. REY. *Quatre cents milliards. Étude sur le coût de la guerre et les indemnités que les puissances ennemies pourront payer* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-4°, 62 p.; prix : 1 fr. 50). — Le titre de cette brochure indique nettement son objet : l'auteur y calcule les sommes dépensées par les puissances de l'Entente pendant la guerre, les ressources dont l'Allemagne et l'Autriche pourront disposer pour les indemniser, et il conclut que des annuités de quinze milliards environ permettront « probablement d'amortir en une cinquantaine d'années, sinon la totalité, du moins la majeure partie du coût direct de la guerre ». En acceptant comme exacts les chiffres cités par l'auteur, on peut cependant contester la valeur des raisonnements par lesquels il arrive à sa conclusion. Une discussion, même sommaire, aboutirait à des affirmations tout opposées et malheureusement moins encourageantes pour l'avenir. R. D.

— F. DE GRAILLY. *La vérité territoriale et la rive gauche du Rhin* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-16, 384 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous pouvons entendre par « vérité territoriale » la « juste composition et délimitation des territoires nationaux ». L'auteur complète sa définition par le principe suivant : « Le domaine territorial métropolitain d'un peuple, suivant sa situation et certaines autres circonstances, ne saurait être quelconque dans sa forme, dans son étendue, dans ses limites. Ainsi il y a une vérité territoriale pour chaque nation. » Le tout est de déterminer ce qu'on entend par nation : la nation ne doit pas être constituée sur la base de l'unité de race considérée comme origine ethnique, pas plus que sur l'unité de langue. L'auteur nous expose longuement, et non sans raison, les erreurs auxquelles ont donné lieu ces principes. Nous pouvons même dire avec lui qu'ils sont sans valeur en soi et n'ont servi le plus souvent qu'à justifier les usurpations faites par la force. La nation doit correspondre à l'unité

de race « acquise par l'intermédiaire de l'habitat ». Cette importance de l'habitat dans la constitution des groupements nationaux, importance trop souvent méconnue, est l'idée essentielle de l'ouvrage.

La deuxième partie n'est qu'une application de ces principes au problème actuel de l'annexion par la France des provinces de la rive gauche du Rhin. « La Gaule forme une grande unité territoriale : cela ne fait pas question. » Aussi aurons-nous seulement à réintégrer, à « nationaliser » les pays cisrhénans dont les populations, sans difficultés, se trouveront réincorporées à la nation française.

Voilà la théorie résumée aussi exactement que possible. Mais combien de faiblesses dans ces déductions !

Admettons que la nation doive se rapprocher de sa *vérité territoriale*, c'est-à-dire réaliser « une juste composition et délimitation » de son territoire national. Mais à quoi reconnaitrons-nous cette « juste composition et délimitation » ? Qu'est-ce qui peut nous faire dire que des peuples distincts forment une seule nation parce qu'ils habitent « un même territoire » ? La nature, nous répond l'auteur, la nature qui crée les unités territoriales. L'essentiel de la discussion serait donc de nous démontrer que la nation française occupe un de ces territoires délimités par la nature. Aussi sommes-nous surpris de voir démontrer par prétérition cette vérité capitale : « Cela ne fait pas question. » Si nous rencontrons des arguments qui prouvent cette *communauté de territoire* entre tous les peuples gaulois, ce sont des arguments tirés de l'histoire de ces peuples, et nous apprenons ainsi que « les limites du territoire d'un peuple sont déterminées par l'histoire de ce peuple ». Les revendications actuelles de la France ont en effet leur fondement dans l'histoire des Gaules ou même dans la préhistoire. Nous voilà donc ramenés aux vieilles discussions dont l'auteur condamnait si énergiquement le principe.

On aboutit ainsi à une contradiction portant sur les points essentiels. Elle aurait été évitée si l'auteur, au lieu de s'engager dans des discussions de principes et des définitions, qui l'encombrent et risquent même de l'égarer, avait porté davantage son attention sur les facteurs historiques. Ces facteurs sont en effet les seuls qui agissent directement sur la nationalité, et l'auteur, au risque de se contredire lui-même, est finalement réduit à le reconnaître.

R. D.

— André SPIRE. *Les Juifs et la guerre* (Paris, Payot, 1917, in-16, 281 p.; prix : 3 fr. 50). — Livre qu'on ne saurait lire sans épouvante. Un peu partout, le Juif est victime de préjugés ethniques, religieux, économiques; voici que la guerre met aux prises presque tous les États européens, et, dans chacun de ces États belligérants, le Juif suspect, ou détesté, ou persécuté suivant les lieux, est appelé à combattre sous les drapeaux du pays dont il est le sujet. Il se bat avec courage et loyauté, même contre ses coreligionnaires, et néanmoins, rien n'est changé dans les sentiments qu'il inspire ni dans la législation qui l'opprime. Tout au contraire : en Russie par exemple, après

les retentissantes déclarations du début de la guerre, les persécutions reprennent de plus belle; en Pologne, Allemands et Russes soumettent le Juif aux traitements les plus meurtriers. Victime des monarchies à principe absolutiste, il ne peut rien espérer que des pays à régime démocratique et libéral, comme la France, l'Angleterre, l'Italie. Aux États-Unis, les pro-Germains ont réussi tout d'abord à jeter le trouble dans l'âme des Juifs, consternés de voir l'alliance des Français et des Anglais bienveillants avec les Russes persécuteurs; puis ils ont appris à connaître le sort misérable où les condamnerait pour toujours peut-être la victoire des Austro-Allemands, et c'est de la victoire de l'Entente qu'ils attendent, eux aussi, le salut. Parmi les cinq chapitres où M. Spire dépeint la condition actuelle de ses coreligionnaires, deux surtout méritent d'attirer l'attention: l'un où il expose, surtout d'après les écrits de H.-S. Chamberlain, le point de vue allemand à l'égard du judaïsme, l'autre sur le rôle des neutres et des puissances libérales de l'Entente. La seconde moitié du volume est un recueil de documents dont la lecture, plus sévère, n'est pas moins émouvante que le récit lui-même de tant d'atroces souffrances. La Censure a imposé des suppressions assez nombreuses dans toutes les parties de ce livre; il fallait sans doute ménager les susceptibilités du gouvernement russe; la récente révolution de Pétrograd a fait tomber ces entraves. Espérons que ses bienfaits seront effectifs autant que durables et que les Juifs ne seront pas les derniers à s'en féliciter.

Ch. B.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— F. W. VON BISSING. *Beitrag zur Geschichte der assyrischen Skulptur*. Abhandlungen der Königlich Bayerischen Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-philologische und historische Klasse XXVI Band, 2. Abhandlung (München, 1912, in-4°, 17 p. et 6 pl.). — Dans cet article, l'auteur étudie une petite tête en obsidienne du musée de Naples. La figure est imberbe, assez pleine; des lèvres épaisses encadrent la bouche; les ailes du nez sont charnues sans excès; les paupières bien indiquées et ourlées, la pupille fait légèrement saillie; l'oreille est d'un fini parfait; de larges ondulations déterminent des masses dans la chevelure. Le premier examen de cette tête ferait penser tout d'abord à une sculpture de l'ancienne Mésopotamie plutôt qu'à un travail assyrien; pourtant une comparaison plus complète l'éloigne de l'époque sumérienne ou même de l'art d'Hammurabi pour la rapprocher de certains morceaux assyriens tels que les têtes d'eunuques, du temps des Sargonides, par exemple. Passant en revue certains types de la sculpture assyrienne, dont les plus anciens exemplaires ne remontent malheureusement pas au delà de Téklat-Phalasar I^{er}, l'auteur remarque la parenté qui existe entre la tête du musée de Naples et une stèle babylonienne du musée de Berlin, dont il donne la reproduction, et qui a été rapprochée par M. Delitzsch de

la tête de la stèle de Mérodach-Baladan II. La tête de Naples, par ses ressemblances avec la stèle, peut être datée de la fin du VIII^e siècle. Pour M. von Bissing, ce morceau n'est pas de provenance babylonienne, mais plutôt assyrienne. Entre l'art de Babylone et l'art assyrien, il y a de grandes ressemblances; c'est ainsi que M. von Bissing signale celles qu'il remarque entre des prisonniers de Lachis sur un relief de Téklât-Phalasar I^{er} et la borne-limite de Marduk-balasuiqbi, quoique plus de cent ans séparent les deux morceaux; or, il n'y a pas à invoquer une similitude de race, les Cananéens de Lachis n'ayant que des liens ethniques assez lâches avec les Babyloniens des Kudurru.

L'étude de la tête de Naples amène à des conclusions plus générales sur la sculpture assyrienne. Tandis que des têtes de Kuyundjick, datant d'Assurbanipal, et publiées par Layard et Smith, présentent les caractères d'un art vraiment naturaliste, nous avons, de Kuyundjick également, un relief du temps d'Assurbanipal, qui s'inspire de la technique archaïque.

L'auteur termine par quelques considérations sur la date des sculptures d'Arban (Tell Adjabe sur le cours du Chabur). Ces sculptures, qui nous sont connues par Layard et rappellent les taureaux ailés de Ninive, sont d'un faire beaucoup plus archaïque, d'une exécution plus large et très personnelle. Le nez est plat et gros, les lèvres épaisses et charnues; les yeux très creux ont dû recevoir des incrustations; les cheveux sont traités dans l'esprit assyrien, mais plus grossièrement travaillés; les ailes moins majestueuses que celles des taureaux de Ninive. D'Arban également, un lion en pierre calcaire, la gueule ouverte, de même technique. Dans une sorte de tunnel, un relief représentant un personnage; une main tient une arme, l'autre est ramenée à la poitrine; la barbe et les cheveux sont tombants et bouclés; le couvre-chef a la forme d'un casque. Le tout peut être attribué à la même époque, mais laquelle? Ces sculptures datent-elles de l'hégémonie assyrienne ou d'une époque antérieure; sont-elles le fait de populations tributaires de l'Assyrie? Tout concourt à donner une impression de puissance un peu rude et à faire croire l'ensemble antérieur à ce qu'on connaît jusqu'ici.

M. von Bissing rappelle ensuite la bibliographie de la question. En 1890, visite à Arban de M. W. Budge, qui a l'impression que la ville date de Téklât-Phalasar I^{er}; en 1893, visite du baron Oppenheim qui dit avoir trouvé sur le Tell des quantités de petits objets égyptiens de la XVIII^e dynastie. MM. Ed. Meyer et Maspero, qui ont décrit ces sculptures, ne se sont pas prononcés d'une façon ferme à leur sujet. En résumé, M. von Bissing pense qu'Arban date environ du milieu du deuxième millénaire et que la présence des scarabées égyptiens ne saurait entraîner une date précise pour les monuments en question.

G. C.

— *The oath in Babylonian and Assyrian Literature*, by Rev. Samuel Alfred B. MERTON, Ph. D., with an appendix on the goddess

Esh-ghanna by Prof. Dr. Fritz HOMMEL (Paris, Geuthner, 1912, in-8°, 120 p.). — Les Assyro-Babyloniens pratiquaient couramment l'usage du serment, et la littérature se fait scrupule de toujours mentionner cette formalité lorsqu'elle a été accomplie. Les contrats de la dynastie d'Ur, ceux de l'époque d'Hammurabi, ceux du temps des Kassites en rapportent des exemples; de même les lois et les traités entre États. Certaines divinités, au nom desquelles est fait le serment, sont des plus honorées à chaque époque; les plus fréquemment invoquées sont Šamaš, le dieu soleil, et sa parèdre Aia; Marduk, patron de Babylone; Sin, le dieu lune; Zamama, le dieu de la ville de Kiš, et le roi régnant; au temps des Kassites, on voit figurer Enlil, dieu suprême; Ninib, dieu de la guerre, et Nusku, dieu de la flamme, mais considéré surtout comme exécuteur des destins.

M. Mercer, s'occupant de la cérémonie du serment, discute les termes employés par les textes pour en rendre compte. Il montre ensuite que le rituel comprenait deux parties se complétant: une formule avec accompagnement de certains actes; c'était essentiellement une institution religieuse; on jurait à la porte du temple, en présence de l'emblème, et par-devant témoins, en levant les mains; des sacrifices terminaient d'ordinaire cette solennité.

M. F. Hommel fait suivre ce travail d'une étude sur la déesse Esh-ghanna. Cette déesse, nous la connaissons, c'est Išhara, dont l'idéogramme est celui du poisson dans une demeure (ab, es, Ninā). M. Hommel cite les textes qui, depuis la plus haute antiquité, rappellent l'adoration dont elle est l'objet, y compris les sacrifices qu'on lui offre; c'est la déesse des fruits des champs; ses emblèmes sont le scorpion et le dragon à cou de serpent, ainsi que les textes nous l'assurent; elle est connue en Cappadoce comme déesse des montagnes, des fleuves et des sources, et peut être comparée à l'Hathor égyptienne. Il termine par quelques pages consacrées à l'étude du zodiaque et de ses dieux.

G. C.

— C. H. W. JOHNS. *Ancient Assyria* (Cambridge, University Press, 1912, in-8°, 175 p.; prix: 1 sh.). — Ce petit manuel, conçu comme les autres volumes de la même série, en vue de la mise au point d'une question, est un résumé de l'histoire d'Assyrie, des origines jusqu'à la chute de Ninive (606). Des reproductions de monuments ou de documents cunéiformes illustrent le volume, que terminent une bibliographie succincte et un index des noms propres.

Trois chapitres sont consacrés aux dynasties qui ont régné sur l'Assyrie depuis Salmanasar I^{er} jusqu'au dernier des Sargonides. Depuis quelques années, de nouveaux documents ont été publiés, qui ont trait à cette période; cependant, la physionomie générale de l'histoire ne s'en trouve pas modifiée; par contre, les commencements de l'empire assyrien bénéficient de la meilleure connaissance que nous acquérons chaque jour sur l'état de l'Asie antérieure, au deuxième et au

troisième millénaire avant notre ère; les premiers chapitres de l'ouvrage de M. Johns exposent l'état de la question.

Dès l'époque d'Hammurabi (xx^e s.), l'Assyrie paraît submergée sous un flot d'immigrants sémites; il y subsiste cependant des traces d'occupation non-sémitique. Le royaume de Mitanni, situé au nord-ouest de l'Assyrie, imposa son joug à la ville d'Assur, si l'on en juge par les noms de ses premiers souverains : Ušpia, Kikia et Adasi, qui ne sont ni sémites, ni sumériens. Les traces d'influence de l'Élam, qui constitue la frontière assyrienne de l'est et fut en rivalité avec l'Assyrie, sont assez affaiblies pour qu'on puisse les estimer d'une date très ancienne. La Cappadoce, par contre, nous révèle une infiltration d'éléments assyriens dès le xiii^e siècle, et pourtant, il paraît, d'après les documents historiques (Histoire synchronique), qu'à ce moment, l'Assyrie dut n'être que la ville d'Assur, et guère davantage. A partir de l'époque d'Hammurabi, les noms des rois d'Assur se suivent, bien sémites; le joug du Mitanni est brisé. Les souverains, d'abord patési, mais du dieu éponyme, et non d'un autre monarque, se déclarent rois, et peu à peu Assur prend la tête d'une confédération de villes, dont la force nous est attestée par l'usage des limmu. Un haut personnage donnait son nom à chaque année; nous avons les limmu des gouverneurs de Ninive, d'Arbèles, de Kalah, ce qui impliquerait, pour ces villes, une suprématie temporaire et sauvegarderait leur dignité.

Plus tard, l'Assyrie affirme son droit à l'existence dans la correspondance de Tell el Amarna (xv^e s.) et dans sa lutte avec les monarques Kassites de Babylone. M. Johns se demande (p. 52) si les Kassites ne font pas partie des peuples Hittites qui mirent fin à la dynastie d'Hammurabi; par suite, cette rivalité serait une suite logique à la contestation séculaire avec le Mitanni.

A partir de ce moment, l'histoire d'Assyrie nous est plus familière, et l'auteur la résume ainsi que nous avons dit plus haut. — G. C.

— Émile ESPÉRANDIEU. *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*; t. VI : Belgique, 2^e partie¹ (Paris, Imprimerie nationale, 1915, in-4^e, VIII-468 p.; dans la collection des *Documents inédits*). — M. Espérandieu continue avec vaillance la belle œuvre qu'il a entreprise depuis 1905. Ce t. VI contient la suite des monuments de la cité des *Mediomatrici*; le t. V nous avait déjà présenté les monuments trouvés à Metz et aux environs, Merten, le Hiéruple; voici maintenant ceux découverts à Tarquimpol (*Decempagi*), à Abreschwiller, dans le pays de Dabo, si riche en antiquités, au Kempel, à Sarrebourg où, en 1895, ont été mises à jour les ruines d'un important temple de Mithra, au Donon, à Scarpone. Nous ne pensons point que le Donon devait être compris dans la cité des *Mediomatrici*;

1. Sur les tomes I et II parus en 1907 et 1908, voir *Rev. histor.*, t. CII (1909), p. 358; sur les t. III et IV parus en 1911 et 1912, notre t. CXIII (1913), p. 327; sur le t. V paru en 1913, notre t. CXX (1915), p. 138.

nous l'assignerons plutôt à celle des Leuques, les villages de Grandfontaine et de Saulxures sur le versant est ont appartenu jusqu'en 1777 au diocèse de Toul, puis à celui de Saint-Dié. De même, si une partie de l'ancien pays de Dabo, avec Abreschwiller et Walscheid, appartenait à l'ancien diocèse de Metz, Dabo et ses environs relevaient jusqu'en 1790 du diocèse de Strasbourg et de l'archiprêtré de Saverne; donc, selon toute apparence, ils étaient compris dans la cité des Triboques et la province de Germanie première. Mais peu importe, pourvu que M. Espérandieu ait bien représenté et commenté les monuments trouvés en ces endroits, ce qui est le cas. De la cité de Metz s'est détachée au IV^e siècle la cité de Verdun, *Virodunum*, au nom bien celtique, posé sur son rocher et montant la garde de la Meuse. La cité était petite. Aussi les monuments qu'on y a trouvés sont peu nombreux (en tout vingt et un numéros). Pourquoi avoir placé ici le n^o 4,638? Si cette stèle, qui a été découverte en Espagne, est lorraine — ce qui est déjà fort douteux, comme M. Espérandieu le remarque justement — rien ne la rattache à Verdun. Vient ensuite la cité des Leuques ou de Toul qui a été l'une des plus vastes de la Gaule; elle contenait, outre Toul, de grands centres de population comme Naix (*Nasium*), Soulosse, que M. Espérandieu identifie avec un peu de timidité à *Solimaricia* (M. Aug. Longnon qui place *Solimaricia* à Rebeuville, cant. de Neufchâteau, et *Solicia* à Soulosse, distinguant entre eux, me paraît s'être trompé), Grand où M. Camille Jullian voit, par une très ingénieuse hypothèse, une localité consacrée à Apollon, Grannus, et où l'on a découvert en 1895 un si curieux groupe équestre, signalé par Save et Schuler. On sait que les auteurs du *Corpus* ont fait entrer à tort Grand dans la cité des Lingons. Toute la seconde partie du volume contient les monuments de la cité de Trèves. Déjà au t. V, M. Espérandieu avait décrit une partie de ces monuments, ceux qui se trouvent ou qui ont été trouvés sur le sol de la Belgique ou du grand-duché de Luxembourg (n^{os} 4,012-4,283); il nous donne ici la suite, ceux qui sont en Prusse rhénane, notamment à Trèves, dans le Musée provincial dont les richesses ont été si bien inventoriées par Félix Hettner ou dans les petits musées de Sarrebruck et de Birkenfeld, de médiocre importance. Il consacre des pages très curieuses aux monuments de Neumagen, *Noviomagus*, castrum construit sur la rive droite de la Moselle, entre Trèves et Bingen; les monuments funéraires en forme de tour carrée surmontée d'un pyramidon y étaient nombreux; à la suite de M. Krüger, M. Espérandieu en reconstitue quelques-uns, remettant en place les fragments de sculpture qui en proviennent. Le monument d'Igel est un mausolée demeuré debout, à l'endroit où il a été érigé, dans la commune de ce nom, à onze kilomètres au sud-ouest de Trèves. M. Espérandieu l'étudie sur toutes ses faces, essaie d'expliquer par la mythologie les sujets de ses nombreuses sculptures, et c'est par ces descriptions que se termine le volume. Pour la publication de tous ces bas-reliefs de Trèves, M. Espérandieu s'est

heurté à un obstacle sérieux. Il avait passé cinq semaines à Trèves quelque temps avant la guerre et il avait l'intention d'y retourner pour vérifier ses descriptions et ses photographies. Les événements l'en ont empêché. Il n'a point reçu non plus les épreuves sorties des ateliers du Musée et qu'on avait promis de lui adresser en juin et juillet 1914. Il a donc dû se contenter des photographies qu'il possédait, prises le plus souvent à contre-jour ou, même à leur défaut, des dessins et des photogravures tirés du *Catalogue* ou du *Guide* de Hettner. Néanmoins, le volume se présente aussi bien que les précédents où l'on a dû signaler le défaut de quelques photographies manquant de netteté.

M. Espérandieu nous annonce un t. VII qui sera consacré aux Helvètes, aux Séquanes, aux Rauriques et aux Triboques « et à d'autres peuples de la rive du Rhin ». Nous supposons que par cette expression un peu vague il entend la province de Germanie seconde avec ses deux cités de Cologne et de Tongres. Souhaitons que bientôt il lui soit donné de vérifier sur place, aux musées de Strasbourg et de Colmar, les bas-reliefs de l'ancienne Argenterate ou d'Argentovaria, quand le Rhin limitera à nouveau, sur cette partie de son parcours, la France comme il limitait la Gaule. Un t. VIII et dernier comprendra les additions tenues en réserve depuis 1910 et les tables générales. Quand ce volume aura paru, M. Espérandieu pourra prononcer son *Exegi monumentum*.

C. PF.

— H. L. HAWELL. *Republican Rome, her conquests, manners and institutions from the earliest times to the death of Caesar* (Londres, Harrap et C^{ie}, 1916, 1 vol. in-8°, xxiii-564 p., 65 grav., 12 cartes et plans, un index). — Simple travail de vulgarisation, qui figure dans la collection des « Grandes nations ». Le livre est clair, bien composé, luxueusement illustré; mais, dépourvu de prétention et d'originalité scientifique, il reproduit presque sans aucune critique la tradition courante et ne se distingue guère des nombreux volumes du même genre publiés en Angleterre.

Ch. L.

— William A. OLDFATHER, Ph. D., Associate Professor of Classics, University of Illinois, et Howard Vernon CANTER, Ph. D., Assistant Professor of Classics, University of Illinois. *The Defeat of Varus and the German Frontier Policy of Augustus* (*University of Illinois Studies in the Social Sciences*, IV, 2, juin 1915, in-8°, 118 p.). — Auguste a-t-il voulu conquérir la Germanie jusqu'à l'Elbe? La Germanie était-elle réduite en province avant la défaite de Varus? Cette défaite a-t-elle eu l'importance que lui donnent la plupart des sources et des historiens modernes? A-t-elle amené un brusque changement de la politique d'Auguste et de Tibère? Telles sont les questions auxquelles après tant d'autres MM. Oldfather et Canter, professeurs à l'Université d'Illinois, essaient de répondre dans leur travail concernant la *Défaite de Varus* et la *politique d'Auguste* sur la

frontière germanique. Ils montrent d'abord l'insuffisance et le caractère tendancieux des principales sources, Dion Cassius, Florus, Velleius Paterculus et Tacite; l'immense supériorité des forces et de la population de l'Empire sur celles de la Germanie, l'insignifiance de la défaite de Varus, le désir général de la paix même chez les soldats. Rome aurait aisément conquis la Germanie si elle l'avait voulu. Il n'y a aucune preuve solide de l'existence d'une ou de deux provinces spéciales de Germanie, qui auraient duré vingt ans, de 12 av. J.-C. à 9 ap. J.-C. La Germanie n'était pas conquise et ne constituait qu'un prolongement militaire de la Gaule. Il était contraire à la politique d'Auguste d'en tenter la conquête, et, s'il l'avait tentée, d'y renoncer. Il n'a jamais eu d'autre but que d'assurer la sécurité de la Gaule et de protéger la frontière du Rhin en prévenant, en arrêtant, en punissant les incursions et les pillages des Germains par de larges opérations de police, par de fortes démonstrations, en favorisant les discordes, en créant des États tampons, en distribuant aux chefs amis des cadeaux, des subventions, des honneurs. Telles sont les conclusions des deux auteurs. Obtenues par une critique intelligente et avisée de tous les textes, de toutes les opinions antérieures, par des comparaisons ingénieuses avec des situations et des guerres analogues dans les temps anciens et modernes, elles emportent pleinement la conviction. Ch. L.

— E. S. BOUCHIER. *Syria as a Roman province* (Oxford, Blackwell, 1916, 1 vol. in-8°, VIII-304 p., avec une planche et une carte). — C'est évidemment au grand public que M. Bouchier a destiné, sous le titre *la Syrie considérée comme province romaine*, cette esquisse, en douze chapitres, d'une lecture agréable, mais tout à fait superficielle, sur la vie, les mœurs, les antiquités, la littérature de la Syrie centrale, sauf la Palestine, et des régions voisines telles que Palmyre, la Comagène et l'Arabie. Contrairement au titre, elle ébauche à peine au second chapitre le régime de la province romaine et va au hasard, sans plan précis. Après une exposition des peuples, des langues, de la vie extérieure, du degré de romanisation de la Syrie, dans le premier chapitre, l'histoire d'Antioche forme le chapitre III. Le quatrième est consacré aux dynasties syriennes depuis Septime-Sévère jusqu'à Philippe l'Arabe et aux chefs de Palmyre; le cinquième aux principales villes, Bérée, Damas, Héliopolis, Apamée, Sidon, Tyr; les trois suivants aux productions, au commerce de la Syrie, à l'émigration des Syriens dans le monde romain, à l'histoire des provinces syriennes dans l'empire d'Orient jusqu'à la conquête arabe. L'histoire littéraire de la Syrie est résumée dans les chapitres IX-XI, depuis les premiers poètes et philosophes grecs, Antipater, Méléagre, Philodème, jusqu'aux auteurs de l'école de Gaza, Procope, Choricus, Timothée, en passant par Posidonius, Nicolas de Damas, Publius Syrus, Valerius Probus, les écrivains du Nouveau Testament, Josèphe, Maxime de Tyr, Lucien, Héliodore, Longin, Hérodien, Ammien Marcellin, les grands philo-

sophes néo-platoniciens et les auteurs chrétiens, Théodoret, Eusèbe, Sozomène, Bardesane. Vient enfin une esquisse insignifiante des religions syriennes et arabes, de l'architecture et des arts de la Syrie. Le livre n'a comme illustration qu'une planche de monnaies et, entre autres travaux essentiels, la bibliographie oublie Mommsen, Brunnow et Domaszewski, Seeck, Clermont-Ganneau, Chapot. Ch. L.

— Gustave Adolphus HARRER. *Studies in the History of the Roman Province of Syria* (Princeton, University Press; London, Humphrey Milford, Oxford University Press, 1915, 1 vol. in-8°, 97 p.). — La thèse de doctorat présentée par M. Harrer à l'Université de Princeton est un excellent travail d'histoire et d'épigraphie. Les six premiers chapitres dressent les listes des gouverneurs de la Syrie de 63 à 134, de la Coëlesyrie et de la Syrie phénicienne de 134 environ à 300, de la Syrie avant 70 av. J.-C., des gouverneurs incertains d'époque incertaine, des procurateurs des trois provinces précédentes. Les chapitres suivants fixent d'une façon très satisfaisante des dates controversées, 193 et non 194 pour la campagne de Septime-Sévère contre Pescennius Niger, 134 pour le morcellement de la province de Syrie, 175 et non 173 pour la révolte d'Avidius Cassius contre Marc-Aurèle.

Ch. L.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Hugo-P. THIEME. *Essai sur l'histoire du vers français*. Préface de M. Gustave LANSON (Paris, Champion, 1916, in-8°, XII-432 p.).

— Il ne faut pas chercher dans l'Essai de M. Hugo-P. Thieme une histoire du vers français, depuis la cantilène de sainte Eulalie jusqu'à Paul Fort, prince des poètes, mais une étude bibliographique sur les travaux relatifs à la technique du vers français, du XIV^e siècle au début du XX^e. L'ouvrage comprend deux parties. La première est un intéressant exposé des principales questions qui se sont posées à propos de la poésie et surtout de la versification française, des discussions auxquelles elles ont donné lieu et des principales théories émises à leur sujet. La seconde partie est essentiellement constituée par une liste (qui occupe les p. 203 à 357) des ouvrages ou mémoires concernant le vers français, rangés par ordre chronologique ou plutôt rangés en deux séries chronologiques, comprenant la première les ouvrages proprement dits, la seconde les articles de périodiques. Cette division n'est pas sans inconvénients pour celui qui consulte le volume, et elle est quelque peu arbitraire, car on retrouvera, par exemple, dans les deux séries, un mémoire de Stengel, *Der Strophenausgang in den ältesten französischen Balladen*, cité la première fois (p. 290) à l'état de tirage à part, la seconde (p. 339) d'après la *Zeitschrift für... Sprache und Litteratur*, dans laquelle il a paru. Je signale en passant que les citations de revues, comme certaines autres, sont souvent faites d'une manière bien sommaire, sans tableaux explicatifs pour

les non-initiés. Ces listes se recommandent surtout par des notes critiques très précises, qui prouvent que M. Thieme n'est pas un de ces bibliographes auxquels on peut reprocher de ne connaître que les dos des volumes. Mais les indications ne sont pas toujours présentées avec une clarté suffisante (p. 238, d'après la disposition typographique adoptée, *Trévoux* doit être considéré comme le nom de l'auteur d'un dictionnaire) et manquent d'uniformité. C'est ainsi que le nom d'éditeur, le nombre de pages et même de volumes d'un ouvrage sont signalés dans certains cas et pas dans d'autres. Certaines formules surprennent un peu, par exemple p. 291 : « Studien zur Theorie des Gleichklangs pour la langue allem., rien sur la rime fr. » (*sic*). Il y a quelques erreurs de noms : p. 274, au lieu de *Stapher*, lire *Stapfer*; p. 284, au lieu de *Havet Léon*, lire *Havet Louis*; p. 287, au lieu de *Chevalier W.*, lire *Chevalier Ul.*; p. 269, le nom d'un philologue danois orthographié *Nirop Ch.* doit être le même que celui du *Nyrop Kr.* de la p. 313; p. 338, le prénom de M. Joseph Bédier ne commence pas en français par un *G*. Ce sont là sans doute de simples fautes d'impression, mais elles peuvent avoir pour résultat de faire perdre beaucoup de temps à un travailleur qui voudrait retrouver, dans un catalogue de bibliothèque publique, certains des volumes cités par M. Thieme.

Ces listes chronologiques sont suivies de très utiles tableaux où les ouvrages sont groupés par ordre méthodique, selon leur objet, et où l'on pourra retrouver facilement, par exemple, tous les mémoires consacrés à la question de l'e muet en matière de prosodie ou à l'histoire du sonnet. L'une des plus intéressantes de ces séries méthodiques est celle des ouvrages relatifs à la versification des divers auteurs français (classés par ordre alphabétique des noms de ces auteurs). La série ne paraît pas, du reste, absolument complète, car sous le nom de Rostand, on ne retrouve pas les études sur la rime dans *Cyrano de Bergerac*, de A. Schenk, signalées et appréciées comme il convient par M. Thieme dans sa liste chronologique (p. 296).

Divers index peu commodes à consulter terminent le volume. — P.

— Émile CHANTRIOT. *L'administration des départements envahis en 1870-1871*. Préface de Jean CRUPPI (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-8°, 94 p.; prix : 1 fr. 25). — M. Chantriot doit faire paraître bientôt un grand ouvrage sur les *Allemands en Lorraine de 1870-1873* qui est en cours d'impression. En attendant qu'il soit publié, il nous donne ce substantiel résumé sur l'« organisation » par les Allemands du territoire des trente-quatre départements qu'ils avaient envahis. Si l'on laisse de côté le gouvernement général de l'Alsace, créé dès le 14 août 1870, où furent englobés à partir du 21 août les parties de la Lorraine qui devaient être réunies à l'Allemagne, la France envahie fut divisée en trois gouvernements généraux dont le centre était à Nancy, à Reims et à Versailles; sous les ordres des gouverneurs généraux, des préfets allemands furent installés dans

chaque département. M. Chantriot expose comment, sous le joug allemand, fonctionnèrent les divers services publics, justice, écoles, travaux publics, etc. Il énumère les nombreux impôts et réquisitions que l'ennemi exigea des habitants. Il montre de quelle manière, après la ratification des préliminaires de la paix, des préfets français furent de nouveau mis, en avril 1871, à la tête des départements; il ne pousse point son étude jusqu'en 1873 où cessa l'occupation allemande, et on le peut regretter; en revanche, il insiste sur la loi du 8 août 1871 accordant un dédommagement de l'État aux départements, villes et particuliers pour les maux qu'ils avaient soufferts; et avec raison il déplore que l'Assemblée nationale n'ait pas adopté le principe qu'une indemnité était due par la nation entière pour toutes les pertes causées par la guerre; il essaie en finissant de calculer les sommes qu'a coûtées l'invasion de 1870-71. Le petit volume de M. Chantriot présente plus qu'un intérêt rétrospectif; il provoque des comparaisons instructives avec les événements qui se déroulent en ce moment.

C. PF.

— Jean CORAIL. *Les centurions. Roman* (Paris, Chapelot, 1916, in-12, XII-348 p.; prix : 3 fr. 50). — Donc ceci est un roman, mais à la mode du *Grand Cyrus*, et que par conséquent l'historien n'est pas tenu d'ignorer. Les centurions sont les grands chefs qui menèrent les modernes légions françaises jusque dans l'Atlas réputé inaccessible, s'emparèrent de Taza, de Q'Siba et imposèrent la paix aux Chleuhs. L'auteur a fait lui-même cette dure campagne; il la raconte en une langue nerveuse et colorée qui évoque parfois le souvenir de *Salammbô*. C'est un roman tout plein d'histoire héroïque et vraie. — Ch. B.

— La librairie Henri Didier nous adresse quatre fascicules d'une petite bibliothèque « pour mieux comprendre la France » : 1^o *les Grandes divisions de l'histoire de France* (in-12, 44 p.), série de dates et de réflexions pas toujours très justes; 2^o *Cinq siècles et demi d'activité coloniale, 1365-1395* (64 p.), memento chronologique des expéditions coloniales des Français depuis 1365, établissements fondés sur la côte de Guinée : le Petit Paris, le Petit Dieppe, jusqu'en 1914 : occupation par les Français de Taza au Maroc; 3^o *la France à travers le XIX^e siècle, 1800-1900* (44 p.), coup d'œil très rapide sur les divers régimes de la France en ce siècle; 4^o *L'Évolution de la France républicaine, 1870-1914* (44 p.), au lieu de suivre un ordre chronologique, on énumère successivement les présidents de la République, les ministres, les divers partis, les assemblées qui se sont succédé, la politique extérieure et l'œuvre de défense militaire.

C. PF.

— Georges GAZIER. *La Franche-Comté* (Paris, Renouard, 1914, in-8°, 236 p., 120 gravures et une carte; prix : 5 fr., dans la collection : *Anthologies illustrées des provinces françaises*). — Ce volume avait été préparé avant la guerre par le conservateur de la bibliothèque publique de Besançon qui, aujourd'hui, fait avec vaillance son

devoir sur le front. Il est tout à fait digne des précédents de la même collection consacrés à la Touraine, l'Auvergne, la Bourgogne, la Normandie par MM. Guerlin, Bréhier, J. Calmette et H. Drouot, Pren-tout. Le plan suivi est le même. On y trouvera d'abord une description géographique de l'ancienne province et de ses divers pays : la trouée de Belfort, la plaine de la Haute-Saône, le Jura avec ses trois subdivisions (le vignoble ou bon pays, les plateaux et la « montagne »), enfin le pays de Gex qui est ici annexé à la Franche-Comté. Suit un court exposé de l'histoire même de la Comté, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, et ce résumé est à la fois exact et vigoureux, avec des formules très heureuses. Puis M. Gazier nous présente le Comtois, à l'écorce un peu rude, très fidèle aux antiques traditions, tenace et obstiné, mais acharné dans son travail, brave, énergique, observateur ; il nous décrit son costume, son habitation, sa nourriture, ses patois, ses industries ; il évoque le souvenir des hommes de la province qui se sont illustrés dans les lettres et les arts. La seconde partie se compose de morceaux choisis sur la Franche-Comté ; ils sont groupés, comme la première partie, en trois chapitres : le pays, l'histoire, le milieu et la vie. On y trouve tout naturellement les écrivains du pays, Charles Nodier, Xavier Marmier, Henri Bouchot, Francis Wey. M. Gazier a eu bien raison de prendre au volume de M. Lucien Febvre, *Philippe II et la Franche-Comté*, une page excellente sur les Granvelle, comme à M. Édouard Droz un portrait très réussi de P.-J. Proudhon. Il a cherché aussi hors de la province ; il a emprunté des pages brillantes à Lamartine, Montalembert, Taine, H. de Balzac, Richepin ; il a consulté les étrangers ; Gœthe et Ruskin lui ont fourni des descriptions de la Dôle et du col de la Faucille (« Le col de la Faucille, en ce beau jour de 1835, m'a ouvert les cieux », écrit Ruskin), Morton-Fullerton un gentil tableautin d'Ornans. Le choix est judicieux, et savoureux sont les dictons comtois réunis à la fin du volume. 120 gravures illustrent et commentent l'ouvrage qui nous paraît tout à fait réussi. C. PF.

— Charles ROY. *La Rochelle. Ses jetons et médailles* (La Rochelle, Noël Texier, in-8°, 1916. Extrait du *Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure*, t. XIX, 1916, p. 241-269). — M. Roy énumère successivement les jetons frappés par l'Hôtel-de-Ville depuis 1713, par l'Académie de musique en 1766, par la Chambre de commerce depuis 1719, par la juridiction consulaire depuis 1731, par la Chambre des notaires depuis 1836, par la Caisse d'épargne depuis 1891. Il cite aussi les jetons frappés à propos d'événements qui ont eu La Rochelle pour théâtre, notamment à propos de la prise de la ville par Richelieu en 1628. Des planches reproduisent quelques-uns de ces jetons ; un certain nombre d'entre eux portent la devise de la ville : *Servabor rectore Deo*. — C. PF.

— L. KREBS et H. MORIS. *Essai de reconstitution des fortifica-*

tions de Nice (Paris, Plon, 1916; in-8°, 30 p., 4 plans et 5 croquis).

— H. MORIS. *Organisation du département des Alpes-Maritimes formé du ci-devant comté de Nice et de la ci-devant principauté de Monaco*, mars-avril 1793 (Paris, *ibid.*, 1915, in-8°, xxiv-78 p.).

— La première de ces études ne présente d'intérêt que pour la topographie locale. Le donjon de Nice fut ruiné lors du siège de 1691 par l'explosion de poudrières; les fortifications de la ville furent détruites par Louis XIV après le siège de 1705. MM. Krebs et Moris se sont appliqués à montrer quel était le tracé des remparts avant ces dates, d'après la vue d'Énea Vico, contemporaine du siège de Nice en 1543, celle du *Theatrum Sabaudiae* des environs de l'an 1600, le plan perspectif de Pastorelli qui remonte à 1610, le célèbre dessin de Vauban de 1693, et ils paraissent avoir bien réussi. — Le second travail a une importance générale pour l'histoire de France. Les Français étaient entrés à Nice le 29 septembre 1792; il s'y constitua aussitôt des autorités provisoires sous le nom d'assemblée des corps administratifs réunis de la ville et du ci-devant comté de Nice; cette assemblée, à la tête de laquelle était Barras, demanda la réunion à la France. Mais la Convention préféra avoir recours à une assemblée plus régulière; elle convoqua les assemblées primaires dont les délégués, réunis à Nice, se constituèrent en « Convention nationale des colons marseillais »; la Convention de Nice vota à nouveau la réunion à la France; le 31 janvier 1793, la Convention nationale de Paris accueillit ce vœu et le 4 février elle créa un 85^e département français, sous le nom d'Alpes-Maritimes. Dans l'intervalle, les Monégasques s'étaient aussi donnés à la France et il fut décidé, le 14 février, qu'ils seraient incorporés au nouveau département que l'abbé Grégoire et Jagot furent chargés d'organiser. Les deux représentants de la nation arrivèrent à Nice le 1^{er} mars et y demeurèrent jusqu'au 8 mai. Ils divisèrent le département en trois districts : Nice, Menton (p. XIII, lire Menton au lieu de Monaco) et Puget-Théniers et prirent une série de sages mesures. La correspondance qu'ils adressèrent, pendant leur mission, à la Convention nationale, aux administrations, aux municipalités et aux sociétés populaires locales a été conservée dans un registre d'ordre, aux Archives nationales (D. 55125, dossier I). Les lettres, au nombre d'environ 150, y sont données soit *in extenso*, soit le plus souvent par analyse. M. Henri Moris publie ce registre qui présente un grand intérêt et a ajouté à sa publication une table alphabétique des noms propres et des matières. C. PF.

— M. Henry LEHR nous adresse deux intéressantes brochures : 1^o *De Paris à Chartres au temps des diligences* (10 p. in-8°, extrait des *Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, t. XV) où il expose dans quel laps de temps et à quel prix on faisait ce voyage à la veille de la Révolution et sous le premier Empire; 2^o *Remarques sur l'habitation populaire en Eure-et-Loir* (11 p. in-8°, extrait de la même Revue). Le département a été formé de trois régions très

différentes : la plaine de Beauce, le Drouais, le Thimerais et Perche-Gouët; le type de l'habitation y varie, et M. Lehr en signale les traits caractéristiques dans chacune de ces régions. C. PF.

— *Images historiques. Monuments de gloire et de liberté* (Paris, H. Laurens, 1916, in-4°, 309 illustrations). — Dans ce volume sont racontés et décrits, en autant d'études paginées séparément, le Panthéon, par Jean MONVAL, la Bastille, par Georges CAIN, la Marseillaise, par René BRANCOUR, la colonne Vendôme, par L. DE LANZAC DE LABORIE, l'arc de triomphe de l'Étoile, par Henri WELSCHINGER, la galerie des batailles à Versailles, par André PÉRATÉ. Parmi les illustrations, notons celles qui reproduisent toutes les scènes figurées sur la colonne Vendôme. Une préface de M. WELSCHINGER n'ajoute rien au texte. — Dans un autre volume de cette collection rentre le travail de Camille ENLART, *Arras avant la guerre* (16 p., 32 illustrations). M. Enlart rappelle brièvement l'histoire d'Arras, sa réunion au domaine sous Philippe-Auguste, sa constitution en apanage pour un frère de Louis IX, sa réunion à la Flandre et par la Flandre à l'Espagne, son rattachement à la couronne sous Richelieu; il rappelle la gloire de ses jongleurs au moyen âge et le souvenir d'Adam de la Halle; il signale surtout ses beaux monuments, l'hôtel de ville dû à trois architectes artésiens, ses maisons curieuses dont les caves des XIII^e et XIV^e siècles sont célèbres. Les illustrations nous montrent ces monuments que les Allemands ont en partie détruits. Ch. B.

— BIARD D'AUNET. *Après la guerre. Pour remettre de l'ordre dans la maison*. Préface de M. Étienne LAMY, de l'Académie française (Paris, Payot, 1916, in-42, xxviii-341 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous ne pouvons guère qu'annoncer ce volume, car, s'il contient de nécessaires allusions au passé et, par là, touche à l'histoire, il a pour but principal d'exposer les mesures qu'il importerait de prendre pour rétablir en France, après la guerre, l'état économique du pays. Six chapitres le composent : 1^o les conséquences économiques de la guerre; 2^o la représentation des intérêts français à l'étranger; 3^o la marine marchande et le commerce maritime; 4^o la réorganisation de notre système colonial; 5^o les collaborations nécessaires entre le commerce, l'industrie, la finance et la science; 6^o l'esprit d'organisation. C'est l'œuvre d'un esprit judicieux, éclairé et qui donne à réfléchir. Ch. B.

— *Anniversaires historiques à célébrer entre bons Français* (Paris, Delagrave, 1917, 4 vol. in-42, 251 p.; prix : 3 fr. 50). — Les anniversaires qui sont rappelés dans ce volume sont au nombre de dix-sept; chaque récit a été confié à un spécialiste; on les a rangés dans l'ordre du calendrier, ainsi que les Bollandistes les vies de saints; nous les signalons dans l'ordre chronologique : 17 septembre, 52 av. J.-C. : Camille JULLIAN, Vercingétorix à Alésia; 25 décembre 496 : Chr. PFISTER, Baptême de Clovis; 1^{er} juin 987 : Pierre DE COUBER-

TIN, Proclamation de Hugues Capet; 27 juillet 1214 : Étienne LAMY, Bataille de Bouvines; 22 mars 1594 : L. BATIFFOL, Entrée d'Henri IV à Paris; 3 juillet 1608 : Ch. DE LA RONCIÈRE, Fondation de Québec; 2 janvier 1635 : Fernand LAUDET, Fondation de l'Académie française; 24 octobre 1648 : É. BOUTROUX, Paix de Westphalie; 15 novembre 1750 : A. CHEVRILLON, Soumission du Nizzam et apogée de l'empire français dans l'Inde; 14 juillet 1790 : A. AULARD, Fête de la Fédération; 14 octobre 1806 : Frédéric MASSON, Iéna; 25 juin 1807 : LACOUR-GAYET, Entrevue du Niémen; 20 octobre 1827 : Ch. DIEHL, Bataille de Navarin; 4 juillet 1830 : Ernest DAUDET, Prise d'Alger; 23 décembre 1832 : SEIGNOBOS, Prise de la citadelle d'Anvers par les Français; 27 août 1884 : Amiral DE JONQUIÈRES, Combats de Fouchéou; 1^{er} octobre 1895 : Ét. GROSCLAUDE, Entrée des Français à Tananarive.

— *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*, par Robert DE LASTEYRIE, avec la collaboration d'Alexandre VIDIER. T. VI, 3^e livraison, n^{os} 120, 128 à 126, 721 (Paris, Impr. nationale, 1916, p. 401-600; prix : 4 fr.). — Ce fascicule contient le dépouillement des revues publiées en 1914 à Paris par les Sociétés savantes; outre les suites, on y trouvera analysées les publications dues aux Sociétés suivantes : Société d'histoire littéraire de la France, Société d'histoire de la Révolution française, Sociétés historiques d'Auteuil et de Passy, du VI^e arrondissement, des XI^e, XII^e et XX^e arrondissements, Société des parlars de France, Société de « la Sabretache », Société de Saint-Jean (Notes d'art et d'archéologie), Société des traditions populaires, le Vieux Montmartre, Société d'histoire et d'archéologie du XVIII^e arrondissement.

— J.-A. BRUTAILS. *La question de saint Fort* (Bordeaux, impr. Gounouilhou. Extrait des « Actes de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux », 1916, in-8^o, 37 p.). — Était-il bien nécessaire de prouver que l'abbé Cirot de La Ville, auteur d'une *Histoire de Saint-Seurin* (1867), manquait de critique? Ce médiocre et prétentieux écrivain s'est cru capable de prouver l'existence dans la région bordelaise d'un saint très ancien appelé Fort. M. Brutails n'a pas de peine à démontrer l'inanité de sa tentative. Un saint Fort n'a jamais existé; mais, à partir du XIII^e siècle, on rencontre souvent dans les textes bordelais mention de serments prêtés sur « le fort », c'est-à-dire sur la châsse ou les reliques de saint Seurin; au XV^e siècle, ce « fort » devient un saint et l'on jure « sur l'autel de saint Fort ». Voilà comment fut fabriqué un saint qui ne saurait trouver place dans aucun calendrier; et le cas n'est pas unique, tant s'en faut, dans l'histoire hagiographique. La démonstration, si nourrie, si lumineuse, de M. Brutails est péremptoire; il ne reste plus qu'à en prendre acte.

Ch. B.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Lucien JOUSSELIN. *Révolution en Allemagne et paix prématurée* (Marseille, Barlatier, 1916, in-8°, 63 p. Publication du comité de relations avec les pays neutres créé sous le patronage de la Chambre de commerce de Marseille). — L'auteur veut établir une certaine analogie entre les événements de 1806 et 1914. En 1806, la Prusse est entraînée à la guerre par la caste militaire malgré son roi; elle est écrasée à Iéna et le roi fait une révolution par en haut contre les hobereaux avec Stein, Hardenberg et Scharnhorst (M. Joussetin possède bien l'histoire de la Prusse de cette époque). En 1914, le parti militaire force la main à Guillaume II pour avoir la guerre (ceci nous semble contestable; Guillaume II a lui-même voulu cette guerre); l'Allemagne sortira vaincue de cette lutte (ici nous sommes d'accord), et tout indique qu'avec la défaite se déchainera la révolution, mais, cette fois-ci, elle éclatera par en bas, et, suivant le mot de Heine, au bruit du tonnerre allemand les aigles tomberont morts du haut des airs.
C. PF.

— Ferd. VAN DE VORST. *La nation criminelle. Étude historique de la déformation morale allemande* (Bruxelles et Paris, G. Van Oest et C^e, 1916, in-12, 158 p.). — Les origines du « germanisme » ne doivent pas être cherchées dans la race, puisqu'aussi bien les Anglo-Saxons appartiennent, eux aussi, à la race germanique, ni même dans l'histoire très lointaine de l'Allemagne, puisqu'il y a eu à la fin du XVIII^e siècle une Allemagne libérale, applaudissant à la Déclaration des droits de l'homme; le « germanisme » est la conséquence de l'organisation étatiste de l'Empire allemand, de la mainmise de la Prusse sur cet Empire, de la direction imprimée par cette Prusse aux idées, aux sentiments et aux intérêts des Allemands qui l'ont docilement acceptée; telle est la thèse que soutient M. Van de Vorst dans ces pages éloquentes. Elle nous paraît la vérité même; mais nous ne pouvons approuver tous les autres développements accessoires de l'auteur, notamment la manière dont il conçoit « la paix future ».
C. PF.

— Paul DESCAMPS. *La formation sociale du Prussien moderne* (Paris, Armand Colin, 1916, in-18, 368 p.). — Il est malaisé, pour un historien, de rendre compte d'un livre construit d'après la méthode de la « Science sociale ». Cette méthode, formulée par Henri de Tourville, consiste essentiellement en ceci : par une série d'inductions, que l'on prend et que l'on donne pour des déductions, on croit pouvoir déterminer, dans une société humaine, la région-type et, dans cette région, la profession-type. Dès lors, cette profession, ou même un membre de cette profession, est considéré comme le symbole de cette société tout entière. C'est sur cette étude monographique que l'on s'appuie pour reconstruire de proche en proche tous les organes de cette

société. Rien de plus opposé à la méthode des historiens, laquelle se donne pour fin d'épuiser tout le réel, de tenir compte à la fois de tous les éléments qui entrent dans la composition d'une société. Au reste, entre des mains extrêmement habiles, entre les mains d'un homme qui sait et qui pense — par exemple M. Paul de Rousiers — la méthode monographique peut donner, comme toute méthode, de bons, d'excellents résultats. Le *Hambourg* de M. de Rousiers reste une des œuvres les plus fortes, les plus pénétrantes qu'on ait écrites sur l'Allemagne. C'est d'abord que l'auteur avait admirablement choisi son point de départ : un microcosme qui est vraiment le miroir du macrocosme. C'est ensuite que cet auteur connaît à fond les diverses avenues dont ce point est le carrefour et que sa vue s'étend jusqu'au delà de ces avenues, qu'elle pénètre à travers les épaisseurs boisées que ces avenues séparent.

M. Descamps prend, lui, pour point de départ la région rhénane-westphalienne, dans cette région les textiles, dans l'industrie textile la rubanerie et chez les rubaniers un certain ménage Schneider. C'est autour du ménage Schneider que vont s'enrouler les études sur le mode d'existence de l'ouvrier, la vie familiale, etc. Comme les rubans exigent la teinture, on passe à l'industrie chimique, et comme cette industrie est une très grosse industrie, on étudie le patronat. Par des procédés analogues, on remonte aux influences intellectuelles et religieuses, parce que les Schneider vont à l'école et à l'église, à la hiérarchie des classes, au rôle de l'État. La société prussienne repose, en définitive, sur la famille Schneider de Barmen. C'est une base un peu fragile.

Comme on veut, en même temps que nous instruire, nous donner une leçon de méthode, on ne nous épargne le récit d'aucune des démarches entreprises au cours de son enquête par M. Descamps, on ne nous fait grâce d'aucune des questions qu'il s'est posées, d'aucune de ses réflexions... Malgré soi, le lecteur songe au mot de Fénelon sur ces échafaudages qu'il convient de démolir quand la maison est construite. Sûr de trouver à Barmen la solution du problème prussien, M. Descamps n'a pas vu, ou à peine, les pays au delà de l'Elbe¹. A peine même a-t-il vu le Brandebourg. Si bien que l'élément historique essentiel de la Prusse, le hobereau de l'Est, lui échappe. A ce livre sur la formation sociale de la Prusse, il manque une définition du prussianisme, du *Stockpreussentum*. De même, il avoue ne pas connaître les États du Sud (p. 191). D'où il suit qu'il n'a pu apercevoir ce qui différencie la Prusse de cette Allemagne que cependant elle domine, ni étudier les ressorts de cette domination.

Qu'il y ait dans ce livre une multitude d'observations précises, que certains groupes sociaux y soient exactement représentés, d'accord. Mais j'y cherche en vain ce que le titre promet, quelque chose de

1. Quelques pages au chap. v, § III.

comparable, par exemple, aux livres de feu Boutmy sur l'Angleterre ou les États-Unis.

Henri HAUSER.

— Henri WELSCHINGER. *La mendicité allemande aux Tuileries* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-12, 87 p.). — Cette étude avait été publiée en grande partie dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juin 1916 et nous avons dit combien elle est amusante et piquante (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 194); elle paraît ici avec quelques développements nouveaux. Les pièces que M. Welschinger a déponillées ont été entre les mains de la Commission nommée au lendemain du 4 septembre 1870 pour examiner les papiers des Tuileries et M. Henri Bordier en avait fait un dossier édité en 1872; mais cette publication a passé inaperçue. M. Welschinger a classé les documents et nous les présente dans l'ordre hiérarchique des quémandeurs : ouvriers, employés, inventeurs, professeurs, barons et comtes, princes mêmes qui implorent de Napoléon III argent, places, honneurs. Il a eu raison d'ajouter à l'étude une table alphabétique de ces solliciteurs faméliques.

C. Pf.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— *Le Messager de Lorraine, 1917* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 51 p.; avec de nombreuses illustrations). — C'est en réalité un almanach, mais qui, grâce aux événements présents, acquiert un singulier relief. M. Maurice BARRÈS magnifie le 20^e corps qui a pris part à toutes les actions importantes de cette guerre; M. Léon MIRMAN, préfet de Nancy, adresse son salut à la Lorraine; le chanoine H. COLLIN nous dit ce que Metz a souffert en ses sentiments et en sa beauté sous la domination allemande; M. Émile BADEL fait un court historique des quatre départements entre lesquels la Lorraine a été partagée, et il y a de jolis vers d'Émile HINZELIN et une étude sur la flore et la faune en Lorraine d'Émile NICOLAS.

C. Pf.

— M. L. ARMBRUSTER, dans les *Annales d'Alsace* (Berger-Levrault, 1917, in-8°, 26 p.), nous dit quel poète charmant était Georges Spetz. D'autres ont décrit l'admirable collection d'art réunie par Spetz à Isenheim; M. Armbruster tire des *Légendes d'Alsace* et de l'*Alsace gourmande* les plus jolis morceaux et les commente aimablement. Spetz s'est éteint le 11 novembre 1914 : le 18 août, les Français étaient entrés dans son village et il avait offert l'hospitalité au général Mazel; quand le 29 août nos troupes se retirèrent, le poète alsacien qui a si bien manié le vers français était frappé à mort.

C. Pf.

— Charles KRUMHOLTZ. *La vérité sur les sentiments des Alsaciens-Lorrains* (Besançon, Millot frères, 1916, in-8°, 56 p.). — Les Alsaciens-Lorrains, séparés de la patrie, après l'annexion cruelle de 1871, sont toujours restés fidèles à la France; jeter la suspicion sur leurs sentiments, lancer à leur tête d'injurieuses épithètes parce qu'ils

ne parlent pas la langue française ou parce qu'ils la parlent avec un fort accent, affirmer qu'en août 1914 ils ont mal accueilli nos troupes ou même tiré sur elles, en confondant Alsaciens et Allemands immigrés, ce n'est pas seulement aller contre la vérité, c'est se montrer mauvais Français et fournir des arguments aux Teutons. Voilà ce que démontre M. Krumholtz dans cette brochure dont nous recommandons vivement la lecture.

C. PF.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

— François OLYFF. *La Belgique sous le joug, 1914-1915. L'invasion* (Paris, Librairie académique, Perrin et C^{ie}, 1916, in-16, VIII-274 p.; prix : 3 fr. 50). — Versons au compte des atrocités allemandes en Belgique ce nouveau dossier. Il a été constitué, avec un scrupuleux souci de la vérité, par un membre de l'Association de la presse belge, fondateur et directeur d'un journal belge, *les Nouvelles*, créé à Maestricht en août 1914. On y trouvera ce qui s'est passé à Moulant et à Berneau, à Visé-la-Jolie, à Hallembaye et à Haccourt, dans la province du Luxembourg, à Tamines, à Fexhe-Slins, village situé à dix kilomètres au nord de Liège et qui a été « épargné », à Spa, à Herstal qui possède maintenant, lui aussi, comme Bazeilles, sa « maison des dernières cartouches ».

Ch. B.

— Émile VANDERVELDE. *La Belgique envahie et le socialisme international*. Préface de Marcel SEMBAT (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, xxv-234 p.; prix : 3 fr. 50). — Comme l'indique bien le titre, ce volume comprend deux parties tout à fait distinctes : dans la première, on a réuni des articles ou des allocutions de M. Vandervelde, ministre d'État belge, sur la Belgique libre, c'est-à-dire ce qui reste libre du sol belge au sud de l'Yser, et sur la Belgique occupée. Ce sont d'inoubliables impressions de guerre; ce sont des indications précises sur l'héroïque résistance du peuple belge à la tyrannie raffinée de l'envahisseur. Dans la seconde partie, c'est le président de l'Internationale ouvrière qui parle. Avec une logique tour à tour pressante et enflammée, il interpelle les social-démocrates, les socialistes, les internationalistes allemands, ceux du moins qui ont foulé aux pieds leurs doctrines pacifistes pour donner au militarisme prussien le moyen de triompher sur les champs de bataille. Il leur demande compte de leurs votes au Reichstag, des propos qu'ils ont osé tenir devant les socialistes belges, à la Maison du peuple de Bruxelles, dans Bruxelles occupée par les Allemands. Il leur oppose les déclarations de Jaurès à la veille de la guerre, de Liebknecht dans le *Vorwärts* et au Reichstag, de Henderson dans le sein de l'Independent labour Party; mais Jaurès a été assassiné, Liebknecht est en prison et Henderson est ministre en Angleterre. Quelle place reste aux socialistes allemands, majoritaires et renégats, dans l'Internationale?

Ch. B.

— Julien FLAMENT. *Sur l'air de « Tipperary »*. Contes et récits de la grande guerre (Paris, Berger-Levrault, 1916, in-12, 128 p.; prix : 0 fr. 90). — L'auteur est rédacteur en chef du *Cri de Liège* et infirmier militaire. Il a vu la guerre de près; il a recueilli de la bouche des soldats bon nombre d'anecdotes qu'il reproduit simplement, joliment. Jusqu'à quel point l'histoire pourrait-elle en tenir compte? Il est difficile de le dire; mais on ne peut feuilleter ce petit livre sans s'y plaire. Lisez seulement ce chapitre : « Notre Alsace-Lorraine »; c'est Malmédy, la villette wallonne enlevée à la Belgique en 1813, « Malmédy-la-Fidèle ». Ch. B.

— Maurice DES OMBIAUX. *Fastes militaires des Belges* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 256 p.; prix : 3 fr. 50). — Ce livre, d'excellente intention, destiné aux soldats belges, contient un certain nombre de récits militaires, rappelant les exploits des Wallons qui combattirent jadis sous les drapeaux français, espagnols ou autrichiens. M. des Ombiaux remarque : « Il n'est pas sans intérêt de noter que les mêmes Autrichiens que nous avons sauvés des Prussiens et des Turcs se sont rendus solidaires de l'odieuse agression allemande contre la Belgique. » Une emphase, désuète, fleurit trop souvent le style de l'auteur d'expressions qui n'ont plus cours, telles : ces jeunes amants de Bellone, l'enfant du désert, les terribles cavaliers numides, etc... Quant à : « Lahure, formidable comme un bucentaure », centaure aurait suffi; le brillant cavalier Lahure n'avait rien de commun avec le vaisseau de parade sur lequel le doge de Venise épousait annuellement l'Adriatique. L'épisode congolais dont le sergent De Bruyne est le héros mérite d'être répandu; le sergent De Bruyne a déployé une grandeur d'âme admirable, et M. Maurice des Ombiaux fit bien de nous en conserver le souvenir. H. M.

— L. MOKVELD, correspondant de guerre du journal hollandais le *Tijd*. *L'invasion de la Belgique, témoignage d'un neutre*. Ouvrage traduit du hollandais (Paris, Bloud et Gay, 1916, in-16, 274 p.). — M. Mokveld, journaliste hollandais, fut autorisé, au début de la guerre, à parcourir certaines parties de la Belgique déjà occupées par les armées allemandes. D'abord disposé favorablement en faveur des Allemands, il ne tarda pas à changer d'opinion sur leur compte. Il constata chez les chefs une irritation grandissante contre les résistances inattendues qui arrêtaient leur puissante machine de guerre et la volonté de les réprimer par la terreur. Les soldats, surexcités par la fatigue, la chaleur et l'ivresse, hantés par la crainte vaine des francs-tireurs, n'étaient que trop disposés à exécuter leurs ordres d'incendie et de massacre. Il les vit à l'œuvre à Liège, à Visé, à Louvain, à Huy, à Bilsen et désormais c'est la chronique de leurs crimes qu'il écrivit pour son journal. Ce neutre est ainsi devenu un témoin à charge contre les Allemands. En gare de Landen, il a vu des soldats et des sous-officiers allemands insulter et martyriser des soldats anglais blessés et prisonniers. En vain sa déposition a-t-elle été déclai-

rée fausse par la presse officieuse d'outre-Rhin; il montre qu'aucune enquête sérieuse n'a été faite par les Allemands et il rappelle, de son côté, les faits avec tant de précision qu'il est bien difficile de ne pas retenir son témoignage.

Ch. B.

— Cardinal MERCIER, archevêque de Malines, primat de Belgique. *Per Crucem ad lucem. Lettres pastorales, discours, allocutions, etc.* Préface de Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris (Paris, Bloud et Gay, [1917.] in-16, 335 p.; prix : 3 fr. 50). — On a donné à ce volume le titre d'une des allocutions prononcées par le cardinal Mercier, celle du 21 juillet 1916, à Bruxelles, pour le 85^e anniversaire de l'indépendance de la Belgique. Elle se termine par ces mots : « Lorsque, en 1930, nous remémorerons les années sombres 1914-1916, elles nous apparaîtront les plus lumineuses, les plus majestueuses et, à la condition que nous sachions dès aujourd'hui le vouloir, les plus heureuses et les plus fécondes de notre histoire nationale. *Per Crucem ad lucem!* Du sacrifice jaillit la lumière. » Ces quelques lignes résument exactement la pensée maîtresse qui anime les discours et mandements de l'orateur sacré, un de ceux qui, avec l'illustre historien Pirenne, auront le plus fait pour donner aux Belges le sentiment de leur unité nationale.

Ch. B.

— Fernand VAN LANGENHOVE. *The growth of a legend. A study based upon the german accounts of Francs-tireurs and atrocities in Belgium.* Translated by E. B. SHERLOCK, with a preface by J. Mark Baldwin (New-York et Londres, Putnam's sons, 1916, in-8°, xv-321 p.; prix : 5 sh.). — Traduction anglaise de l'ouvrage dont la *Revue historique* a déjà rendu compte (t. CXXII, p. 381). Il n'y a donc pas lieu d'y revenir. Dans une courte préface, M. Baldwin exprime son indignation pour les mensonges prodigués par les Allemands pour justifier l'indignité de leur conduite en Belgique; son opinion est celle de tout le monde civilisé.

Ch. B.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— P. Q. WRIGHT. *The enforcement of international law through municipal law in the United States* (Thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor in Philosophy in Political Science in the Graduate School of the University of Illinois, 1915, in-8°, 264 p.). — Cet ouvrage, dont le titre, comme l'auteur en convient lui-même, n'est pas aussi clair qu'on pourrait le désirer, est une étude très consciencieuse sur la manière dont la loi des États-Unis comprend et applique les principales règles du droit international. Le travail est fait à un point de vue strictement juridique; mais les historiens ne le consulteront pas sans profit. Ils y verront, en particulier, comment les États-Unis ont compris, aux différentes époques de leur histoire, les principes de la guerre maritime.

D. P.

— *The United States and the war*. Addresses by James M. BECK, President of the Pennsylvania Society, with introductions by the Rt. Hon. Viscount BRYCE, O. M., and Rear-Admiral R. E. PEARY. Edited by Barr FERREE (New-York, The Pennsylvania Society, s. d., in-8°, 46 p.). — Cette brochure se compose essentiellement de deux discours prononcés par M. Beck, président de la Pennsylvania Society, l'un à Londres, au cours d'un voyage qu'il a fait en Europe pendant l'été de 1916, l'autre à New-York après son retour. Dans le premier, il s'est efforcé d'expliquer le point de vue américain dans la guerre actuelle : neutralité du gouvernement, conformément à toutes les traditions du pays, sympathie raisonnée et « militante » des individus pour la cause des Alliés. Dans le second, il expose à ses compatriotes l'état moral de la France et de l'Angleterre, la grandeur de leur effort, leur reconnaissance pour la sympathie qu'ils rencontrent aux États-Unis et aussi la pénible surprise qu'y ont causés certaines paroles, un peu trop neutres, du président Wilson. Comme beaucoup d'Américains, M. Beck est persuadé que l'Allemagne ne pardonnera pas aux États-Unis ce qu'ils ont fait pour les Alliés, et que, d'autre part, les États-Unis ne pourront rester éternellement un état « isolé et détaché » du monde. « Nous devons », conclut-il, « reconnaître tôt ou tard nos amis et ceux qui ont un idéal semblable à celui qui a fait la raison d'être de l'Amérique historique. » L'événement a prouvé jusqu'à quel point M. Beck a été bon prophète. D. P.

HISTOIRE D'ITALIE.

— Giuseppe DALLA SANTA. *Uomini e fatti dell' ultimo Trecento e del primo Quattrocento* (Venezia, R. Deputazione, 1916, in-8°, 105 p.). — M. Giuseppe Dalla Santa, le secrétaire de la R. Deputazione di storia veneta, a réuni en cette étude les données essentielles qu'il a trouvées dans un paquet de lettres fort intéressantes des archives de Venise. Elles sont adressées à un certain Giovanni Contarini, qui fut étudiant d'abord à Oxford, puis à Paris, et finit sa vie comme patriarche de Constantinople. Elles lui sont écrites par ses deux frères, André et Roger, et vont de l'année 1392 à l'année 1408. L'intérêt de semblables documents est de nous permettre une appréciation toujours plus juste des habitudes de vie d'une famille cultivée comme l'était la famille Contarini. M. Dalla Santa a divisé son étude en deux parties : ce qui concerne la vie privée et les jugements sur les principaux événements politiques auxquels Venise était alors mêlée. Il est intéressant de savoir ce qu'un contemporain pouvait penser de la rivalité entre Gênes et Venise ou des vicissitudes du schisme au moment où le Vénitien Angelo Correr monta sur le trône de saint Pierre. L'auteur a heureusement mis à profit les renseignements contenus dans ce « carteggio » et fait une bonne étude des mœurs et des manières de penser d'une honnête famille cultivée de Venise au début du xv^e siècle.

Signalons aussi de M. Dalla Santa un autre intéressant opuscule : « Benedetto Soranzo, patrizio veneziano, arcivescovo di Cipro e Girolamo Riario » ; una pagina nuova della guerra di Ferrara degli anni 1482-1484 » (Venise, *R. Deputazione*, 1916, in-8°, 82 p.), où il a utilisé quelques lettres de Benedetto Soranzo, trouvées également aux archives de Venise.

J. A.

— Alfonso LAZZARI. *Un Umanista romagnolo alla Corte d'Ercole II d'Este. Bartolomeo Ricci da Lugo* (Ferrare, Zuffi, 1916, in-8°, 248 p.). — M. Lazzari s'est depuis longtemps spécialisé dans l'étude de l'histoire de Ferrare et de la cour d'Este. Son étude sur l'humaniste Bartolomeo Ricci, de Lugo, qui vécut à la cour d'Ercole II et d'Alphonse II d'Este, a une place importante parmi les travaux qu'il a publiés jusqu'ici. La période dont il s'occupe est une des plus intéressantes pour l'histoire intellectuelle de Ferrare : elle va à peu près de la mort d'Arioste à l'arrivée du Tasse. Ces vingt ans d'activité artistique et littéraire (1540-1560) n'avaient pas encore attiré beaucoup l'attention. Or, les œuvres mêmes de Ricci, surtout ses lettres, offrent de précieux renseignements sur les mœurs et la vie de la cour de Ferrare au milieu du xvi^e siècle. Elles ont permis à M. Alfonso Lazzari de nous présenter un tableau de l'existence qu'on y menait, en groupant autour de Ricci les principaux savants et lettrés qui y vivaient alors. Aux nombreuses informations fournies par l'*Epistolario* de l'humaniste romagnol, l'auteur a ajouté celles, moins importantes, que pouvaient lui donner les archives de Ferrare et de Modène.

Le sujet qu'a traité M. Lazzari était presque neuf ; car il est difficile de considérer comme une œuvre sérieuse le « discours » que Gaetano della Casa publia en 1834 sur Bartolomeo Ricci. Mais, en le reprenant, il a voulu faire mieux qu'une monographie ; il a fait revivre, à une de ses belles époques, la cour de Ferrare en un volume solidement construit, très précis, d'une bonne documentation et agréablement écrit.

J. A.

— *R. Deputazione sopra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia* (Turin, Bocca, éd.). — Cette Société continue la série de ses publications, en particulier celle du « carteggio diplomatico » du comte Vittorio Amedeo Balbo Bertone di Sambuy, qui fut ambassadeur à Vienne, de 1835 à 1846. Le tome II, paru en 1915 (618 p.), contient les documents diplomatiques des années 1839 à 1841. En les éditant intégralement, M. Mario degli Alberti contribue à mieux faire connaître la politique extérieure du Piémont à l'époque de Charles-Albert. Le tome XVII de la troisième série des « Miscellanea di storia italiana », paru également en 1915 (610 p.), contient plusieurs études ou documents intéressants : « Gli antenati di Napoleone I in Lunisiana » (Giovanni SFORZA) ; un curieux essai de M. Carlo CONTESSA sur les conséquences économiques d'un projet de mariage entre Victor-

Amédée II de Savoie et l'infante Isabelle de Bragance, héritière du trône de Portugal (1678-1682); la publication de l'« *Historia vite et gestorum per dominum magnum Cancellarium* », qui est l'histoire de Mercurino Arborio di Gattinara, grand chancelier de Charles-Quint (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 384). Notons enfin une étude de Vittorio Adami sur la « magistratura dei confini negli antichi domini di Casa Savoia » et une réimpression de « la victoire de très haut et magnanime prince Emanuel Philibert, duc de Savoie », par Marc Claude DE BUTTET.

J. A.

— R. *Deputazione veneta di storia patria. A commemorare nel primo cinquantenario la liberazione della Venezia. Il Nuovo Archivio veneto (1866-1916)* (Venezia, Ferrari, 1916, 692 p.). — Le « *Nuovo Archivio veneto* » a voulu commémorer le cinquantenaire de la délivrance de Venise du joug autrichien par une publication consacrée exclusivement à l'histoire de la grande ville adriatique au moment où elle conquiert son indépendance. Les études que contient la partie II du tome XXXII (nouvelle série) de cette Revue, une des plus importantes parmi celles qui s'occupent d'histoire d'Italie, sont presque toutes intéressantes. M. Roberto CESSI commence par quelques pages de développements généraux : « Agli albori del Risorgimento ». Puis viennent quatre articles qui apportent chacun des vues et des documents nouveaux : « I comitati segreti della Venezia prima e durante la campagna del 1866 » (G. SOLITRO); « Irredentismo veneto e proclami nazionali » (1860-1866) (A. OTTOLINI); « Le elezioni nelle provincie venete la primavera del 1861 » (G. OCCIONI BONAFFONS); « Documenti riservati della polizia austriaca nelle provincie venete » (1860-1864) (Aug. SERENA). M. Antonio PILOT publie les notes prises au jour le jour par Cigogna, relatant, pêle-mêle, les événements essentiels de l'histoire de Venise, de 1851 à 1866. Il faut aussi mentionner le soin avec lequel M. Alessandro LUZIO a édité les souvenirs du martyr de Belfiore, Enrico Tazzoli, sur la situation de Mantoue en 1848. M. Edoardo PIVA étudie la façon dont les Autrichiens furent chassés de Rovigo en 1848; et M. Giuseppe BIADEGO nous fait connaître le « carteggio » inédit d'Alcardo Aleardi, de l'année 1850-1853. Cet intéressant volume se termine par le compte-rendu de l'assemblée générale de « la R. Deputazione di storia veneta » du 5 novembre 1916, avec le discours qu'y prononça M. Charles Diehl, chargé d'y représenter l'Institut de France.

J. A.

— Giuseppe CALABRÒ. *Mazzini. La dottrina storica* (Palerme, Reber, 1916, in-16, 350 p.). — M. Calabrò définit son livre une « étude de critique historique », ce n'est peut-être pas le titre qu'il mérite. Nous y trouvons avant tout un dépouillement minutieux de tous les passages des œuvres de Giuseppe Mazzini concernant l'évolution des grands événements historiques. Ce sont des morceaux choisis de Mazzini présentés en un ordre qui est souvent arbitraire. Il nous suffira de dire que, dans le même volume, M. Calabrò reproduit l'opinion

de Mazzini sur la mission de Jules César et la littérature du XIX^e siècle, sur O'Connel et la religion de Dante! C'est un livre qui ne peut rendre que de bien petits services. Cela se comprend, l'auteur n'ayant pas eu d'autre peine que celle de mettre bout à bout des extraits de Mazzini!

J. A.

— Alfonso LAZZARI. *Lettere di Eleonora Ruffini a E. Benza* (Città di Castello, Lapi, 1916, 90 p.; extrait de la *Rassegna storica del Risorgimento*, 3^e année, fasc. 5-6). — Giuseppe Mazzini avait dit d'Eleonora Ruffini qu'il croyait en elle « comme en un oracle, comme en l'âme la plus religieuse, la plus pure, la plus trempée par la douleur qui existât sur la terre ». Les malheurs et les souffrances de sa vie n'ont pas encore trouvé d'historien. Mais M. Lazzari a apporté une intéressante contribution à l'étude de son caractère en publiant les lettres qu'elle a échangées avec Giuseppe Elia Benza (1802-1890). Cet ami de Mazzini fut aussi un fidèle ami d'Eleonora Ruffini, qui le considérait « comme un conseiller du ciel ». Dans les lettres qu'elle lui écrivait, elle ne dissimulait ni son caractère ni ses sentiments. Elle y apparaît comme étant douée d'une délicate sensibilité, d'une grande bonté et de beaucoup de courage. On la suit dans les malheurs de sa vie; et à travers le style emphatique qu'elle emploie, on devine ce que son sentimentalisme avait parfois d'exagéré. Le « carteggio », publié par M. Alfonso Lazzari, sera précieux à qui voudra étudier de façon approfondie la psychologie d'une des plus attirantes figures du *Risorgimento*.

J. A.

— Antonio PANELLA. *Gli studi storici in Toscana nel secolo XIX e l'opera cinquantenaria della R. Deputazione toscana di storia patria* (Bologna, Zanichelli, 1916, in-8°, 208 p.). — Le 27 novembre 1912, la « Deputazione toscana di storia patria » célébrait le cinquantenaire de sa fondation. Un volume paru quatre ans après était destiné à le commémorer. Il contenait, outre le travail de M. Panella, des détails biographiques sur Giovan Pietro Vieusseux, qui fonda le cabinet « scientifico-littéraire » de Florence et « l'Archivio storico italiano » et exerça ainsi une réelle influence sur le « risorgimento » italien. M. Giuseppe Rondoni s'est chargé d'étudier sa vie, en même temps que M. Francesco Baldasseroni a réuni une série de documents sur les débuts de l'« Archivio storico italiano ».

L'étude de M. Panella a plus de portée et d'intérêt général que ces deux premières. Son auteur l'a conçue comme un guide pouvant donner une idée rapide de l'état des études historiques en Toscane. Il rappelle que c'est l'Académie des sciences de Turin qui, en 1858, montra l'intérêt de travaux de ce genre, en proposant au concours le sujet suivant : le développement des études historiques depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'en 1848. Pour l'histoire toscane, il n'existait jusqu'à présent que les indications fragmentaires contenues dans la *Geschichte Toscana's seit dem Ende des florentinischen Freistaates* (Gotha, 1877) de Reumont. M. Panella a donc eu l'idée la

meilleure en profitant du cinquantième de la *Deputazione di storia patria* de son pays pour étudier non seulement l'activité scientifique de cette Société, mais l'ensemble des travaux historiques consacrés à l'histoire de la Toscane. Il est remonté au milieu du XVIII^e siècle pour y analyser l'influence du grand Muratori, notant tout ce qui fut fait d'important jusqu'au début du XIX^e siècle. En étudiant le développement des études historiques au cours des cinquante dernières années, il en a constaté l'émiettement : « On dirait que les études historiques ont eu chez nous des méthodes *unitaires* tant que l'Italie fut divisée en plusieurs États; elles les perdirent lorsque l'Italie fut constituée en nation. » Il s'est fondé de nombreuses sociétés d'histoire locale qui ont dépensé, à l'étude de petites questions, une activité qui n'était pas en rapport avec l'importance des sujets traités. M. Panella attribue en partie à l'influence germanique cette fâcheuse tendance : « La méthode allemande », dit-il, « a donné à l'Allemagne de grandes œuvres; elle nous a donné, à nous, au contraire, une production fragmentaire, un amas de travaux plus ou moins importants comme volume, presque toujours faibles de contenu, dans lesquels la surabondance de notes et de citations semble destinée à cacher l'absence d'idées. »

Il y a une grande part de vérité dans ce jugement de l'auteur, comme dans ce qu'il nous dit des tentatives de Perrens et de Davidsohn. Peut-être aurait-il pu différencier encore plus nettement les œuvres qui étaient utiles pour l'élaboration d'une histoire générale de la Toscane et celles qui étaient à laisser de côté ou à peu près. Il y a quelques travaux fondamentaux sur lesquels il aurait sans doute été bon d'insister. C'est à peine une critique. Car le volume de M. Panella est ce qu'il veut être : un excellent guide pour ceux qui s'occupent d'histoire de la Toscane. Il faut remercier aussi la *Deputazione di storia patria* de cette province d'avoir hâté la publication d'un aussi utile instrument de travail. J. A.

— Arnaldo BONAVENTURA. *Saggio storico nel teatro musicale italiano* (Livourne, R. Giusti, 1913, in-16, 414 p.). — M. Arnaldo Bonaventura, l'érudit florentin, a entrepris d'écrire l'histoire du théâtre de musique italien, depuis les « sacre rappresentazioni » jusqu'aux formes les plus récentes du drame musical. Il définit lui-même le but de son étude en disant qu'il a voulu faire non l'histoire de l'opéra, mais l'histoire du théâtre d'opéra. C'est en même temps une étude de l'évolution du goût italien; car M. Bonaventura a voulu s'occuper non seulement des origines et du développement du théâtre d'opéra en Italie, mais de son influence en Europe. Si l'on songe que pendant longtemps les autres nations européennes n'eurent pas d'autre théâtre que le théâtre italien, on conçoit l'importance de la question traitée. L'auteur est très bien informé et sa bibliographie contient les publications essentielles. Son livre rendra les plus grands services; il comble une lacune, puisqu'il n'existait jusqu'à présent que des articles fragmentaires sans vues d'ensemble.

Il n'y faut point chercher ce qui n'y est pas : l'évolution de l'opéra

italien ou des jugements sur les œuvres dont il parle. Les opéras ne sont envisagés que comme ayant donné lieu à un certain nombre de représentations. Parfois on a trop l'impression d'un catalogue de faits et de dates. Il était difficile à vrai dire d'enfermer en un si mince volume une telle masse de renseignements sans échapper au reproche d'aridité. M. Bonaventura n'en a pas moins fait une œuvre pleine de mérites et de qualités, que liront avec profit les musicologues spécialisés dans l'étude de la musique française; ils y trouveront d'utiles renseignements sur les rapports artistiques entre la France et l'Italie.

J. A.

HISTOIRE DE POLOGNE.

— W. GRABIENSKI. *La Pologne. Résumé d'histoire*, traduit d'après le manuscrit par Marie RAKOWSKA (Paris, Fischbacher, s. d., in-8°, 78 p.; prix : 1 fr.). — En ce moment où la question polonaise prend un caractère si poignant d'actualité, il est nécessaire de posséder des notions exactes et précises sur l'histoire de ce malheureux pays démembré et martyrisé. M. Grabienski, qui a consacré sa vie à l'enseignement dans les écoles supérieures de Varsovie, nous rend le service de nous en présenter le résumé. Il passe rapidement sur les débuts, pour arriver vite au XVIII^e siècle où, sous prétexte de maintenir l'ordre dans le pays, les « trois aigles noirs » s'en partagent les lambeaux. Après le partage, les nouveaux maîtres du pays travaillèrent, mais en vain, à détruire la nation polonaise. En dépit des persécutions, sa vitalité s'est manifestée avec tant de force que son autonomie doit être une des conditions de la paix future. Ch. B.

— Anne-Marie GASZTOWTT. *Une mission diplomatique en Pologne au XVII^e siècle. Pierre de Bonzi à Varsovie, 1665-1668* (Paris, Champion, 1916, in-8°, 60 p.). — M^{lle} Gasztowtt, étudiante en Sorbonne, connaissant bien la langue polonaise, a pu se servir des travaux écrits sur ce sujet en Pologne, notamment de l'excellent livre de Casimir Waliszewski, paru en 1889 : *les Relations diplomatiques de la France et de la Pologne de 1644 à 1667*. Mais elle a revu les lettres, rapports et mémoires du futur cardinal de Bonzi, conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères et déjà consultés par Waliszewski; elle a trouvé au même dépôt la correspondance de des Noyers, secrétaire des commandements de la reine de Pologne Marie de Gonzague ou plutôt Marie-Louise, avec un certain Bouillaud à Paris, et elle a pu suivre ainsi, presque jour par jour, de 1665 à 1667, les intrigues de l'ambassadeur. Celui-ci avait pour instruction de décider le roi Jean-Casimir à abdiquer et à laisser le trône de Pologne au duc d'Enghien ou mieux encore à son père, le grand prince de Condé : la maison d'Autriche aurait été ainsi menacée à revers par cette royauté française. Toutes les démarches de Bonzi devaient être inutiles; l'argent qu'il répandit en Pologne fut dépensé en pure perte. La reine Louise-Marie mourut le 10 mai 1667, et la France avait à ce moment

d'autres préoccupations : elle s'engageait contre l'Espagne dans la guerre de dévolution. Elle songea un moment à pousser sur le trône de Pologne, à défaut de Condé, le prince Frédéric-Guillaume de Neubourg; mais, quand Jean-Casimir eut abdiqué en 1668 et se fut retiré en France où le roi lui donna les abbayes de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Martin de Nevers, un candidat national, Michel Wisnowiecki, fut élu. Le travail de M^{lle} Gasztowtt, malgré certaines gaucheries dans la forme, rendra service aux historiens. C. Pf.

HISTOIRE DE SUISSE.

— La 6^e livraison de l'*Histoire militaire de la Suisse*, publiée sous la direction de l'État-major général (éd. française, Berne, 1916, in-8°, 110 p., avec 8 cartes), contient deux chapitres, dont le premier, par M. R. FELLER, est intitulé : « Alliances et service mercenaire, 1515-1798. » Dans le système des alliances contractées avec l'étranger par les confédérés, l'alliance française tient de beaucoup la première place. Aussi l'histoire générale de la Suisse ne peut-elle que tirer profit d'une étude des moyens que la France employa pour établir et conserver son influence. L'un des buts principaux des alliances que les puissances européennes recherchaient avec les Suisses était de s'assurer le concours d'un aussi grand nombre que possible de soldats mercenaires. L'auteur a fort bien décrit les transformations successives du service mercenaire des Suisses durant près de trois siècles. Il a rendu cet aperçu plus vivant en y intercalant le récit de quelques-unes des journées où l'héroïsme du soldat suisse s'est affirmé de la manière la plus glorieuse : celles de Cérisole (1544), de Meaux (1567), de Malplaquet (1709) et du 10 août 1792.

Dans un second chapitre, M. F. PIETH, déjà connu par une étude très complète sur les campagnes du duc de Rohan dans la Valteline et les Grisons, a donné un excellent résumé de l'histoire de « la Suisse pendant la guerre de Trente ans, 1618-1648 ». V. v. B.

— Dans la série des « Opinions suisses », dont les auteurs se proposent de travailler à l'affermissement de la conscience nationale par la discussion des problèmes d'ordre politique, économique et social qui intéressent le présent et l'avenir de la Suisse, il convient de signaler l'étude de M. Lucien CRAMER sur *Notre neutralité. Autrefois et aujourd'hui* (Genève, Sonor [1917], in-8°, 115 p.). Le développement historique de cette institution y est exposé principalement à l'aide de l'ouvrage, devenu classique, du professeur zuricois M. Paul Schweizer. On y trouvera, en particulier, le texte des actes des congrès de Vienne et de Paris (1815) qui ont assuré, à titre perpétuel, à la neutralité « volontaire » de la Suisse la reconnaissance collective et la garantie des puissances. Ces actes, dont la portée précise est mise en lumière dans un excellent commentaire, forment encore aujourd'hui la base de la situation internationale de la Suisse. Ils n'ont été appliqués d'une manière compatible avec la pleine souveraineté de cet

État qu'à partir de 1848, après que le pouvoir fédéral eut été renforcé par une nouvelle constitution et que la ferme attitude de la diète eut écarté le système de protection que les puissances s'étaient efforcées de maintenir en Suisse depuis 1815. Dans sa conclusion, l'auteur définit les caractères de la neutralité actuelle de la Suisse, qui laissent à celle-ci, dans ses rapports internationaux, une plus grande liberté d'action qu'on ne l'admet généralement; il montre quels devoirs elle impose à la Confédération et aux simples citoyens, devoirs d'impartialité, mais non de neutralité passive, dont l'accomplissement inspirera confiance aux belligérants et permettra à la Suisse de développer, dans le domaine moral aussi bien que dans le domaine économique, ce rôle d'intermédiaire entre les nations que lui assigne sa position géographique. Parmi les publications provoquées en Suisse par les événements actuels, celle-ci est une des plus instructives et des plus utiles.

V. v. B.

— Sous ce titre : *l'Indépendance intellectuelle de la Suisse* (Zurich, Orell Füssli, 1917, in-8°, 109 p.), MM. les professeurs P. SEIPPEL, F. DE QUERVAIN, E. ZÜRCHER et L. RAGAZ ont publié, en français, les discours prononcés par eux, le 15 novembre 1915, à la première assemblée de l'Association nationale des universitaires suisses, en réponse à la question inscrite à l'ordre du jour de cette séance : « Que doivent faire les universitaires suisses pour la défense de l'indépendance intellectuelle de leur pays? » M. Ragaz y a joint la traduction de deux réponses adressées dès lors à ses contradicteurs, dans lesquelles il précise sa pensée sur les dangers que fait courir à l'« helvétisme » l'infiltration des théories morales, religieuses et politiques de l'Allemagne « impérialiste ». Si ces divers morceaux, ceux en particulier qui sont dus au penseur indépendant qu'est M. Ragaz, sont surtout utiles à méditer pour des Suisses, auxquels ils rappellent les fondements essentiels de la démocratie moderne, de celle de leur pays en particulier, et les conditions de son maintien et de son développement ultérieur, nul cependant, parmi les amis de la Suisse ou de la liberté, ne les lira sans intérêt ni sans émotion. La lecture de ces pages, écrites avec une sincérité parfaite et une grande élévation, révélera, mieux que beaucoup d'autres, les conflits d'ordre spirituel qui divisent les Suisses depuis le début de la grande guerre et qui existaient déjà auparavant, bien que moins aigus.

V. v. B.

HISTOIRE D'ORIENT.

— Philip KHŪRI HITTĪ. *The origins of the islamic state*, being a translation from the arabic accompanied with annotations, geographic and historic notes, of the Kitāb futūh albuldān of al-imām abū cabbās Ahmad ibn Jābir ALBALĀDHURI, vol. I (forme le volume LXVIII des « Studies in history, economics and public law » de la Columbia University. New-York, 1916, in-8°, 518 p.). — Le *Futūh albuldān*, « les conquêtes des pays », dont le Dr Hitti donne ici la traduction

anglaise (le texte en a été publié par le Hollandais De Goeje en 1866), est la principale autorité pour l'histoire de la formation de l'Empire des Arabes. L'auteur Albalâdhuri, Arabe du ix^e siècle de notre ère, est le dernier grand historien des conquêtes musulmanes. L'introduction du traducteur est à lire; elle nous expose les origines et les progrès de l'historiographie arabe et nous montre ce qu'est chez les Arabes la critique historique : respect des autorités et des sources (isnâd) poussé jusqu'à l'absence d'indépendance du jugement, équation personnelle presque nulle; point de discussion critique des faits et des dates. Il faut dire que cette critique devenait parfois impossible, surtout quand les témoignages des contemporains recueillis seulement par la voie orale n'étaient consignés par l'écriture qu'un siècle ou deux après l'événement. C'est ainsi que pour la victoire de Nihâwand, qui fut le fait militaire décisif de la conquête musulmane et le coup mortel porté à l'indépendance de la Perse, la date varie entre l'an 19 et l'an 24 de l'hégire (hidjirâtère de « la fuite »), alors que tous les auteurs s'accordent à la faire tomber un mercredi et que par contre tous en ignorent le mois. L'ouvrage arabe étant l'abrégé d'un autre plus considérable, aujourd'hui perdu, pèche par excès de concision. Le traducteur a dû, dans plus d'un passage obscur, faire œuvre de commentateur et élucider la pensée masquée par le texte. Aussi cette publication sera-t-elle utile autant aux arabisants qu'aux historiens. — A. BARTHELEMY.

— Sir Arthur EVANS. *Les Slaves de l'Adriatique et la route continentale de Constantinople*, avec deux cartes. Traduit de l'anglais par P. DE LANUX (Londres, The Near East, in-8°, 39 p.). — Sir Arthur Evans a autorisé M. P. de Lanux à traduire une conférence qu'il a faite en janvier 1916 à la Société royale de géographie de Londres. Conférence instructive au plus haut degré. L'auteur connaît, pour l'avoir parcouru à pied, tout le territoire occupé par l'Autriche des Alpes de Styrie jusqu'à l'Adriatique; il a été l'hôte de moines orthodoxes comme de franciscains, de begs bosniaques comme de chefs chrétiens insurgés contre les Turcs; il sait les prétentions élevées par les Italiens et les Slaves pour la possession de la côte et des îles orientales de l'Adriatique. Il estime que l'Italie est justifiée à prendre ses précautions contre l'écrasant avantage que la possession de l'Istrie et de la Dalmatie donne à l'Autriche, sa plus redoutable rivale; mais il sait aussi que les peuples de ces régions sont en grande majorité slaves, qu'ils ont été jusqu'à ce jour opprimés et qu'ils attendent de la défaite de l'Autriche leur libre développement dans l'avenir. Un accord entre les deux groupements rivaux est d'un égal intérêt pour chacun d'eux; seul, il peut rendre la paix durable; il est possible si chacun, au jour du règlement de comptes, sait accomplir les sacrifices nécessaires dans un esprit d'équité suprême. Une carte comme celle qui termine la brochure est la base fondamentale de toute étude sérieuse, de toute négociation réfléchie. Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1917, janvier-février. — Albert MATHIEZ. Robespierre et Benjamin Vaughan (B. Vaughan, député à la Chambre des Communes et membre de l'opposition, dut quitter l'Angleterre en 1794 pour échapper à la persécution des ministres anglais; arrêté par la police révolutionnaire sous le faux nom de Jean Martin, il fut rendu à la liberté à la suite d'un rapport favorable de Buchot, 8 messidor an II. Une légende, qui se forma aussitôt après le 9 thermidor, fit de Vaughan un ami de Robespierre en même temps qu'un agent de Pitt; cette légende a été inventée par Barère). — Gustave ROUANET. Les premiers leaders parlementaires en France; fin (parle des quelques orateurs dissidents du clergé et de la noblesse qui passèrent au parti du tiers et amenèrent la fusion des trois ordres). — Fr. VERMALE. La vente des biens nationaux dans l'Isère en l'an IV. — Maurice DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. Les déprêtrisations. — Albert MATHIEZ. La crise de Varennes dans la correspondance inédite des députés de Besançon à la Constituante (publie les lettres écrites alors par deux obscurs députés de Besançon, Lapoule et Martin, 22 juin-18 juillet 1791). — C. CHAMPON. Un jugement motivé sur la Restauration (publie un « état de la France » rédigé en 1824 par Étienne Babey, oratorien, émigré en Angleterre après le 10 août, attaché au ministère de Fouché en 1805, mais dénué d'ambition et d'esprit indépendant). — Albert MATHIEZ. Danton, « Dannon », Pitt et M. J. Holland Rose (M. Rose nie qu'il y ait eu aucune tentative faite auprès de Pitt pour sauver la vie de Louis XVI; il nie toute démarche directe ou indirecte de Danton et croit qu'on a pris pour Danton un certain Dannon, ami de Danton d'ailleurs, qui offrit secrètement de sauver Louis pour 40,000 livres; mais Dannon n'existe pas, c'est le nom estropié de Daunou. Et ce n'est pas Daunou qui envoya Noël à Londres en août 1792 pour tâter Pitt; c'est Danton lui-même; les mémoires de Lameth le nomment en toutes lettres). — M. DOMMANGET. La suppression de la pâtisserie dans l'Oise en l'an II. — G. ROUANET. Quand les républicains furent-ils appelés « bleus », par opposition aux « chouans »? (cette dénomination se rencontre pour la première fois dans une lettre de Coiffy, chef de l'État-major de l'armée de Granville, qui fut lue dans la séance du 3 frimaire an II, 23 novembre 1793). — M. DOMMANGET. Le lendemain

du 18 brumaire à Beauvais et à Bresles, Oise. — A. MATHIEZ. Une lettre inédite de Robespierre jeune (datée de « Commune affranchie », 6 ventôse an III). — DELPECH. Le droit de cuissage en 1744 (publie un acte passé devant le lieutenant de Bertaucourt-les-Thennes, Somme). — C.-rendus : F. Mourlot. La fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen, 1787-1790 (livre d'un grand intérêt). — Decap, de La Martinière et Bideau. L'instruction primaire en France aux XVIII^e et XIX^e siècles (notes et documents sur l'instruction primaire dans l'ancien diocèse de Rieux en Languedoc, dans les départements de la Marne et du Morbihan). — Ch. Chapelier. Jean-Antoine Maudru, évêque constitutionnel des Vosges, 1791-1801 (liste et analyse des écrits dus à ce prélat). — R. Le Forestier. Les plus secrets mystères de hauts grades de la maçonnerie dévoilés, 1774 (bon).

2. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1916, juillet-octobre. — G. HUET. La légende des Énergés de Jumièges. Texte latin (d'après deux mss. de Rouen où la légende des Énergés est incorporée à une vie de sainte Bathilde). — F. AUBERT. Les sources de la procédure au Parlement au XIV^e siècle; suite (Guillaume du Breuil et son commentateur Étienne Aufréri, Jacques d'Ableiges et leurs œuvres). — Cl. BRUNEL. Documents linguistiques du Gévaudan; suite et fin (analyse soixante documents du XI^e au XVI^e siècle. A la suite, une étude philologique). — H. OMONT. La collection Doat à la Bibliothèque nationale. Documents sur les recherches de Doat dans les archives du sud-ouest de la France de 1663 à 1670 (d'après les papiers mêmes de Doat, classés autrefois dans la « septième armoire » de Baluze, déplacés au XVIII^e siècle par l'abbé Claude Sellier et récemment retrouvés. Publie à la suite plusieurs documents permettant de suivre jour par jour le président Doat dans ses visites aux dépôts d'archives. Le dernier est un « Mémoire sur les difficultés qui se sont rencontrées en l'exécution de la commission du sieur de Doat »). — C.-rendus : Ch. H. Haskins. The Normans in European history (remarquable). — L. Delisle et Élie Berger. Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France; t. I (important; mais beaucoup d'actes auraient dû être éliminés parce qu'ils n'intéressent pas les affaires de France). — G. Bonenfant. Les séminaires normands du XVI^e au XVIII^e siècle. Fondation, organisation, fonctionnement (excellente thèse de droit canonique). — Besnier, Lantier, Gasquier, Moisy, Quéru, Sauvage. Études lexoviennes; t. I (intéressant). — Maugis. Documents inédits concernant la ville et le siège du bailliage d'Amiens; t. II (très utile recueil). — A. Mercati. Frammenti Matildici, 1^{re} série (trois bons mémoires sur la grande comtesse Mathilde). — Aug. Longnon. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, 1172-1261; t. III (important). — Id. et abbé V. Carrière. Pouillés de la province de Trèves (textes intéressants ou curieux, bien

publiés). — *Fr. Ginsberg*. Die Privatkanzlei der Metzger Patrizierfamilie de Heu, 1350-1550 (intéressant pour le diplomate, le philologue et l'économiste). — *L. Halphen*. L'histoire de France depuis cent ans (attachant et instructif). — *E. Jørgensen*. Les bibliothèques danoises au moyen âge (recherches sur les manuscrits danois; ils ont été assez peu nombreux et beaucoup d'entre eux ont disparu; on n'en connaît guère plus de 300). — *J. de Bugnin*. Le congé pris du siècle séculier, poème du xv^e siècle publié avec une introduction par *A. Piaget*. — *H. Courteault*. Le dossier « Naples » des archives Nicolay. Documents pour servir à l'histoire de l'occupation française du royaume de Naples sous Louis XII (important).

3. — La Révolution française. 1917, janvier-février. — *A. AULARD*. Maurice Tourneux; *F. BUISSON* et *A. AULARD*. James Guillaume (deux articles nécrologiques). — *J. CAUDRILLIER*. Bordeaux sous le Directoire (le commerce, les nouveaux parvenus, incroyables et merveilleuses, les plaisirs, les royalistes et les jacobins; brumaire accueilli avec satisfaction par la masse du peuple). — *A. AULARD*. La France patrie parfaite (dans la famille française, il n'y a pas un seul membre qui y soit retenu malgré lui, qui veuille s'en séparer, qui s'y sente malheureux). — *Cl. PERROUD*. Une lettre de Petion à Brissot à propos du veto suspensif (8 septembre 1789). — *C.-rendus*: *A. Debidour*. Histoire diplomatique de l'Europe; t. III (claire, solide, impartiale). — *Edmond Poupé*. Documents relatifs au clergé réfractaire varois (édités avec soin). — *Poultney Bigelow*. Mes souvenirs de Prusse, traduits de l'anglais (pages enjouées et ironiques; on voit bien l'incompatibilité entre l'idéal américain et les manières prussiennes).

4. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1916, 4^e trimestre. — *Louis DELAUAUD*. Documents coloniaux. Extraits des papiers de Du Fresne (Du Fresne fut de 1659 à 1663 premier commis de Loménie de Brienne, secrétaire d'État des Affaires étrangères; puis il fut employé par Lionne et Colbert. Il avait formé une collection de vingt-quatre volumes de documents, plus un volume pour la table. De ces vingt-quatre volumes, le ministère des Affaires étrangères en a acquis en 1910 huit, plus la table. De l'un de ces volumes, Delavaud a tiré une série de mémoires de l'abbé Paulmyer sur la création d'une France australe, 1667, d'un autre une lettre sur l'expédition du marquis de Mondevergue à Madagascar, 1668). — *Henri DEHÉRAIN*. La carrière africaine d'Arthur Rimbaud (né à Charleville en 1854, mort à Marseille en 1891; ses trois séjours en Abyssinie de 1880 à 1891). — *C.-rendus*: Annuaire et Mémoires du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française (série de mémoires remarquables sur la région). — Correspondance du Conseil supérieur de Pondichéry avec le Conseil de Chandernagor; t. I et II: 1728-1747 (mine précieuse de renseignements). — Correspondance du capitaine *Daumas*, consul à Mascara, 1837-1839, publiée par *Georges*

Yver (très instructive). — L.-A. Constans. Gigthis (excellente histoire de cet emporium de la petite Syrté). — Edmond Doullé. Missions au Maroc. En tribu (analyse du chapitre sur la domination portugaise entre Mogador et Mazagan).

5. — **Revue de l'histoire des religions.** 1916, novembre-décembre. — G. HUET. Un miracle de Marie-Madeleine et le roman d'Apollonius de Tyr (montre qu'un épisode de la vie de Marie-Madeleine, telle que la raconte la légende dorée, est directement emprunté au roman d'Apollonius). — J. DAUTREMER. Le bouddhisme au Japon; II (influence du christianisme sur le bouddhisme japonais par l'intermédiaire des Nestoriens; les dix commandements de Sakia accompagnés d'instructions, le tout traduit du chinois en japonais; état actuel du bouddhisme; toutes les tentatives de propagation n'ont eu que des résultats négatifs). — A. MORET. Maspero et la religion égyptienne (analyse avec pénétration les travaux de Maspero sur la religion égyptienne, comme il a analysé dans notre Revue ses travaux sur l'histoire proprement dite). = C.-rendus : Northcote W. Thomas. Anthropological Report on Sierra Leone (langues indigènes du protectorat; étude anthropologique : les habitants, leur religion et leurs superstitions; le travail appartient à la sociologie descriptive). — Élie Benamozech. Israël et l'humanité (thèse historique contestable; a combiné les conceptions et les tendances de plusieurs époques différentes; mais donne des renseignements précis sur une foule de questions de détail). — J. Abelson. Jewish Mysticism (vue d'ensemble très juste). — Mrs. C. A. F. Rhys-Davids. Buddhist psychology (explique la terminologie psychologique des livres pâlis). — Mrs. C. A. F. Rhys-Davids et Schwe Zan Aung. Points of controversy (traduction en anglais du Kathāvattu, traduction souvent écourtée).

6. — **Revue des études napoléoniennes.** 1917, janvier-février. — Ch. SAUNIER. Ph.-A. Hennequin et les « Remords d'Oreste » (biographie d'un peintre de l'école de David qui eut son heure de célébrité en exposant en 1800 une toile immense où il avait peint Oreste poursuivi par les Furies; le public y vit surtout une allusion : l'esprit révolutionnaire persécuté par la contre-révolution victorieuse. Exilé volontaire en 1815, Hennequin alla mourir en Belgique en 1833. Quant au tableau, après avoir appartenu d'abord au Louvre, il en sortit en 1874 et fut attribué à la ville de Saint-Pol; mais il gît encore dans un grenier, attendant un emplacement assez vaste pour reparaitre au grand jour). — Jean BOURDON. L'administration militaire sous Napoléon I^{er} et ses rapports avec l'administration générale (expose les résultats auxquels sont arrivés Jean Morvan et le capitaine Lechartier; montre qu'en fin de compte, Napoléon n'eut pas toute l'artillerie dont il aurait eu besoin, même en 1805-1806, et qu'en 1814 il n'eut pas assez de fusils. Il n'eut pas non plus les finances de sa politique et, là encore, il improvisa). — SAINT-MATHURIN. Le culte de Napoléon

en Allemagne de 1815 à 1848 (surtout dans le sud et dans l'ouest de l'Allemagne. On y admirait en Napoléon à la fois le « dieu de la guerre » et le grand émancipateur du pays). — G.-M. DUTCHER. Le développement et les tendances actuelles des études napoléoniennes (communication faite par l'auteur à l'Assemblée générale de l'American historical Association tenue à Chicago en décembre 1914). = Mars-avril. Éd. DRIAULT. Les historiens de Napoléon : M. Frédéric Masson (forte étude sur l'ensemble de l'œuvre que M. Masson a consacrée à Napoléon et à sa famille). — Colonel A. GROUARD. Les derniers historiens de 1815, à propos des *Énigmes de Waterloo* de M. E. Lenient (« M. Lenient n'a éclairci aucun point de la journée du 16 juin 1815 et n'a déchiffré aucune énigme; en revanche, il a émis sur plusieurs points des appréciations nouvelles qui ne résistent pas à l'examen »; en particulier, il a eu tort de déprécier Jomini et de lui opposer Clausewitz. La faute capitale de Napoléon à Waterloo consiste en ce qu'il s'est mépris sur les projets de ses adversaires : il a cru qu'ils se dérobaient, tandis qu'au contraire ils se préparaient à lui livrer bataille). — G. WEILL. Un groupe de philanthropes français (le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, Charles-Philibert de Lasteyrie, Gérando, et deux fils de banquiers : Alexandre de Laborde et Benjamin Delessert. Leur biographie jusqu'en 1800. Dispersés par la Révolution, ils se retrouvent à Paris au moment où commence la réorganisation de la France; leur œuvre sociale se prolongea jusqu'à la Révolution de 1848; « hommes pratiques, ils ont tous conservé l'idéal du XVIII^e siècle, l'amour du bien public et la foi au progrès »). — Colonel SAUZEY. Le général d'Albignac, grand écuyer du roi Jérôme de Westphalie, 1807-1810 (extraits des papiers du général, qui sont conservés dans les archives de la famille de Chansiergues; il y est surtout question des pages, écuyers, équipages et chevaux de Sa Majesté). — Gabriel VAUTHIER. La maison de l'empereur et les pages. — Id. Voitures et chevaux de Napoléon. — Jos. DURIEUX. Sainte-Hélène en 1840 (publie une description qu'en a donnée le Dr Gustave Requier, chirurgien de marine, après un long séjour qu'il dut faire, pour cause de maladie, dans l'île inhospitalière). = C.-rendus : Éd. Driault. Les traditions politiques de la France et les conditions de la paix (objections présentées par Louis Davillé. M. Driault se déclare d'accord avec lui sur un point essentiel : « Je ne veux pas d'une Alsace-Lorraine au rebours; je ne veux pas de députés protestataires au Parlement français et les formules de M. Davillé me donnent toute satisfaction : l'influence française étendue jusqu'au Rhin, et le Rhin libre, internationalisé »). — E. Lomier. Annales du quartier maritime de Saint-Valéry-sur-Somme; t. II : le Consulat, l'Empire (bon).

7. — *Journal des savants*. 1916, décembre. — R. DE LASTEYRIE. Les monuments du sanctuaire dans les églises anglaises (d'après le livre de Fr. Bond, « The chancel of english Churches », l'autel, la table de communion, la piscine, l'acemby, c'est-à-dire l'armoire qui

servait à serrer les objets précieux d'usage courant, etc.). — A. PIGNIOL. La valeur historique des fastes (d'après le livre italien d'E. Pais; après les recherches de ce savant, il n'est plus guère permis de défendre ni l'authenticité des XII Tables ni celle des Fastes). — Ch.-V. LANGLOIS. Sermons parisiens de la première moitié du XIII^e siècle; suite et fin (ce recueil de la bibliothèque d'Arras a été destiné à des réguliers de l'ordre de Saint-Dominique ou à des écoliers; ce qu'il nous apprend sur l'esprit des religieux; signale d'autres problèmes qu'on se pose, en parcourant le catalogue des manuscrits de la bibliothèque d'Arras publié en 1872). — Henri DEHÉRAIN. Le service archéologique de l'Inde anglaise (depuis sa fondation en 1862; résume une brochure du directeur, Sir John Marshall). = C.-rendus : *Alfred Ernout*. Recueil de textes latins archaïques (instrument de travail aussi pratique que scientifique). — A. *Frothingham*. The roman territorial arch (les soi-disant arcs de triomphe indiquent en réalité les limites d'une province, d'une colonie, d'un municipe; très intéressant). — Actes de l'Athos (monastère de Chilandar); Actes grecs, par le R. P. *Louis Petit*; Actes slaves, par *B. Korabiev* (documents importants). = 1917, janvier. *Camille Jullian*. Aix-en-Provence dans l'antiquité (d'après le livre de Michel Clerc et à l'aide d'autres travaux. Aix et la Basse-Provence dans les temps ligures et à l'époque celtique qui commence vers l'an 400 avant notre ère). — L. BRÉHIER. L'hagiographie byzantine des VIII^e et IX^e siècles (d'après la publication de Loparev; dans les monastères de Palestine et de Syrie, en pays musulman; en Grèce, en Macédoine et en Thrace; dans les monastères basiliciens de Sicile et de l'Italie méridionale). — H. LEMONNIER. Les « Études » de Pierre Duhem sur Léonard de Vinci (importance de l'œuvre de Duhem sur Léonard. « Il n'est plus un historien de la pensée scientifique du moyen âge ou de la pensée moderne qui puisse rien écrire sans l'avoir étudiée, contrôlée peut-être et méditée. » Trois hommes ont eu, au XIV^e siècle, une importance scientifique exceptionnelle : Jean Buridan, Albert de Saxe, Thémon le fils du Juif; Léonard comprit leur mérite méconnu par les humanistes). = C.-rendus : *H. B. Walters*. Select Bronzes, greek, roman and etruscan, in the Department of antiquities in the British Museum (très belle publication; ce n'est pas un catalogue ni un essai de classification, mais un album de bibelots précieux). — *Augusto Rostagni*. Poeti alessandrini (grand nombre de vues ingénieuses). — *Paul Delannoy*. L'Université de Louvain (émouvant). — L. Noël. Louvain, 891-1914 (résumé de l'histoire de la ville, puis récit exact des lamentables événements d'août 1914). — *Giuseppe La Mantia*. Su i più antichi capitoli della Città di Palermo (étude sur les anciens privilèges de Palerme des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles).

8. — Polybiblion. 1916, novembre-décembre. Publications relatives à la guerre européenne (nous les avons déjà signalées). — *VISENOT*. Récentes publications illustrées. — *Comte C. DE BRISSAC*. Ouvrages

pour la jeunesse. = *Eusèbe*. Histoire ecclésiastique, texte grec et traduction par *Émile Grapin*; t. I et II (traduction aussi littérale que possible). — *Maurice Bernard*. La municipalité de Brest de 1750 à 1790 (bien documenté). — *Camille Bloch*. Les contributions directes sous la Révolution (excellent recueil). — *Ph. Dailly*. Belleville pendant la Révolution (il s'agit du quartier de Paris; œuvre dont le mérite est au-dessus de tout éloge). — *Mario degli Alberti*. La politica estera del Piemonte sotto Carlo Alberto, secondo il carteggio diplomatico del conte Vittorio Amadeo Balbo Bertone di Sambuy, ministro di Sardegna a Vienna; t. I : 1835-1838 (dépêches très intéressantes). — *J.-L. de Lanessan*. Histoire de l'entente cordiale franco-anglaise (conclusions d'un optimisme un peu utopique). — *P. Perreau-Pradier* et *M. Besson*. La guerre économique dans nos colonies (plein de faits précis et bourré de chiffres). — *L. Bonnefon-Craponne*. L'Italie au travail (riche en renseignements). = 1917, janvier. Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *Lucien Cornet*. Histoire de guerre (information abondante; utile répertoire); *Kr. Nyrop*. Er Krig Kultur? (volume rempli du culte ardent de la civilisation); *Camillo Antona-Traversi*. La guerra vista da Parigi (correspondance adressée à des journaux italiens du 29 juillet 1914 au 1^{er} août 1915); *Roberto Paribeni*. L'Italia e il Mediterraneo orientale (réclame du gouvernement italien une action énergique en Orient); *St. Coubé*. Le patriotisme de la femme française (abonde en anecdotes, en traits héroïques et émouvants). — *Léon CLUGNET*. Ouvrages sur les régions balkaniques (analyse de onze volumes récemment parus). — *Gustave Schlumberger*. Récits de Byzance et des croisades (savant et pittoresque). — *A. Fliche*. Les prégrégoriens (œuvre saine et vraie). — *D^r Cabanès*. La princesse palatine (insiste sur le génie scatologique de la princesse). — *G. Weill*. L'Alsace française de 1789 à 1870 (bon).

9. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1917, 20 janvier. — *J.-B. Gabarra*. Vie de l'abbé Pédeget; t. II (excellente biographie d'un humble curé de campagne qui fut aussi un très fin humaniste et un érudit d'une espèce qui disparaît). — *Abbé F. Uzureau*. La duchesse de Berry à Blaye. Journal de la comtesse d'Hautefort, sa compagne de captivité (important). — L'Hommage français (une des conférences sur l'Effort accompli par chacune des puissances alliées. Nous les avons déjà signalées ici même). — Les lettres, les sciences et les arts yougo-slaves (fort intéressant). = 27 janvier. *M. Saché*. Les Fillettes de Louis XI et le château d'Angers (ces « fillettes » furent probablement détruites sous la Révolution; elles furent reconstituées et employées, avec la plus grande barbarie, par les Prussiens à Angers en 1815). — *Jusserand*. With Americans of past and present days (remarquable). — *L. Barthou*. Lamartine orateur (étude pénétrante et attrayante). = 3 février. *P. A. Boeser*. Rijksmuseum von oudheden te Leiden (bonne description des momies

égyptiennes, provenant de Deir-el-Bahari, qui se trouvent aujourd'hui au musée des antiques de Leyde). — *R. Hirzel*. Plutarch (excellent). — *Alex. Tuetey*. Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris, 1417-1435; t. III : 1431-1436 (important). — *C. E. Vaughan*. The political writings of J.-J. Rousseau (remarquable édition). — Comte de *Caix de Saint-Aymour*. Vieux manoirs et gentilshommes bas-normands; promenades historiques dans le Val d'Orne (curieux et bien illustré). — Le Moniteur polonais; revue politique; n° 1, 15 décembre 1916. — *Paul-de-Saint-Maurice*. La ville envahie (il s'agit de Lille et du martyre qu'elle subit sous la domination allemande). = 10 février. *P. Gauthiez*. Sainte Catherine de Sienna, 1347-1380 (bonne monographie). — *R. Delachenal*. Les grandes chroniques de France. Chronique des règnes de Jean II et de Charles V; t. II : 1364-1380. — *E. Jovy*. Un fils de M^{me} de Sablé. M. de Laval, évêque de La Rochelle, et Phelippes de La Brosse (publie vingt-deux lettres adressées de 1662 à 1675 à M^{me} de Sablé ou au médecin Vallant, soit par le fils de la première, l'évêque de La Rochelle, soit par le vicaire général de l'évêque, Phelippes de La Brosse; utile pour l'histoire du jansénisme en province et pour les effets qu'y produisirent les mesures prises à Paris). — *Id.* Une date ignorée de l'histoire de la prédication de Bossuet. Mathieu Feydeau et Catherine de La Planche (la date ignorée est celle du 27 janvier 1663, où l'abbé Bossuet prêcha quand une des filles de La Planche prit le voile). — *Alfred Rufer*. Der Freistaat der III Bünde und die Frage des Veltlins, 1796-1797 (très bonne publication). = 17 février. *Studi della scuola papirologica*; I (important). — *Th. Reinach*. Au Parlement, 1906-1914. Discours, propositions de lois, rapports parlementaires; t. II. — Guide-Argus de l'Aisne et de l'Oise (bon). — Abbé *Augustin Aubry*. Ma captivité en Allemagne (très intéressant). = 24 février. *G. Goyau*. Les catholiques allemands et l'Empire évangélique (les catholiques ne sont pas des chauvins moins déterminés que les luthériens; ils pensent se créer par là des titres aux faveurs de l'Empereur protestant. Ils sont annexionistes; car, si les rêves d'agrandissement territorial en Belgique et en Pologne se réalisaient, quelle force en recevrait le parti catholique!). — *W. Morton-Fullerton*. Les États-Unis et la guerre (remarquable critique de la politique mise en œuvre par le président Wilson). — *Id.* Les grands problèmes de la politique mondiale (bonne traduction d'un ouvrage excellent). — *L. Rosenthal*. Le martyre et la gloire de l'art français (excellent exposé des principes qui ont présidé à l'origine et à l'épanouissement de notre art gothique, de cet art dont les Allemands s'acharnent aujourd'hui à détruire les plus belles manifestations).

10. — Annales de géographie. 1917, 15 janvier. — *F. Schrader*. L'évolution des cités (à propos des ouvrages de *Patrice Geddes* : *Cities in evolution*; *Agache, Auburtin et Redont* : *Comment reconstruire nos cités détruites*; *E. Cacheux* : *Le grand Paris*. Il faut que, désormais, « dans les cités anciennes et historiques, la trans-

formation nouvelle s'efforce de respecter le caractère historique et, dans les cités de formation moderne, de respecter les caractères naturels). — Raoul BLANCHARD. L'industrie de la houille blanche dans les Alpes françaises. — Augustin BERNARD. La France au Maroc (expose la méthode suivie par le général Lyautey depuis 1912; avec une carte à grande échelle montrant les étapes de l'occupation française). — Henry HUBERT. Les méthodes cartographiques relatives à l'Afrique occidentale française.

11. — **Le bibliographe moderne. 1916-1917, janvier-juin.** — Paul LACOMBE. Origines de l'imprimerie à Besançon : le typographe de l'Arbolayre (l'Arbolayre est une adaptation française de l'*Herbarius* imprimé par Pierre Schœffer à Mayence en 1484 et de l'*Ortus sanitatis* imprimé par le même en 1485. Cet ouvrage a été imprimé non à Lyon, comme on l'avait cru jusqu'ici, mais à Besançon; le matériel typographique provenait de Jean Amerbach, de Bâle. Extrait du t. IV de l'*Histoire de l'imprimerie en France aux XV^e et XVI^e siècles*; ce t. IV, suite de l'œuvre de Claudin, est entièrement imprimé depuis deux ans et n'a pas encore paru). — Henri STEIN. Documents relatifs à l'histoire des archives nationales et à leur installation au Palais Soubise (quarante-quatre pièces s'étendant du 7 germinal an IV au 1^{er} août 1815). — Max PRUNET. Fers de reliure aux armes du maréchal Pierre Strozzi et du chancelier Michel de l'Hôpital (ces fers, que reproduit Joannis Guigard dans l'*Armorial du Bibliophile*, ont été en réalité fabriqués au XVIII^e siècle). — Louis MORIN et Henri STEIN. Une œuvre inconnue du poète beauceron Jacques d'Adonville (ce sont six épîtres contenant les trois estatiz faictes et imprimées à Paris à la louange et honneur du très chrétien Roy de France; elles se trouvent à la suite d'une édition des Coutumes de Troyes, de Pierre Pithou; elles contiennent 343 vers; Église, Clergie, Noblesse, Marchandise, Labour, Peuple haranguent successivement le Roi de retour à Paris, peut-être à la fin de 1526 après la captivité de Madrid; on réédite ce poème). = C.-rendus : Nicola Barone. Lezioni di archivistica (guide très utile). — Ed. Albe. Cahors : inventaire raisonné et analytique des archives municipales (c'est plus qu'un inventaire, puisqu'on nous fait connaître les documents sur Cahors des autres dépôts). — É. Bourgeois et L. André. Les sources de l'histoire de France, XVII^e siècle; t. I et II (excellent). — Hans Barth. Bibliographie der Schweizer Geschichte (précieux répertoire de 30,000 fiches). — Girolamo Golubovich. Biblioteca bio-bibliografica della Terra Santa e del Oriente francescano; t. II (érudition digne de Wadding et de Sbaralea). — Frederick W. Ashley. Catalogue of the John Boyd Thacher collection of incunabula (840 numéros dont quelques-uns rarissimes ou uniques). — Georges Lepreux. Gallia typographica; t. IV : province de Bretagne (s'occupe surtout de la biographie des imprimeurs antérieurs à la Révolution; cite par rencontre seulement d'anciennes éditions inconnues).

12. — Bulletin hispanique. 1916, octobre-décembre. — B. SAN-SIVENTI. Alcune osservazioni sulla parola « pizarro ». — E. MÉRIMÉE. José Echegaray et son œuvre dramatique (Echegaray est mort le 14 septembre 1916; appréciation de son œuvre; catalogue de ses drames et comédies). — C.-rendus : *Narciso Alonso Cortés*. Casos cerventinos que locan á Valladolid (beaucoup de renseignements nouveaux). — *Luis Vélez de Guevara*. La Serrana de la Vera, publicada por R. Ménendez Pidal y M^a Goyri de Ménendez (excellente édition). — *Benedetto Croce*. La Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza (tout à fait remarquable).

13. — Bulletin italien. 1916, juillet-décembre. — A. FLICHE. Guy de Ferrare, étude sur la polémique religieuse en Italie à la fin du XI^e siècle; I (sa biographie; comment il est devenu partisan de l'antipape Clément III; son traité *De scismate Hildebrandi* date sans doute du début de 1086; analyse des deux livres, le premier donnant les arguments en faveur de Grégoire VII, le second ceux qui lui sont contraires; les sources de Guy; collections de canons dont il s'est servi). — A. JEANROY. Giacomo da Lentino, imitateur des troubadours (signale quelques imitations directes). — J. MATHOREZ. Notes sur les noms propres des Italiens fixés en France sous l'Ancien régime (noms altérés : *Reniero* devient *Regnier*, *Mucio Mouche*, *Orsini* des *Ursins*; noms traduits : *Neri* Lenoir, *Maraviglia* Merveille; quelques Italiens prennent les noms de terres nobles : les *Adjaceto* deviennent les comtes de Châteautilain). — Paul SIRVEN. « Rosmunda », tragédie de Vittorio Alfieri (écrite de 1779 à 1782). — C.-rendus : *Maurice Bauffretton*. Sainte Claire d'Assise (œuvre de valeur). — *Julien Luchaire*. Les démocraties italiennes (œuvre d'une grande portée sociologique). — *Giulio Natali*. Idee, costumi, uomini del Settecento, studii e saggi letterarii (érudition minutieuse allant de pair avec l'ampleur des idées).

14. — Nouvelle revue historique de droit. 1916, juillet-septembre. — Roger GRAND. Le contrat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours; suite (nature juridique du complant; trois éléments : droit de propriété du bailleur sur le fonds, droit de propriété du preneur sur la vigne, droit de jouissance du preneur sur le fonds. Que le complant peut s'étendre aux cultures des arbres fruitiers; rapports du complant avec l'emphytéose, la locatairie perpétuelle, etc.; état du complant à la veille de la Révolution). — A. HENRY. La Révolution et la réparation des dommages de guerre (analyse précise de tous les textes, depuis le décret du 11 août 1792 jusqu'à celui du 5 prairial an XII-25 mai 1804, avec une table de ces textes). — F.-P. GIRARD. La jeunesse de Cujas; Toulouse, 1522-1554 (nombreux faits inédits et peu connus; le père de Cujas était d'Oloron et s'appelait Cujeus; il était tondeur de draps; Jacques vint au monde à Toulouse dans la rue des Blanchiers; ses études, ses pro-

fesseurs; à suivre). — C.-rendu : *B. Pocquet du Haut-Jussé*. La vie temporelle des communautés de femmes à Rennes aux *xviii^e* et *xviii^e* siècles (bon travail d'histoire locale). = Octobre-décembre. E. CHÉNON. Le « pays » de Berry et le « détroit » de sa coutume; suite et fin (détermine très exactement le détroit des coutumes générales du Berry en 1540, au lendemain de leur rédaction; six autres coutumes, Lorris, Blois, Touraine, Poitou, Marche et Bourbonnais, se partageaient le reste du pays de Berry). — R. GRAND. Le contrat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours; suite et fin (période révolutionnaire; de l'an X à nos jours; le présent et l'avenir du complant. « Peut-être verrons-nous un jour renaître ces longs pactes du travail avec la terre. Ce jour-là, près de l'emphytéose rajeunie, le complant reprendra probablement, pour la création des vignobles et des plantations de toutes sortes, son importance d'autrefois »). — F.-P. GIRARD. La jeunesse de Cujas; suite et fin (son cours libre d'Institutes à Toulouse de 1547 à 1554 fut interrompu par deux voyages qu'il fit à la cour en 1549 et fin de 1552; ses élèves; sa méthode : il faut rétablir le plan des ouvrages dont les textes ont été extraits par les compilateurs et placer ces textes à l'époque où ils ont été rédigés). = C.-rendus : *W. Moll*. De rechten van den Heer van Bergen-op-Zoom (énumération exacte de tous les droits du seigneur, d'après les archives seigneuriales). — *F. Uzureau*. L'état civil en Maine-et-Loire avant la loi du 20 septembre 1792 (très intéressant).

15. — *Revue archéologique*. 1916, septembre-octobre. — L. FRANCHET. Essai de chronologie crétoise (d'après l'évolution de la technique céramique en Crète, distingue deux époques néolithiques, une époque énéolithique, quatre époques du bronze et, dans l'âge du fer, une époque géométrique; un tableau expose ces résultats). — Maurice PILLET. Quelques documents inédits sur les fouilles de Victor Place en Assyrie (de 1852 à 1856; expose surtout les relations de Place, consul à Mossoul, avec ses collègues anglais). — W. DÉONNA. Notes archéologiques (relief en terre cuite du musée de Genève, représentant six divinités; est-ce un faux? En tout cas, il semble que l'artiste a reproduit un original ancien; vases à puiser les liquides et vases à surprise; rhombe ou roue solaire, qui serait représentée sur un skyphos italique de la collection Fol au musée de Genève). — J. SIX. Octavien-Mercure (les anciens ont vu à un certain moment dans Octavien l'incarnation de Mercure; veut trouver un témoignage de ce culte dans la fameuse statue du Louvre qu'on a appelée à tort Germanicus). — LÉON MAÎTRE. Remarques sur les tombeaux percés d'une fenêtre à propos des fouilles d'Alésia (ces tombeaux sont des monuments chrétiens; la foule croyait que le mort qui y était renfermé pouvait guérir les vivants de leurs maux; les personnes qui souffraient de céphalée passaient, pour être guéries, leur tête par les fenêtres de forme ronde. A ajouter à la liste des tombeaux signalés celui de saint Willebert au village de Saint-Dizier, territoire de Belfort. Willebert

aurait eu la tête fendue au moment du martyre de saint Dizier et aurait survécu à ses blessures. Les deux parois du sarcophage sont percées d'ouvertures par où l'on introduisait la tête des fous. Ne dit-on pas de ces fous qu'ils ont la tête fêlée? Voir les Annales archéologiques de Didron, t. XVIII, 1858). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe; suite (arrive vers la conclusion et tente l'esquisse d'une histoire synthétique du Labyrinthe). — Paul FOURNIER. La prohibition par le II^e concile de Latran d'armes jugées trop meurtrières, 1139 (le concile interdit l'usage de l'arc et de l'arbalète). — C.-rendus : *Morris Jastrow*. The civilization of Babylonia and Assyria (ce livre assurera à l'assyriologie des amis nouveaux). — *G. Dottin*. Les anciens peuples de l'Europe (bon livre dont les éditions successives feront un excellent livre). — Sardis, publications of the American society for the excavations of Sardis; t. XI (les dix premiers volumes n'ont pas encore paru; le t. XI donne le catalogue de 990 monnaies découvertes dans les fouilles, allant de Crésus à Jean V Paléologue; remarquable). — *Ernest Babelon*. Le Rhin dans l'histoire; t. I (on signale quelques erreurs). — The metropolitan Museum of Art. A handbook of the Egyptian rooms (guide à travers le beau musée égyptien de New-York). — *D. Viollier*. Les sépultures du second âge du fer sur le plateau suisse (ouvrage indispensable, fondé sur l'étude méthodique d'un grand nombre de musées et de collections). — Novembre-décembre. Pierre PARIS. Emporion (Ampurias, l'ancienne ville grecque d'Espagne, sur le golfe de Rosas; c'était d'abord une île où s'est élevée la Palaeopolis; mais le détroit isolateur s'est changé en isthme; puis, au delà de l'île, s'est dressée, au v^e siècle, la Ville-Nouvelle; récit des fouilles faites sur l'emplacement de la Ville-Nouvelle; monuments découverts; la grande statue d'Asclépios; la tête d'Aphrodite; à suivre). — *Morris JASTROW*. La version sumérienne sur les origines de l'humanité (article en anglais; combat l'interprétation donnée de ce texte par le Dr Langdon). — *Georges NICOLE*. Corpus des céramistes grecs (131 noms rangés en diverses sections : fabriques primitives non attiques, ateliers corinthiens, fabriques béotiennes, etc., et dans chaque section on a suivi l'ordre alphabétique des céramistes; ce catalogue sera repris dans le Recueil archéologique Paul Milliet). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe; fin (conclusion très générale et qui au lecteur profane paraît un peu bizarre sur l'Helios-Christ, sur cette vieille grossièrement fardée qui s'appelle la Gaule carolingienne. « C'est pourquoi Saint-Étienne de Caen n'est pas un Parthénon et c'est pourquoi, cependant, la grandeur si profondément troublante, si sincère, si calme et si grave de sa façade porte comme un sceau le meilleur des âmes qui, quatre millénaires durant, rêverent aux détours du Labyrinthe »). — *Sal. REINACH*. Le marquis de Vogüé (article nécrologique). — C.-rendus : *L.-A. Constans*. Gîgthis. Étude d'histoire et d'archéologie sur un emporium de la petite Syrte (excellent). —

Pierre Le Verdier. L'atelier de Guillaume Le Talleur, premier imprimeur rouennais (bon; quelques corrections et additions au volume). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine.

16. — Revue générale du droit. 1916, septembre-octobre. — J. VALÉRY. Des moyens de remédier aux conséquences du vol, de la perte ou de la destruction des titres de bourse par suite de faits de guerre. = C.-rendus : *Larnaude*. Les sciences politiques et juridiques en France (excellent). — Ed. Guyot. Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine, 1880-1911 (véritable révélation pour les lecteurs français). — J. Aulneau. La Turquie et la guerre (utile). = Novembre-décembre. René DE KÉRALAIN. La loi des Babyloniens et des Hébreux; suite (cherche à déterminer ce qui constituait le Juif dans l'antiquité). — G. PARTURINI. Pactes et contrats; suite et fin. — J. BONNECASE. La « notion de droit » en France au XIX^e siècle; suite (Caro, Michoud, Fr. Schützenberger). = C.-rendus : A. Colin et H. Capitant. Cours élémentaire de droit civil français; t. III (excellent). — H. Hauser. Les méthodes allemandes d'expansion économique (remarquable). — V. Bérard. L'éternelle Allemagne (complète le livre de Hauser). — Daniel Bellet. Mentalité teutonne. Jugés par eux-mêmes (dossier impartial). — Ch. Orrier. Les leçons économiques de la guerre (quelques réserves aux conclusions de l'auteur). = 1917, janvier-février. LACOMBE. Le « douaire de la Bruz », étude d'ancien droit poitevin (en Poitou, la femme prématurément veuve a droit non seulement à son douaire ordinaire de veuve, mais encore à la part de la fortune des parents survivants de son mari qui aurait échu à celui-ci). — J. LEFORT. La science et les savants allemands (à propos du recueil de G. Petit et H. Leudet).

17. — Le Correspondant. 1917, 10 février. — Fernand ENGERAND. La frontière de l'Est et du Nord, 1871-1914. I. La frontière refaite (expose comment, en 1814-1815, les Alliés vainqueurs de Napoléon s'appliquèrent à priver notre frontière, au Nord et à l'Est, de ses meilleurs points d'appui; comment le tracé imposé par l'Allemagne en 1871 était menaçant pour l'avenir; comment les trous qui s'ouvraient partout dans cette nouvelle frontière furent bouchés par la ligne de forteresses qu'éleva Serré de Rivière). — MILES. Silhouettes de guerre. Lord Milner. — Marc HÉLYS. A travers les provinces de France. II. Bordeaux, Cognac, la côte d'Argent, le Béarn. — ***. Le front de Macédoine; avec une carte. — Jean LONGNON. Les Français en Grèce au XIII^e siècle (surtout d'après la chronique de Morée). — L. DE LANZAC DE LABORIE. Un historien de la grande guerre. M. Gabriel Hanotaux. — Alexandre LEFAS. Édouard Drumont (apprécie en termes très sympathiques l'action politique du fougueux journaliste, auteur de la *France juive* et directeur de la *Libre parole*). = 25 février. Fernand ENGERAND. La frontière de l'Est et du Nord, 1871-1914. La

frontière défaite (montre comment l'emploi de puissants explosifs inconnus en 1870, la profonde divergence de vues sur l'utilité des forteresses qui jeta le trouble dans le haut état-major, l'intervention des intérêts politiques et économiques firent peu à peu abandonner le plan de Serré de Rivière avant qu'il fût entièrement exécuté. On se mit alors à déclasser et à démolir les forteresses, même les plus récentes; Lille fut démantelée, la ligne de résistance ramenée fort en arrière, laissant Reims et même le bassin de Briey exposés aux premiers coups de l'ennemi. Et pendant ce temps, les Allemands fortifiaient le camp retranché de Metz en l'étendant jusqu'à Sierck; à Malmédy, ils constituaient une base formidable pour une armée d'invasion passant par la Belgique). — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Sir Henry Rawlinson (aux batailles d'Ypres et de Neuve-Chapelle). — Émile BAUMANN. L'abbé Chevoleau, caporal au 90^e d'infanterie (extraits de ses lettres). — Paul BONNEFON. Victor de Laprade et Edgar Quinet. Lettres inédites (Laprade fut un des plus enthousiastes auditeurs de Quinet, quand celui-ci eut commencé son enseignement à la Faculté des lettres de Lyon en avril 1839, et il devint promptement son intime ami. Leur correspondance intéresse surtout l'histoire littéraire, au moins pour la période traitée ici). — 10 mars. ***. L'avenir industriel de l'Angleterre (origine des « Trades-Unions » qui organisent la lutte du travail contre le capital. La guerre actuelle a conduit à des mesures qui suppriment les grèves en supprimant aussi les profits excessifs du capital, à la création d'industries nouvelles qui, tout en employant un outillage perfectionné, ont augmenté la population ouvrière, qu'attirent de hauts salaires et des promesses difficilement réalisables. Aux produits fabriqués en nombre croissant, il faut assurer des débouchés plus nombreux et plus stables. De là, toute une révolution économique dont le contre-coup sera formidable. La France doit s'en préoccuper dès maintenant, pour n'être pas prise au dépourvu). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Henry Carton de Wiart. — Marcel DUPONT. L'Alsacien. Impressions d'un officier de légère (épisodes lestement contés de combats sur l'Yser, puis autour de Verdun, où figure un simple chasseur, un Alsacien, à la tête dure et au cœur héroïque). — Jean POZZI. Le Khalifat et les revendications arabes. — Albert CHEREL. Les territoriaux au fort de Vaux. Souvenirs de mars 1916 (très émouvant. Ces territoriaux étaient des Angevins; les généraux les félicitèrent, à l'égal de ceux de l'« Active », pour « l'abnégation, la conscience, le dévouement » déployés à Vaux, à La Laufée et dans les corvées de ravitaillement si périlleuses). — Paul BONNEFON. Victor de Laprade et Edgar Quinet (suite et fin de leur intéressante correspondance, 1842-1862. A partir de 1862, les lettres n'ont plus été retrouvées. Les deux amis se rencontrèrent, après la chute de l'Empire, députés à l'Assemblée nationale; malgré de profondes divergences de vues politiques et religieuses, leur amitié ne s'était pas refroidie un seul moment). — Eugène TAVERNIER. Le

Rhin dans l'histoire (à propos des deux volumes publiés par E. Babe-lon). = 25 mars. MILES. Silhouettes de guerre. Lord Curzon. — L. DE LANZAC DE LABORIE. Un projet de mariage du duc d'Orléans, 1836 (publie la correspondance confidentielle et inédite qui fut échan-gée à ce sujet entre Thiers, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, et le comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur à Vienne; en outre, quelques lettres de la reine Marie-Amélie, du duc d'Orléans, de l'archiduc Charles, etc. On pensait en effet pour le duc d'Orléans à un mariage avec une archiduchesse d'Autriche. Les sources où sont puisés les documents publiés ici sont les papiers de Thiers et les mémoires inédits de Sainte-Aulaire communiqués à l'au-teur par le vicomte d'Harcourt, son petit-fils); 1^{er} article. — Laurent d'ARCE. De Suse à Bagdad, par le désert des Beni Laam et le Tigre. — René DE PLANHOL. Un conseil de guerre aux armées, 1915-1916 (étude sur la discipline et la répression pénale aux armées pendant la guerre actuelle).

18. — *Études*. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 20 janvier. — Louis JALABERT. La crise grecque (lorsque la guerre éclata, tout semblait convier la Grèce à prendre rang aux côtés de l'Entente; les Alliés cherchèrent alors à reconstituer la ligue balkanique; mais la diplomatie commit de graves fautes tant à Athènes qu'à Sofia; l'article s'arrête au 24 août 1915; à suivre). — Léonce DE GRANDMAISON. Le printemps spirituel du grand siècle. II. L'invasion mystique (tradition franciscaine avec Benoît de Canfeld et le P. Joseph du Tremblay; école du Carmel avec M^{me} Acarie et les premières carmélites françaises, Jean de Saint-Samson et les carmes bretons; tradition bénédictine avec les abbesses réformatrices, Marie de Beau-villier et Marguerite d'Arbouze). — Paul D^{***}. Mon régiment dans la bataille de la Somme; suite (préparation de l'attaque le 11 septembre 1916; l'attaque du 12 septembre; très émouvant; à suivre). — Pierre BLIARD. Lakanal en Sorbonne (à propos de la thèse de Labroue; en profite pour démontrer que Lakanal fut « un triste personnage »). — Impressions de guerre. XLIV. Avec l'armée de Salonique; quelques étapes de l'offensive alliée. = C.-rendus : *Albanès et Ulysse Che-valier*. *Gallia christiana novissima*; t. VI : Orange (excellent; l'in-troduction est une belle et ample page d'histoire). — R. Chauviré. Jean Bodin auteur de la République; le colloque de Jean Bodin, « des Secrets cachez des choses sublimes » (très fouillé). — Louis Dimier. Bossuet (riche de pensées justes et de réflexions heu-reuses). — Henri Hauser. Le principe des nationalités (sérieux et substantiel). = 5 février. Joseph DASSONVILLE. Pour relever les ruines; suite et fin (églises et mobilier sacré). — Armand DE VASSAL. Un maître de la vie spirituelle : le Père Alphonse Rodriguez, à l'oc-casion du troisième centenaire de sa mort (né à Valladolid en 1557, mort à Séville le 24 février 1616; analyse de son œuvre, particulière-ment de la *Pratique de la perfection chrétienne*). — Paul D^{***}.

Mon régiment dans la bataille de la Somme; fin (du 13 septembre au 5 octobre 1916; la fourragère fut accordée au régiment, 8^e d'infanterie, pour l'héroïsme dont il fit preuve en ces journées). — Louis JALABERT. La crise grecque; suite (récit conduit jusqu'en octobre 1915 où la Grèce annonça officiellement qu'elle abandonnait la Serbie). — L. DE G. La défense contre avions (D. C. A.). — L. THÉOLIER. Bourru, soldat de Vauquois (d'après le livre de Jean des Vignes-Rouges). = 20 février. Jules LEBRETON. Les déportations en Belgique (très émouvant). — François DATIN. Le renouveau religieux dans l'Église anglicane; suite (la mission nationale de Pénitence et d'Espérance, octobre-novembre 1916). — Alain DE BECDELIEVRE. La dévotion à saint François-Xavier (origine de la « neuvaine de la grâce » qui se fait ordinairement du 4 au 12 mars, jour anniversaire de la canonisation du saint en 1622; miracles survenus pendant ces neuvaines, notamment à Besançon en 1667). — Louis JALABERT. La crise grecque; suite; fin le 5 mars (« les fautes se sont accumulées, notre politique dans les Balkans en a pâti, notre action sur le front d'Orient en a été tristement diminuée. Nous le regrettons. Mais une honte que notre générosité a su épargner à notre pays : l'abus de la force contre un petit peuple. En Grèce, du sang a coulé, mais c'est le nôtre »). — L. LAURAND. Blessés et médecins militaires dans l'antiquité (médecins mentionnés dans l'Iliade; Hippocrate; Celse; un bas-relief de la colonne Trajane; revue très rapide). — Impressions de guerre. XLV. Deux vaillants (le père et le fils; exemples d'héroïsme). = C. rendu : Henri Vaugeois. Notre pays (les plus caractéristiques des articles de l'écrivain, mort en 1916). = 5 mars. Paul ALLARD. Psychologie des martyrs (début d'un article que l'auteur, mort le 4 décembre 1916, a laissé inachevé; recherche les traits communs aux divers martyrs). — Adélar DUGRÉ. La question des langues au Canada; I (division géographique du Dominion; répartition des langues; le Canada sera-t-il un pays bilingue? Et si la langue française garde ses droits, devra-t-elle se cantonner dans l'ancienne Nouvelle-France ou sera-t-elle considérée dans toutes les provinces canadiennes à l'égal de l'ancienne?). — Paul BERNARD. L'éveil littéraire de la Belgique (de Coster, Pirmez, Grégoire Le Roy, Léopold Courouble, Maeterlinck, Verhaeren). — Pierre LHANDÉ. Pierre de Daran, prêtre de la Compagnie de Jésus, sergent au 3^e régiment d'infanterie coloniale (tué dans l'explosion de la *Provence II*, le 26 février 1916). = 20 mars. Joseph DE TONQUÉDEC. L'œuvre de Paul Claudel. — René RISTELHUEBER. L'établissement des missionnaires français au Liban (au XVII^e siècle, sous l'influence du P. Joseph, des capucins français se rendirent en Syrie; ils furent suivis de près par des jésuites; histoire de M. de Chasteuill, gentilhomme de Provence, douze ans ermite au mont Liban, mort en 1644). — François DATIN. Le renouveau religieux dans l'Église anglicane; fin (le retour aux croyances et aux pratiques catholiques). — Adélar DUGRÉ. La question des langues au Canada.

II (efforts pour amener les deux races dans les provinces de Québec et d'Ontario à une entente durable; les Canadiens français ne rêvent pas d'absorber leurs concitoyens anglais; ceux-ci ne doivent pas d'ailleurs endiguer l'expansion de ceux-là. Observations sur le parler français; nécessité d'en chasser les anglicismes). — Paul DUDON. Un curé des Landes très savant et très inconnu (l'abbé Pédegert, d'après la biographie que lui a consacrée l'abbé Gabarra). — Impressions de guerre. XLVI. Au bois des Caures avec le colonel Driant. Journées des 21 et 22 février 1916. = C.-rendu : *André Siegfried*. Deux mois en Amérique du Nord à la veille de la guerre, juin-juillet 1914 (très intéressant; il y a dans ce livre des vues prophétiques).

19. — *La Grande Revue*. 1917, février. — L. ANDRÉIEFF. Le joug de la guerre; suite et fin (ces impressions de la guerre se terminent en roman; l'auteur s'arrête après avoir appris l'arrêt de l'invasion russe devant Riga et Dvinsk). — A. PAWLOWSKI. Le nerf de la guerre allemand : le charbon (beaucoup de chiffres montrant le développement de l'industrie extractive en Allemagne; même après la paix, notre situation sera très difficile : à l'heure des négociations pour la paix, il faudra poser hardiment la question du charbon; il faudra « que la France obtienne une compensation en charbons pour les sacrifices qu'elle a faits en faveur de la civilisation »). — AURAL. La jeune Italie. Une guerre d'inclination. — LÉON DIERES. Les Prussiens dans la Manche en 1815 (d'après la correspondance administrative conservée aux archives départementales à Saint-Lô. Intéressant et précis. Il est à noter que les Prussiens, qui traitèrent le département en pays conquis, étaient alors nos « alliés »!).

20. — *Mercur de France*. 1917, 1^{er} février. — Étienne FOURNOL. Les héritiers de la succession d'Autriche. II (étudie les partis politiques de l'Autriche et leurs tendances débilés en face du pangermanisme de la *Mitteuropa*, que soutient la Hongrie. Le seul obstacle qui puisse barrer le chemin à l'Allemagne est formé par le peuple tchèque, « de tous les peuples du Centre et de l'Orient de l'Europe celui qui apparaît, par un double privilège, dans l'ordre politique, comme le plus sûr et, dans l'ordre économique, comme le plus mûr »). — Roland BRÉAUTÉ. Les Allemands dans nos fermes (il s'agit des Allemands prisonniers, de l'accueil que leur font nos fermiers et des services qu'ils rendent. On ne plaindra pas ces prisonniers, si doucement traités). — J. W. BIENSTOCK. Raspoutine (biographie de cet étrange et inquiétant personnage qui, après avoir été tout puissant à la cour de Russie, périt assassiné. Comme de juste, cet article a été fortement censuré). — Aug. MARGUILLIER. L'administration des beaux-arts en Allemagne et en France (analyse un mémoire récent qu'un critique d'art allemand, Otto Grautoff, a composé pour montrer comment dans cette guerre les Allemands ont respecté les œuvres d'art, tandis que les Français n'hésitaient pas à détruire celles de leur

propre pays. C'est du Clemen renforcé et plus perfide encore). = 16 février. Paul LOUIS. Les courants de la Social-Démocratie allemande. — Thomas BARCLAY. Une conversation avec le président Wilson en 1903 (témoignage intéressant et à retenir). — Henri CLOUZOT. La belle production par le bel effort (nécessité de développer l'enseignement technique; « industrialiser l'école pour qu'elle se suffise à elle-même comme une entreprise privée »; que, d'autre part, « nos agents à l'étranger, depuis les consuls jusqu'aux ambassadeurs, se montrent aussi préoccupés des questions économiques que des questions diplomatiques »). = 1^{er} mars. Daniel BELLET. Science germanique et réalisme industriel (la science désintéressée est une belle chose; l'exploitation industrielle des découvertes scientifiques en est une autre. La France doit tendre tout son effort à réaliser l'alliance de ces deux conceptions qui a fait la puissance économique de l'Allemagne). — ***. Souvenirs sur Tourgueneff. — Paul PELTIER. La *Terreur prussienne* et Dumas père (dit comment Dumas se documenta pour écrire, en 1866-1867, ce livre dont il attendait un gros succès d'argent. Il y fit preuve au moins de clairvoyance). = 15 mars. Maurice SIMART. Herbert-George Wells, sociologue. — Étienne FOURNOL. Les héritiers de la succession d'Autriche. III. L'aigle blanc (condition actuelle de la Pologne dont l'avenir est peut-être le plus redoutable problème qu'ait soulevé la guerre actuelle. La Pologne libérée et unifiée doit être le rempart le plus solide opposé au germanisme à l'est; « nous pouvons organiser l'Europe centrale en utilisant à la base la force tchèque et la force polonaise; mais on ne peut concevoir la Pologne que sur le fondement de la Pologne prussienne; la Posnanie et Dantzig sont les piliers du royaume de la Vistule »). — Louis COURTHION. L'origine des « clous » d'Hindenburg (on peut la trouver dans l'antique mazzé au moyen de laquelle, il y a cinq siècles, les Suisses du Valais se libérèrent de la féodalité. Cette mazzé était une masse ou racine de bouleau dans laquelle on avait grossièrement sculpté les traits d'une femme représentant la justice outragée; elle était le symbole du mécontentement populaire. « Telle est l'origine de la tradition que l'Allemagne s'ingénie à ressusciter aujourd'hui; ne pouvant anéantir la liberté, il ne lui restait qu'à en parodier les premiers héros »).

21. — Revue chrétienne. 1916, octobre-novembre. — BOBERLEY. Les idées de Quinet et de Michelet sur les religions (premier article où sont exposées la doctrine et la pratique religieuses de Michelet). — John VIÉNOT. Un honnête homme sous le Directoire. La Revellièrre-Lépeaux; ch. III (ce sont les Assemblées provinciales qui le font entrer dans la politique. Il joue bientôt un rôle considérable à Angers et il est élu en 1789 par l'Assemblée générale du Tiers. Volney fut élu en même temps). — H. DARTIGUE. De l'état d'esprit de la jeunesse intellectuelle avant la guerre. Fin : l'orientation religieuse; ses manifestations dans le catholicisme et dans le protestantisme. —

J.-E. NEEL. Charles Babut, 1835-1916. = Décembre. BOBERLEY. Les idées de Quinet et de Michelet sur la religion. II. Edgar Quinet (1^o au point de vue de la foi religieuse, Quinet est resté jusqu'à la fin spiritualiste, se tenant aussi loin du rationalisme pur ou de l'intellectualisme que du mysticisme. 2^o Quant à son opinion sur le christianisme en général, ses sentiments sont ceux d'un chrétien d'esprit très large, mais convaincu, comme il a dit, de « l'incomparable originalité du Christ ». 3^o Il condamne l'ambition politique et l'esprit stérilisant du catholicisme romain). — Charles BALLANDE. Extraits de lettres (lieutenant de vaisseau à bord du *Léon Gambetta*, Ballande a écrit pendant sa croisière en Méditerranée et dans l'Adriatique en 1914 des lettres dont on donne aujourd'hui des extraits; ils vont du 1^{er} août au 17 novembre). = 1917, janvier. BOBERLEY. Les idées de Quinet et de Michelet sur la religion. III (opinion de Quinet sur la valeur religieuse et morale, sur la supériorité politique et sociale du protestantisme). — Charles BALLANDE. Extraits de lettres; suite (toujours en croisière, du 18 novembre 1914 au 7 avril 1915).

22. — *La Revue de Paris*. 1917, 1^{er} février. — Frédéric MASSON. Les aventures du roi Jérôme, 1815-1821; I (les Alliés étaient d'accord pour arrêter l'ex-roi de Westphalie et pour le livrer aux Prussiens qui devaient l'enfermer à Wesel. Talleyrand était résolu à faire respecter cette décision; mais Fouché protégeait Jérôme qui, après avoir cherché asile chez des amis et résidé pendant un temps à Niort sous un faux nom, réussit d'abord à rentrer à Paris, à s'y cacher, puis à s'enfuir en Wurtemberg. Le roi, son beau-père, avait déjà fait revenir sa fille Catherine; mais, quand les époux furent réunis, il dut prendre les mesures les plus rigoureuses soit pour empêcher Jérôme de courir de nouvelles aventures, soit pour mettre un frein à ses habitudes prodigalités; il le retint donc en prison au château d'Ellwangen jusqu'à ce que Jérôme eût accepté les conditions qu'on voulait lui imposer). — Marc HENRY. Munich (amusante peinture de cette ville quelques années avant la guerre actuelle; piquants détails sur le particularisme bavarois, sans cesse battu en brèche par la Prusse. Le pangermanisme a fini par empoisonner la bonhomie des Bavarois et les soldats fournis par le doux pays de la bière sont devenus les brutes que l'on sait). — André GILLES. Notations de bataille. Champagne, septembre 1915 (notes prises par un médecin-major pendant quatorze jours de service dans les tranchées de première ligne furieusement bombardées). — X. Un projet d'alliance franco-russe en 1871 (publie un « Rapport de M. Eugène d'Arnoult à l'impératrice Eugénie sur les sentiments de l'opinion en Russie relativement à une alliance franco-russe et à l'utilité de cette alliance », daté de Saint-Petersbourg, 19 août 1870; des « Déclarations du général-comte Ignatieff au sujet de la nécessité d'une alliance de la France et de la Russie contre l'Allemagne », juillet 1871; enfin deux lettres de Thiers, président de la République, au général Le Flô, ambassadeur de France à Saint-

Pétersbourg, septembre 1871. Le tout tiré des papiers de Thiers déposés à la Bibliothèque nationale). — Auguste GAUVAIN. Les offres de paix (commente le texte des notes remises, le 12 décembre 1916, par les représentants de la Quadruple-Alliance germano-touranienne aux représentants des États neutres chargés de protéger les ressortissants de ces quatre puissances dans les États ennemis. L'article est résumé dans ces mots d'Ezéchiel : « Dixerunt Pax, Pax! Et non erat Pax »). = 15 février. Wickham STEED. Les problèmes britanniques (après avoir montré l'effort anglais dans les choses de la guerre, l'auteur expose comment doit être organisé le futur empire, ou « Commonwealth » britannique, organisation qui a pour base le statut des citoyens. Ce statut est la résultante de deux idées fondamentales : « L'idée des devoirs de l'individu envers la communauté et l'idée de sa liberté dans le cadre des lois que la communauté se donne. » Puis indique les problèmes d'organisation politique et sociale qui s'imposeront à l'Angleterre après la guerre, en particulier : question irlandaise, finances, éducation nationale, bureaucratie, organisation des colonies allemandes conquises par les Dominions britanniques et qu'il faut bien se garder de restituer à l'Allemagne). — René MILAN. Les vagabonds de la gloire. III. La Chalcidique et l'Olympe (à la recherche de postes pour l'aviation maritime, mars 1916; visite en avion à l'Olympe et à l'Ossa). — Frédéric MASSON. La proscription des Napoléonides. Les aventures du roi Jérôme, 1815-1821; suite et fin (querelles de famille et affaires d'argent. Jérôme était « trop complaisant pour sa femme, qui lui faisait faire des dépenses au-dessus de leurs moyens »). — G. JEAN-AUBRY. Au tombeau de Julie (les amants de M^{lle} de Lespinasse). — Alex. COUTET. D'Iéna à Louvain (montre comment fut traitée la ville d'Iéna avant et après la conquête de 1806; le dossier réuni par les Allemands pour flétrir la conduite des soldats de Napoléon se retourne contre eux; la manière dont ils ont traité Louvain montre la différence des deux systèmes et des deux civilisations). — ***. Le Saint-Siège et l'Autriche (montre quel dommage subirait le Saint-Siège si la « paix allemande » réussissait à réaliser le projet de la Mittel-Europa). = 1^{er} mars. René MILAN. Les vagabonds de la gloire; fin. — Maurice GENEVOIX. A la tranchée de Calonne, octobre 1914. — Auguste GAUVAIN. Les initiatives du président Wilson (« tout en parlant au nom du genre humain, il ne sort pas officiellement du terrain national. Avec l'adresse d'un procédurier consumé, il s'attache à ne donner aucune prise à l'adversaire et à le mettre évidemment dans son tort. Il n'a pas les gestes de beauté d'un héros; c'est un homme de loi qui désire gagner sa cause. Il ne veut point mal de mort à l'adversaire; s'il réussit à lui faire toucher les épaules, il est prêt à lui tendre la main »). = 15 mars. Y. L'odyssée d'un transport torpillé; I (aventures d'un navire marchand réquisitionné par le gouvernement dès les premiers jours de la guerre. Ordres, contre-ordres et désordre. Partout le même refrain!). —

BRADA, comtesse DE PULIGA. Les voyages d'une petite « Second-Empire » (souvenirs d'une petite fille de onze ans qui fait, avec son père, son premier voyage en Angleterre et en Écosse, son second en Belgique dans le pays rhénan et en Suisse, etc.). — P.-G. LA CHESNAIS. Bjørnstjerne Bjørnson et le germanisme.

23. — Revue des Deux Mondes. 1917, 1^{er} février. — Charles LE GOFFIC. L'épopée des fusiliers marins. IV. Steenstraete; l'attaque du 17 décembre; à l'assaut de la grande redoute; le miracle du drapeau (journées de misère, plus encore que de gloire, décrites avec ce souci de l'exactitude minutieuse et cette science du pittoresque dont l'auteur a déjà donné tant de beaux échantillons). — P. DE LA GORCE. Un chapitre de l'histoire religieuse pendant la Révolution. Le clergé constitutionnel; de la faveur à la disgrâce. — J. BAINVILLE. La révolution mexicaine vue par une femme de diplomate (d'après le livre écrit en anglais par M^{me} Edith O'Shaughnessy, femme du ministre des États-Unis à Mexico; ce livre est un recueil de notes et d'extraits des lettres que l'auteur adressa presque chaque jour à sa mère pendant la dernière période de la dictature du général Huerta. Il s'ouvre le 8 octobre 1913 et s'arrête au mois d'avril suivant, après la rupture entre les États-Unis et le Mexique). — L. PAUL-DUBOIS. L'effort économique de l'Angleterre. — Camille BELLAIGUE. Les Mémoires ou « Essais sur la musique » de Grétry. — André BEAUNIER. Trois amis de M^{me} de Staël (Gibbon, Bonstetten et Simonde de Sismondi, d'après le livre de P. Kohler; cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 351). — 15 février. G. HANOTAUX. La bataille des Ardennes, 21-25 août 1914. Étude tactique et stratégique (d'après un plan longuement mûri et préparé, les Allemands, tout en se proposant de tourner l'armée française par ses deux ailes, avaient massé dans les deux Luxembourg une puissante armée chargée d'enfoncer le centre; cette armée, dont les forêts de l'Ardenne permettaient de dissimuler le nombre, devait agir par surprise. L'offensive française déjoua en partie ce plan audacieux; elle fut, il est vrai, repoussée dans les douze combats livrés un peu au hasard du 21 au 25 août; elle n'en porta pas moins quelque trouble dans le plan de l'adversaire. Les lourds sacrifices consentis par une armée pleine d'un enthousiasme mal réglé n'ont donc pas été vains). — Deux « lectures académiques » à New-York. I. Théodore ROOSEVELT. Le nationalisme dans la littérature et dans l'art. II. Gustave LANSON. La fonction des influences étrangères dans le développement de la littérature française. — Marquis DE SÉGUR. La jeunesse de M^{me} de La Pouplinière. III. Un salon de fermier général (piquant et en partie nouveau. A noter des fragments de la correspondance envoyée de Rome par le chevalier d'Assay à sa sœur lors du conclave de 1740. D'Assay, familier des La Pouplinière, était secrétaire du cardinal de Tencin; le fermier général s'était chargé de payer les frais de son voyage et de son séjour à condition qu'il envoyât à sa sœur une sorte de journal sur les choses de Rome. La mort du marquis de Ségur

laissé interrompre cette attrayante étude de mœurs littéraires et sociales). — CÉSAR CHABRUN. Kant et M. Wilson (c'est à la lumière de Kant, de ses doctrines sur la paix perpétuelle, qu'il faut interpréter la note et le message du président des États-Unis rompant les relations des États-Unis avec l'Allemagne). — VICOMTE G. D'AVENEL. Les révolutions économiques de la guerre. I. Chez les belligérants. — GASTON DESCHAMPS. L'Institut de France et la guerre. — VICTOR GIRAUD. Les lettres du front (beau choix d'extraits où se reflète l'âme des soldats et des prêtres qui les assistent). = 1^{er} mars. JOHANNES JOERGENSEN. Les premières années de sainte Catherine de Sienne (jusqu'à son mariage mystique avec Jésus-Christ; poétique et touchant récit). — LÉON MACCAs. Les événements d'Athènes des 1^{er} et 2 décembre 1916. La chasse aux Vénizelistes (récit « officieusement communiqué par le bureau de presse du gouvernement de M. Venizelos » du guet-apens organisé par le gouvernement hellénique contre les Alliés). — HENRY BIDOU. L'offensive de Broussiloff, juin-septembre 1916 (récit clair et détaillé, avec plusieurs cartes. Conclusion : « Le premier effet de l'offensive de Broussiloff a été de dégager l'Italie, qui se trouvait depuis le 15 mai dans une situation difficile. Le second a été de bouleverser profondément l'ordre de bataille ennemi. Un coup irrémédiable a été porté aux armées autrichiennes et, pour en effacer l'effet, l'Allemagne qui, au printemps de 1916, n'avait plus qu'une division au sud du Pripiat, a été contrainte d'y engager des forces considérables... La campagne de Galicie a fait une large brèche dans les ressources de l'ennemi et hâté la conclusion »). — G. BIANQUIS. Les femmes allemandes et la guerre (analyse les écrits de M^{mes} Gertrude Bäumer, Lily Braun, fille d'un général prussien, féministe et socialiste militante, L.-D. Frost, L. Niessen-Deiters. « Tant qu'ont duré les succès militaires, le chœur des femmes n'a cessé d'exciter à la conquête les guerriers déjà fanatisés par ailleurs. Les chants de haine ont été sur leurs lèvres; le rêve de la grande Allemagne a fait vaciller leur raison. Scrutant l'avenir, elles n'y ont aperçu pour leur sexe qu'une seule activité désirable : le service de l'État prussien, par la maternité d'abord, puis par l'action politique généralisée dans le domaine familial, social, professionnel, voire politique; enfin par une plus savante organisation de renseignements et d'espionnage »). = 15 mars. ÉDOUARD SCHURÉ. L'épopée serbe dans ses chants héroïques. I. La triade slave et la bataille de Kossovo. — LOUIS MADELIN. La Syrie franque (organisation politique, administrative et sociale du royaume de Jérusalem. Civilisation originale qui se dégage du contact de deux civilisations, de deux cultures, de deux richesses. Grande œuvre du génie français, qui succomba non par les vices de la constitution, mais par son isolement géographique au milieu de peuples hostiles; elle n'était, par rapport au reste de la chrétienté, qu'une avant-garde très hasardée d'une armée qui mettait, à chaque alerte, deux ou trois ans à se mobiliser). — VICOMTE G. D'AVENEL.

Les révolutions économiques de la guerre. II. Chez les neutres. — G. DESCHAMPS. Les Alpains à Saint-Dié, 25-29 août 1914 (le courage héroïque de ces Alpains empêcha les Allemands, maîtres de Saint-Dié, de profiter de leur victoire. C'est là que commandait le général Stenger et que fut donné aux Badois l'ordre d'abattre les prisonniers et d'achever les blessés : « Kein Feind bleibt lebend hinter uns. » Mort du sous-lieutenant Roger Allier, qui fut blessé mortellement après avoir tenu avec quinze hommes un passage à niveau par où pensaient déboucher les Allemands). — Marylie MARKOVITCH. Des tranchées aux paradis de la Riviera russe (à noter les notes d'une infirmière russe sur les derniers jours de Vilna, fin juillet 1915).

24. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus, 1916, juillet-août. — Henry LEMONNIER. Lettres sur les stucs du Colisée (que certaines parties du Colisée étaient revêtues d'une décoration en stuc, on le voit par les dessins de Jean d'Udine dans le *Recueil d'estampes* de 1729 et aussi par deux albums de dessins du XVII^e siècle et le cahier des croquis originaux de Desgodetz, à la bibliothèque de l'Institut). — A. MORET. Déclaration d'un domaine royal et transformation en ville neuve sous Pépi II (VI^e dynastie, vers 2450 av. J.-C.). — Philippe FABIA. Note sur les mosaïques superposées de la Déserte (trois mosaïques exhumées dans la partie du claustral de la Déserte où s'édifièrent, en 1820, les premières maisons de la place de Sathonay; ce qu'elles sont devenues). — Louis CHATELAIN. Note sur les fouilles de Volubilis (Maroc, à 27 kilomètres au nord de Mecknès, à 60 à l'ouest de Fez; déblaiement de l'arc de triomphe et de la basilique, habitation décorée de fresques).

25. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux, 1917, janvier. — Charles ADAM. Notice sur la vie et les travaux de M. Louis Passy. — G. LACOUR-GAYET. La maîtrise de la mer. Du Quesne en Sicile (en février 1675, Du Quesne devait conduire à Messine le duc de Vivonne, dont la faveur de Louis XIV venait de faire un vice-roi de Sicile; les batailles de Stromboli, d'Agosta et de Palermie en 1676; Du Quesne avait rendu le roi maître de la Méditerranée). — Henri WELSCHINGER. L'arc de triomphe (cf. *supra*, p. 158). — A. RAFFALOVICH. Quelques effets de la guerre sur la vie économique en Russie. = Février. René STOURM. Notice sur la vie et les travaux de M. Henri Baudril-lart. — Jean IMBART DE LA TOUR. La réforme administrative après la guerre. Organisation des cadres territoriaux et de l'action locale (la France n'est pas mûre pour la réforme régionaliste qui est proposée; il faut maintenir le département, en supprimant les arrondissements, en fusionnant entre elles les petites communes). = Mars. Jean BOURDEAU. Notice sur la vie et les travaux de M. Gabriel Compayré. — Charles BENOIST. Rapports sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité. La Bretagne (données géné-

rales; la population ne cesse pas d'augmenter; en moins de quarante ans, le gain total dépasse 30,000 âmes; mais, depuis vingt ou vingt-cinq ans, la natalité a baissé pour tous les départements et arrondissements sans exception; on va rechercher la cause de cette baisse dans le détail). — Max TURMANN. La guerre européenne et les relations économiques de la Suisse avec ses voisins (le bureau fiduciaire, la société suisse de surveillance économique; l'accord de septembre 1916 avec l'Allemagne; demandes de l'Entente du 7 novembre; pour plus de détails, voir le volume de Turmann : *la Suisse durant la guerre*).

ÉTATS-UNIS.

26. — The American historical Review. 1917, janvier. — George L. BURR. La liberté de l'histoire (ingénieuse conférence sur la liberté dont l'histoire a besoin pour atteindre les buts infiniment divers qu'elle se propose. Si elle doit beaucoup à certaines sciences, elle ne doit être l'esclave d'aucune). — Herbert C. BELL. Le commerce des Indes occidentales avant la Révolution américaine (traite surtout de la technique du commerce). — Victor COFFIN. La censure et la littérature sous Napoléon I^{er} (d'après les rapports de la Direction générale de l'imprimerie et de la librairie en 1810-1814). — Carl R. FISH. L'assistance sociale dans le Nord-Ouest pendant la guerre civile. — Albert B. WHITE. Le parlement d'Oxford en 1213 (la clause « eodem modo scribitur » qui suit le bref de convocation du parlement d'Oxford, en novembre 1213, doit être prise au pied de la lettre; elle ne saurait être considérée, ainsi que le voudrait E. Jenks, comme une négligence du scribe. On ne peut douter qu'à cette assemblée n'aient été convoqués les chevaliers de tous les comtés d'Angleterre armés en guerre). — Edmund C. BURNETT. Chiffres de la période révolutionnaire (notes sur les chiffres employés pour assurer le secret des correspondances, non seulement officielles, mais encore privées. Il reste encore beaucoup de passages non déchiffrés dans les lettres de Jefferson, de Madison, de Monroe). — Arthur H. BASYE. Le comte de Carlisle et le ministère du commerce en 1799 (épisode instructif pour l'histoire du Cabinet présidé par Lord North). — Documents : Everett S. BROWN. Les débats du Sénat sur le projet de loi présenté par Breckinridge sur le gouvernement de la Louisiane en 1804. — C.-rendus : Edw. Krehbiel. Nationalism, war and society (beaucoup d'intéressantes remarques présentées en un relief saisissant). — H. Webster. Rest days; a study in early law and morality (important pour l'histoire de la civilisation). — Albert T. Clay. Miscellaneous inscriptions in the Yale Babylonian collection (remarquable). — George A. Barton. Archaeology and the Bible (l'arrangement du livre est défectueux; mais on y trouve beaucoup de choses utiles étudiées dans un esprit vraiment scientifique; l'auteur n'a point voulu

trouver à toute force dans l'archéologie une confirmation de la Bible, ni édifier des théories fantastiques sur des fondements incertains, comme le fait l'école « pan-babylonienne » d'Allemagne). — Shakespeare's England (intéressant recueil d'articles sur Shakespeare et son temps, à l'occasion de son troisième centenaire). — G. E. Buckle. The life of Benjamin Disraeli, earl of Beaconsfield, vol. IV, 1855-1868 (excellent). — Sir Edward Cook. Delane of the Times (Delane fut, de 1844 à 1877, le directeur du *Times*; très mêlé au monde de la politique sans appartenir à aucun parti, il exerça une influence considérable, mise en bonne lumière dans la présente biographie). — E. L. Bogart et Ch. M. Thompson. Readings in the economic history of the United States (contient beaucoup d'utiles renseignements). — E. R. Johnson, T. W. Van Metre, G. G. Huebner et D. S. Hanchett. History of domestic and foreign commerce of the United States (deux volumes très intéressants). — Victor S. Clark. History of manufactures in the United States, 1607-1860 (un des plus importants livres sur l'histoire économique qui aient paru aux États-Unis). — Edw. Van Winkle. Manhattan, 1624-1639 (excellente reproduction d'une carte de l'île de Manhattan, où s'élève aujourd'hui la « cité » de New-York. Harris, qui l'acheta dans une vente il y a une trentaine d'années, l'attribuait à Jean Vingboons, le cartographe du prince de Nassau; mais il est douteux que Vingboons soit jamais venu en Amérique). — Ch. E. Chapman. The founding of spanish California : the North-westward expansion of New Spain, 1687-1783 (utile compilation, plutôt qu'un livre; bibliographie abondante et précieuse). — C. Headlam. Calendar of State papers. Colonial series. America and West Indies, 1706-1708 (important). — Edward S. Corwin. French policy and the american alliance of 1778 (bon, judicieux et pénétrant). — H. J. Eckenrode. The Revolution in Virginia (excellente monographie). — W. F. Johnson. America's foreign relations (écrit pour le grand public, ce livre manque de charme littéraire et n'est pas exempt d'erreurs). — Marion M. Miller. American debate; a history of political and economic controversy in the United States. 2 vol. (insuffisant; l'auteur est fort loin d'avoir exécuté le programme qu'il s'est tracé). — Ch. A. Beard. Economic origins of Jeffersonian democracy (utile recueil d'essais historiques). — Fl. C. Shoemaker. Missouri's struggle for Statehood, 1804-1821 (bon). — Ch. Ph. Huse. The financial history of Boston, 1822-1909 (excellent). — H. T. Cook. The life and legacy of David Rogerson Williams (député de la Caroline du Sud en 1811, sénateur en 1824, général, mort en 1830, Williams occupa une place importante dans l'histoire économique et sociale de son État; bonne biographie). — Ch. S. Boucher. The nullification controversy in South Carolina (publie de nombreux documents sur la question). — J. Goebel. Jahrbuch der deutsch-amerikanischen historischen Gesellschaft von Illinois (intéressant en ce qui concerne les Allemands chassés de leur pays par la Révolution de 1848). — Wil-

liam O. Scroogs. Flibustiers and financiers ; the story of William Walker and his associates (bonne histoire de la filibuste dans les années qui précédèrent immédiatement 1860). — Lord Charnwood. Abraham Lincoln (intelligente autant que sympathique appréciation du caractère de Lincoln). — Fred. E. Haynes. Third party movements since the civil war, with special reference to Iowa (bon). — Bernard C. Steiner. Life of Henry Winter Davis (bonne biographie d'un politicien du Maryland qui fut un des plus ardents adversaires de Lincoln). — Chester Lloyd Jones. Caribbean interests of the United States (traite des rapports, surtout économiques, qu'ont entretenus, pendant ces vingt dernières années, avec les États-Unis, les onze îles des Caraïbes qui se trouvent actuellement être les colonies de quatre puissances : France, Angleterre, Hollande et Danemark ; une seule appartient aux États-Unis). — A. N. Young. The single tax movement in the United States (bonne histoire des idées d'Henry George, de l'influence exercée par la situation économique de la Californie sur le développement de ces idées, sur les causes qui donnèrent à l'auteur, inconnu jusqu'alors, de *Progress and poverty*, une popularité prodigieuse à New-York et dans le reste des États-Unis, sur l'influence exercée par elles depuis la mort de George en 1897). — Chester Martin. Lord Selkirk's work in Canada (très utile). — Général O'Leary. Memorias (Daniel Florence O'Leary, un des généraux qui servirent sous Bolivar, mourut consul général d'Angleterre à Bogota en 1854. Il avait recueilli un grand nombre de documents sur les guerres de l'indépendance ; ils ont été publiés à Caracas en trente et un volumes de 1879 à 1888. Deux de ces volumes contiennent une relation écrite en anglais par O'Leary de ses rapports avec Bolivar ; ils viennent d'être traduits en espagnol par son fils, Simon B. O'Leary, qui a réédité en outre l'Avertissement aux Mémoires en supprimant de nombreuses redites ; cet appendice se rapporte aux dernières années de Bolivar, 1826-1829). — Fr. O'Connor d'Arlach. Independencia americana : recuerdos de Francisco Burdett O'Connor (cet O'Connor fut un autre compagnon de Bolivar ; ses souvenirs, très consciencieux, se rapportent surtout aux années 1819-1824). — Général José Antonio Páez. Memorias (nouvelle édition de l'autobiographie écrite par Páez à New-York où il mourut exilé en 1873. L'éditeur a jugé bon de couper le récit à l'année 1827). — Memorias de un oficial de ejército español ; campañas contra Bolivar y los separatistas de América (l'auteur de ces mémoires est un royaliste, Rafael Sevilla, capitaine d'infanterie, qui mourut en 1856 ; intéressant). — Général García Camba. Memorias (ces Mémoires sont en réalité une sorte d'histoire de l'Amérique du Sud de 1809 à 1825 d'après un grand nombre de documents en partie reproduits dans les notes. Elle n'a guère de valeur qu'à partir de 1815 ; intéressante pour les opérations militaires au Pérou. La relation de García Camba est peut-être la meilleure de toutes celles qu'on doit à des officiers espagnols. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV,

p. 385). — *Dorothy M. Gladish*. The Tudor privy council (bon). — *N. Japikse*. Johan De Witt (excellent). — *Hellmuth von Mücke*. Ayesha (l'auteur commandait un détachement débarqué de l'*Emden* dans une des îles Keeling au milieu de l'océan Indien. Il raconte comment il réussit à regagner l'Allemagne, échappant comme par miracle à la surveillance des Français et des Anglais maîtres de la mer). — *Otto Maas*, O. F. M. Viajes de misioneros franciscanos a la conquista del Nuevo México (recueil de documents tirés des Archives générales des Indes à Séville). = Liste des dissertations historiques pour le doctorat dans les principales universités d'Amérique en 1916.

27. — The Nation. 1916, 23 novembre. — Pour défendre Romain Rolland (longue et véhémence défense de R. Rolland par Marion E. Bowler; l'auteur commence par rappeler le mot bien connu : « Donnez-moi deux lignes écrites par un homme et je me charge de le faire pendre »; puis il demande aux accusateurs de R. Rolland de le lire avant de le condamner. Dans *Au-dessus de la mêlée*, dont le titre est évidemment fâcheux, il est facile de découper des phrases, des pages entières où sont condamnés avec une éloquence peu commune les crimes commis par les Allemands contre la civilisation. Rolland demeure quand même l'auteur de *Jean Christophe*, biographie romanesque d'un Allemand qui a fui l'Allemagne où son âme si vraiment humaine ne pouvait respirer librement). — *C. Crow*. Japan and America. A contrast (Intéressant; l'auteur connaît bien le Japon; il montre que la pauvreté de son sol pousse ce pays à des agrandissements au dehors, ce qui crée un danger permanent pour la paix du monde, après la fin de la présente guerre). — *Fr. Fox*. The Balkan peninsula (bon; l'auteur, qui paraît être un Australien, a suivi la guerre de 1912 dans l'armée bulgare; il n'augure pas bien de l'avenir des peuples balkaniques). = 30 novembre. *Fred. E. Haynes*. Third party movements since the civil war (excellente étude sur le tiers parti en Iowa, c'est-à-dire sur le parti qui s'est formé et qui s'agit en dehors des deux grands partis historiques des Républicains et des Démocrates; il comprend ceux qui s'appellent « liberal Republicans », « greenbackers », « Populists », ceux de la « Farmers' Alliance », « Antimonopolists », « Labor reformers », etc. L'auteur étudie leur action et leur importance, surtout au moment présent). — *G. F. Young*. East and West through fifteen centuries, B. C. 44-A. D. 1453; t. I et II (l'auteur entreprend un ouvrage qui rappelle par son cadre et ses limites, mais non par le talent, le chef-d'œuvre de Gibbon. Information étendue, grande exactitude dans les détails en général). — *John Masefield*. An epic of failure (remarquable exposé du splendide, mais désastreux effort accompli par les Anglais dans la presqu'île de Gallipoli). = 7 décembre. La ligue des Nations (étude par Ellery C. Stowell sur les dangers que présente ce projet de ligue, comparés avec les avantages qu'il y aurait à faire fonctionner, en lui donnant plus d'ampleur, le système d'arbitrage de

La Haye). — *W. Leaf*. Homer and history (excellent). — *William S. Fox*. Greek and roman mythology (M. Louis Herbert Gray, assisté de M. George Foot More, a entrepris une histoire de la mythologie chez tous les peuples qui comprendra treize volumes. Celui-ci est le tome I. Il fait bien augurer de la collection, qui s'adresse à la fois aux érudits et au grand public). = 14 décembre. *John H. Huybers*. La pression des Alliés sur le roi des Hellènes (publie plusieurs documents saisis par les Alliés au Pirée et qui montrent clairement la duplicité et la trahison du gouvernement grec). — *Gustave Pollak*. La vision d'une « Europe centrale » (analyse le *Mittel Europa* de Friedrich Naumann). = 21 décembre. *Gustavus Meyers*. La base matérialiste du socialisme. — *P. Colum, M. Joy* et autres. The irish rebellion of 1916 and its martyrs (cette narration se recommande par le ton modéré, par l'absence de passion chez les auteurs. Ils plaident la cause de l'Irlande, cause juste en soi, mais il eût mieux valu pour le bien général attendre un moment plus opportun). — *J. Stephens*. The insurrection in Dublin (journal des événements qui s'accomplirent aux Pâques irlandaises de Dublin. L'auteur pense qu'il eût été plus politique d'user de clémence envers les insurgés. Angoissante énigme). = 28 décembre. *George S. Hellman*. Letters of Henry Brevoort to Washington Irving (recueil intéressant; les lettres se rapportent à la période de 1811 à 1843, avec des interruptions d'ailleurs; elles traitent surtout de littérature et touchent brièvement aux questions politiques). — *H. Spender*. General Botha; the career and the man (bonne biographie. Le général naquit au Natal le 27 septembre 1862, le huitième d'une famille de treize enfants qui était d'origine française; c'étaient des Huguenots chassés par la révocation de l'Édit de Nantes. Il épousa Annie Emmet, apparentée au fameux révolutionnaire irlandais Robert Emmet. Après avoir commandé les Boers dans la résistance contre les Anglais, il se rangea au parti des vainqueurs, quand ceux-ci eurent résolu de donner à leurs nouveaux sujets une constitution autonome. Il apporta un concours efficace à la politique anglaise à côté de Jameson qu'il avait autrefois menacé de faire fusiller. Il est aujourd'hui premier ministre de l'Union du Sud-Afrique et « Right Honorable »).

— *R. Sturgis* et *A. L. Frothingham*. A history of architecture (les deux premiers volumes de ce gros ouvrage ont été publiés par Russell Sturgis en 1907 et en 1910; les deux derniers, par A. L. Frothingham, traitent de l'époque gothique, de la Renaissance et de l'architecture moderne. Remarquable). = 1917, 4 janvier. Cette livraison de *The Nation* inaugure une nouvelle série avec un nouveau directeur, M. Harold de Wolf Fuller. L'ancien directeur, M. Oswald Garrison Villard, Allemand d'origine, mais, comme on sait, très dévoué à la cause des Alliés, devient président de la Société du *New York Evening Post*, journal auquel appartient *The Nation*. Revenant à une pratique ancienne, cette Revue paraîtra désormais sur deux colonnes au lieu de trois. Cette modification de pure forme ne touche en rien à

l'esprit libéral et humain qui n'a jamais cessé de l'animer. — *Edmund von Mach*. Official diplomatic documents relating to the outbreak of the european war (recueil utile; aux textes officiels sont jointes de nombreuses notes explicatives. L'auteur s'efforce d'être impartial; mais il ne peut dissimuler son intention de justifier l'Allemagne et son intime alliée l'Autriche-Hongrie; d'après lui, ce sont les puissances de l'Entente qui ont voulu la guerre et la Russie qui l'a rendue inévitable; il se demande si l'Allemagne n'a pas été obligée de violer la neutralité de la Belgique, etc.). — *Lord Charnwood*. Abraham Lincoln (excellent; il est fort intéressant pour les Américains de voir comment un Anglais apprécie le caractère et la politique du plus grand des Américains). = 11 janvier. *Eleutherios Venizelos* (biographie du célèbre homme d'Etat hellénique). — *Chester Lloyd Jones*. Caribbean interests of the United States (très bonne étude sur la situation actuelle des États-Unis à l'égard de la République des Caraïbes. Située sur la grande voie internationale qui mène au canal de Panama, riche en huiles qui tendent de plus en plus à remplacer le charbon sur les navires de commerce et sur les flottes, elle a pris une telle importance pour les États-Unis que ceux-ci devront la soumettre à leur contrôle). = 18 janvier. *Irving Babbitt*. L'influence politique de Rousseau (à propos de l'édition des œuvres politiques de Rousseau donnée par le prof. Vaughan. Estime que l'influence exercée par ces écrits dans le monde politique a été très considérable, égale peut-être à celle de Jésus dans le monde moral). — *G. V. Jourdan*. The movement toward catholic reform in the early sixteenth century (portraits des principaux humanistes allemands, anglais et français au xvi^e siècle). — *C. Snouck-Hurgronje*. Mohammedanism. Lectures on its origin, its religious and political growth and its present state (très intéressant; mais l'auteur n'a pas mis en lumière le côté enthousiaste ni même théologique de Mahomet. Le dernier chapitre sur l'Islam et la pensée moderne laisse au lecteur une impression de surprise et de désappointement). = 25 janvier. *Edward R. Turner*. L'Ulster. Exposé de la situation d'après les écrits publiés par les deux partis (expose les deux thèses qui justifient la conduite des Irlandais résolus à obtenir l'autonomie politique et les Unionistes qui ne peuvent entendre parler d'une séparation). — *Herbert L. Stewart*. La loi de Lynch aux yeux des gens du Sud (réponse au prof. Brooks; estime que la grosse difficulté pour supprimer la loi de Lynch consiste en ce fait qu'on se heurte à un sentiment très général; en Géorgie, par exemple, on traite sans pitié les nègres pour les punir de leurs attentats contre l'honneur des femmes blanches. Et cette antipathie du peuple explique la mollesse de la répression pénale). — *H. von Treitschke*. Politics; translated by *Blanche Dugdale* and *Torben de Bille* (cette traduction rendra service en montrant aux gens de langue anglaise les néfastes conséquences où mène le fétichisme de l'État tel que le comprenait Treitschke). = 1^{er} février. L'Alsace-Lorraine hier et aujourd'hui (*Stod-*

dard Dewey répond à une résolution votée à Fribourg-en-Brisgau par les Nationaux-libéraux, le Centre et les Conservateurs, tendant « à garder l'Alsace-Lorraine conquise par la force et à prendre maintenant par la force un autre morceau de la France ». Il constate que la germanisation n'avait fait aucun progrès sensible dans le pays annexé depuis 1871). — *Albert J. Beveridge*. *The life of John Marshall, 1755-1801*. 2 vol. (beaucoup de détails intéressants sur l'homme et sur son temps, mais trop long; sa correspondance est celle d'un homme d'intelligence moyenne). = 8 février. *Leonard W. King*. *History of Babylon from the foundation of the monarchy to the Persian conquest* (excellent). — Émile Waxweiler, 1867-1916. = 8 mars. *William MACDONALD*. *La France, l'Amérique et la paix* (d'un séjour de deux mois en France, l'auteur emporte cette impression que la rupture des États-Unis avec l'Allemagne a été accueillie à Paris avec joie, mais aussi avec une certaine gravité. Les deuils sont trop nombreux et l'avenir trop incertain pour qu'un grand enthousiasme puisse naître. Et puis l'on se demande si l'entrée des États-Unis dans le conflit ne complique pas plutôt une situation déjà si difficile. En tout cas, dans le futur Congrès de la paix, c'est la France, plus que l'Amérique, qui représentera le mieux les intérêts de l'humanité). — *W. B. Bryan*. *A history of the national capital, 1790-1878* (bon). = Supplément : *Revue financière et économique*.

GRANDE-BRETAGNE.

28. — The Athenæum. 1916, juin. — *Castalia*, countess Granville. Lord Granville Leveson Gower (first earl Granville) : private correspondance from 1781 to 1821 (cette correspondance fait bien ressortir la nature des relations qui existèrent pendant tant d'années entre le premier comte Granville et Lady Bessborough, sœur de la duchesse de Devonshire, tendre attachement que Balzac a dépeint dans *le Lys dans la vallée*). Une autre figure qui ressort aussi au premier plan est celle de Canning). — *G. E. Buckle*. *The life of Benjamin Disraeli, earl of Beaconsfield*. Vol. IV (ce volume traite du bill de réforme de 1867, des rapports avec l'Inde et les Dominions. En ce qui concerne la France, Disraeli fut long à s'apercevoir de l'affaiblissement de l'empire français et ne comprit rien au subit essor de la Prusse). = Juillet. *J. G. Evans*. *The book of Taliessin* (œuvre admirable de patience et d'ingéniosité. Le Dr. Evans nous donne d'abord un fac-similé et un texte diplomatique du célèbre recueil de vieux poèmes gallois connu sous le nom de « Livre de Taliessin » ; il en donne de plus une traduction en anglais, avec un essai de notice biographique et une étude sur la valeur historique et poétique de l'œuvre. Taliessin paraît avoir vécu entre 1105 et 1175 ; en 1146, il entra au service d'Owain Gwynned, dont il partagea la vie aventureuse pendant une trentaine d'années). — *R. V. Russell*. *The tribes and castes*

of the central provinces of India (quatre volumes fort intéressants, bien qu'ils n'apprennent pas grand'chose de nouveau aux spécialistes. Beaucoup de bonnes cartes et illustrations). = Août. *Cl. W.* The last love of an Emperor : reminiscences of the countess Louise de Mercy-Argenteau (cette comtesse fut l'Égérie de Napoléon III; elle est plutôt sévère pour l'impératrice; ses souvenirs ne sont pas toujours confirmés par d'autres témoignages). — *Edw. Legge.* The empress Eugénie and her son (écrit apologétique). — *H. Grant.* The last days of the archduke Rudolph (prétend que l'archiduc fut tué par des officiers allemands, instruments d'un complot machiné entre Berlin et le Vatican). — Countess *Zanardi Landi.* The royal outcast (ce n'est qu'un roman sur l'archiduc Rodolphe). — *Sturgis et Frothingham.* A history of architecture, 4 vol. (intéressant surtout pour l'histoire de l'architecture gothique). = Septembre. Ouvrages nouveaux sur Shakespeare (par *Lucy Collison-Morley, Janet Spens et J. W. Mackail*). — Le poème *Morte Arthure et Hucheon* (poème en allitération de quarante mille vers que l'on a daté de 1365 et considéré comme écrit en anglais d'Écosse. *A. H. Inman* essaie de montrer au contraire qu'il a été composé au plus tôt vers la fin du XIV^e siècle ou dans les premières années du XV^e; les allusions aux affaires d'Italie appuient cette conclusion; quant à l'auteur, il faut renoncer à Sir *Hew d'Eglinton*, proposé par le Dr. *Neilson*; la langue du poème n'est pas écossaise). — Sir *Arthur Evans.* New archaeological lights on the origins of civilization in Europe; its Magdalenian forerunners in the South-West Ægean cradle (discours présidentiel prononcé à la réunion de l'Association britannique à Newcastle-sur-Tyne). — Notes sur l'exposition des miniatures appartenant au duc de Buccleugh (elles se rapportent surtout au XVI^e et au XVII^e siècle). = Octobre. La Belgique et ses gloires. = Novembre. *G. E. Jensen.* The Covent-garden journal, by Sir *Alexander Drawcansir, Henry Fielding* (important pour l'histoire des mœurs vers le milieu du XVIII^e siècle. Le « Covent-garden journal », dont *Fielding* espérait la fortune, parut en 1751-1752 et trompa les espérances de son fondateur). — *Hugh Stokes.* The Devonshire House circle (ce cercle fut fondé en 1774 après le mariage de la duchesse *Georgina*; il exerça une réelle influence dans le monde de la cour et de la politique. Si l'auteur avait pu connaître la correspondance du premier comte *Granville*, il y aurait beaucoup appris sur Lady *Bessborough*, sœur de *Georgina*). — *G. W. E. Russell.* Portraits of the seventies (intéressante galerie de portraits où sont peintes les grandes dames de l'aristocratie anglaise pendant la première moitié du siècle dernier). — La doctrine de *Monroe* jusqu'à nos jours. — Tables de périodiques (*R. A. Peddie* signale quelques tentatives faites pour dresser des tables de ce genre, en particulier : *The Athenæum subject index to periodicals*, qui a paru en 1915 et qui, espérons-le, est le premier d'une série qui sera longue). — *D. Viollier.* Les sépultures du second âge en fer sur le plateau suisse (important pour l'his-

toire des races celtiques). = 1917, janvier. Le sens du mot Reconstruction. — Amérique et Reconstruction par un Américain. — Le revenu national et la guerre. — Le ministère du Travail. — Les femmes à l'Université et la guerre. — L'avenir de l'instruction publique. = *Edward V. Lucas*. London revisited (bon, mais il y a beaucoup d'omissions). — *Charles Morley*. Travels in London (c'est de bon journalisme, rien de plus). — *Sir Thomas Holdich*. Political frontiers and boundary making (étude remarquable et d'une inspiration très humaine par un penseur qui a été aussi un homme d'action). — *Evans Lewin*. The german road to the East (ouvrage très bien informé, mais dominé par un fâcheux esprit de suspicion à l'égard des puissances centrales). — *R. W. Livingstone*. A defence of classical education (excellent). — Livres sur l'Inde (son gouvernement, sa vie économique, son développement intellectuel).

29. — **Edinburgh Review**. Tome 224, juillet-octobre 1916. — *Sidney Low*. La reconstruction de l'Empire (la guerre laissera l'Empire anglais plus grand et différent; au lieu de rompre avec la métropole, ainsi que l'escomptaient les Allemands, les colonies se sont serrées autour d'elle. Il s'agit de rendre cette union permanente, non sous la forme d'une *Commonwealth*, ainsi que la République des États-Unis, mais comme une confédération d'États autonomes, organisés pour leur défense militaire et commerciale vis-à-vis de l'extérieur). — *Lord Cromer*. Disraeli (d'après le quatrième volume de sa biographie, entreprise par M. Monypenny et continuée par M. Buckle. Disraeli, entré dans la vie publique avec tous les désavantages imaginables, sans autre idée que de prononcer des discours et de devenir célèbre, a laissé un souvenir durable et sympathique en Angleterre : d'abord, à raison de ses mots incisifs; puis, à cause de ses efforts pour rapprocher les conservateurs du peuple en inaugurant une politique constructive. Cependant, on lui attribue à tort la réforme de 1867, dont l'idée première revient à Lord Derby. Enfin, sans être un grand impérialiste, il eut raison d'attribuer le titre impérial à la couronne d'Angleterre : « Il vit que le loyalisme et l'enthousiasme des Orientaux peuvent se rallier autour d'une personnalité marquante, mais jamais autour d'une abstraction, comme un parlement ou une constitution »). — *Fisher*. Les écrits politiques de Rousseau (le Dr Vaughan vient de rééditer ces œuvres en y ajoutant quelques fragments inédits où l'on trouve entre autres cet aveu : « Ma vie n'a été qu'une longue rêverie, divisée en chapitres par mes promenades journalières. » Les Anglais n'ont jamais eu grande estime pour Rousseau. Il y a lieu de reviser ce procès. Les idées de Rousseau ne sont guère neuves; mais il leur a donné de l'influence par son talent d'écrivain. Ses contradictions sont plutôt des retouches et des mises au point, de sorte qu'il a prévu tous les inconvénients de la démocratie. Dans l'Allemagne morcelée, il admirait le modèle d'une future organisation européenne. Il n'eût jamais rêvé de la nation armée, quoique, voulant tout

le monde soldat en temps de guerre, il soit devenu le père spirituel de la conscription générale. Il fut d'ailleurs assez mauvais prophète, se trompant sur la Corse autant que sur la Pologne). — STUART JONES. Les problèmes agraires dans l'antiquité romaine (d'après Rostowzew, Weber, Pelham, Ferrero, Beaudoin, Salvioli. La célèbre phrase de Pline, sur les *latifundia* qui ruinèrent l'Italie et les provinces, paraît bien n'être qu'un lieu commun de littérature antique. En Italie, les Romains opulents préféraient de nombreuses petites propriétés, formant une sorte d'unité normale, les *fundi*, qui, disséminées, leur offraient, à défaut d'auberges, des installations toutes préparées lorsqu'ils voyageaient. Les petits propriétaires étaient d'ailleurs fort nombreux. La grande propriété ne se rencontre guère, même en province, que dans le nord de l'Afrique, tels les *saltus* de l'ancienne région carthaginoise. C'est la bureaucratie qui, par ses exactions et ses maladresses fréquentes, a semé la ruine). — Prof. BOYD DAWKINS. L'Antiquité de l'homme et le début de l'art (travaux de Fairfield Osborn, Arthur Keith, Smith Woodward, Parkyn. La très haute antiquité de l'homme ne peut être calculée en fonction de l'ère chrétienne. L'homme moderne, avec ses facultés artistiques et sa capacité crânienne, n'apparaît qu'à la fin de la période pleistocène. Il n'existe aucun rapport entre l'art paléolithique et l'art néolithique, le premier très supérieur au second par l'étude de la nature et la liberté d'interprétation). — Prof. BERNARD PARES. La Russie, ses espérances et ses intentions (l'Angleterre s'est trop longtemps méfiée de la Russie qu'elle craignait de voir lui couper la route de l'Inde. Il est inutile d'exhorter le peuple russe à se tourner vers l'Extrême-Orient. M. Stolypine confiait à l'auteur de l'article que les jeunes gens ne voulaient point servir en Sibérie; le prince Oukhtomsky lui avouait, de son côté, qu'il avait échoué à leur prêcher l'oubli de l'Europe et de ses constitutions, pour entreprendre le gouvernement de l'Asie. La Russie tend vers les Balkans; elle y saura maintenir l'ordre, avec le respect des petits peuples). — Le Sinn Fein (les Sinn Feiners souhaitaient isoler l'Irlande au point d'ignorer l'Angleterre; et l'on savait que, pour atteindre ce but, les conspirateurs attendraient une grande guerre et se déclareraient violemment. Au fond, le peuple est assez indifférent. Les nationalistes conviennent qu'il possède les deux tiers du sol, avec des cottages à bas prix. Eux-mêmes, politiciens, ménagent tous les partis en vue de leur *Home rule* et s'opposent aux organisations indépendantes. Ils s'appuient, non plus sur le paysan, mais sur la petite bourgeoisie, commerçants de détail, cabaretiers, que le clergé ménage également. Le Sinn Fein accuse l'Angleterre de ruiner le pays. Il a empêché le recrutement des volontaires irlandais pour la guerre; mais il tolérât l'entrée dans les fonctions publiques, ce qui lui a mis en mains une partie de l'administration). — J. A. MARRIOTT. La Roumanie (Carmen Sylva, reine de Roumanie, racontait, paraît-il, comment son mari avait pris la couronne. Le prince Charles de Hohenzollern, lorsqu'on

la lui proposa, n'avait jamais entendu parler de l'État qu'on lui offrait de diriger. En Angleterre, l'ignorance n'était pas moindre et l'on y aurait à peine trouvé trois ou quatre ouvrages qui fussent consacrés à la Roumanie. Il n'en est pas de même en France, avec qui les Roumains ont toujours eu les plus étroites relations. Chaque parti roumain possède là-bas son journal français; les hommes d'État sont d'ordinaire diplômés de nos universités et nos auteurs classiques n'y ont jamais eu besoin de traductions. Histoire sommaire de ce pays qu'on a appelé « la Belgique des Balkans ». — David HANNAY. Le rôle de l'Amirauté (quoi que dise Kipling, ce n'est pas seulement le sang versé qui a valu à l'Angleterre la maîtrise des mers, mais sa patience, son travail et sa largeur de vues. Elle n'a rien découvert, si ce n'est le passage du Nord-Ouest, qui est inutilisable. Elle ne s'est guère mise en route, peut-on dire, que pour nettoyer les mers et détruire les pirates : d'abord, dans la Manche, où la piraterie dura du xiv^e siècle jusqu'au règne des Stuarts; puis, dans les mers d'Irlande; ensuite, aux Antilles; enfin, par tout le globe, où elle a fait régner l'ordre et la décence). — Octobre-décembre. Hensley HENSON. L'Église et l'État en Angleterre (le doyen de Durham étudie la crise de l'Anglicanisme et discute le rapport de la Commission archiepiscopale, qui comptait d'ailleurs un presbytérien notable, M. Balfour). — Cope CORNFORD. Les sièges maritimes (critique vivement la déclaration de Paris, qui, d'après Lord Salisbury, rendait les flottes inutiles pour toute autre action que la défense des côtes; montre les aggravations fâcheuses qu'y ajoutèrent les instructions de Lord Grey pour la conférence de La Haye en 1907). — Edmund GOSSE. Deux critiques françaises (Émile Faguet et Rémy de Gourmont). — Ellis BARKER. La législation sur les vivres en Allemagne. — Francis GRIBBLE. La frontière lorraine (analyse et approuve le livre de M. Engerand. La frontière lorraine est la force de l'Allemagne parce qu'elle lui apporte du fer et du charbon. Il s'agit de reprendre le travail de Talleyrand au Congrès de Vienne pour la lui arracher; mais, cette fois, la France aura pour elle les puissances qui lui faisaient obstacle et qui se tournent maintenant contre la Prusse. Sans la possession du bassin de Briey, l'Allemagne n'aurait pu continuer la guerre. Si elle gagnait la partie, elle deviendrait, avec l'Angleterre et les États-Unis, une des trois seules puissances métallurgiques du globe. Ainsi s'explique l'acharnement de la lutte). — Arthur ASHBY. La population et le sol. — E. SADLER. Courants et contre-courants de l'éducation en Angleterre (expose et critique l'éducation allemande qu'on ne saurait imiter entièrement outre Manche. En Allemagne, les parents s'intéressent au travail de l'enfant, qui sait, d'autre part, que les succès scolaires influeront sur toute sa carrière. Puis, le professeur possède son métier. Mais l'Allemagne a le tort d'imposer à tous les écoliers un même fond d'éducation générale : mathématique, science naturelle, langues, littérature; un autre défaut est de ne considérer que la moyenne des intelligences pour le

progrès de l'instruction; enfin, le professeur est trop dans la main de l'État). — Harold Cox. L'Italie, ses succès militaires et ses aspirations (l'Italie ne se souciait pas de déclarer la guerre à l'Allemagne, en même temps qu'à l'Autriche, car elle craignait que les Allemands, violant la frontière suisse, ne vinssent ravager la plaine lombarde, et elle n'était pas préparée à leur tenir tête. Mais la guerre, en rompant les attaches allemandes, lui a fait développer son industrie dans des proportions qu'elle n'imaginait pas. Sous ce rapport, la conquête du Trentin ajoutera des ressources magnifiques aux abondantes forces hydrauliques qu'elle possède déjà et lui promet un magnifique essor industriel).

ITALIE.

30. — *Nuovo archivio veneto*. 1913, octobre-décembre. — C. CIPOLLA. Recherches sur les traditions relatives aux immigrations anciennes dans la lagune. Le *Chronicon Altinate* confronté avec le *Chronicon Gradense* (le *Chronicon Altinate*, tel qu'il nous est parvenu, appartient à une époque postérieure au *Chronicon Gradense*, sans qu'on puisse affirmer cependant que l'*Altinate* soit dérivé du *Gradense*). — L. SIMEONI. Pour la généalogie des comtes de Sambonifacio et Ronco. — C. GREPPI. Les maisons des Sforza à Venise et frà Simeone da Camerino (publie plusieurs documents, dont trois lettres de frà Simeone da Camerino à Francesco et à Galeazzo Sforza, relatifs à ces demeures, 1454-1466). — G. SFORZA. La chute de la République de Venise étudiée dans les dépêches inédites des diplomates piémontais. III : Dépêches inédites du consul Lodovico Bonamico, chargé d'affaires du roi de Sardaigne à Venise, du 26 août 1797 au 7 avril 1798). = C.-rendu : *M. Schipa*. La pretesa fellonia del duca d'Ossuna (il n'y a pas de preuve directe qui permette de croire qu'Ossuna ait songé à trahir le roi d'Espagne, son maître, en 1619, ni à prendre pour lui-même la couronne napolitaine; mais, d'autre part, il paraît certain qu'il eut l'intention secrète de se faire à Naples une forte situation personnelle). = 1914, janvier-mars. Roberto CESSI. Les relations commerciales entre Venise et les Flandres au XIV^e siècle (mesures prises par le sénat vénitien pour protéger la route commerciale de Venise en Flandre si souvent mise en péril soit par les guerres d'Occident, soit par les soulèvements des Flamands, « cum viagium Flandrie sit salus et vita nostra », lit-on dans une délibération de 1366). — G. RIZZARDO. Le patriarcat de Venise pendant le règne de Napoléon I^{er}, 1806-1814. I : Nicolò Bortolatti, vicaire capitulaire, 1806-1807 (à Venise, comme en France, l'empereur ne vit dans la religion catholique qu'un moyen de gouvernement et traita le clergé avec une égale tyrannie). — G. GAMBARIN. De la faveur dont ont joui certains écrivains étrangers à Venise dans la première moitié du XIX^e siècle (surtout les écrivains anglais, comme Byron et Scott, ou

français, comme Hugo et Balzac. A la suite, une bibliographie des traductions de romanciers et de poètes qui ont paru à Venise à cette époque). — Laura LATTES. Une femme de lettres à Venise au XVIII^e s. (Elisabeth Caminer Turra, 1751-1796). — A. PILOT. Venise pendant le blocus de 1813-1814 (extrait des notes journalières prises par Cicogna, du 7 octobre 1813 au 18 octobre 1814). = C.-rendus : A. Scolari. Il messia dantesco (étude très méthodique et bien informée tendant à prouver que le Messie de Dante fut Cangrande Della Scala). — A. Checchini. La « traditio » e il trasferimento della proprietà immobiliare nei documenti medioevali (intéressant). — G. Cappello. La cavalleria a Venezia nel 1848-1849 (bon). = Avril-juin. E. MAGATTI. Le marché de l'argent à Venise vers la fin du XVI^e siècle (analyse de la législation monétaire de 1574 à 1616 environ). — G. RIZZARDO. Le patriarcat de Venise pendant le règne de Napoléon I^{er}, 1806-1814. II : Mgr Nicola Saverio Gamboni, 1807-1808 (petit coup d'État par lequel l'empereur, se substituant à l'autorité du Saint-Siège, transporta le siège patriarcal de la basilique de Saint-Pierre, rabaisée au rang de paroisse, à celle de Saint-Marc). III : Vacance du siège, 1808-1811. IV : Mgr Stefano Bonsignori, évêque de Faenza, patriarche nommé de Venise, 1811-1814. — E. BESTA. Encore un mot sur la collection et la transcription de chartes anciennes concernant Venise, dues à Tomaso Diplovataccio. — V. MIAGOSTOVICH. Notes et documents pour servir à une histoire de Sebenico; suite. = C.-rendus : Fr. Carabellese. Carlo d'Angiò nei rapporti politici e commerciali con Venezia e l'Oriente (important). — P. Geyl. Christofforo Suriano resident van de Serenissime Republiek van Venetie in den Haag, 1616-1623 (très instructif). — Giannino Ferrari. L'ordinamento giudiziario a Padova negli ultimi secoli della Repubblica veneta (excellent). = Juillet-septembre. Niccolò DI LENNA. Giosafat Barbaro, 1413-1494; ses voyages au pays russe, 1436-1451, et en Perse, 1474-1478 (1^o naissance de Barbaro en 1413; il part pour Tana ou Azov en 1434; description de la Russie méridionale. 2^o Son œuvre politique et militaire en Albanie, à Famagouste et en Anatolie, 1451-1474. 3^o Son voyage à Tabriz ou Téhéran et sa description de la Perse, de l'Arménie et de la Transcaucasie. 4^o Barbaro comme gouverneur de Rovigo et de toute la Polésie, 1482-1487. Il mourut en 1494. En appendice, bibliographie de ses œuvres manuscrites et imprimées; documents inédits). — T. WIEL. Francesco Cavalli, 1602-1676, et sa musique de scène. — A. VITAL. Le ms. intitulé « Collectanea rerum antiquarum Coneglianensium » aux archives municipales de Conegliano (suit un regeste des documents copiés pour ces « Collectanea », 1180-1572). — A. SEGARIZZI. Tableaux mis en loterie au XVII^e s. — A. MOSCHETTI. De la date où fut terminée la peinture de la chapelle Ovetari (on possède une quittance de toute somme due à Campolongo pour ce travail le 13 mai 1452). — E. COCCO. L'œuvre de Bartolomeo Montagna à la « Scuola del Santo » de Padoue (elle fut terminée en juin 1512). —

R. CESSI. La « Curia forinsecorum » et sa constitution primitive (étude sur la juridiction devant laquelle étaient portées dans le premier quart du XIII^e siècle les causes entre Vénitiens et étrangers). = C.-rendus : A. Venturi. Storia dell' arte italiana. T. VII : la Pittura del Quattrocento (remarquable). — Giuseppe Ferrari. La battaglia del Dardanelli, 1656-1657 (excellent récit). — Giov. Sforza. Viaggi di due gentiluomini Lucchesi del secolo XVIII (voyages de Francesco Maria Giuseppe Fiorentini à Rome, en Autriche, en France et en Angleterre, 1724-1728, et du marquis Cesare Lucchesini à Paris en 1784, à Vienne en 1792, à Paris encore en 1798, cette fois pour implorer la protection du gouvernement français contre la République cisalpine qui voulait imposer à Lucques des institutions démocratiques). — G. Casanova. Briefwechsel gesammelt und erläutert von Aldo Ravà und Gustav Gugitz (cette correspondance se rapporte aux années 1760-1798; elle sert de commentaire aux Mémoires de Casanova). = Octobre-décembre.

R. CESSI. Venise neutre dans la seconde ligue contre les Visconti, 1392-1397. — G. DALLA SANTA. Benedetto Soranzo, patriarche vénitien, archevêque de Chypre, et Girolamo Riario; une page nouvelle sur l'histoire de la guerre de Ferrare dans les années 1482-1484. — G. BISCARO. Gherardo et Rizzardo de Camino et le pape Benoît XI (comment expliquer que Benoît XI, bien connu pour les faveurs dont il combla ses compatriotes de Trévise, ait passé sous silence les deux frères de Camino, qui étaient capitaines généraux de Trévise, Feltre et Bellune? C'est qu'il les tenait pour responsables du meurtre de Jacopo, frère mineur, évêque de Feltre et Bellune en 1298. Publie une lettre de Boniface VIII, du 12 avril 1302, qui donne la clé de l'énigme). — A. PILOT. Complainte en langue vulgaire sur la mort du doge Giovanni Corner II, 1722. = 1915, janvier-mars. V. FAINELLI. Pour une édition d'un Recueil des chartes de Vérone; étude préparatoire sur les documents antérieurs à l'an mille (plan à suivre; principaux dépôts d'archives à dépouiller; écriture des documents; l'école de calligraphie de Vérone depuis la première moitié du IX^e siècle; formules diplomatiques usitées dans les chartes; chronologie; les notaires de Vérone). — G. CHIUPPANI. Histoire d'une école de grammaire depuis la fin du moyen âge jusqu'au XVII^e siècle : Bassano; fin en avril-juin. — M. MERORES. Un manuscrit vénitien du XIV^e siècle aux Archives de l'État à Vienne (description du ms. blu n. 582, qui est un volume de mélanges d'histoire vénitienne). — Laura COGGIOLA-PITTONI. Le voyage de Pie VI dans les États vénitiens (publie des notes abondantes et précises d'un journal anonyme sur ce voyage en mars-mai 1782, avec plusieurs états de dépenses effectuées pour les réceptions de Pie VI). — A. SEGARIZZI. Cristoforo de Scarpis (biographie d'un écrivain distingué du XV^e siècle; on l'appelle aussi Cristoforo de Parme). = C.-rendus : E. Musatti. Storia di Venezia (nouvelle édition; la bibliographie a été mise au courant; mais l'auteur n'a pas su se dégager d'anciennes traditions qu'a condamnées la critique). — B. Brugi. Per la storia

della giurisprudenza e delle università italiane (intéressant recueil d'articles). — V. *Brunelli*. Storia della città di Zara. I : Dall'origine al 1409 (œuvre considérable et de grand luxe, dont la ville de Zara a fait les frais). — A. *Manni*. Del presunto matrimonio di Alberto di Obizzo III d'Este con Isotta Alberesani (n'est pas convaincant). — A. *Da Mosto*. Milizie dello Stato romano, 1600-1797 (bon). — *Mario Degli Alberti*. Alcuni episodi della guerra nel Veneto, ossia Diario del generale Alberto della Marmora 26 marzo-20 ottobre 1848, con documenti ufficiali (réimpression de la première édition, augmentée de lettres inédites du général). = Avril-juin. G. *Bustico*. Mattia Butturini (poète dramatique de Salò, sur le lac de Garde. Sa biographie : 1752-1817). — A. *Da Mosto*. Inventaire des meubles, approvisionnements et objets de toute nature embarqués par un amiral vénitien à la fin du XVIII^e s. (publie cet inventaire pour « Ser Lunardo Correr patrona delle navi », 1793). — V. *Cavazzocca Mazzanti*. Empereurs et ducs à Peschiera (au XVI^e siècle). — A. E. *Baruffaldi*. Badia Polesine. VIII (Archiprêtres et curés de l'église de Saint-Jean-Baptiste, jusqu'à la suppression de la commende dans le monastère de la Vangadizza). = C.-rendus : L. *Testi*. Storia della pittura veneziana. 2^e partie : Il Divinare (important; mais l'auteur devrait moins étaler son érudition et modérer sa polémique). — *Χαυθουδίδης*. Περὶ τῆς μητροπόλεως Κρήτης (combat les conclusions présentées par Giuseppe Gerola; celui-ci prétend que la métropole de l'île de Crète fut transportée dans les premières années du XIII^e siècle du vieux siège de Gortine, détruit par les Arabes, à celui de Candie, fondé par les envahisseurs eux-mêmes; l'auteur fait remonter cette translation à l'époque byzantine). = Juillet-septembre. P. *Molmenti*. Sébastien Venier après la bataille de Lépante (nombreux documents des années 1571-1572). — R. *Cessi*. Venise et l'acquisition de Nauplie et d'Argos (d'après des pièces d'archives, 1387-1391). — G. *Dalla Santa*. Le typographe dalmate Bonino de Boninis, « confidente » de la République de Venise, doyen de la cathédrale de Trévise, 1454-1528. — R. *Sabbadini*. Antonio da Romagno et Pietro Marcello (biographie de deux humanistes, l'un, Romagno, né à Feltre, l'autre, Marcello, évêque de Caneda en 1399, ami et protecteur de Romagno. Nombreux documents sur l'un et l'autre). — A. *Favaro*. Notes historiques sur l'Université de Padoue vers l'an 1580. = C.-rendus : Ch. *Diehl*. Une république patricienne : Venise (longue analyse de ce livre remarquable). — G. *Cassi*. Il mare adriatico (utile et important). — N. *Jorga*. Venetia in Marea Neagră (beaucoup de renseignements nouveaux sur l'histoire politique et commerciale de Venise dans la mer Noire du XIV^e au XVI^e siècle). = Octobre-décembre. S. R. *Putelli*. Relations commerciales entre Venise et Brescia au XIII^e et au XIV^e siècle. — Benvenuto *Cessi*. La dérivation du Pô à Porto Viro (travaux entrepris de 1599 à 1604 pour améliorer le cours du fleuve au-dessus du delta formé par les trois branches dites Tramontana, Levante et di Scirocco. Ces travaux entraînèrent

des négociations ardues, entre autres avec le Saint-Siège; leur achèvement en 1604 fut pour la République un succès à la fois économique et politique). — Giangiorgio ZORZI. Un Vicentin à la cour du pape Paul II : Chierighino Chiericati et son traité de la milice (nombreux documents sur les missions dont il fut chargé par le pape pendant les années 1467-1471. Son traité sur la milice est publié en appendice; il est rédigé en italien et daté des calendes de septembre 1471). — R. BRATTI. Notes sur l'art et les artistes (ce sont des notes prises dans des documents d'archives; elles sont placées sous le nom des artistes rangés par ordre alphabétique). = C.-rendus : *Giov. Soranzo*. Cronaca di Anonimo Veronese, 1446-1488 (document important, publié avec un copieux commentaire). — B. Ziliotto. La cultura letteraria di Trieste e dell' Istria. I : Dall' antichità all' umanesimo (excellent). — F. Forcellini. Strane peripezie d'un bastardo di casa d'Aragona (présente un tableau large et bien documenté de la politique suivie par la couronne de Naples vers la fin du xv^e siècle, sous le règne de Ferdinand d'Aragon). — G. Zonta. Francesco Zabarella, 1360-1417 (a reconstitué, à l'aide de nombreux documents, la biographie du prélat connu sous le nom de Cardinal florentin). — P. Molmenti. Epistolari veneziani del sec. XVIII. = 1916, janvier-mars. G. M. LONGHI. Le patriarcat d'Aquilée, la papauté et l'empire jusqu'à la première moitié du XIII^e siècle (antagonisme entre Aquilée et Rome; l'influence impériale, longtemps prédominante à Aquilée, commence à décliner dans les premières années du XIV^e siècle, pendant que s'apaise le long conflit religieux qui avait mis aux prises les deux grandes métropoles chrétiennes. La papauté réussit à ramener le patriarcat dans le parti guelfe; l'élection du légat Gregorio de Monte-Longo à Aquilée, 1251, marque le triomphe de cette transformation plus politique encore que religieuse). — A. SEGARIZZI. Contribution à l'histoire des conspirations de Padoue (1438-1441; publie en appendice une longue « Descriptio patavine coniurationis » adressée par Jacques Geni, patricien de Venise, à son frère Marino). — V. MISTRUZZI. Notes biographiques sur Gidino de Sommacampagna (Gidino est un Véronais, auteur d'un traité sur les *Ritmi volgari*; documents nombreux pour sa biographie depuis 1331; fort apprécié de Cangrande della Scala, il fut, après la mort de celui-ci, en 1359, mis en prison par ordre de Cansignorio, frère et meurtrier de Cangrande, il y resta trois ans, de décembre 1359 à novembre 1362; il composa ses *Ritmi* entre 1381 et 1384 et mourut à une date inconnue, mais avant 1400). — B. B. BONETTI. Un ennemi de Carlo Goldoni (d'après la correspondance du marquis Stefano De Mari, ambassadeur d'Espagne auprès de la République de Venise de 1741 à 1745. Quelques détails à noter sur le baron Théodore de Neuhof, roi des Corses, réfugié à Venise en 1742). — Ettore DE TONI. L'étape de Campara (travaux exécutés vers la fin du XVIII^e s. dans le défilé de Rivoletto, aujourd'hui Rivoli, sur la route que suivaient les troupes allant d'Allemagne en Italie. En appendice : documents

de 1783 à 1796). — Ant. FAVARO. Une tentative pour amener une nouvelle émigration d'étudiants de l'Université de Bologne à celle de Padoue en 1357. = C.-rendus : *Antonio de Pellegrini*. Genti d'arme della Repubblica di Venezia : i condottieri Porcia e Brugnera (bon). — *Giov. Sforza*. Papa Rezzonico studiato nei dispacci inediti d'un diplomatico Lucchese (il s'agit du pape Clément XIII, qui était un patricien de Venise appelé Carlo Rezzonico, et de la correspondance diplomatique de Mgr Filippo Maria Buonamici, agent de la République de Lucques à la cour pontificale, 1758-1769). — *Angelo Bronzini*. Un giornale scolastico sotto il dominio austriaco : L'Istituto di G. Codeno, 1836-37, 1851-58 (intéressant). = Avril-juin. A. BATTISTELLA. Venise et l'Autriche pendant l'existence de la République (depuis le XIII^e siècle). — R. CESSI. Venise au traité de Ferrare en 1428. — Vittorio LAZZARINI. Deux documents pour servir à l'histoire de la roche et du château de Pendice (1477 et 1350). — R. SABBADINI. Andrea Contrario (humaniste vénitien du XV^e siècle; il mourut à Naples où il avait trouvé en 1472 un asile honoré auprès du roi Ferdinand. Documents allant de 1447 à 1472). — Giov. CHIUPPANI. Pièces d'archives (concernant une branche de la famille des peintres Nasocchi, établie à Feltre au XVI^e siècle, etc.). — G. OTTOLINI. Lettres et vers inédits de L. Carrer et de F. Dall Ongaro, 1832-1833. = C.-rendus : A. Roviglio. Intorno alla storia dei Longobardi (longues discussions sur des questions de chronologie). — R. Ciasca. L'origine del « Programma per l'opinione nazionale italiana » del 1847-48 (beaucoup de renseignements présentés de la manière la moins scientifique et la plus fastidieuse). = Juillet-septembre. Giuseppe DALLA SANTA. Hommes et faits des dernières années du XIV^e siècle et des premières du XV^e, d'après les lettres de Giovanni Contarini, patricien vénitien, étudiant à Oxford et à Paris (analyse, avec publication partielle, de quarante-six lettres adressées de Venise entre les années 1392-1408 à Giovanni Contarini par ses frères Ruggero et Andrea, surtout par le premier des deux. En appendice, quelques lettres adressées à Giovanni, devenu patriarche de Constantinople, de Negroponte, de Venise et de Florence, 1428-1451). — Roberto CESSI. L'« Officium de navigantibus » et les systèmes de politique commerciale suivis par Venise au XIV^e siècle (histoire du système protectionniste dont la première forme se trouve dans un capitulaire du 4 août 1324. Le texte de ce capitulaire nous est parvenu dans une rédaction de 1361 qui est publiée en appendice). — Vittorio LAZZARINI. La cession de Tolmino à la communauté de Cividale, 16 mai 1379 (par Marquardo, patriarche d'Aquilée). — Giangiorgio ZORZI. Le mariage d'Andrea Palladio (le célèbre architecte vénitien épousa en 1534 Alegradonna, fille de Marcantonio; Palladio avait alors vingt-six ans, étant né en 1508. Publie l'estimation des biens de la jeune femme, d'après un acte dressé peu de temps après le mariage). — Giovanni SFORZA. Le général Giovanni Durando et la campagne dans le territoire vénitien en 1848 (quelques documents

nouveaux). = C.-rendus : A. Savelli. L'anno fatale per l'Italia, 1866 (bon). — A. Venturi. Storia dell' arte italiana. La pittura del Quattrocento, t. VII, 4^e partie (très important).

SUISSE.

31. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. T. III, livr. 6-8 (1911-1913). — P.-L. LADAME. Un épisode des relations de Voltaire avec Genève : l'esclandre du samedi 16 juin 1770 à la porte de Cornavin. — L. GAUTIER. L'activité poétique et diplomatique de Joseph Du Chesne, sieur de La Violette, 1546-1609 (charmante esquisse biographique de ce médecin d'origine gasconne, fixé à Genève, poète médiocre, qui fut chargé par la seigneurie de missions diplomatiques en Allemagne, en Suisse, en Savoie, en France, où Henri IV le nomma l'un de ses médecins ordinaires et d'où il revint, en 1593, ambassadeur du roi auprès des cantons réformés et de leurs alliés). — V. VAN BERCHEM. Le premier lieu de culte public des « évangeliques » à Genève. — Id. Le pèlerinage d'un évêque de Genève (Jean-Louis de Savoie) en 1480. — L. CRAMER. La mission du conseiller Jean Malliet en Angleterre, 1582-1583. — A. CHOISY. Lettres inédites de Voltaire (sept pièces, datées d'octobre 1765 à janvier 1766 et adressées au physicien Jean-André De Luc, l'un des chefs du parti des Représentants; elles ont trait aux démêlés de Voltaire avec Rousseau et au rôle de pacificateur que Voltaire ambitionnait de jouer entre le Conseil et les Représentants). — H. AUBERT. Les troubles de Genève en 1781 et 1782. Extraits des papiers de Perrinet Des Franches, conservés aux Archives nationales de France. = T. IV, livr. 1-2 (1914-1916). L. BLONDEL. Notes d'archéologie genevoise.

32. — Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. T. XXXIII (1916). — A. BABEL. Les métiers dans l'ancienne Genève. Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes (ce volume de plus de 600 pages, qui a valu à son auteur le grade de docteur en sociologie de l'Université de Genève, est une monographie remarquable de l'ancienne « fabrique » genevoise. Il montre le rôle de ces industries, élément essentiel de l'activité économique de la cité, dans le développement historique de Genève et jette une lumière nouvelle sur l'organisation des métiers dans l'ancienne République jusqu'à la réunion à la France en 1798).

CHRONIQUE.

France. — Nous avons annoncé dans notre dernier numéro la nouvelle de la mort de M. Antonin DEBIDOUR, décédé le 20 février dernier. Il était né à Nontron le 31 janvier 1847 et est toujours resté fidèle à son pays natal où il comptait s'établir, sa retraite une fois obtenue, et où il repose maintenant. Élève de l'École normale supérieure de la promotion de 1866, celle de MM. Liard et Rabier, il s'engagea pendant la guerre de 1870 et prit part aux batailles livrées autour de Paris. Agrégé d'histoire, il enseigna dans divers lycées, à Périgueux, Saint-Omer, Mont-de-Marsan, Angers ; c'est à Angers qu'il trouva le sujet de sa thèse de doctorat : *la Fronde angevine*, qu'il soutint en 1877 avec une thèse latine : *De Theodora Justiniani Augusti uxore*. Il fut presque aussitôt après sa soutenance nommé professeur à la Faculté des lettres de Nancy, où il enseigna pendant quatorze ans avec un grand éclat : les auditeurs se pressaient autour de sa chaire. Après ses leçons, il se retirait dans son cabinet de travail, écrivait ce qu'il venait d'enseigner et c'est ainsi qu'il composa sa grande *Histoire diplomatique de l'Europe du Congrès de Vienne au Congrès de Berlin* (2 vol., 1891). Il devint doyen de la Faculté, présida à Nancy la société de géographie de l'Est, la ligue de l'enseignement, se mêla à la vie politique et rendit à la ville des services signalés comme conseiller municipal. En 1890, il fut nommé inspecteur général de l'Instruction publique et occupa ce poste seize années durant ; il continua toutefois ses recherches sur l'histoire contemporaine et, en 1898, publia son *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1890*. Mais il avait comme la nostalgie de l'enseignement et il fut très heureux quand, en 1906, il fut nommé professeur à la Sorbonne ; il retrouva à l'amphithéâtre Richelieu les mêmes succès qu'à Nancy. Tout en se consacrant à ses cours, il voulut mener jusqu'à la période présente ses deux grands ouvrages ; à son histoire des rapports de l'Église et de l'État, il donna comme suite : *l'Église catholique et l'État en France sous la troisième République* (2 vol., 1906-1909), et il s'arrêta à la loi de séparation qui marque bien la fin d'une époque de tiraillements et les débuts d'une ère nouvelle. De même il conduisit son *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours* dans une seconde partie qui porte en sous-titre : *Vers la grande guerre, 1914-1916* (Félix Alcan, 1917), et dont M. L. Eisenmann nous dira, dans l'un de nos prochains numéros, les très solides mérites. Il eut encore la joie de voir paraître la fin de cet ouvrage, peu de jours avant que la mort

le foudroyât. Entre-temps, il avait publié divers ouvrages de classe et collaboré à différentes revues. Nous signalons les articles qu'il réunit en 1886 sous le titre : *Études critiques sur la Révolution, l'Empire et la période contemporaine*, et ses deux petits volumes : *les Chroniqueurs français du moyen âge* (1888). On lui doit aussi un volume très documenté sur le général Fabvier (1904), dont les divers chapitres ont paru dans les *Annales de l'Est*. Membre du Comité des travaux historiques pour la période de la Révolution, il s'était chargé de publier, dans la collection des *Documents inédits*, le *Recueil des actes du Directoire exécutif*; il fit paraître en un court intervalle (1910-1914) trois volumes qui vont du 2 novembre 1795 au 6 octobre 1796 et un quatrième tome est fort avancé. M. Debidour a produit une œuvre historique importante et sa mort laisse dans l'Université d'unanimes regrets.

A son nom nous voulons joindre celui de son fils aîné, puisque aussi bien il n'y a plus guère d'espoir que Louis DEBIDOUR, disparu le jour de l'attaque de Champagne le 25 septembre 1915, soit encore vivant. Louis avait suivi la carrière paternelle; après de bonnes études à Nancy et à Paris, il était entré à l'École normale en 1895 et avait choisi la section d'histoire. Il enseigna à Évreux et à Rouen et il venait d'être nommé professeur au lycée Charlemagne lorsque éclata la guerre. Malgré son âge, malgré ses quatre enfants, il voulut se faire verser dans le service armé et il devait ainsi donner sa vie pour la patrie. Lors de son séjour à Évreux, il a publié une bonne étude sur l'abbaye de Saint-Taurin et il préparait une thèse de doctorat sur la garde nationale au temps du premier Empire. C'est une des terribles lois de la guerre que les fils meurent avant les pères; mais la mort des fils précipite souvent celle des pères.

C. PR.

— M. Max BONNET est mort le 20 février 1917. Le hasard l'avait fait naître à Francfort-sur-le-Mein; mais il était d'origine suisse et c'est à l'Académie de Lausanne qu'il commença d'enseigner (1866). Après la guerre franco-allemande, il vint en France où il ne tarda pas à se faire naturaliser. Professeur à l'école Monge (1874), puis à l'école Alsacienne, il fut nommé en 1881 professeur à l'Université de Montpellier, où s'accomplit toute sa carrière universitaire. Sa thèse de doctorat sur le *Latin de Grégoire de Tours* (1890) l'a placé au premier rang de nos latinistes. Un bon juge a écrit à propos de ce livre capital : « Livre de près de huit cents pages, qui contient des milliers et des milliers de menus faits admirablement classés, et qui est le triomphe de la méthode, de la sagacité et de la justesse d'esprit. Comme il est aisé de se tromper sur le latin mérovingien, le lecteur croit souvent apercevoir d'instinct une erreur de Max Bonnet; chaque fois qu'il vérifie, il constate que Max Bonnet a vu juste et que pas une fois, dans ce monceau d'exemples difficiles, sa perspicacité n'a été en défaut » (L. Havet, *le Temps*). M. Havet ajoute les lignes suivantes que nous tenons à reproduire : « Tout était droiture dans l'homme aussi bien que dans le savant. Max Bonnet était né pour une vie calme

et de recueillement, mais dans un temps où les passions grondaient, il se rangea avec simplicité du côté où il voyait la justice. En matière philosophique, il laissait voir sans embarras l'état de sa conscience intellectuelle, où tout était pur. Il lui est arrivé de supporter la douleur morale avec stoïcisme. Dans le souvenir qu'il laisse, une sympathie émue et cordiale s'associe au respect. » M. Bonnet était depuis 1898 correspondant de l'Institut. Ch. B.

— M. Camille PRON est mort le 24 mars 1917; il était né à Marly-le-Roi le 12 janvier 1842. Après avoir fait de solides études classiques au lycée de Versailles, il suivit à l'École des beaux-arts les cours d'architecture et de peinture et il professa le dessin pendant de longues années. A son habile pinceau, nous devons une série d'aquarelles qui reproduisent certains coins pittoresques de l'Exposition universelle de 1900 et l'aspect successif des récents travaux d'agrandissement exécutés à la Bibliothèque nationale. Elles sont actuellement au Cabinet des estampes de cette Bibliothèque. Il vint à l'histoire sur le tard et s'initia tout seul à la méthode et à la technique du travail scientifique; comme il arrive souvent aux autodidactes, il se faisait parfois illusion sur la nouveauté ou l'importance de ses trouvailles; mais il savait chercher et il trouvait, là où des travailleurs plus jeunes et mieux outillés n'avaient rien vu. Il avait la passion de l'étude et de l'inédit; l'histoire de Paris et de Marly, ses deux patries, si l'on peut ainsi parler, l'attira de préférence. En 1891, il publia son premier livre sur le *Quartier des Halles* à Paris, en particulier sur les demeures seigneuriales qui ont précédé l'hôtel de Soissons où vécut Catherine de Médicis. Puis vinrent deux curieux recueils de documents sur les *Lombards en France et à Paris* (1892, 1893), un article sur les *Accusateurs des Templiers* (*Revue de l'Orient latin*, t. III, 1895), où il montra le rôle joué par ces mêmes Lombards dans cette cause célèbre ainsi que dans le procès de Guichard de Troyes. Des recherches un peu décousues, mais originales, sur la topographie parisienne et la Seine dans Paris ont paru dans le feuilleton d'un journal fort peu lu, le *Nord*, organe officieux du gouvernement russe en Occident (1907); d'autres ont donné une base historique solide au *Rapport* présenté par M. F. d'Andigné au Conseil municipal (1906) sur la *Désaffectation des fortifications de la ville de Paris*. A son village natal, il consacra un gros volume : *Marly-le-Roi, 697-1904*, auquel Victorien Sardou porta un vif intérêt; il écoula le résidu de ses notes dans de nombreux articles qu'inséra la *Liberté de Seine-et-Oise* (1907-1911), soit sous son nom, soit sous un pseudonyme : le *Druide*. Dans un ordre d'idées tout différent, mentionnons encore : les *Mémoires inédits de Langeron*, publiés dans le *Nord* (1906), et *Paris sous Louis XV*, recueil de notes amusantes, croustillantes, mais de peu de valeur documentaire, étant fournies par les inspecteurs de police. Un fort intéressant livre : *le Costume civil en France du XIII^e au XIX^e siècle* (1914), le recommande davantage à la postérité. Ces tra-

vaux (et nous omettons volontairement de nombreuses compositions poétiques dues à une Muse parfois trop facile) n'étaient guère pour lui qu'un délassement et c'est toujours avec joie qu'il revenait à son Paris. *La Rue Michel-le-Comte* (1914); *Guillaume de Saint-Marcel* (1916; biographie du maître maçon qui construisit la tour du Louvre sous Philippe Auguste), d'autres articles ou notes disséminés dans des revues diverses témoignent d'une activité que l'âge ne ralentissait point. Si Clairin avait connu le Piton des années de maturité, il aurait fortement retouché le portrait qu'il a esquissé de lui dans ses *Souvenirs d'un peintre*. Ch. B.

— C'est avec douleur que nous avons appris la mort, après une longue maladie, de M. Charles KOHLER, le 28 mars 1917. Il était né à Genève le 11 janvier 1854; mais c'est à Paris qu'il vint achever ses études à l'École des chartes et à l'École des Hautes-Études. Une *Étude critique sur le texte de la vie latine de sainte Geneviève* (1881) lui valut le titre d'élève diplômé à cette dernière école et le classa aussitôt parmi les meilleurs érudits de sa génération; ses conclusions ont résisté aux attaques de Krusch, ainsi qu'il l'a démontré dans un article de la *Revue historique* (t. CXVII, p. 288). Sa thèse de l'École des chartes est devenue un gros livre sur *les Suisses dans les guerres d'Italie, 1506-1512*, auquel l'Académie française décerna le second prix Gobert (1897). Après avoir été attaché pendant un temps au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, il entra, pour ne plus la quitter, à la bibliothèque Sainte-Geneviève (1885); il y gravit tous les échelons et finit par en être nommé administrateur (1907). On lui doit le *Catalogue des mss.* de cette bibliothèque (2 vol., 1893-1896), avec une savante introduction où il expose comment s'est formée l'importante collection qu'elle possède. Dans le même ordre d'idées, signalons en outre une *Note sur un ms. de la bibliothèque d'Arezzo* et un *Inventaire de la bibliothèque de Saint-Gildas en Berry*, ainsi que le bulletin des publications historiques qu'il donna dans le *Jahresbericht* de Jastrow en 1883 et 1884. Il s'était lié de bonne heure avec le comte Riant qui l'employa dans ses travaux sur l'histoire de l'Orient latin. Aux *Archives de l'Orient latin*, il donna le tome II intitulé : *Inventaire sommaire des manuscrits relatifs à l'histoire et à la géographie de l'Orient latin conservés à Paris* (1884). Secrétaire, puis directeur de la *Revue de l'Orient latin*, il publia dans cet excellent périodique un assez grand nombre d'articles qu'il réunit ensuite en volume sous le titre : *Mélanges pour servir à l'histoire de l'Orient latin et des Croisades* (2 fasc., 1900, 1906). Auxiliaire de l'Institut, il fut employé par l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour l'édition des documents sur les Croisades. Le tome V des *Historiens occidentaux* (1895) lui doit beaucoup; L. de Mas Latrie, qui a signé le volume, a rendu à son collaborateur ce témoignage que, sans lui, « il eût été impossible de donner en tête du volume la présente préface »; le tome II des *Documents*

arméniens où sont réunis les Documents latins et français relatifs à l'Arménie (Jean Dardel, Hayton, les Gestes des Chiprois, etc.) est en grande partie son œuvre; l'importante préface du volume, qui compte plus de deux cent cinquante pages, lui appartient en entier. Des Gestes des Chiprois, il tira plus tard le texte des *Mémoires* de Philippe de Novare (1218-1243), édités dans le recueil des « Classiques français du moyen âge » (1913). Mentionnons encore : *l'Ambassade en Suisse d'Imbert de Villeneuve, président au parlement de Dijon, 1513-1514* (Mélanges Vaucher, 1895); *Un nouveau récit de l'Invention des patriarches Abraham, Isaac et Jacob à Hébron* (Mélanges Monod, 1896; réimprimé dans les *Mélanges pour servir à l'histoire de l'Orient latin* avec le texte même de l'Invention); *Invention moderne* (Mélanges Bémont, 1913), où il est prouvé qu'un épisode de la deuxième croisade, dans lequel la conduite inconsidérée d'Aliénor d'Aquitaine fut pour l'armée française la cause d'un irréparable désastre, est une légende inventée par M. de Villepreux, auteur d'une médiocre biographie d'Aliénor en 1862. Nous n'avons pas tout dit, ni parlé des travaux qu'il laisse inachevés; mais nous ne pouvons taire que cet excellent érudit, cet administrateur éminent, fut une âme généreuse, ouverte aux grandes causes pour lesquelles la vie vaut la peine d'être vécue. Modeste, discret, d'apparence un peu fruste, il était un ami sûr et chaud dont le souvenir restera cher à tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître dans l'intimité. Ch. B.

— M. Charles MORTET a été nommé administrateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève en remplacement de M. Ch. Kohler, décédé.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a partagé le prix Bordin entre MM. Jean MASPERO : *Papyrus grecs d'époque byzantine* (3 vol. in-4°) et GUSMAN : *l'Art décoratif de Rome, de la fin de la République au IV^e siècle*.

— Un arrêté du préfet de la Seine, en date du 9 février 1917, pris sur l'initiative de M. Marcel Poète, transforme la Bibliothèque et les travaux historiques de la ville de Paris en un *Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris*. Le but et le fonctionnement de cet Institut sont précisés dans les articles qui suivent :

Art. 3. — Cet Institut est consacré, en premier lieu, à Paris, envisagé dans son évolution urbaine : il se rapporte aux conditions et aux manifestations d'existence et de développement de la ville dans le passé et dans le présent et a pour mission de coordonner à cet égard les recherches utiles à l'œuvre édilitaire. Il comprend, en second lieu, l'étude des villes et des phénomènes urbains en général, à l'effet d'en faire bénéficier les connaissances relatives à l'agglomération parisienne. Il s'adresse au public en général, aux étudiants ou spécialistes, à l'administration.

Art. 4. — L'Institut est formé des éléments dont se compose présentement le service de la Bibliothèque et des travaux historiques : 1° la Bibliothèque consacrée à Paris dans tous les temps ainsi qu'à

l'histoire, à la géographie et à l'économie urbaines en général. Les ressources de ses collections seront communiquées au public, sous la forme éducative ou instructive qui est celle d'un Institut, dans une grande salle de travail que les heures d'ouverture rendront accessibles à tous. Elles seront, d'autre part, en des salles spéciales formant des laboratoires d'études urbaines mises à la disposition des étudiants ou spécialistes admis après avis de la Commission dudit Institut; 2° l'office de recherches formé de jeux de fiches de dépouillements; 3° les publications faites actuellement sous le contrôle ou par les soins du service de la Bibliothèque et des travaux historiques. En ce qui concerne la collection de l'Histoire générale de Paris et les collections d'ouvrages sur la Révolution, il ne pourra pas être proposé de nouvelles publications avant l'achèvement de celles engagées à ce jour. La collection intitulée « Bibliothèque d'histoire de Paris » portera le titre de « Bibliothèque de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris » et sera ouverte aux ouvrages rentrant dans le double objet de cet Institut. Le bulletin de la Bibliothèque et des travaux historiques sera intitulé : « Revue de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris » et portera sur les matières et sur la vie de cet Institut; 4° l'enseignement dont est présentement chargé l'inspecteur des travaux historiques, conservateur de la Bibliothèque; 5° les expositions qui se font par les soins du service de la Bibliothèque et des travaux historiques. De façon générale, tout ce qui est présentement rattaché à ce service l'est au nouvel Institut.

Art. 5. — Toutes relations utiles au progrès de la science des villes seront établies avec les centres d'enseignement ou institutions se rapportant à ce genre d'études.

Art. 6. — La Commission actuelle de la Bibliothèque d'histoire de Paris sera élargie à l'effet de former la Commission de l'Institut.

Art. 7. — Le personnel de l'Institut est celui même de la Bibliothèque et des travaux historiques, tel que le cadre en est établi.

L'inspecteur des travaux historiques, conservateur de la Bibliothèque, prendra le titre de directeur de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris. Les bibliothécaires principaux, bibliothécaires et sous-bibliothécaires au service de la Bibliothèque et des travaux historiques seront respectivement bibliothécaires principaux, bibliothécaires et sous-bibliothécaires audit Institut.

Art. 8. — Le nouveau titre d' « Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de Paris » sera toujours suivi, sur les imprimés, de la mention « ancienne bibliothèque Lepeletier de Saint-Fargeau ».

— Bibliothèque nationale. Le prix de 5,000 francs fondé par M. Angrand sera décerné en 1918 au meilleur ouvrage qui aura été publié en France ou à l'étranger pendant les années 1913-1917 sur l'histoire, l'ethnographie, l'archéologie ou la linguistique des races indigènes de l'Amérique, antérieurement à l'arrivée de Christophe Colomb. Les auteurs qui désireront concourir devront remettre ou

envoyer franco dix exemplaires de leurs ouvrages au secrétariat de la Bibliothèque nationale avant le 1^{er} janvier 1918. A ces ouvrages pourront s'ajouter ceux que des membres du jury croiraient devoir évaluer comme susceptibles de prendre part au concours.

— *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1917 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe* (Paris, Alph. Picard et fils, 1917, in-8°, 62 p.). — Malgré les circonstances, huit thèses ont pu être soutenues le 13 mars dernier; ce sont les suivantes : A. AUNIORD : Le chapitre de Sainte-Opportune de Paris; R. DORÉ : L'architecture religieuse dans la région de Troyes à l'époque de la Renaissance; Br. DURAND : La vie municipale à Aix-en-Provence avant 1789; François JOURDA DE VAUX DE FOLETIER : Galiot de Genouillac, maître de l'artillerie de France, 1465-1546; Paul JUBERT : La forêt d'Yveline et la formation du domaine forestier de Rambouillet; Jean DE MACÉ DE GASTINES : Le ban et l'arrière-ban, de la création des compagnies d'ordonnance au XVIII^e siècle, 1445-1758; Ch. MARCHESNÉ : Essai sur l'organisation du chapitre de la cathédrale de Tours, des origines au Concordat de 1516; P. PRÉTRESSON DE SAINT-AUBIN : Essai sur la formation et le développement topographiques de la ville de Troyes jusqu'à l'année 1524. — Le prix de thèse a été attribué à M. Macé de Gastines.

Allemagne. — La Commission historique de Munich a élu comme membres ordinaires Friedrich Meinecke (Berlin) et Aloys Schulte (Bonn); comme membres extraordinaires Georg Leidinger, bibliothécaire en chef à Munich, et Dr Karl Alexandre Müller (Munich). Le secrétariat a passé au 1^{er} janvier 1917 de Siegmund Riezler à Erich Marcks. Sur la proposition de son président Moritz Rittter, la commission a décidé d'entreprendre un grand recueil des sources historiques du XIX^e siècle jusqu'au début de la guerre de 1914. Ce recueil, qui devra être un pendant aux *Monumenta Germaniae historica*, sera consacré avant tout à l'histoire politique, mais aussi à l'histoire particulière des états, à l'administration, à la naissance et au développement « de l'idée nationale », à l'histoire des idées. On prévoit plusieurs centaines de volumes, et sans doute il faudra plus d'un siècle pour achever l'entreprise « colossale ». Une sous-commission a été nommée pour examiner le plan du nouveau recueil.

Danemark. — L'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark (section des lettres) a mis au concours pour 1917 une étude sur les alchimistes grecs, et spécialement sur l'origine et la provenance des idées exposées dans leurs écrits. Les manuscrits pourront être rédigés en danois ou norvégien, en suédois, en anglais, en allemand, en français ou en latin. Ils devront être déposés avant le 31 octobre 1918 entre les mains de M. Zeuthen, secrétaire de l'Académie. Celle-ci décernera, s'il y a lieu, une médaille d'or de 320 couronnes (environ 400 francs).

Grande-Bretagne. — L'administration du British Museum a décidé de publier chaque mois la liste de ses nouvelles acquisitions qui paraissait jusqu'ici en fascicules trimestriels. Le nouveau régime a commencé en avril 1916; le prix d'abonnement n'est pas changé : il reste fixé à 3 l. st. par an. En même temps, a paru le *Catalogue of books printed in the fifteenth century, now in the British Museum*, 4^e partie, relative à l'Italie : Subiaco et Rome (avec une introduction par Alfred W. POLLARD).

— Le Catalogue des manuscrits en langues européennes appartenant à la bibliothèque de l'India office compte déjà deux volumes (1916) : le tome I contient deux collections formées par le colonel Colin Mackenzie « surveyor-general » pour l'Inde en 1815-1821; elles concernent surtout Java et les Indes néerlandaises. Le tome II, 1^{re} partie, contient la collection que Robert Orme forma pour la préparation de son *History of the military transactions of the British nation in Indostan from the year 1745*.

— Avec l'année 1917, l'*Athenæum*, qui est entrée dans la quarante-neuvième année de son existence, a subi d'assez importantes modifications. Chaque livraison comprend trois parties : la première, sur deux colonnes, est consacrée aux problèmes de réorganisation politique et sociale dont la présente guerre montre l'urgence et les difficultés. La seconde, sur trois colonnes, est une revue critique où l'on retrouve le type bien connu de l'ancien *Athenæum*. Enfin, la bibliographie, au lieu d'être insérée, comme dans les livraisons des deux dernières années, au beau milieu du numéro, est renvoyée à la fin sur deux colonnes, comme la première partie. Le titre a été un peu modifié : *The Athenæum; a journal of politics, literature, science and the arts*, et il paraît maintenant par fascicules mensuels, au prix de 1 sh.

Pays-Bas. — Les « Levensberichten der afgestorven medeleden van de Maatschappij van Nederlandsche Letterkunde » de 1915-1916 (Brill, Leyde, 1916) contiennent entre autres des articles nécrologiques sur M. le prof. BUSSEMAKER, de son vivant collaborateur de cette Revue, et sur M. G. VAN TIENHOVEN, qui fut ministre des Affaires étrangères de 1891 à 1894. N. J.

— On a constitué une société pour une nouvelle publication intégrale des lettres et œuvres du célèbre Grotius (président : M. le prof. C. van Vollenhoven de Leyde; secrétaire : M. le Dr P. C. Molhuysen, sous-directeur de la bibliothèque du Palais de la paix à La Haye). Les travaux préparatoires vont commencer sans retard. N. J.

Russie. — La Société d'histoire à l'Université de Moscou a fait paraître la première livraison d'une nouvelle revue intitulée : *Istoricheskia Ivestia* (les Informations historiques). L'apparition de cette revue, née en pleine guerre, doit être accueillie avec d'autant

plus de sympathie qu'elle comble une lacune importante chez nos Alliés au moment même où le besoin d'union, de travail organisé et coordonné se fait le plus vivement sentir en Russie dans tous les domaines. C'est bien ce que déclare le Comité d'initiative dans sa courte préface qui est en même temps une profession de foi patriotique : « Nostra res agitur... Chacun et partout doit, dans la mesure de ses forces, apporter son obole à l'accroissement de la puissance de notre patrie, afin que l'œuvre commune grandisse et se développe. De toutes parts, on entend l'appel; il faut substituer des efforts solidaires et bien organisés à l'ancien morcellement et à l'ancienne division; l'appel de la patrie doit immédiatement se transformer en action. »

Le premier fascicule du nouveau périodique comprend trois articles de fond dont une excellente étude de l'éditeur, le professeur Guerrié, sur la correspondance des frères Humboldt; de nombreux comptes-rendus de travaux intéressant l'histoire russe ainsi que l'histoire de l'Europe occidentale; deux articles nécrologiques sur le regretté sociologue Maxime Kovalevsky et sur un jeune savant, Protopopof, tombé au champ d'honneur en 1915; enfin les procès-verbaux des dernières séances de la Société historique de Moscou.

L. B.

ERRATUM.

Dans le fascicule précédent (t. CXXIV, p. 363-364), en rendant compte de l'ouvrage d'Édouard Driault et de Christian Schefer, *la République et le Rhin*, nous avons eu tort de dire que la seconde partie de cet ouvrage, *le Problème économique*, est due à M. Schefer seul. En réalité, si la première partie historique est de M. Driault seul, la seconde est due à la collaboration des deux auteurs.

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

